

John Adams Library.

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF No.

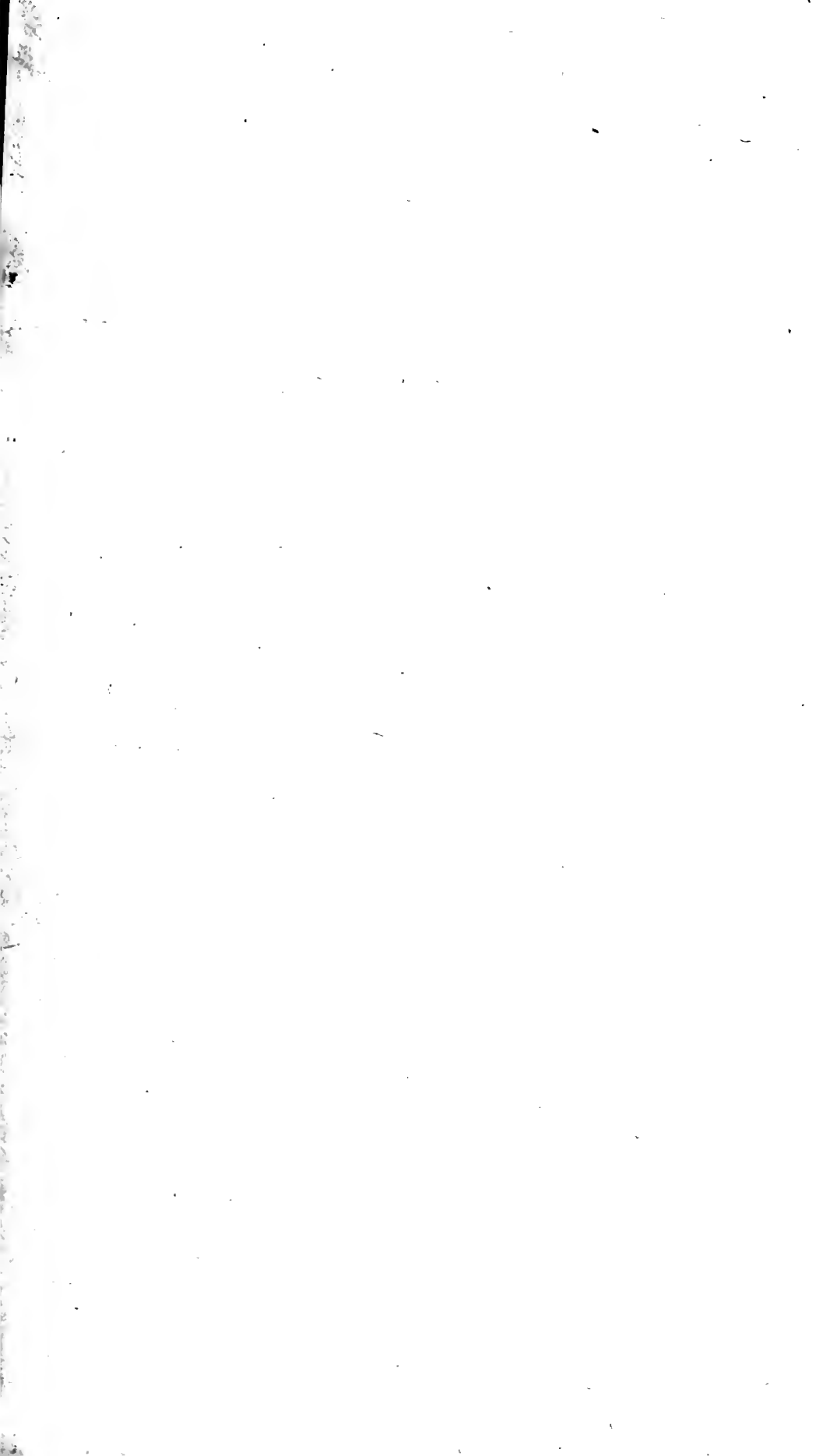
1841

1841

511







DE LA

Aux Duchez de

Aux Comtez de

ET

& de WINNENDAL.

Virée des Preuves authentiques produites
par les Hauts Concurrens.

des Sciences de Petersbourg & de Berlin;



A AMSTERDAM;

M. D. CC. XXXVIII.

23 18

1844

1844

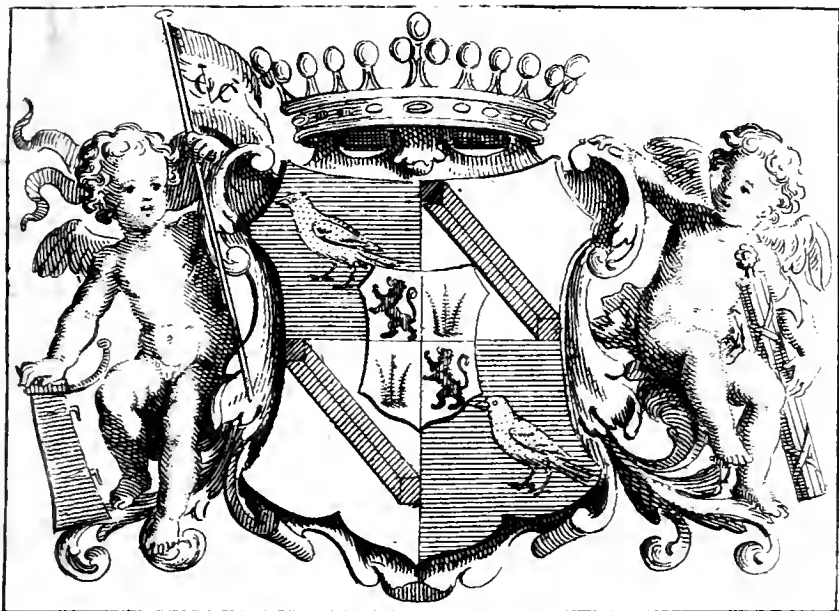
1844

U.1

1844

1844

1844



A

NOBLE ET ILLUSTRE
SEIGNEUR,
MONSIEUR
LIEVE GEELVINCK,
SEIGNEUR DE CASTRICUM,
KRONENBURG, MYNDEN
ET LOOSDRECHT, CONSEIL-
LER ET ANCIEN BOURGUE-
MAI-

ÉPI TRE.

MAITRE DE LA VILLE D'AMSTERDAM, BOURGUEMAITRE
REGNANT POUR LA HUITIÈME FOIS, DIRECTEUR DE
LA COMPAGNIE DES INDES
ORIENTALES, &c. &c. &c.

MONSIEUR,

*Je viens vous offrir l'Histoire
& les Pièces d'un Procès
de la dernière importance,
puis-*

E P I T R E.

puisque'il a déjà armé , pendant plusieurs années , la plus grande partie de l'Europe , & qu'on a de justes appréhensions qu'il ne rallume de nos jours , un feu , qu'on ne peut entièrement éteindre , vu le crédit & les puissantes Alliances des Concurrrens. La République y a toujours pris & y prend encore , avec raison , tant d'Intérêt , que tout ce qui concerne ce fameux Procès , ne peut être indifférent à un Père de la Patrie.

É P I T R E.

*C'est en cette qualité ,
MONSIEUR, que je mets
cette Histoire sous Votre Pro-
tection. Le Bonheur des Peu-
ples , le Repos & la Tranqui-
lité de l'Etat , sont les grands
& précieux objets qui Vous oc-
cupent sans cesse ; Vous verrez ,
dans cette Histoire , la con-
duite , que Vos Prédecesseurs
dans les Emplois éminens , où
Vos Vertus & Votre mérite
Vous ont élevé , ont gardée
dans une affaire aussi châ-
touilleuse , & la fermeté avec
la-*

ÉPIÔRE.

laquelle ils ont éloigné des Frontières de la République, les suites funestes de ce démêlé, dans lequel l'Espagne, alors notre Ennemie déclarée, l'Empereur & une partie de l'Empire, prirent les Armes contre nos Provinces, en faveur de l'un des hauts Prétendants. Enfin Vous y verrez sur quelles Raisons, sur quelles Loix, sur quel Droit, chaque Partie fonde ses Prétentions, & tout ce que les uns & les autres ont fait pour les faire prévaloir.

E P I T R E.

*Je cherchois un Mécène,
mais un Mécène éclairé, un
Juge; pouvois-je le rencontrer
mieux qu'en Vous, MON-
SIEUR, dont les Lumiè-
res, la Pénétration, la Pru-
dence & l'Equité ont pour
témoins & pour Admirateurs
tous les Citoyens d'une gran-
de & puissante Ville, qui en
ressentent les salutaires effets
& les heureuses influences,
qui Vous attirent, avec jus-
tice, leurs continuelles & re-
connoissantes Bénédiction, &*
ex-

E P I T R E.

*excitent en eux des transports
de joie, toutes les fois qu'ils
vous voient revêtu de l'émi-
nente Dignité à laquelle vous
venez d'être élevé pour la
huitième fois. Permettez-
moi, que plein d'admira-
tion pour les grandes qualitez
du Cœur & de l'Esprit, que
votre modestie ne peut nous
dérober, pour Votre Amour
pour les Arts & les Scien-
ces, & pour cette affabilité
gracieuse avec laquelle vous
recevez ceux qui ont le bon-
heur*

E P I T R E.

heur de vous aprocher, je joins mes aplaudissemens à ceux de mes Concitoyens, & que je profite de cette occasion, pour Vous témoigner le profond Respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-obéissant Serviteur.

En Mars 1738.

ROUSSET.

P R E F A C E.

L'Attention du Public fixée sur le démêlé par raport à la Succession de *Berg & Juliers*, les divers jugemens que j'en ai vû & entendu porter, l'importance de cette affaire, le peu de connoissance du fond même du Procès que j'ai remarquée dans ceux qui en parlent; voila les motifs qui m'ont fait prendre la plume pour mettre toute cette affaire dans un certain jour, où chacun puisse démêler le vrai d'avec le faux. C'est ordinairement le but que je me suis proposé jusqu'à présent dans les Ouvrages que j'ai publiez, & ce qu'on trouvera encore plus particulièrement dans ceux, qui paroîtront, quand je n'y serai plus.

Voici de quelle manière je me suis conduit. Je me suis premièrement revêtu d'une *impartialité* constante d'un bout à l'autre de l'Histoire, qui est tirée des Auteurs contemporains, des Mémoires du

Tome I. * * tems

P R E F A C E. 1

tems, & de plusieurs Volumes de Factums, Manifestes, Dédutions publiez par les Hauts Prétendans. J'ai tâché de ne laisser sur tout échapper aucune circonstance, qui pût faire connoître leurs Droits respectifs. C'est pourquoi j'ai rapporté, autant que j'ai pû, leurs propres argumens, & les Preuves sur lesquelles ils les ont fondés. Il faut avouer qu'il se trouve, dans cette affaire, une complication de Droits fort embarrassante, les Diplomes Impériaux & les *Pacta-Conventa* des Pais de la Succession, leurs Us & Coutumes se trouvent souvent en oposition; cependant il y a des Loix fondamentales & un Droit primordial, qui peuvent décider; mais, dans la plupart des grandes Successions, quel autre Droit consulte-t-on, que celui de *Convenance*? N'en avons-nous pas eu plus d'un exemple de nos jours, & ne sommes-nous pas peut-être à la veille d'en voir encore d'autres, peut-être plus importants? Pour

P R E F A C E.

Pour donner à cette Histoire toute l'utilité possible, je l'ai apuïée sur les Preuves que je raporte dans le Tome II. (a) j'en'y ai mis que celles qui m'ont paru absolument nécessaires, ou qu'on ne trouve que difficilement, ou dans de gros Ouvrages que chacun n'a pas; & j'ai traduit en François toutes celles qui sont écrites en Allemand; ou dont il n'y avoit point déjà de traduction. Enfin, pour ne rien obmettre qui pût instruire les Lecteurs, j'ai dressé une Carte des Provinces de la Succession, qui est à la tête du Tome I. où on voit de quels Etats ils sont limitrophes & par consequent quel Prince a intérêt, par convenance de voisinage, de s'en mêler. On trouvera

(a) J'avois d'abord formé un autre plan, qu'on peut voir dans la *Bibliothèque Raisonnée* T. XIX. Part. II. p. 486., mais plusieurs raisons, qu'il est inutile de rapporter, me l'ont fait changer, & j'ai cru qu'il valoit mieux mettre l'Histoire toute de suite dans un Volume, & les Preuves ensemble dans le second.

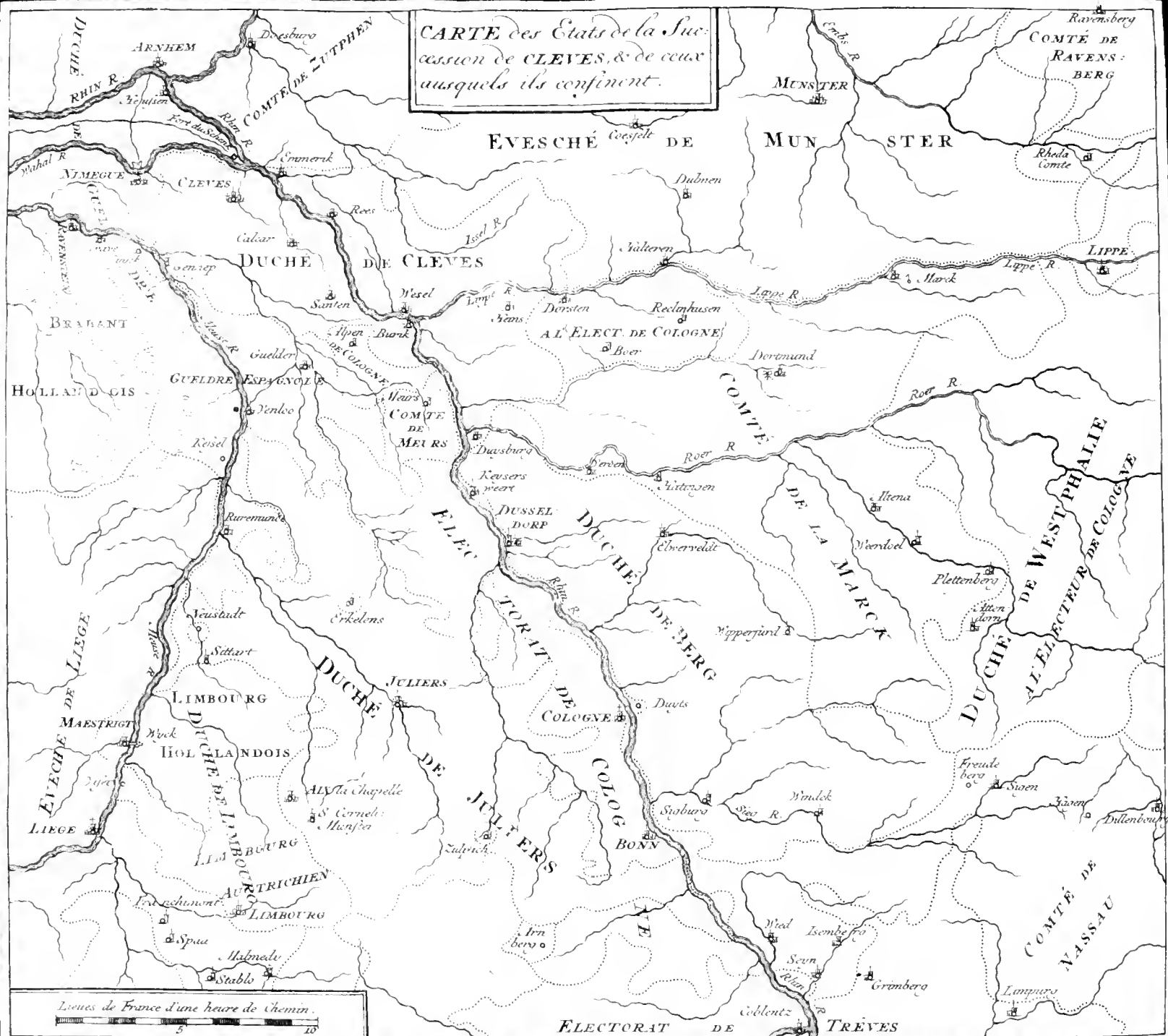
P R E F A C E.

vera à la tête du second volume une Carte Généalogique, la plus curieuse qu'on ait encore dressée, dans laquelle les différentes hachures des lignes qui marquent les Descendances, montrent d'abord les degrés de parenté, & de quelle manière tous ces Etats ont été réunis, les différentes Alliances, enfin par combien de canaux chaque prétendant peut prouver qu'il a droit à la Succession.

Voilà tout le compte que je puis rendre de cet Ouvrage; puisque j'ai autant de peine à faire qu'à lire une longue Préface. Heureux si j'atteins mon but, qui est de le rendre *utile & instructif* pour ceux, à qui il tombera entre les mains.









HISTOIRE

DE LA

SUCCESSION

AUX DUCHEZ DE CLEVES,
DE BERG ET DE JULIERS,
AUX COMTEZ DE LA MARCK,
ET DE RAVENSBERG &c.

Avant que d'entrer dans le détail des circonstances des droits & prétentions qui concernent cette importante Succession, il faut se faire une idée de la Succession même, en examinant comment ces cinq Fiefs se sont trouvez réunis dans la personne du dernier Possesseur; après avoir été le Patrimoine d'autant de Familles différentes, au commencement du quatorzième siècle.

THIERRI X. Comte de *Cleves* mourut en 1325, laissant une Fille unique MARGUERITE, qui épousa ADOLPHE IX., fils d'*Engelbert* Comte de la *Marck*; ainsi ADOLPHE devint par ce mariage, Comte de la *Marck* & de *Cleves*.

Vers ce même tems un autre *Adolphe* étoit Comte de *Berg*, & le dernier de sa Maison ; il ne laissa qu'une fille nommée aussi *MARGUERITE*, qui porta ce Comté à *OTTO* Comte de *Ravensberg*, en l'épousant.

De cette maniere, voilà déjà quatre Maisons réunies en deux, par le mariage de deux filles héritières, l'une du Comté de la *Marck*, l'autre du Comté de *Berg*, ainsi *ADOLPHE IX.* étoit Comte de *Cleves & de la Marck*, & *OTTO* étoit Comte de *Berg & de Ravensberg*.

GERARD IV. étoit dans le même tems Comte de *Juliers*, il eut pour successeur *GUILLAUME VII.* que l'Empereur *Charles IV.* fit Duc de *Juliers*.

Celui-ci eut deux fils, *Gerard* qui mourut avant lui, & *Guillaume*, qui lui succéda.

Gerard avoit été marié avec *MARGUERITE*, fille & heritiere d'*OTTO*, dont on a parlé ci-dessus, Comte de *Berg & de Ravensberg*. Il en laissa un fils & une Fille : le fils nommé *GUILLAUME* fut élevé à la dignité de Duc de *Berg* par l'Empereur *Venceslas* en 1389. sa sœur *Marguerite* épousa *ADOLPHE X.* Comte de *Cleves & de la Marck*.

Il semble qu'on avoit fait une injustice à *Guillaume I.* Duc de *Berg*, en donnant le Duché de *Juliers* à son Oncle *Guillaume*, à son préjudice ; puisqu'il étoit fils de l'ainé, mais *ADOLPHE II.* second Duc de *Berg* & fils de *GUILLAUME I.* s'en vangea sur la posterité de *Guillaume*, second Duc de *Juliers*, en s'emparant de ce Duché aussi-tôt après

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 3
après la mort de *Renaud* , qui étoit Duc de
Juliers & de Gueldres.

Ainsi cet *ADOLPHE* fut Duc de *Berg &*
de *Juliers &* Comte de *Ravensberg*. Il n'eut
qu'un fils , *Robert* , qui mourut avant lui , sans
ensans , ainsi il laissa en 1437. ses Etats à son
neveu *GERARD* , qui laissa *GUILLAUME II.* Duc de *Berg & de Juliers &* Comte
de *Ravensberg* ; celui-ci eut une fille unique
nommée *MARIE*.

Alors *JEAN III.* surnommé le *Pacifique* ,
petit-fils de l'arrière-petit-fils d'*ADOLPHE*
Comte de la *Marck &* de *Cleves* , étoit Duc
de *Cleves* ; l'Empereur *Sigismond* ayant élevé
son Bisayeul *Adolphe XI.* à la dignité de
Duc.

Ce *JEAN III.* épousa *MARIE* , fille de
GUILLAUME II. Duc de *Berg & de Juliers*
& Comte de *Ravensberg* , laquelle , à la mort
de son Pere , se porta pour heritiere de ses
Etats , en vertu d'un *Privilège d'Habilitation*
de l'Empereur *Maximilien I.* quoique cet Em-
pereur , lui-même & son Pere *Frederic III.*
eussent accordé l'investiture éventuelle des
mêmes Etats à *Albert* Duc de *Saxe* pour lui
& ses héritiers féodaux.

Ce fut là le premier Démêlé qu'il y eut au
sujèt de la Succession à ces Etats , qui , par ce
mariage , se trouvèrent tous réunis en la per-
sonne de *JEAN III.* Duc de *Cleves , Berg*
& *Juliers* , Comte de la *Marck &* de *Ra-*
vensberg.

Il est vrai que la Maison de *Saxe* protesta
contre l'*Acte d'habilitation* que l'Empereur
Maximilien accorda à la Duchesse *Marie* le 3.

Fevrier 1496 , environ un an après avoir confirmé en pleine Diète à Worms, (a) l'Acte par lequel son Pere & lui avoient consenti & promis que les Duchez de Berg & de Juliers , venant à vaquer , faute d'heritiers féodaux mâles , immédiatement & sur l'heure écheroient & parviendroient à leurs Oncles , Electeur & Ducs de Saxe , & à leurs heritiers féodaux de leurs Corps (b). L'Empereur reconnut si bien la justice des droits de la Maison de Saxe qu'il lui accorda un *Muthzedel* * en Sept. 1512 ; & qu'après avoir donné , le 17. Juillet 1515. , un Revers au Duc de Cleves , qui confirme les droits de la Maison de Saxe , l'Empereur Charles V. rencherit sur ce Prince , en n'accordant au Duc Jean qu'une investiture conditionnelle , seulement autant que de droit , & sans préjudice du droit d'un chacun , lequel nous avons expressement réservé ; & il paroît par deux Lettres de cet Empereur à l'Electeur & aux Princes de Saxe qu'il n'a accordé l'investiture au Duc de Cleves , que par la crainte qu'il se joignît à la France contre lui , & nullement qu'il crût que ce Duc eût droit à la succession de Juliers , Berg & Ravensberg.

Ainsi la baze des pretensions de la Maison de Saxe , aux trois grands Fiefs de Berg , Juliers , & Ravensberg , est une Concession de deux Em-

(a) On peut voir cette *Donation* , *confirmation* & *investiture* dans mon *Recueil d'Actes* , *Negociations* &c. T. VII. p. 365. & suiv.

(b) *Ibid.* pag. 373.

* C'est ainsi qu'on appelle en Allemand un Rescript de *non prejudicando*.

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 5

Empereurs, confirmée plusieurs fois & faite par le motif le plus fort qu'on puisse apporter dans une Concession ou une Investiture: en voici les propres termes.

„ Declarons pour nous & nos successeurs
„ à l'Empire, & faisons savoir à tous par ces
„ presentes Lettres, *qu'en reconnoissance des*
„ *fideles , agreables & utiles services* que no-
„ tre bien aimé Oncle *Albert* Duc de Saxe
„ &c. nous a rendus en personne dans les
„ Guerres précédentes contre le Duc Charles
„ de Bourgogne , de même que depuis en
„ celles contre le Roi de Hongrie, *tant en*
„ *faisant des avances onereuses & considerables*
„ *pour le bien de notredit service, qu'autre-*
„ *ment, & en diverses & maintes occasions*
„ *&c. (a)*”. Ce qui est répété dans la Con-
firmation de l'Empereur *Maximilien* du 18.
Sept. 1486. Enfin le droit de la Maison de
Saxe est déclaré & confirmé même dans
l'Acte qui rend la Duchesse *Marie* habile à
succéder à son Pere, en ces termes, à condi-
tion neanmoins que ladite *Marie*, ou l'autre
fille qui pourroit encore naître comme dessus, &
leurs heritiers s'accommoderont avec les person-
nes, (la Maison de Saxe) qui ont reçu de no-
tre bien aimé Seigneur & Pere, l'Empereur
défunt de *Glor. Mem.* & de nous l'Expectati-
ve dejdits Duchez, sur un pied juste & rai-
sonnable (b). Cet ordre de s'accommoder sup-
pose le droit constant de la Maison de Saxe;
outre qu'on peut encore remarquer que la
Du-

(a) *Recueil d'Actes &c. T. VII. p. 365.*

(b) *Ibid. pag. 377.*

Duchesse *Marie* n'auroit pas eu besoin d'Acte d'habilitation, si elle avoit été d'elle-même habile à succeder.

Ce droit de la Maison de Saxe, fondé sur les Concessions & Investitures de trois Empereurs, qui, suivant les Constitutions de l'Empire, ne peuvent être alterées sans faire une breche aux prerogatives Imperiales, telles qu'elles étoient alors, a été fortifié par le mariage de *SIBILLE* fille du Duc *JEAN* III. & de la Duchesse *MARIE*, dont nous avons parlé ci-dessus, avec *JEAN FREDERIC* Electeur de Saxe; puisque dans leur contract de mariage il est expressement stipulé „ qu'au cas que le Duc *JEAN*, & „ *MARIE* Duchesse de *Juliers* &c. decedassent sans laisser d'enfans mâles après eux, lesquels aussi ne laisseroient pas d'héritiers, alors les Principautez & Pays de „ *Cleves*, de *Juliers* &c. avec tous les biens, „ appartenances &c. parviendroient par „ droit de succession à leur fille ainée & aux „ héritiers d'icelle & de son époux le Duc „ *Jean Frederic* au cas qu'ils en ayent &c. ”.

(a) Acte passé dans les formes & confirmé par *Ferdinand* Roi des Romains & par l'Empereur *Charles V.* par Actes exprès du mois de Mai 1544.

Il est vrai qu'alors le Duc *JEAN* se voyant pere d'un Fils, le Duc *Guillaume* III. avoit engagé son Gendre l'Electeur de Saxe & sa Fille *Sibille*, à renoncer à cette clause de leur Contract de mariage, mais cette renonciation

fut

(a) *Ibid.* pag. 384.

fut accompagnée d'une condition restrictive, qui assure de nouveau les droits de la Maison de Saxe puisqu'il y est dit „ qu'ils renoncent „ à l'heritage paternel, maternel & fraternel „ NB. tant qu'il restera un heritier de la ligne „ Masculine des Ducs de Cleves, de Juliers &c. „ ce qu'ils promettent envers leurs Chers „ Pere, Mere & Frere, & tous leurs heritiers „ tant qu'il en existera un ou plusieurs „ de la ligne Masculine des Princes de Cleves, „ Juliers, Berg, Marck & Ravensberg. NB. „ Au cas neanmoins qu'il n'existât plus d'heritiers mâles comme dessus, IL SERA LOISIBLE A NOUS SIBILLE de faire „ valoir nos droits de succession tels qu'ils appartiennent de droit à une fille aînée, suivant les usages & coutumes des Maisons de „ Cleves, Juliers, Berg, Marck & Ravensberg, & comme il est contenu plus au long „ dans notre Contract de mariage (a).

On peut remarquer ici en passant que le cas réservé dans la renonciation, cas qui rétablit la Duchesse Sibille & ses héritiers dans l'état où les avoit mis son Contract de mariage, s'est trouvé exister à la mort du Duc JEAN - GUILLAUME fils de GUILLAUME III., en faveur de qui la renonciation avoit été faite, puisque JEAN GUILLAUME est mort sans heritier mâle, & qu'après lui n'existe plus d'héritiers mâles des Ducs de Cleves, Berg, Juliers &c en sorte qu'il a été loisible alors à la Duchesse Sibille, ou

(a) Ibid. pag. 390 & 391.

à ses heritiers, de faire valoir leur droit de succession.

Tel est le droit de la Maison de Saxe jusqu'à l'Epoque de la mort de JEAN-GUILAUME arrivée le 25. Mars 1609. droit qui fut d'abord reconnu par l'Empereur *Rodolphe*, & en vertu duquel il accorda le 7. Juillet 1610., à la Maison de Saxe, d'amples Lettres d'Investiture (a) dans lesquelles sont rapportées, renouvelées & confirmées celles des Empereurs, *Frederic*, *Maximilien*, *Ferdinand* & *Charles V.*, & sont expliquez les divers cas de succession, dont nous avons parlé ci-dessus. Ensorte que ceux qui ont paru douter du droit de la Maison de Saxe & qui ont dit qu'il paroïssoit tout au plus fondé sur quelques Concessions impériales revoquées & confirmées tour à tour, ont voulu s'aveugler & se tromper eux mêmes puisqu'il est démontré par les Actes mêmes * que tous les successeurs de l'Empereur *Frederic III.* ont confirmé la Concession de ces fiefs, qu'il étoit en droit de faire, à qui il voudroit, & qu'il a faite à la Maison de Saxe par Lettres Patentes données à Gratz le 26. Juillet 1483. en ces termes.

„ *FREDERIC*, par la Grace de Dieu,
 „ Empereur des Romains, toujours Augus-
 „ te, Roi de Boheme, de Dalmatie, de
 „ Croatie, &c. Duc d'Autriche, de Stirie, de
 Ca-

(a) Voyez à la fin de ce vol. la Preuve [A].

* On peut les voir tous dans mon *Recueil d'Actes* &c. Tom. VII. pag. 365. & suiv. où ils servent de preuves à une déduction des Droits de la maison de Saxe sur *Berg* & *Juliers* &c.

Carinthie & de Carniole, Seigneur de Windismark & de Portenau, Comte de Habsbourg, de Tirol, de Pfort & de Kiebourg, Marquis de Burgau & Landgrave d'Alsace: déclarons pour nous & nos Successeurs à l'Empire, & faisons savoir à tous par ces présentes Lettres, *qu'en reconnoissance des fideles, agréables & utiles services*, que notre bien aimé Oncle, Albert, Duc de Saxe, Landgrave de Thuringe & Marquis de Misnie nous a rendus en personne, dans les Guerres précédentes contre le feu Duc *Charles de Bourgogne*, de même que depuis en celles contre le Roi de Hongrie, *tant en faisant des avances considérables & onereuses pour le bien de notredit service qu'autrement, & en diverses & maintes occasions*, de même que de ceux, qu'il nous rendra à l'avenir, comme il est de son devoir & de sa volonté, *après mure délibération & consultation, de notre propre mouvement & Science*, nous lui avons conféré & donné en Fief les Duchés de Juliers & de Berg, lorsqu'ils seront échus à nous par la mort de Guillaume, Duc de Juliers & de Berg, *donnons & conférons de notre pleine Autorité & Puissance Impériale*, sciemment, & en vertu des présentes, voulons, & devons, nous & nos successeurs à l'Empire, donner en Fief *audit Duc Albert, & à ses héritiers Féodaux* lesdits Duchés de Juliers & de Berg, lorsque l'ouverture s'en fera, comme dessus, avec tous droits de supériorité, Seigneurie, Justice, Peages, Mines, Fo-

A 5

rêts,

„ rêts, Eaux & Rivières, & autres appar-
 „ tenances & Dependances, sans exception
 „ ni diminution pour les tenir en Fief de
 „ nous & du Saint Empire, les posséder &
 „ en jouir à titre néanmoins des engagemens,
 „ sermens, services & obéissance, auxquels
 „ il est tenu envers nous & l'Empire ; de
 „ même qu'il est déjà obligé envers nous &
 „ l'Empire, pour les autres Regales qu'il
 „ possède, conformément aux Loix & usages
 „ de l'Empire, concernant lesdits Fiefs
 „ & Regales, fidelement & sans fraude ;
 „ en foi de quoi, les présentes ont été scel-
 „ lées, & y avons fait apposer notre sceau
 „ Impérial. Fait à Gratz le 26. Juin de
 „ l'année 1483. depuis la naissance de notre
 „ Sauveur, la 44. de notre Regne comme
 „ Roi des Romains, la 32. comme Empe-
 „ reur, & la 27. comme Roi de Hongrie
 „ &c". (a)

Les choses changerent de face à la mort
 du Duc JEAN-GUILLAUME, puis qu'il se
 présenta alors autant de nouveaux Prétendans
 à cette Succession, (qui juridiquement &
 suivant les Constitutions de l'Empire, devoit
 passer à la Maison de *Saxe*) que le Duc
 JEAN-GUILLAUME laissa de sœurs, Enfans
 comme lui du Duc GUILLAUME III. & de
 MARIE d'*Autriche* fille de l'Empereur *Ferdi-*
nand I.

GUILLAUME III. avoit épousé cette Prin-
 cesse le 18. Juillet 1546. & n'ignorant pas
 le

(a) *Recueil d'Actes* &c. T. VII. pag. 365.

le droit de sa sœur la Princesse SIBILLE & de ses héritiers , fondé sur son Contrat de mariage & sur sa renonciation confirmée par l'Empereur ; au cas que lui GUILLAUME III. ne laissât que des filles , il profita de la tendresse que l'Empereur devoit naturellement avoir pour sa nièce , pour en obtenir un *Privilège d'habilitation* pour ses filles , à l'imitation de celui que l'Empereur *Maximilien* avoit accordé cent ans auparavant à *Guillaume II.* pour sa fille *Marie*. *Charles V.* le lui expédia le lendemain de son Mariage ; & on peut dire que ce *Privilège* (a) est l'origine du Procès qui a manqué d'armer toute l'Europe au commencement du dernier siècle , & qui est prêt d'exciter aujourd'hui de nouveaux troubles dans le sein de l'Allemagne & sur ses frontières ; si la Prudence des Puissances qui s'intéressent à cette affaire , ne trouve un moyen d'accommoder les hauts Prétendants.

GUILLAUME III. eut deux fils & quatre filles. *Charles Frédéric*, mourut en 1575. âgé de 20. ans, en sorte que JEAN-GUILLAUME, son second fils, lui succéda, & ne laissa pas d'enfans de deux femmes qu'il eut.

1. MARIE ELEONORE , sa sœur aînée , avoit épousé *Albert Frédéric de Brandebourg*, Duc de Prusse, à qui elle porta ses droits.

2. AN-

(a) Il est dans mon *Recueil d'Actes* &c. I. c. pag. 398.

2. ANNE épousa *Philippe Louis de Neubourg*, Trisayeul de l'Electeur Palatin régnant.

3. *Madelaine* fut mariée à *Jean Comte Palatin*, Duc de *Deux-Ponts*, dont la branche est éteinte.

4. *Sibille* épousa 1. *Philippe Marquis de Bade-Rastadt*, 2. *Charles d'Autriche Marquis de Burgau*.

MARIE ELEONORE eut d'*Albert-Frédéric*, Duc de Prusse, sept Enfans, dont il ne resta que des filles, dont l'ainée ANNE épousa *Jean-Sigismond*, Electeur de Brandebourg, & fut mere de l'Electeur *George-Guillaume* Pere de l'Electeur *Frédéric-Guillaume*, & ayeul de *Frédéric I.* Roi de Prusse.

ANNE seconde Princesse de *Cleves* eut de son Epoux *Philippe-Louis* Comte Palatin, *Wolfgang-Guillaume* bisayeul de l'Electeur Palatin *Charles-Philippe*, & *Auguste*, Chef de la Branche de *Sultzbach*, Trisayeul du Jeune Prince de *Sultzbach* Marquis de *Berg-op-Zoom*, à présent héritier présomptif de la Maison de *Neubourg*.

NB. Lorsque le Duc GUILLAUME III. maria sa fille ainée à *Albert Frédéric* Duc de Prusse, il stipula dans son Contrat de Mariage „ qu'elle & ses Enfans recueille-
 „ roient sa succession, si son fils mourroit sans
 „ Enfans, & qu'on ne pourroit, en ce cas, rien
 „ innover dans ses Etats au préjudice de la
 „ Religion Catholique”, dont il faisoit profession. Il faut encore remarquer que cette Prin-

Princesse , (qui n'eut qu'une fille nommée *Anne* ,) mourut avant son frere le Duc JEAN-GUILLAUME , & qu'elle avoit renoncé à la succession (*).

La seconde & la troisieme Fille du Duc *Guillaume* III. renoncèrent , au profit de leur sœur ainée , moyennant la Dot qu'on leur donna , à la succession de leur Pere , (a) qui néanmoins NB. substitua tous ses Etats à *Anne* , Epouse du Duc de *Neubourg* , au défaut d'enfans issus de sa sœur ainée *Marie-Eleonore* Duchesse de Prusse ; & ensuite à *Madelaine* , Duchesse de Deux-Ponts , au défaut d'Enfans issus d'*Anne*. La quatrieme Fille *Sibille* , mariée au Marquis de *Burgau* ne fit pas de renonciation comme ses deux autres sœurs.

NB. Il est encore à remarquer que le droit d'Aineffe & d'Indivisibilité a été établi dans la Maison de Cleves & de la Marck , par *Adolphe* , premier Duc de Cleves , avec le consentement des Etats du Pays. Le même droit d'Indivisibilité & d'Aineffe a été établi de même dans la Maison de *Juliers* & de *Berg* , par *Guillaume* I. dernier Duc particulier de *Juliers* & de *Berg* , sous la confirmation de l'Empereur , comme il paroît par le *Privilège d'habilitation* , accordé par *Maximilien* I. en faveur de *Marie* Fille du même Duc *Guillaume* , où il est dit expressement *que lesdits Duchez & Comtez , dont par-*
tie

(*) Voyez la Preuve [C].

(a) Voyez le NB. de la Preuve [C].

tie pourroit écheoir à d'autres après sa mort, (du Duc Guillaume) ne soient divisez & separez, ce qui n'est convenable ni profitable à nous & à l'Empire (a). Or ce droit d'indivisibilité & d'Aïnesse a été établi & confirmé dans tous les Etats de Cleves, Berg, Juliers, la Marck & Ravensberg réunis, par Jean le Pacifique dans le Contract de Mariage de sa Fille Sibille, avec Albert-Frédéric de Prusse, confirmé par les Etats de ses Duchez, où il est dit, *nos Principautés & Pays de Cleves, de Juliers, de Berg, les Comtez de la Marck & de Ravensberg, avec Tous les biens, appartenances & dépendances &c. parviendront, par droit de succession, à notre Fille aînée &c.* (b) ce qui a été confirmé par Lettres Patentes de l'Empereur Charles V. du 13. Mai 1544. (c) qui ont été suivies en 1559 (d) d'un Privilège d'union accordé par l'Empereur Ferdinand I. au Duc Guillaume, & confirmé en 1566. par l'Empereur Maximilien II. Mais il est à remarquer que suivant ce Privilège, cette indivisibilité ne doit durer que (*So lange die succession S. L. Erber von ihrer posterität in absteigender Linien weren und vorhenden, seyn vürder*) (e); aussi longtems que cette succession restera à la Postérité de S. A. dans la

LIGNE

(a) *Ubi supra* Tom. VII. pag. 376.

(b) *Ibid.* pag. 396.

(c) *Ibid.* pag. 393.

(d) Voyez la Preuve [B].

(e) Voyez ce Privilège & la Confirmation dans Lunig *Reichs Archiv*, T. X. Part. spec. Cont. II. pag. 411. & 412.

LIGNE DESCENDANTE; expression dont on s'est servi aussi dans la Confirmation de *Maximilien II.*; au lieu qu'il paroît par le dispositif de la demande du Duc Guillaume qu'il auroit souhaité que cette Union ou Indivisibilité fût (*zu den ewigen tagen:*) à perpétuité. Mais sur cet Article il est à remarquer, pour l'explication de cette différence dans la clause de la Requête & dans celle du Privilège, que la Cour Impériale considéroit les Fiefs de *Cleves, Berg & Juliers &c.* comme Fiefs Masculins, & c'est sur ce principe que les Empereurs *Frédéric III. Maximilien I., Charles V. Rodolphe II.* en ont donné l'*Expectative*, ou si l'on veut, l'*Investiture éventuelle* à la Maison de Saxe & de là la Clause aussi longtems que ces Fiefs continueront dans la ligne descendante; delà encore, je veux dire du Principe, où étoit la Cour Impériale par rapport à la nature de ces Fiefs, ces *Privilèges d'habilitation* que les Ducs de *Cleves*, & ceux de *Juliers* ont obtenu successivement (a) des Empereurs pour

(a) Témoin celui accordé le 3. Février 1496. par l'Empereur *Maximilien* en faveur de *Marie* fille de *Guillaume II.* Duc de *Juliers & de Berg.* Voyez mon *Recueil d'Actes* T. VII. pag. 375. Témoin aussi un autre *Privilège d'habilitation* accordé le 19. Juillet 1546. par l'Empereur *Charles V.* en faveur des Filles de *Guillaume III.* & de *Marie d'Autriche.* Ibid. pag. 398. On peut encore ajouter que les investitures de ces Fiefs accordées par les Empereurs contenoient la Clause des Fief Masculins, témoin les termes de l'investiture donnée par l'Empereur. *Frédéric III.* à *Guillaume II.* Duc de *Juliers & de Berg* où il est dit, *non avens donné en Fief à notredit Oncle le Duc Guillaume & à ses HERITIERS FEODaux* (c. d. en stile de l'Empire, Mâles) les susdits Fiefs, les Duchez de *Juliers*

pour assurer à leurs Filles la tranquille possession de leurs Etats dans laquelle elles auroient pû, sans cela, être troublées.

Après ces Remarques nécessaires à l'intelligence du droit & de la nature de ces Fiefs, nous pouvons passer au détail des Evenemens qui ont suivi la mort du Duc *Jean-Guillaume*, arrivée le 25. Mars de l'année 1609. sans qu'il laissât d'enfans. Ses Etats consistoient dans les Duchez de *Juliers*, de *Cleves*, de *Berg*, les Comtez de la *Marck* & de *Ravensberg*, & la Seigneurie de *Ravesteyn*, qui par les anciennes conventions & coutumes de la Famille & en vertu des Constitutions Impériales, comme on l'a expliqué ci-dessus, devoient toujours demeurer annexez ensemble, sans partage, pour se maintenir contre les Princes voisins, sur tout contre ceux de la Maison de Bourgogne & de Brabant qui étoient puissans.

1. Les Prétendans étoient premièrement l'Electeur de Brandebourg *Jean-Sigismond* du Chef de sa femme représentant *Marie-Eleonore* de Juliers sa mere, Fille ainée du Duc *Guillaume III*.
2. *Wolfgang Guillaume*, fils du Comte Palatin *Philippe Louis* de Neubourg, du Chef de sa mere *Anne*, seconde Fille du Duc

liers &c. & c'est avec la même Clause que ces Etats ont été conferez à la Maison de Saxe comme on peut voir dans le Diplome de *Frédéric III*. Recueil d'Actes Tom. VII. pag. 365. & par celui de *Rodolphe II*. Ibid. pag. 411.

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 17
Duc Guillaume III. qui l'avoit substituée
par son Contrat de Mariage à sa sœur
ainée.

3. *Jean* Comte Palatin, Duc de *Deux-Ponts*, fils de *Madelaine* troisième fille du Duc Guillaume III. substituée à sa sœur *Anne*.
4. *Charles* d'Autriche Marquis de *Burgau*, fils de l'Archiduc *Ferdinand*, frère de l'Empereur *Maximilien II.*, du Chef de sa femme *Sibille* quatrième Fille de *Guillaume III.*
5. La Maison de Saxe en vertu des Concessions, Expectatives & Investitures des Empereurs depuis *Frédéric III.*
6. Le Duc de Nevers, *François de Gonzague*, qui portoit le nom & les armes de Cleves, comme descendu d'*Engelbert* fils de *Jean I.* Duc de Cleves & d'*Elizabeth* de Nevers.
7. Le Comte de *Maulevrier* descendu de la Maison de la Marck, dont il portoit les armes & le nom.

Dix jours après la mort du Duc *Jean-Guillaume*, le fils aîné du Duc de *Neubourg* se rendit à *Dusseldorp*, Capitale du Duché de *Berg* pour se mettre en possession de tous les Etats de cette Succession du Chef de la Duchesse *Anne*, sa mere; & le 12. d'Avril il fit publier un Ecrit pour justifier son droit, qu'il fondeoit particulièrement sur les Privilèges accordés au Duc Guillaume II. En

1546 (a) & en 1559 (b) & par lesquels, au défaut d'Enfans mâles, ces Etats devoient passer aux Filles de ce Duc *sans pouvoir être séparés*, en sorte que la Fille aînée du Duc *Guillaume* étant morte, il prétendoit que sa mere qui étoit la seconde fille, devoit recueillir toute sa succession, puisqu'elle étoit l'aînée des sœurs du dernier Duc, qui étoient alors en vie. L'Electeur de Brandebourg fit presque en même tems publier un autre Ecrit, dans lequel il soutenoit que par divers Actes & par les Constitutions des Empereurs *Ferdinand I., Maximilien II. & Rodolphe II.* tous les Etats de la Succession de Cleves & de Juliers étoient indivisibles, & que par le Contract de Mariage de *Marie-Eleonore* Mere de sa femme ils avoient été substitués à cette Princesse & à ses descendans en cas que le Duc *Jean-Guillaume* mourût sans Enfans: en sorte que l'Electrice sa femme étant fille de *Marie Eleonore*, qu'elle représentoit, il prétendoit que les autres Sœurs cadettes ne pouvoient rien pretendre à cette Succession, sur tout les Duchesses de *Neubourg & de Deux-Ponts* y ayant renoncé (c) par leurs Contracts de Mariage.

Cet Electeur envoya d'abord son Frere *Ernest* pour soutenir ses droits, & ces deux Princes se mirent chacun en possession d'une Partie des Etats, qu'ils prétendoient leur appartenir

(a) *Recueil d'Actes* &c. T. VII. p. 398. &c.

(b) Voyez LUNIG *Reichs Archiv.* T. X. ou *Part. Spec. cent.* II. pag. 411. dont la Traduction est ci après parmi les Preuves [B].

(c) Voyez ci dessus la Preuve [C].

tenir entièrement : Mais il étoit à craindre qu'un tiers, plus puissant qu'eux, ne se rendît maître des meilleures Places pendant qu'ils se feroient la Guerre pour se chasser l'un l'autre. C'est pourquoi *Maurice*, Landgrave de Hesse, leur ami commun, leur conseilla d'unir leurs intérêts, & agissant de concert, de convenir de quelque Accord provisionel ; ils s'y prêtèrent également , & il les invita à se trouver à *Dortmund* dans le Comté de la Marck. Le Duc de *Neubourg* s'y rendit en Personne , & l'Electeur de Brandebourg y envoya son Frere *Ernest* chargé de sa Procuration, avec plein pouvoir de souscrire à tout ce que le Landgrave lui conseilleroit.

Les Conférences étoient à peine commencé que l'Empereur *Rodolphe II.* fit publier (*) un Mandement, par lequel il défendoit à tous les Princes qui prétendoient à cette succession de s'en mettre en possession jusqu'à ce qu'il eut prononcé auquel d'entr'eux elle devoit appartenir : il leur ordonnoit en même tems de comparoitre dans quatre mois par devant lui en personne , ou par Procureurs, pour lui expliquer leurs raisons & entendre prononcer l'Arrêt.

La Lecture de ce Mandement peut faire voir si l'Electeur de Brandebourg & le Duc de *Neubourg* n'eurent pas raison d'en conclurre qu'il étoit tems qu'ils s'accordassent & unissent leurs intérêts de crainte de se trouver dans la situation de l'Apologue de l'Huitre

tre

(*) Le 24. Mai.

tre & des Plaideurs, & qu'un troisième, favorisé par la Cour Impériale, ne leur enlevât la succession contestée, ainsi ils envoyèrent ordre à leurs Plénipotentiaires à *Dortmund*, de presser la conclusion du Traité qu'ils négocioient & qui fut signé le dernier de Mai (a).

Ils convinrent par ce Traité qu'ils termineroient leurs différens à l'amiable & par des arbitres; mais que cependant ils joindroient leurs armes contre ceux qui voudroient dans les quatre mois prochains s'emparer des Provinces dépendantes de cette succession: qu'ils se transporteroient à *Dusseldorp*, où ils feroient entendre le tout aux Etats de ces Provinces & aux Conseillers du feu Duc: Qu'ils commettroient à ces Conseillers le Gouvernement du Pays, en leur joignant encore quelques-uns du Corps des Etats: Qu'ils recevroient la foi & hommage des Officiers & Sujets de ces Provinces, & leur feroient faire serment de fidélité au profit des Princes de la Maison de *Brandebourg*, ou de celle de *Neubourg*, qui seroient déclarés les légitimes héritiers de ces Pays: Enfin qu'ils ordonneroient toutes les choses nécessaires, sans se faire aucun préjudice à l'un ni à l'autre, & aussi sans préjudice des Maisons de *Deux-Ponts* & de *Burgau*, & de la Religion & Liberté de leurs Sujets.

Pour ne pas perdre de tems les deux Princes se transporterent à *Dusseldorp*, où les
Etats

(a) Voyez ci après parmi les Preuves [D].

Etats de ces Provinces étoient assemblés , & où nonobstant les oppositions du Comte de Zollern , Commissaire de l'Empereur , les Etats approuvèrent la Transaction de *Dortmund* & l'enregistrèrent ; enforte que ces Princes se mirent en possession , sans aucune difficulté , de presque toutes les Places dépendantes de cette succession.

L'Empereur fut très mecontent du Traité de *Dortmund* , de la conduite des Etats du Pays , du peu d'obeïssance des Princes à son Mandement , & sur-tout de ce qu'ils avoient produit , dans l'Assemblée des Etats , des Lettres de recommandation (a) du Roi de France *Henri IV.* qui s'interessoit pour eux par la raison que nous rapporterons plus bas. Le Conseil de l'Empereur lui représenta toutes les raisons (b) qu'il avoit d'empêcher que ces belles Provinces ne tombassent entre les mains de Princes Protestans , & que le seul moyen d'y réussir étoit de s'emparer du sequestre , à la faveur duquel , maître de la décision des prétensions , Sa Majesté Impériale pourroit les faire passer à quelque Prince affectionné à sa Maison. Suivant cet avis *Rodolphe* envoya à *Juliers* , en qualité de Commissaire de l'Empire , l'Archiduc *Leopold* , son Cousin Germain , qui , quoiqu'Evêque de Strasbourg , étoit à la tête de ses Armées en Bohême. Celui-ci eut l'adresse de

(a) Histoire de Louis XIII. par le Vassor T. I. p. 14.

(b) Hist. de l'Empire par Heïss. Ed. 1733. T. III. p. 65.

de se saisir de cette Ville par le moyen du Chancelier du Duché, & ayant reçu des troupes de l'Empereur & de l'Archiduc *Albert*, il y mit une bonne Garnison sous les ordres de *Jean de Raufchenberg*; & en vertu de sa Commission il fit insinuer les Résolutions & les Ordres de l'Empereur à tous les Princes intéressés, pour les obliger à y déférer.

Cette étincelle, qui devoit paroître peu de chose, manqua de mettre toute l'Allemagne, & par rélation de vues & d'intérêts, toute l'Europe en combustion. L'Allemagne étoit alors cruellement déchirée par les démêlés de Religion & par les brouilleries entre l'Empereur *Rodolphe II.* & son Frere *Matthias*, Roi de Hongrie; ce qui avoit donné naissance à deux Partis, qui s'étoient formés dans l'Empire, l'un nommé des Princes & Etats *Correspondans* ou l'*Union*, & l'autre la *Ligue Catholique*. Les premiers assemblés à Hall en Souabe, y formerent une Association, où entrèrent près de quarante Princes & Etats de l'Empire, tous de la Religion Evangelique, qui déclarerent l'Electeur Palatin Chef de l'*Union*.

Le Parti opposé forma à *Wurtzbourg* une Ligue dans laquelle entrèrent les Archiducs d'Autriche, les Electeurs Ecclesiastiques, l'Archevêque de *Saltzbourg*, les Evêques de *Bamberg*, *Wurtzbourg*, & *Aischstedt* & le Duc de *Bavière*, qui en fut nommé le Chef. Cette *Ligue* différoit de l'*Union* en ce que celle-là admit des Princes Etrangers comme le Pape, & le Roi d'Espagne, & qu'ils

solliciterent le Roi de France de se joindre à eux.

L'Espagne qui venoit de conclure à Anvers le Traité de Trêve avec les Provinces-Unies des Pais-Bas, étoit encore en armes, & *Henri IV.*, qui au commencement de 1608. avoit fait un Traité d'Alliance avec les mêmes Provinces, & avoit tant contribué à la conclusion de la Trêve, faisoit depuis peu de grands préparatifs, qu'on attribuoit à la situation embrouillée où étoient les affaires de la Maison d'Autriche en Allemagne, dont ce Prince vouloit tirer avantage dans la conjuncture présente, ayant un intérêt réel d'abaisser cette Maison, qu'il trouvoit par-tout en son chemin, excitée qu'elle étoit contre lui tant par ses intérêts mêmes, que par le S. Pere.

La succession du Duc de Cleves lui fournit une trop belle occasion de s'immiscer dans les affaires d'Allemagne, pour la negliger; & informé que les Princes *Correspondans* (a) s'intereffoient pour les *Princes Possedans* (b), il ne balança pas à prendre leur Parti. Ils avoient envoyé à ce grand Roi, le Prince d'*Anhalt* pour implorer sa protection. La requisition du Roi auprès des Etats des Pays de Cleves &c. pour l'acceptation du *Traité de Dortmund* avoit été le premier fruit

(a) On donnoit ce nom aux Membres de l'Union de Hall.

(b) On entendoit par là l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg, qui s'étoient mis en possession des Etats de la succession.

fruit de la Negociation du Pr. d'*Anhalt*. Il remontra au Roi que le sequestre paroïssoit tendre à une usurpation, que ces Etats joints aux Etats Héréditaires, mettroient l'Empereur en état d'opprimer plus facilement la Liberté Germanique, surtout les Pays-Bas contigus donnant moyen au Roi d'Espagne de faire passer ses meilleures Troupes au secours de sa Maison (a). Le Roi écouta ces raisons, qui n'étoient tout au plus que des conjectures, mais tout est preuves & raisons dans de certaines circonstances; & le Prince d'*Anhalt* retournant à Hall auprès des Princes *Correspondans*, dont il faisoit Partie, fut accompagné de *Jean de Thumery* Seigneur de *Boissise* Conseiller d'Etat, Ambassadeur du Roi Très-Chrétien. Cet Ambassadeur introduit dans l'Assemblée des Princes leur declara (b) „ que pour entiere confirmation & assurance de l'amitié & bien-
 „ veillance de sadite Majesté envers eux, &
 „ aider à assurer & conserver la *liberté &*
 „ *tranquillité* de la Germanie, maintenir &
 „ défendre les Princes auxquels la succession
 „ de Cleves & Juliers, & autres Principautés & Seigneuries, qui en dépendent, appartient par droit & légitime succession, qu'il
 „ déclaroit derechef, & entant que besoin
 „ étoit auxdits Seigneurs Electeurs, Princes & Etats unis & confédérés, outre ce
 „ que Sa Majesté en avoit ci-devant dit &
 „ baillé

(a) Hist. de Louis XIII. l. C.

(b) Aitzema, *Saken van Staat &c.* T. I. in fol. Ed. 1699 p. 25.

„ baillé par écrit signé de sa main à Mon-
„ sieur le Prince d'Anhalt & ledit Ambassa-
„ deur auxdits Seigneurs Princes tant en public
„ que privé, que le Roi son maitre vouloit
„ employer en faveur desdits Princes héri-
„ tiers de Cleves , pareil nombre de gens de
„ Guerre à pied & à cheval & semblable
„ équipage d'Artillerie avec ce qui en de-
„ pend, à ses depens , que lesdits Princes
„ héritiers de Cleves & leurs Confédérés y
„ emploieront.

Ces offres étoient trop considérables pour ne les pas accepter d'abord, & les *Princes Correspondans* ayant repondu , comme le Roi pouvoit le souhaiter , à quelques Articles que son Ambassadeur leur proposa. On conclut bientôt un Traité d'Alliance défensive & offensive; Et le Roi promit que les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas ne manqueroient pas de joindre leurs Troupes aux siennes, le voisinage des Pays contestés ne leur permettant pas de souffrir avec indifférence qu'ils tombassent entre les mains d'un Parent ou d'un bon ami de la Cour d'Espagne (a).

Les Princes de la Ligne Catholique s'alarmerent avec raison de la Correspondance des Princes de l'*Union* avec le Roi Très-Chrétien, même avant que leur Alliance fût conclue, & les Electeurs Ecclésiastiques hazardèrent, par le conseil du Pape & des Espagnols, d'écrire la Lettre suivante

(a) Hist. de Louis XIII. T. I. p. 17.

vante (a) à *Henri IV.* sur ce qui faisoit le sujet de la negociation des *Princes Correspondans* avec ce grand Roi.

S I R E.

„ Nous ne doutons pas, que Votre Ma-
 „ jesté n'ait appris par le bruit public, &
 „ que plutôt & bien plus particulièrement,
 „ Elle n'ait été informée par Sa Majesté Im-
 „ périale, que la mort précipitée du Duc de
 „ Juliers a fourni l'occasion à toutes sortes
 „ de Prétensions, de Prétextes & d'Entre-
 „ prises. Et comme nous nous trouvons in-
 „ dispensablement obligés d'empêcher avec
 „ tous les soins possibles, tous les troubles
 „ & les dissensions, qui pourroient s'élever
 „ contre le Saint Empire Romain & contre
 „ les Loix salutaires, qui y ont été établies;
 „ que d'ailleurs nous avons appris, que Vo-
 „ tre Majesté non-seulement a promis sa
 „ protection Royale à quelques Princes, qui
 „ croient pouvoir former des prétensions sur
 „ les Provinces devolues par la mort du dé-
 „ funt Duc, mais que Votre Majesté a
 „ donné sa parole d'attaquer ces Provinces
 „ de vive force, & de les remettre entre
 „ leurs mains; ce qui leur fournit l'occasion
 „ de se soustraire à l'obéissance, qu'ils sont
 „ obligés d'avoir pour les Mandemens de Sa
 „ Majesté Impériale, & de préjudicier aux
 „ droits

(a) *Londorp, Acta Public. Tom. I. Part. I. pag.*
 85.

„ droits & justes prétensions de plusieurs
„ Princes, & bien principalement à celles
„ de l'Electeur de Saxe, qui pourtant re-
„ mettent toutes leurs prétensions à la juste
„ décision de Sa Majesté Impériale & ne
„ souffriront pas, que cette décision ordinai-
„ re de Sa Majesté Impériale soit éludée sous
„ quelque prétexte que ce soit. Et comme
„ ledit Electeur ne reconnoit pas seulement
„ & qu'il a déjà accepté à l'égard de ces
„ Princes prétendans la Jurisdiction ordinai-
„ re & usitée dans l'Empire, mais qu'il ne
„ manquera pas non plus, comme Duc de
„ Saxe & Electeur du Saint Empire, de s'a-
„ dresser au Saint Empire & à nous pour
„ que nous empêchions les Entreprises de
„ ces Princes, d'autant que de cette manie-
„ re l'Autorité de l'Empereur n'y pourroit
„ pas intervenir; & que par conséquent
„ cette affaire occasionneroit de nouveau une
„ Guerre, dans laquelle non-seulement les
„ Provinces voisines, mais plusieurs Pays
„ éloignés seroient impliqués, ce qui en
„ même tems feroit revivre la Guerre des
„ Pays-Bas, qui a été assoupie depuis si peu
„ de tems par un zèle particulier & chré-
„ tien de Votre Majesté, ensorte que nous
„ craignons avec raison, que cette paille al-
„ lumée ne mette en combustion toute la
„ Chrétienté.

„ Nous avons cru être en droit, & indis-
„ pensablement obligés de mettre devant les
„ yeux de Votre Majesté un danger si grand
„ & si évident, & nous avons la ferme
„ confiance, que lorsque Votre Majesté sui-
„ vant

„ vant sa générosité & son amour ordinaire
 „ pour la justice, pour l'Equité & pour la
 „ Religion, fera des réflexions serieuses sur ce
 „ que nous avons l'honneur de lui proposer
 „ dans l'intention de conserver la Paix dans
 „ la Chrétienté, elle ne fera ni n'entrepren-
 „ dra la moindre chose qui pût être préju-
 „ diciable à l'Autorité de Sa Majesté Impé-
 „ riale ni aux justes prétensions de l'Electeur
 „ de Saxe, & de tout autre Prince. Nous
 „ promettons en même tems, d'employer
 „ tous nos soins auprès de Sa Majesté Im-
 „ périale & beaucoup plus que s'il s'agis-
 „ soit de nos propres affaires, afin qu'il soit
 „ rendu une prompte justice à tous ces Prin-
 „ ces Prétendans ; Nous prions en même
 „ tems Dieu &c. fait le vingtième d'Août
 „ 1609.

(*Signé.*)

JEAN SCHWEIKHARD *de Mayence*

LOTHAIRE *de Trèves*

ERNEST *de Cologne.*

}
 } *Elect.*
 }

Cette Lettre ne fit d'autre effet, que de déterminer le Roi, à qui elle étoit adressée, à prendre avec les *Princes Correspondans & Possédans* de tels arrangemens, par rapport à la Religion, dans les États contestés, que la *Ligue* ni les autres *Princes Catholiques* ne pussent pas lui faire un crime de la sacrifier à la raison d'Etat ou à ses vues particulières,

rès, ainsi dans le sixième des Articles qu'il fit proposer dans l'Assemblée de Hall, par son Ambassadeur il demanda expressément „ que l'Electeur de Brandebourg, le Prince „ Palatin de Neubourg (*) & les autres „ Princes unis lui promettent que les Hab- „ tans *Catholiques* des Pays de Cleves, Ju- „ liers & autres Pays qui en dépendent ne „ seroient aucunement troublés dans l'Exerci- „ ce libre de leur Religion (a)”. Ce qui fut promis solennellement, & ce qui ferma la bouche au Pape, aux Espagnols, & à ceux qui suivoient leurs inspirations dans l'Empire.

Pendant toutes ces Négociations, le Commissaire de l'Empereur s'emparoit tous les jours de quelques Places qu'il faisoit fortifier & y mettoit Garnison. Le Conseil de l'Empereur de son côté poursuivoit avec vigueur ses procédures contre les Princes *Possédans* contre lesquels le Conseil Impérial publia un *Edictum Citatorium*, qui donna lieu à l'Electeur de Brandebourg d'écrire à l'Empereur la Lettre suivante (b) qui n'est pas susceptible d'Extrait.

P. P.

„ Ayant été informé, que les Conseillers „ de Votre Majesté Impériale ont très se- „ rieu-

(*) C'étoit alors *Philippe-Louis*, qui étoit Protestant, mais son fils *Wolfgang* se fit Catholique, à la mort de son pere en 1614. comme nous le dirons en son lieu.

(a) Aitzema *ubi supra* pag. 26.

(b) Londorp; *Acta Publica T. I. Part. I. pag. 85.*

„ rieulement ordonné tant à mon Agent ,
„ qu'à ceux des autres Prétendans aux Prin-
„ cipautés vacantes , de leur remettre en-
„ core par écrit & en double, tout ce que
„ chacun d'eux leur avoit remis sur les pré-
„ tensions de son Principal, ce que le mien
„ n'avoit pas manqué de faire en conformi-
„ té de mes ordres au mois de Septem-
„ bre dernier ; je n'ai pu manquer d'être
„ très étonné des procédures & entreprises
„ de ces gens-là , lesquelles sont tout-à-fait
„ contraires à toutes les Loix, Coutumes &
„ Constitutions de l'Empire. Ce qui m'ob-
„ lige aussi de m'adresser à Votre Majesté
„ Impériale pour lui en faire part, afin que
„ l'on prévienne pour l'avenir de pareilles
„ confusions dans une affaire de cette con-
„ séquence, & qu'on ne cherche plus à me
„ presser & à m'opprimer contre toutes les
„ règles de la Justice ; il plaira en même
„ tems à Votre Majesté Impériale de confi-
„ dérer très gracieusement que dans la Cita-
„ tion Edictoriale ; (comme elle a été nommée
„ par ses ordres) on n'a ni posé ni fixé un
„ jour précis, auquel moi & les autres de-
„ vrions comparoitre ; Encore moins a-t'on
„ pris la peine de le faire insinuer à qui
„ que ce soit des intéressés, comme pour-
„ tant cela auroit dû se faire, suivant les Or-
„ donnances, & les Statuts de l'Empire ; ou
„ en conformité des Droits & des Loix Im-
„ périales, qui sont en usage dans tout l'Em-
„ pire , enforte que Votre Majesté Impé-
„ riale auroit pu être assurée de l'Exécu-
tion

„ tion de ses ordres *per reproductionem Origin-*
 „ *nalis.*

„ Parce donc qu'on a outrepassé en ceci
 „ de beaucoup toutes les formalités juridi-
 „ ques, qui disent expressément : *Quod in*
 „ *citatione plurium locis disjunctorum una om-*
 „ *nibus certa ad comparandum dies præfigi de-*
 „ *beat*; & que par conséquent il est évident,
 „ que le premier fondement du Procès n'est
 „ plus d'aucune valeur; il sera sans doute
 „ très nécessaire de lever premièrement cet-
 „ te nullité, avant qu'on recommence de
 „ nouveau à y en ajouter d'autres par le Du-
 „ plicata des Ecrits, qu'on a déjà délivrés
 „ dans d'autres endroits; à quoi on peut en-
 „ core ajouter que, supposé qu'on voulût
 „ compter à *data Citatione* les quatre mois
 „ qui ont été fixés dans ladite Citation E-
 „ dictoriale *pro termino comparitionis*; (lesquels
 „ je ne veux pourtant absolument pas avo-
 „ uer, ou reconnoître ici) dans ce terme
 „ prescrit du quatorzième ou plutôt du on-
 „ zième, suivant le compte ordinaire des
 „ Tribunaux de l'Empire à 30. jours par
 „ mois, personne de tous les cités n'a com-
 „ paru, & qu'à cause de cela le terme de
 „ comparoitre, quand même il auroit été lé-
 „ gitimement ordonné, avoit perdu toute sa
 „ force; *Circumducto autem termino nulla pla-*
 „ *nè sunt quæ quærentur omnia*; Votre
 „ Majesté Impériale sera outre cela suffisam-
 „ ment informée, que personne n'a pu dire
 „ ni savoir plusieurs jours, *post termini cir-*
 „ *cumductionem*, qui, dans cette affaire, de-
 „ voit prononcer & donner la sentence; Et
 „ dans

„ dans ce moment même je n'en fuis pas
„ encore informé avec certitude.
„ Votre Majesté Impériale se souviendra
„ en même tems très gracieusement , que
„ j'ai été indispensablement obligé de recuser
„ déjà auparavant tous les Conseillers , sans
„ exception , parce qu'ils se déclaroient trop
„ ouvertement pour les autres Prétendans ,
„ & qu'ils m'ont déclaré déchu de tous mes
„ droits & prétensions, par une Sentence pré-
„ maturée, dictée dans leurs festins, entre la
„ Poire & le Fromage (où la bouche dit or-
„ dinairement ce que le cœur pense;) & que
„ je me reservai alors expressement de déduire
„ cette recusation *suo loco & tempore*. Ces
„ raisons se sont encore augmentées depuis
„ ce tems; ayant été informé sans en pou-
„ voir douter, que la plupart, & les princi-
„ paux des Conseillers de Votre Majesté
„ Impériale, se sont unis contre moi, &
„ qu'ils ont même remis à Votre Majesté
„ Impériale un Mémoire par écrit, par le-
„ quel ils lui conseillent contre tout droit,
„ équité & justice, de me poursuivre &
„ même de prononcer contre moi le Ban
„ & même le double Ban de l'Empire. C'est
„ pourquoi on me feroit la plus grande in-
„ justice du monde, si on me vouloit obli-
„ ger de comparoitre & d'être jugé par des
„ personnes si mal intentionnées & si partia-
„ les; d'autant que Votre Majesté Impériale
„ avoit déjà résolu, & s'étoit déclaré très
„ gracieusement au Prince *Chrétien* d'Anhalt
„ Ambassadeur des Electeurs & des autres
„ Etats de l'Empire, qu'Elle feroit un chan-
„ gement

gement & une reforme notable dans son Conseil.

„ Quoi que tout ce qui est dit ci-
„ dessus fasse suffisamment connoître les
„ grands excès & les nullités qui jusqu'à pré-
„ sent se sont passées dans une affaire qui
„ pourtant n'est pas de peu d'importance ; je
„ ne puis m'empêcher de faire connoître à
„ votre Majesté Imperiale , que vos Conseil-
„ lers , contre la coutume de tous les Tribu-
„ naux bien établis , & pour augmenter de
„ plus en plus la confusion précédente , ont
„ toujours constamment refusé de me don-
„ ner Copie de ce que la Maison Electorale
„ de Saxe leur a délivré de tems en tems au
„ sujet de cette Succession , nonobstant tou-
„ tes les instances , que moi & mes Minis-
„ tres leur avons faites à ce sujet, quoique j'aie
„ été toujours content , & même que j'aie
„ consenti qu'ils donnassent aux autres Pré-
„ tendans des Copies de ce qui leur a été
„ délivré de ma part ; que d'ailleurs le refus
„ de ces Copies demandées occasionne non
„ seulement un grand soupçon de partialité ;
„ mais que c'est une chose toute nouvelle , &
„ qu'on n'a pas encore pratiquée dans l'Em-
„ pire , de s'adresser aux Agens , pour les obli-
„ ger à donner un double des raisons &
„ des deductions de leurs maitres , sans les a-
„ vertir en même tems des raisons suffisantes
„ qu'on a de le demander ; au lieu que , si
„ l'on suivoit l'usage ancien & établi dans
„ l'Empire , on devroit s'adresser sur ce sujet
„ au Principal même , par un resultat de l'Em-
„ pire , où les raisons en seroient deduites.

„ C'est par ces raisons alleguées que je ne
„ suis nullement intentionné de conniver
„ plus longiems ; & comme jusqu'à present
„ on a toujours agi dans cette affaire d'une
„ maniere très odieuse, je refuse de nouveau,
„ de la maniere la plus forte & par une ne-
„ cessité très absolue, un Conseil aussi partial
„ & tous les Conseillers qui y ont seance,
„ (*Maj. Vest. Cæs. semper salva*). Je supplie en
„ même tems votre Majesté Impériale très-
„ humblement, non-seulement de vouloir bien
„ me laisser dans la possession tranquille de
„ ces Pays , dans laquelle je suis entré d'une
„ maniere juste & équitable , & en vertu de
„ titres suffisans, mais même de m'y maintenir
„ & de m'honorer de sa gracieuse Protection.
„ Et si à l'avenir j'étois obligé de compa-
„ roitre en justice, à cette occasion , contre
„ qui que ce pourroit être, qu'il plaise à Vo-
„ tre Majesté Imperiale d'établir un Tribu-
„ nal des Electeurs & autres Etats de l'Em-
„ pire (dont Votre Majesté Imperiale choi-
„ siroit la moitié & moi l'autre moitié) ce
„ dont en pareils cas, par un usage louable,
„ on a vû des Exemples du tems de vos pre-
„ decesseurs de glorieuse memoire, les Em-
„ pereurs *Frederic III. Maximilien I. , Char-*
„ *les V. & Ferdinand* ; & alors je ne man-
„ querai pas de faire tout ce qui est du de-
„ voir d'un Electeur très-obeissant.
„ Si pourtant il arrivoit contre mon atten-
„ te , que mes très humbles remontrances
„ n'eussent pas cette fois-ci plus de succès
„ que ci-devant ; ou que Votre Majesté Im-
„ periale au lieu d'accepter les conseils qui
„ ten-

„ tendent à la paix & à la tranquillité, prête
„ l'oreille aux conseils turbulens d'autres
„ gens; je suis certain & assuré, qu'elle n'en
„ pourroit jamais repondre ni devant Dieu
„ ni devant la Posterité, encore moins, que
„ cela s'accorde avec sa Capitulation Impé-
„ riale, si saintement jurée; & en ce cas je
„ mets encore ma confiance en Dieu, qu'il
„ protégera & conduira à une heureuse fin
„ une cause juste, quoiqu'elle soit opprimée.
„ Quant à moi, je prens Dieu, Votre Ma-
„ jesté Imperiale & toute la Terre à temoins,
„ que je ne suis pas la cause des troubles & des
„ malheurs, qui en naîtront. Votre Majesté
„ Impériale se souviendra encore, quel dom-
„ mage & perte irreparable sa Couronne, &
„ son Autorité Impériale, & même tous ses
„ Royaumes & Pays héréditaires ont reçu par
„ le feu, qui s'alluma, à cause de la proscription
„ de la Ville de *Donawerth*, qui Vous fut con-
„ seillée alors par des gens turbulens, de mê-
„ me qu'il arrive dans les procédures de cette
„ affaire; comme si on ne s'en souvenoît plus,
„ & qu'on eût à present l'intention d'allumer
„ encore un incendie beaucoup plus grand,
„ je crains avec raison, que cela ne four-
„ nisse l'occasion à l'ennemi héréditaire du
„ nom Chrétien, de porter à la fin des coups
„ mortels à Votre Majesté Impériale, à la
„ Maison d'Autriche & à une bonne partie
„ de l'Allemagne (ce qu'à Dieu ne plaie).
„ C'est ce qui n'a jamais manqué d'arriver,
„ lorsqu'on a trop prêté l'oreille aux Papes
„ & à leurs adherens; ma Dignité Electora-
„ le, mon honneur, ma conscience & la

„ nécessité indispensable de mes affaires pré-
 „ sentes, m'obligent pour le présent d'en a-
 „ vertir très-humblement Votre Majesté Im-
 „ périale, à tems; esperant qu'elle le prendra
 „ très-gracieusement en bonne part, comme
 „ je lui offre en même tems, très-respectueu-
 „ sement mes très-humbles services.

Donné à Cologne sur la Sprée le 6. de No-
 vembre 1609.

De Votre Majesté Impériale.

Le Très-humble & très-obeissant
 Serviteur

JEAN SIGISMOND *Margrave de Brande-
 bourg, Grand Chambellun & Electeur du
 S. E. Duc de Prusse, de Juliers, de Cle-
 ves, de Berg &c. &c.*

La solidité de ces Plaintes de l'Electeur
 est confirmée par les Princes *Correspondans*,
 qui alleguant la crainte des suites de la Suc-
 cession de Cleves &c. comme un des princi-
 paux motifs de leur *Union*, disent dans un des
 Articles de l'Exposition (a) de ces motifs:
 „ Qu'après le décès du serenissime Prince,
 „ leur Très cher Cousin, Beaufrere, Frere,
 „ Oncle &c., *Jean Guillaume* Duc de Ju-
 „ liers, de Cleves, de Berg, Comte de la
 „ Marck, de Ravensberg & de Meurs, Sei-
 „ gneur de Ravesteyn &c. de glorieuse me-
 „ moire, les Plenipotentiaires de l'Electeur
 „ de

(a) *Londorp, Acta Publica T. I. part. I. pag. 89.*

de Brandebourg, & de l'Epouse du Comte Palatin *Philippe Louis*, se sont mis en possession réelle de toutes les dites Principautés, Comtés & Seigneuries, non pas *vi & clam*, mais du consentement libre de près-que tous les Etats & Sujets, après la Pro-testation & la Declaration préalable, que non seulement cela se faisoit sans préjudice de quiconque y pourroit encore avoir des prétensions ; mais même que ces deux possédans seroient toujours prêts de comparoitre devant un Juge impartial, dans tous les Tribunaux, où cette dispute devoit être naturellement décidée suivant sa nature, & bien particulièrement devant le Tribunal des Electeurs & des Princes de l'Empire, pour y repondre à tous ceux qui ne voudroient pas se desister de leurs pretensions ; & en cas qu'il fut besoin, qu'ils fourniroient pour cela caution de *Judicio sisti & Judicatum solvi* ; c'est pour-quoi nous avons lieu d'espérer, qu'on les laissera tranquillement jouir de cette Possession, & qu'on ne les exposera pas à des vexations injustes, contre les Ordonnances & les Constitutions alleguées de l'Empire.

Que néanmoins malgré tout cela, & nonobstant les supplications, & les remontrances continuelles, on avoit fait tout ce qui avoit été possible à la Cour Impériale, & que même on s'y étoit servi de l'Autorité & de l'Auguste nom de Sa Majesté Impériale, pour depouiller & deposséder ces Princes possédans, *de facto*, & sans suivre les

„ voies ordinaires & préalables de la Justi-
 „ ce ; que pour cet effet l'Archiduc *Leo-*
 „ „ *pold* d'Autriche, Evêque de Strasbourg &
 „ de Passau ne leur avoit pas seulement en-
 „ levé la forteresse de Juliers par surprise,
 „ & la conservoit encore actuellement par
 „ une force ouverte ; mais qu'il avoit encore
 „ osé ensuite emporter & se saisir de plu-
 „ sieurs Châteaux nobles, de plusieurs Bourgs
 „ & petits Forts, les fortifier, surprendre
 „ les Villes & les autres Places voisines, em-
 „ pêcher les Sujets de satisfaire à leurs de-
 „ voirs, & menacer les Princes possédans
 „ & leurs Plenipotentiaires & Gouverneurs,
 „ comme aussi tous ceux, qui leur restoient
 „ attachés & fideles, de la terrible peine de
 „ proscription, & d'autres châtimens extra-
 „ ordinaires, dont jusqu'à présent on n'a vu
 „ aucun exemple en pareil cas dans tout le
 „ St. Empire ; le tout dans la seule vue
 „ (comme cela se prouve par des Lettres au-
 „ tentiques & incontestables) d'enlever &
 „ d'arracher ces Pays *ex faucibus hæretico-*
 „ „ *rum*, titre donné aux Etats de la Confes-
 „ sion d'Augsbourg par les Catholiques, ce
 „ qui est diamétralement opposé au Traité
 „ de Pacification (*).

Cette Déclaration ne fit aucune impression
 sur l'esprit de l'Empereur non plus que la
 Let-

(*) On peut aussi consulter la *Déclaration des Princes*
correspondans, faite à l'Ambassadeur d'Henri IV. dans leur
 Assemblée de Hall le 30. Janv. 1610. Elle est dans le
Grand Corps diplomatique des Traités, Tom. V. part. II. p.
 126.

Lettre de l'Electeur rapportée ci-dessus & à la quelle Sa Majesté Impériale repondit négativement (a) & avec menaces de lui faire sentir tout le poids de son indignation & de son Autorité, s'il n'obéissoit pas promptement aux citations & aux procédures de son Conseil. En effet le même jour que l'Electeur écrivoit à l'Empereur, la Lettre qu'on vient de lire, sa Majesté Impériale, qui étoit à Prague avoit fait expédier un Mandement terrible (b) contre les Princes possédans adressé aux Conseils, à la Noblesse & aux Etats des Duchez en litige, dans lequel après avoir cassé la Convention de *Dortmund*, & réitéré les defenses les plus sévères de reconnoître les Princes possédans & de leur obéir, sous peine de *Ban*, de *double Ban* & de toutes autres punitions arbitraires; ce qui ne fit pas plus d'impression que tous les Mandemens, Citations, Ordonnances, defenses &c. publiées par les Commissaires Impériaux depuis la mort du Duc Jean Guillaume.

La mort sacrilège d'*Henri IV.*, le meilleur & le plus grand des Rois, arrivée malheureusement dans cette circonstance, mort peut-être avancée par ceux qui craignoient l'influence, que ses armes auroient dans la décision des demêlés sur la Succession, qui, selon toutes les apparences, n'étoit qu'un prétexte, dont il voiloit d'autres desseins; cette
fu-

(a) On trouve cette Reponse dans *Londorp. L. c.* & ci après parmi les preuves [E].

(b) *Lunig Reich. Arch. part. spec. Cont. I. pag. 306.* On en trouve la Traduction parmi les preuves [F]

funeste mort , dis-je, manqua de renverser toutes les esperances de *l'Union* & des *Princes Possedans*, & de faire triompher la *Ligue*, le Pape & les Espagnols. Mais heureusement pour l'Empire , le Conseil de la Regente de France, respectant encore la présence (*) du Grand Roi, que le Royaume venoit de perdre, n'osa condamner les grands desseins qu'il avoit conçus , en congédiant ses Armées , & rompant ses Alliances ; En vain les Emissaires de Paul V. & de la Cour d'Espagne publioient hautement (a), qu'il n'étoit plus tems
 „ de donner de l'ombrage à la Maison d'Autriche, qu'un ennemi puissant & artificieux
 „ trouveroit le moyen de causer des Brouilleries dans l'Etat ; qu'il falloit reprendre la
 „ Negociation du double mariage de l'Infante d'Espagne avec le Dauphin & du Prince
 „ d'Espagne avec Madame fille ainée de France , que le Roi Catholique avoit proposé
 „ au feu Roi, & que pour faire réussir cette
 „ affaire il falloit congédier les Troupes qui
 „ donnoient de la jalousie au Roi Catholique ”. Le Chancelier, qui approuvoit le double mariage, s'opposa à la reforme des Troupes , „ Voulons-nous déjà faire croire au
 „ monde, dit-il, (b) que nous tremblons devant le Roi d'Espagne ? Voulons-nous donner de la defiance à nos meilleurs Alliez ?
 „ Ils

(*) Henri IV. n'étoit pas encore inhumé lorsqu'on tint ce Conseil. Le Vassor *Hist. de Louis XIII.* T. I. pag. 54.

(a) Le Vassor *Hist. de Louis XIII.* Tom. I. pag. 54.

(b) *Ibid.* pag. 56.

„ Ils vont croire que nous pensons à les a-
„ bandonner. Qui recherchera désormais l'Al-
„ liance de cette Couronne ? Je fais d'avis
„ qu'on envoie du secours à Juliers pour en
„ chasser l'Archiduc *Leopold*. L'Armée du Dau-
„ phiné donne plus de jalousie à l'Espagne :
„ un Marechal de France Protestant la com-
„ mande. On la doit congédier pour ces
„ deux raisons. Mais la prudence ne permet
„ pas de defarmer entierement avant le re-
„ tour de Monsieur le Prince , avant une
„ connoissance certaine des dispositions de la
„ Cour d'Espagne , avant le parfait établisse-
„ ment de l'Autorité du Roi & de la Reine
„ Régente.

Cet avis qui l'emporta , rendit le courage à ceux que la mort d'*Henri IV.* avoit effrayés, surtout quand on apprit que la Regente n'en restoit pas à la résolution , & qu'elle prenoit des mesures pour l'exécuter, ayant commandé le Maréchal de la *Châtre* pour conduire le secours destiné aux Etats de Cleves & de Juliers , qui devoit joindre l'Armée du Prince *Maurice*, Capitaine Général des Provinces-Unies, & le plus grand Général de son tems. Les Provinces - Unies s'intéressèrent dès lors dans l'affaire de cette Succession. Elles avoient d'importantes raisons , surtout dans ce tems-là, de ne pas souffrir que la Maison d'Autriche se fortifiât davantage dans leur voisinage , ainsi ils donnerent leur parole à *Henri IV.* (a) de se prêter à tout ce qui seroit arrêté à Hall, entre ce Monarque & les Princes *Correspondans* ;

(a) Hist. de Traitez de Paix T. II. p. 26.

dans ; ce qu'ils lui avoient encore confirmé au commencement de 1610. par leur Ambassade extraordinaire composée de Mrs. de *Brederode*, *Vander Myle* & *Maldere* ; trois personnes des plus considérées de la Republique, dont la commission étoit de remercier le Roi de sa puissante Protection, lui en demander la continuation, se plaindre que les Archiducs observoient fort mal les conditions de la Trêve, enfin de prendre les mesures nécessaires concernant la Succession de *Juliers*. & le secours des Princes *possédans* (a).

Quelque succès qu'on pût raisonnablement se promettre des mesures que l'union avoit prises, on crut qu'il falloit préférer à toute autre voye celle de la négociation, & de tout mettre en œuvre pour terminer à l'amiable le différent entre les *Princes possédans*, qui nonobstant la Convention de Dortmund n'étoient point d'accord ; on leur fit comprendre que si la discorde se mettoient entr'eux, leurs Antagonistes en profiteroient & qu'ils pourroient emporter l'Huitre & ne leur en laisser que les Écailles. C'est pourquoi on les engagea à conclure à Hall (*) une nouvelle Convention „ pour confirmer celle de Dort-
 „ mund & les autres auxquelles on ne déroge-
 „ roit pas en quelques points par celle-ci ; &
 „ ils y convinrent que les deux (†) Princes
 „ Plenipotentiaires feroient, à leur retour à
 „ Dus-

(a) Hist. de Holl. T. I. pag. 38. 39.

(*) Le 10. Sauv. 1610.

(†) Wolfgang Guillaume de Neubourg & Ernest de Brandebourg.

„ Duffeldorp l'ouverture du trésor des Char-
„ tres & un inventaire exact des titres &
„ papiers qui y étoient , en présence de deux
„ de leur Conseil de chaque côté, qu'ensuite
„ on procederoit à l'arbitrage par devant les
„ Ducs de Wirtemberg & de Holstein & les
„ Princes de Bade-Dourlac & d'Anhalt , choi-
„ sis pour Arbitres & Juges en cas d'accom-
„ modement à l'amiable; qu'autrement ces
„ deux Princes en passeroient par l'avis des
„ Ambassadeurs du Roi de France, des au-
„ tres Rois & des Electeurs & Princes de
„ l'Empire; qu'on procederoit contre les Dé-
„ putez des Etats qui s'étoient absentes ,
„ qu'on oteroit les charges à ceux qui ne
„ voudroient pas leur prêter un nouveau ser-
„ ment, qu'on ne traiteroit ni avec l'Empe-
„ reur ni avec l'Archiduc Léopold sans en
„ avertir le Roi de France & les autres Al-
„ liez , enfin qu'ils pourroient prendre l'un
„ & l'autre les titres & les armes des Ducs
„ de Juliers , Cleves , Berg &c. sans préjudi-
„ ce des autres interressez.

Dans ce même tems les Princes *correspon-*
dans engagerent les Princes *possedans* à don-
ner à la Duchesse *Madelaine* , troisiéme sœur
du Duc *Jean-Guillaume* , mariée au Comte
Palatin Duc de *Deux-Ponts* , un acte de *non*
præjudicando ; cette Princesse s'étant plainte
qu'elle se trouvoit d'autant plus lésée par le
Traité de Dortmund ; qu'elle avoit les mê-
mes droits que la Maison de Neubourg , qui
s'étoit engagée avec elle par un Traité con-
clu à Eßlingen (*) dès avant la mort du Duc
Jean

(a) Hist. des Traitez T. II. p. 486. (*) Ibid. p. 488.

Jean Guillaume, de poursuivre conjointement leurs Droits & de ne point separer leurs Intérêts. Les Princes *possédans* accorderent donc à cette Princesse un acte (*) signé à Hall le 24. Janv. par lequel ils declarent que leur intention étoit que son droit demeurât en son entier, comme si le Traité de Dortmund n'avoit pas été fait, s'engageant, lors d'un accommodement amiable ou en justice, d'appeller la Duchesse, pour que la chose fût faite avec elle.

Lorsque *Henri IV.* fut assassiné, les troupes, qu'il avoit dans les Pays-Bas, étoient déjà en mouvement vers la Meuse & les Princes *possédans* pressoient le secours qui leur avoit été promis. Le Prince *Maurice* s'étoit préparé à aller joindre *Henri IV.*, qui de son côté bruloit d'envie de voir ce grand Capitaine, & de partager avec lui la Gloire des succès, qu'il esperoit de leur jonction : ainsi les Etats Généraux ayant résolu que leurs Troupes joindroient celles des Princes *possédans* & de leurs allies, le Prince *Maurice* donna rendez-vous à ses Troupes au Fort de *Schenk*, où il manqua d'être exposé au contre-coup du couteau qui avoit fait perir *Henri le Grand*. Son Artillerie l'ayant joint il fit la Revuë de son Armée, qu'il trouva se monter à 130. Compagnies d'Infanterie & 3000. Chevaux, y compris les Regimens François de *Chatillon* & de *Bethune*, & les Anglois commandés par le Général *Cecill*. Le 16. de Juiller, cette Armée

par-
(*) Il se trouve dans le Corps Diplomatique T. V. part. II. pag. 124. & la Traduction dans les preuves ci-dessous [1].

partit de *Schenck* pour joindre le Pr. *Chretien d'Anhalt*, qui étoit à la tête des Confederez, & qui avec le secours de quelques compagnies Hollandoises, avoit defait dès le commencement de May, un parti considerable de l'Archiduc *Leopold*.

Cette Armée prit la route de *Dusseldorp* par *Nuys*, & le 27. le Prince d'*Anhalt* joignit le Prince *Maurice* avec ses *Reitres* & ses *Lansquenets*; & les Princes *possedans* avec leurs Troupes. Le lendemain ils allèrent investir la Ville de *Juliers*, où le Commissariat de l'Empereur avoit établi sa residence. Le Général Hollandois, ayant appris que le Marechal de la *Châtre* avança à son secours avec 12000. fantassins & 2000. Chevaux, envoya à sa rencontre le Comte de *Solms*, avec 6. Cornettes de Cavallerie & quelques Capitaines François qui étoient au service de Hollande. Il ne laissa pas de pousser cependant les travaux, & d'avancer ce siège de tout son possible, sous prétexte de gagner du tems, mais dans le fond c'étoit pour avoir la principale gloire de l'entreprise, & pour reduire la Ville au point de ne pouvoir être mise en sequestre entre les mains du Marechal, comme le bruit en couroit déjà. La garnison de la Ville étoit d'environ 2500. hommes, qui firent tous leur devoir & se defendirent fort bien. Le Château qui est très fort & fait un quarré avec 4. Bastions ou Boulevarts, d'un côté sur le Roc & de l'autre sur le bord des Marais, ôtoit au Prince *Maurice* les moyens de le saper, ou de le miner jusqu'à ce qu'il eut été renforcé de l'Armée Française. Cependant il

attaqua les retranchemens que les assiégés avoient au dehors du Château. Il s'en étoit déjà rendu le maître aussi bien que de trois Demi-lunes, où il avoit dressé ses Batteries, & de deux Bastions, qui découvroient entièrement le Château aux assiégeans, lorsqu'on vit le 18. Aoust arriver le Marechal de la Châtre avec son Armée, qui n'étoit que de troupes choisies ; alors *Maurice*, à qui le Marechal défera le commandement Général, comme avoient fait les Princes possédans & celui d'*Anhalt*, attacha le mineur au pied des remparts, fit tirer jour & nuit cinq Batteries de 40. Canons, jusqu'à ce qu'enfin *Rauschemberg*, qui s'étoit vaillamment défendu, fut obligé de lui remettre la Place par une Capitulation du premier jour de Septembre, après un siège de près de cinq semaines. Le premier Article de la reddition, portoit que

„ Puisque les Princes possédans avoient pro-
 „ mis au feu Roi, *de haute memoire, l'invinci-*
 „ *ble Henri le Grand*, qu'il ne seroit intro-
 „ duit aucun changement touchant l'exercice
 „ de la Religion Catholique Romaine dans
 „ les Pays de Juliers, Clèves, Berg, & au-
 „ tres appartenans à ces Princes, ils vouloient
 „ executer leur promesse, faire entretenir &
 „ observer le même exercice, maintenir les
 „ personnes Ecclesiastiques & autres, dans
 „ leurs privileges & immunités, dans la
 „ jouissance de leurs biens & de leurs reve-
 „ nus. &c.

Rauschemberg sortit le lendemain avec *Schomberg*, & 1500. hommes qui étoient restés de la garnison. Le Prince *Maurice* après avoir

avoir fait devant les Princes, les Seigneurs & Gouverneurs des Villes qui s'étoient rendus en son camp pour voir le siège, diverses preuves de sa science militaire, en particulier & en public, embarqua son Artillerie, ses Bagages & ses malades sur le Rhin, & partit le 18. de Septembre avec le reste de son Armée pour retourner en Hollande.

Pendant que cela se passoit, la Maison de Saxe qui étoit attentive à faire valoir ses droits à la Cour Impériale, quoique Protestante, ne s'étoit pas jointe, à l'union comme les *Princes possédans*, pour se conserver la protection de l'Empereur, & mettre même la *Ligue* dans ses intérêts. L'Empereur informé des Résolutions de l'*Union* en faveur des *Princes possédans*, & instruit des préparatifs qu'elle faisoit, de concert avec la France & les Etats Généraux pour le depouiller du sequestre, avoit assemblé une Diète à Prague (*), où s'étoient trouvez des Princes & Etats des deux partis; l'Empereur y avoit proposé par rapport à l'affaire de la Succession de Cleves de conferer les Etats en litige, à l'Electeur de Saxe tant pour lui que pour ceux de sa Maison, à condition qu'il justifieroit qu'il y avoit plus de droit que les autres Princes prétendans, qu'il n'y changeroit rien dans la Religion, qu'il satisferoit aux demandes du Duc de Nevers & du Marquis de Burgau & qu'il rembourseroit les fraix que l'Empereur & l'Archiduc Leopold avoient fait pour cet-

te

* Au mois d'Avril 1610.

te guerre. La plus grande partie de l'Assemblée rejeta cette proposition, qui ne pouvoit que brouiller encore plus les cartes, ce qui perpétueroit ce démêlé & par conſéquent le prétexte de l'Alliance des Princes *correspondans*, qui ne pouvoit avoir que quelque vuë au deſavantage de la Religion & de la Maïſon d'Autriche. L'Empereur paſſa outre, la Maïſon de Saxe ſe ſoumit aux conditions qu'il lui impoſoit; & afin d'inſtruire tout l'Empire de la ſolidité & de l'équité de ſes prétentions à la Succeſſion, elle fit diſtribuer de tous côtés la Deduction ſuivante.

DEDUCTION circonſtanciée des droits & Prétentions que les Maïſons Electorale & Ducale de Saxe, ont effectivement aux Duchés de Juliers, de Cleves & de Berg, & aux Comtés & Seigneuries, de la Mark, de Ravensberg & de Ravestein, avec leurs appartenances. 1610.

Comme il a plu au Tout-puiſſant que le très-Illuſtre & très-Sereniſſime Prince & Seigneur, *Jean Guillaume*, Duc de Juliers, de Cleves & de Berg, Comte de la Marck, de Meurs & de Ravensberg, Seigneur de Ravestein &c. &c. de glorieuſe memoire ſoit mort, ſans avoir laiſſé d'héritiers mâles; & qu'après ſon décès, pluſieurs Héritiers & Prétendants auxdits Duchés, Comtés & Seigneuries & dependances, ont envoyé leurs Plenipotentiaires, pour ſ'en mettre en poſſeſſion; qu'enſuite ils ſont entrés en diſpute ſur leurs prétentions reciproques & ſur la poſſeſſion de
ces

ces Etats, on avoit trouvé le moyen par l'intervention de quelques Princes, d'assoupir cette dispute jusques à une décision ulterieure & juridique, *salvo utriusque partis jure, tam in possessorio, quam in petitorio.*

C'est pourquoi le très-Serenissime Prince & Seigneur, *Chrétien II.*, Archi-Maréchal du Saint Empire & Electeur, Burgrave de Magdebourg &c. pour soi & pour les Seigneurs ses freres &c. &c. Les Sérenissimes Princes Seigneurs *Jean George & Auguste* &c. & les jeunes Princes Enfans mineurs de feus les Sérenissimes Princes & Seigneurs *Frédéric Guillaume & Jean*, Ducs de Saxe &c. &c. de la ligne d'Altenbourg & de Weymar &c. Comme aussi les Seigneurs *Jean Casimir*, & *Jean Ernest*, tous Ducs de Saxe, Landgraves de Thuringe & Margraves de Misnie &c. &c. ayant obtenu un droit incontestable à celsdits Duchez & Pays, en vertu des affirmations, confirmations, Lettres d'investiture, Reverfales, Contrac̃ts, & autres moyens, n'ont absolument pu comprendre, de quelle manière ils pourroient se disculper envers Sa Majesté Impériale, tous les Etats de l'Empire & la Postérité, s'ils restoient les bras croisés, & par conséquent aprouvoient *Tacendo* les préjudiciables attentats *possessoris, exacti homagii* & autres, & s'ils negligeoient les Concessions, Contrac̃ts de Mariage, Transac̃tions & Confirmations, qu'ils ont obtenues par plusieurs Patentes, & enfin s'ils abandonnoient par là leurs droits légitimement acquis en regardant d'un œil tranquile, que d'autres entraissent & se forti-

Tome I. D fassent

fiaissent de plus en plus dans cette possession prétendue. C'est pourquoi ayant appris le décès du Sérénissime Duc *Jean Guillaume* de Juliers, ils se sont incontinent adressés à Sa Majesté Impériale, comme Seigneur direct, pour en rechercher l'investiture. Ensuite ils ont envoyé leurs Ministres Plénipotentiaires aux Etats de Juliers, de Cleves, & de Berg avec des instructions, pour les informer des droits incontestables de la Maison de Saxe & pour les faire souvenir, d'y faire de sérieuses réflexions, & de ne se soumettre à qui que ce fut, de leur propre chef; mais de laisser toutes choses dans l'état où Elles se sont trouvées à la mort du Sérénissime Duc *Jean Guillaume*, comme il en a été ordonné par le Mandement Impérial *cum annexa Citation* en date de Prague le $\frac{24}{14}$ de May passé. Il a été en même tems protesté dans les formes contre tous les attentats des Seigneurs qui s'y opposeroient & contre tout ce qui a été entrepris depuis ces Ordonnances Impériales; ils y ont en même tems fait protester publiquement que le Sérénissime Electeur de Saxe & les autres Princes de sa Maison, ne demandoient, ni ne cherchoient autre chose, que ce qui leur appartenait légitimement; Qu'ils ne portoient aucunement envie à la postérité & à l'accroissement des autres Maisons Electorales & Ducales, mais qu'ils esperoient en même tems d'avoir obtenu *Jus quæstum*, & une prétention légale auxdits Duchés & Pays dévolus; Et en cas qu'on entrât en Procès, qu'ils ne doutoient pas de le pouvoir soutenir de-

devant le Tribunal de Sa Majesté Impériale; Qu'ils se souvenoient en même tems fort bien, qu'en conformité des Constitutions de l'Empire, des Ordonnances de la Chambre Impériale, & des usages établis dans l'Empire, la connoissance & la décision de cette affaire appartenoint à l'Empereur seul, comme en étant le Juge unique & immédiat; auquel comme Electeur & Prince de l'Empire très-obéissant ils ne vouloient ni ne pouvoient se soustraire, le tout dans l'espérance, que la Partie opposée conserveroit les mêmes bonnes intentions envers la Maison de Saxe, ne lui envieroit pas ses justes droits, resteroit en attendant en repos, & attendroit tranquillement la décision juste & équitable de Sa Majesté Impériale. Cependant les Sérénissimes Electeur & Princes ont été informés, sans en pouvoir douter, qu'il se trouve certaines gens Ennemis du repos & de la Paix, qui sans aucune raison diffament & accusent L. A. E. & Sérénissimes dans & hors de l'Empire, comme si leur Maison vouloit se mettre par force en possession de ces Duchez dévolus; qu'Elles n'y avoient aucun droit ni prétention; ou du moins qu'elle étoit annullée & éteinte depuis longtems, & le vouloit faire revivre à présent contre tout droit & raison; que d'autres divulguoient par-tout, que Son Altesse Electorale & les Sérénissimes Princes de Saxe n'en avoient été gratifiés par Sa Majesté Impériale, que depuis quelques années, & en récompense des services importans, qu'ils avoient rendus à l'Empereur dans la

Guerre contre les Turcs, par leurs Contingens ordinaires & extraordinaires, & par leurs autres troupes Auxiliaires, Concession dont ils se servoient à présent au grand préjudice des autres Héritiers.

Et quoique Son Altesse Electorale & les autres Sérénissimes Princes ne soient absolument pas d'intention d'entrer sur cela en dispute avec qui que ce soit, parce qu'ils mettent une confiance entière en Sa Majesté Impériale & dans leurs justes droits, & espèrent qu'on exposera bientôt en plein jour cette Calomnie, qu'on détruira ces Préjugés, & que le Public sera entièrement convaincu du contraire par l'événement, cependant Son Altesse Electorale & les Sérénissimes Princes trouvent qu'elles ont de bonnes raisons d'y réfléchir murement; puisqu'il est à craindre, si on ne s'y oppose & n'y remédie pas à tems, que ces mauvais Esprits n'épargneront ni peines ni travail pour le faire accroire encore plus fortement aux Etats de l'Empire & même aux Princes Etrangers; sans parler des Etats de Juliers, de Cleves & de Berg, qui pourroient facilement être séduits par ces faux bruits. Son Altesse Electorale & les Serenissimes Princes ont résolu, vu l'importance de l'affaire en question & la nécessité, que tout le monde en soit informé à fond, de déduire ici exactement leurs justes droits & prétensions avec toutes leurs circonstances.

Premièrement les justes prétensions de l'Electeur & des Princes de Saxe sont fondées sur plusieurs Concessions de l'Empereur

Fré-

Frédéric III. & du Roi Maximilien I. de Glorieuse mémoire, qui les ont faites à la Maison de Saxe *sub nomine dignitatis, quæ mori non dicitur, & efficit, ut dispositio realis censetur*, qui ensuite *ex intervallo temporis*, ont été renouvelées, confirmées & ratifiées.

Pour ce qui regarde l'Empereur Frédéric III. de Glorieuse mémoire, Sa Majesté Impériale pour reconnoître & récompenser les *fidèles & utiles services*, que feu le Duc Albert de Saxe lui avoit rendus *en propre personne*; dans les Guerres d'alors contre le Duc Charles de Bourgogne, & ensuite contre le Roi de Hongrie & en d'autres occasions, en lui donnant des *secours très-onéreux*, lui a donné en vertu de son Autorité Impériale & comme Chef de l'Empire *per verba de presenti*, & lui a conféré l'Investiture des Duchez de Juliers & de Berg lorsqu'ils seroient dévolus à lui & au Saint Empire par la mort du Duc Guillaume de Juliers & de Berg ou d'autre manière, avec cette Clause, que Sa Majesté Impériale & ses Successeurs à l'Empire donneroient très gracieusement l'Investiture de cesdits Duchez, Comtez & Pays, avec toutes leurs juridictions & prérogatives, sans aucune exception de ce qui y appartient, audit Duc Albert & à ses héritiers mâles; voulant qu'ils soient alors obligés d'en prendre possession de notre part, & de la part du Saint Empire, s'engageant d'être obligés & engagés à nous & au Saint Empire par les hommages, sermens & services ordinaires; de la maniere que toutes ces Rega-

D 3

les,

les , Investitures , droits & coutumes sont plus amplement deduites dans la Concession en date de Gratz le 26. de Juin 1483 (a).

Comme donc dans tous leldits Actes & dispositions on trouve en même tems *protestatam concedentis, Voluntatem* & la forme de la Concession ; personne ne peut revoquer en doute , dans le cas présent , la Puissance & l'Autorité de Sa Majesté Impériale , d'autant qu'il est notoire & incontestable , qu'un Empereur , ou Roi Romain acquiert *Jure creationis & Electionis summam & plenissimam in temporalibus Potestatem* , en sorte qu'il a le pouvoir & la puissance , de gratifier , & de conferer à ses propres Parens ou à ceux du défunt , ou à un autre Prince & Seigneur qui a rendu des services signalés à lui & à l'Empire , non seulement les fiefs & les Regales , qui sont déjà dévolus à lui & à l'Empire ; mais qu'il peut même leur donner l'Expectative des Principautés , des Comtés & des Seigneuries qui viendront avec le tems à vaquer , *in casum mortis possessoris ultimi absque heredibus Masculis*. Ce qu'il a plu à Sa Majesté Impériale de faire entendre par la Clause y interée , *par notre pouvoir & Puissance Impériale, quæ vim habet clausulæ derogatoriæ ad omnem legem contrariam , & Concessionem reddit summissimam*.

Les Expressions de la Concession en général , & particulièrement la Clause y interée ,

(a) Voyez Lunig *Reichs - Arch. Part. Spec. p. 14.* la Traduction est dans le *Recueil des Actes* &c. T. VII. p. 365.

tée. Après mure délibération, de notre propre volonté & mouvement, & avec notre connoissance certaine, demontrent & prouvent suffisamment *Voluntatem enixam, præcisam, & exuberantissimam*; quantum per se seorsim, tum maxime conjunctim positæ, ostendunt *Majorem in Principe deliberationem, facti plenam notitiam arguunt, errorem omnem excludunt, vitium subreptionis omneque obstaculum tollunt, defectus quoscumque tam juris positivi, quam requisitarum solemnitatum supplent. Nullitatis exceptionem cessare faciunt, actum nullum & invalidum confirmant, effectum Clausulæ, non obstante, specialemque derogationem important & efficiunt, ut in dubium concessio nec revocari, nec quisquam contra eam audiri debeat.*

Il y a encore à considérer ici très-particulièrement, que la volonté & l'intention de Sa Majesté Impériale a été de transférer *ipso jure* au Duc *Albert* de Saxe, & à ses héritiers *Feodaux*, le *Dominium utile*, parce que Sa Majesté Impériale s'est servi du mot *donner*, *quod cum alias, tum vel maxime in Principis Concessione Domini translationem importat*: Et quoi qu'ordinairement le Concessionnaire ne reçoive *per investituram abusivam* ni la juridiction ni la Possession; cependant c'est tout autre chose par raport aux dons & gratifications, qui viennent à *summo Principi, qui animata est lex in terris*. Or dans le moment, que le Souverain gratifie quelqu'un *per modum Gratie seu Privilegii, Dominium transit in accipientem, nec superest aliud, præ-*

ter quam facti traditio, sive actualis Gratiae executio.

D'ailleurs les plus habiles Jurisconsultes conviennent & décident, *Dominium transferri sine traditione*, lorsque la Concession se fait *contemplatione meritorum*; Et ils l'expliquent de cette manière, *quod Concessio illa per modum Gratiae dicatur facta*, si Elle a été faite *Illustrium servitiorum intuitu*, à *summo Principe*; Enforte que *solo instrumento, donationem à Principe factam continente, probatur Dominium ejus, in quem gratia collata est.* Ils avouent en même tems expressement que cela n'a pas seulement lieu *in Concessione Principis pura* mais en même tems *in conditionali*, & bien particulièrement *quando ex verbis Concessionis apparet, Principem Dominium transferre voluisse.* Cependant cette gratification n'a pas été faite alors *ex mera & purâ gratiâ*, mais à cause des services fidèles, agréables & utiles que le Duc Albert avoit rendus à Sa Majesté Impériale très-souvent & de bon cœur tant en propre personne contre le Duc Charles de Bourgogne, qu'ensuite contre le Roi de Hongrie avec de très grandes dépenses, comme en plusieurs autres occasions, & cela dans la seule vue de conserver l'honneur de Sa Majesté Impériale & du Saint Empire, & la prospérité & la réputation de la Maison d'Autriche. Plusieurs de ces grands services ayant expressement été exprimés dans ce Diplome Impérial, *cujus assertioni omnino standum.* Ceux qui souhaitent d'en être mieux informés, trouveront dans les Historiens, *quod Albertus Saxoniae Dux,*

Dux, in auxilium à Cæsare vocatus, contra Mathiam Regem Hungariæ, omnes res posthabuerit, ut dignitatem Imperii & nomen Austriacum vindicaret; en sorte que le Roi Mathias lui même a rendu le témoignage au Duc Albert de Saxe: Absque Alberto si esset, se in media Germania Castra positurum.

Il faut encore noter ici que ce fut principalement par les soins infatigables du Duc Albert, que l'Archeveché de Cologne fut conservé à l'Empire en 1474., lorsque l'Archeveque Rupert avoit intention de le lui enlever, se servant à cet effet de l'assistance du Duc Charles de Bourgogne, qui *Imperii Libertati imminebat*. Toutes ces Concessions, qui sont faites *in remunerationem maximorum meritorum, meritis præsertim specialiter expressis, omnium sunt potentissimæ & firmissimæ, & peuvent être interprétées latissimè, transeunt in vim contractus*, sont irrevocables, ne peuvent pas être perdues suivant les sentimens de plusieurs, par aucune ingratitude; elles ont en justice beaucoup de prerogatives, & de tel effet qu'un Empereur Romain, *in remunerationem meritorum* peut passer sur les Loix & les Constitutions publiques & même qu'il peut disposer & donner *bona domanialia*, lorsqu'il s'agit des services, qui n'ont pas consisté *in personalibus obsequiis, sed quæ in Rempublicam fuerunt collata, atque ob id sunt realia*.

Il ne se trouve ici aucun défaut, quant à la forme de la Concession, parce que le Diplome Impérial comprend en soi tous les *substantialia & naturalia concessionis feudi;*

& il n'importe ni à la chose ni à cette Cession , parce que suivant l'ancien & universel usage de l'Empire *investitura nova* peut être prouvée *per subsignata & sigillata ipsorum instrumenta* ; qui sont de cette force , qu'ils portent toujours avec eux *paratam Executionem*.

Lorsque Maximilien I. fils de l'Empereur Frederic III fut élu Roi des Romains , le 16. de Fevrier 1486. , pendant la vie & la Regence de son Pere , & qu'ensuite il fut couronné à Aix la Chapelle ; sa Majesté Royale s'étant souvenue de cette gratification & du Diplome , au sujet de la Succession aux Duchez de Juliers & de Berg , & qu'elle avoit été faite *par une grace speciale & pour recompenser plusieurs services importants & onereux du Duc Albert de Saxe* , elle ne consentit pas seulement à cette donation à l'égard & en faveur de l'Electeur Ernest & du Duc Albert de Saxe , *en consideration des importants services qu'ils avoient rendus & qu'il étoit persuadé qu'ils rendroient encore à sa Majesté Impériale & au St. Empire* ; mais il leur accorda de nouveau par un Diplome Royal lesdits Duchez & Pays , comme si le cas existoit effectivement & comme si ces Duchez de Juliers & de Berg , faute d'héritiers legitimes mâles & feodaux étoient déjà vacans , & qu'ils seroient échus & revien-droient incontinent & sans d'autres circonstances à l'Electeur Ernest , & au Duc Albert de Saxe ; que ces Princes se mettroient en possession desdits Duchez, de leurs Prelatures, Comtés, Seigneuries, Bailliages, Fiefs , Tri-bu-

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 59

bunaux, Jurisdictions, Forêts, Grands Chemins, Douanes, Sauf-conduits, usufruit & en général de toutes les ap- & dependances, petites & grandes, sans aucune exception, de la même manière & avec la même plénitude que Guillaume Duc de Juliers & de Berg, ses Parens & ses Predecesseurs les avoient possédés & en avoient joui ; que l'Electeur *Ernest* & le Duc *Albert* de Saxe les possederont de la part de Sa Majesté Impériale & du Saint Empire, en jouïroient & les meriteroient, & au reste se conduiroient en toutes choses avec obeïssance, comme il convenoit par rapport à de pareils Duchez, suivant la coutume ordinaire, & en conformité du Diplome Impérial daté de Vallenciennes le 18. de Sept. 1486. (a).

Sur cela il faut principalement remarquer que comme la Gratification s'est faite *propter bene merita*, on en a aussi accordé la Confirmation *ex causa præteritorum & in futurum præstandorum servitiorum* ; & tous les Historiens conviennent que la Maison de Saxe a rendu de grands & très-importans services à leurs Majestés Impériale & Royale après avoir obtenu cette gratification, & qu'elle s'est acquittée très-fidèlement & très-exactement de toutes ses obligations & ses devoirs ; or lorsque le Roi *Maximilien* fut fait prisonnier de guerre dans les Pays-Bas, la même année, où cette Confirmation avoit été accordée à la Maison de Saxe, le Duc *Albert* ne put

(a) Lunig. L. c. pag. 14. & la Traduction dans le Recueil d'Actes &c. L. C. pag. 371.

put souffrir ce defastre & le mepris qui en retomboit sur l'Empire & sur toute la Nation Allemande; c'est pourquoi il suivit l'Empereur *Frederic III.* jusques en Flandres pour y combattre contre ses Ennemis; & l'Empereur lui conféra le Gouvernement de tous les Pays-Bas, que son Altesse Serenissime auroit pu s'excuser d'accepter, par la raison, que les habitans des Pays-Bas ne souffrent pas volontiers un Gouverneur étranger; cependant il l'accepta; & *Philippe*, Seigneur de Ravestein s'étant détaché du Roi *Maximilien*, & tout le Brabant & la Flandre, se trouvant dans la situation la plus misérable & la plus dangereuse, son Altesse Serenissime, le Duc *Albert*, fut obligé de faire la guerre à ses propres fraix, & d'empêcher par ses soins infatigables & à ses depens, que *Regius Miles* n'étant pas payé, ne fit la demarche de déserter & de passer du côté des Ennemis. Sans s'arrêter à tous ces inconveniens, le Duc *Albert* n'accepta pas seulement ce Gouvernement, comme nous avons dit *propter Cæsaris, Regis & Imperii Salutem*, mais il distribua en même à toute l'Armée Royale toutes ses provisions & il sacrifia ses Bijoux & le Tresor qu'il avoit en or pour l'entretenir, & pour la conserver dans l'obéissance & au service du Roi. Il se rendit ainsi maitre de plusieurs Villes rebelles, tant par composition qu'en les assiegeant & il effraya tellement les autres qu'elles rentrent l'une après l'autre sous l'obéissance.

Son Altesse Serenissime ne manqua pas de rendre un compte exact de toutes ces Expe-
di-

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 61

itions à Sa Majesté Impériale & aux Etats
de l'Empire à la Diète , qui fut tenue à Nu-
mberg en 1491 , & lorsqu'elle fut finie , il
retourna aux Pays-Bas , obligea les Comtes
de Montfort & ceux de Gand à rentrer sous
l'obéissance du Roi , & força Philippe de Ra-
vesteyn , de mettre les armes bas ; il humilia
ensuite les Frisons , obligea les Zelandois de
prêter foy & hommage au Roi Maximilien ,
& il ne se donna aucun relache jusqu'à ce
qu'il eût réduit tous les Pays-Bas sous l'obeis-
sance du Roi , qui les ceda ensuite à son fils
Philippe , Roi d'Espagne. C'est pourquoi le
Duc Albert fut appelé dans ce tems-là , par
l'Empereur Frederic ; *Pater suorum & Custos*
salutis publicæ & du Pape Innocent VIII.
dextra Romani Imperii ; & généralement *Hec-*
tor Teutonicus. Albertus Kranzius dit de lui
Quod animo & rebus gestis egregius , CA-
NOS SUOS MULTIS BELLIS PRO
ROMANO IMPERIALI FATIGAVE-
RIT , ET MIRANDA , teste Langio ex
Bibliothecæ Johannis Pistorii Niddani é-
ditione *PRÆLIA EGERIT per Germa-*
niam & præsertim in partibus inferioribus ,
atque adeo Eburones , Sicambros , Braban-
tinos &c. &c. *Cæsari Rebelles per novem an-*
nos fermè darissimo Marte attritos expugna-
verit , & Imperio subesse coegerit & quod
nullus unquam Principum (attestante Christo-
phoro Scheurlino , in libello de Laudibus Ger-
maniae , Bononiae impresso) inventus fuerit , qui
plura in inelytissimum Maximilianum beneficia
contulerit & præclarior de illo meritis sit.

Puis donc que c'est un droit clair & in-

contestable , *Concessionēs prorsus esse irrevocabiles , & ad successorem dignitatis transire* , lorsqu'elles sont faites *ex aliqua justa causa , vel ob factum aliquod præteritum vel futurum , impletum vel implendum , item ex causa remunerationis , vel ex alia causa onerosa , quippe cum beneficia vel privilegia in Contractum tunc abeant* ; chacun peut facilement comprendre que Sa Majesté Impériale , à présent régnante , se trouve indispensablement obligée de tenir la main à l'exécution des gratifications & donations , que ses Predecesseurs dans l'Empire , de glorieuse memoire , ont faites , en consideration que ce sont *merita obligatoria* , & que l'équité & l'honnêteté exigent , „ *ut impendia mandati exequendi gratia facta ei restituantur , qui mandatum suscipit , etiam , si in causa succubuerit* ” . Et quoi qu'il soit hors de doute , que tous les Fiefs & particulièrement *feuda Imperii* sont à presumer *pro Masculis rectis & propriis* , & que cela a la même Connexion avec les Duchez , Landgraviats & Margraviats , lorsqu'ils n'ont pas été concedés au commencement au sexe féminin ; que leur premiere origine n'a pas été posée *in fæminis accipientibus* ; & qu'ils ne sont pas conferés avec cette clause , *qu'au defaut des mâles , les femelles y doivent succeder & jouir ensuite de la seance & voix dans les Diètes de l'Empire* ; d'autant que cela est tout à fait contraire *primæ beneficiorum regalium origini* , & à la forme de recevoir les Fiefs Duchaux , prescrite dans la Bulle d'or ; cependant cela ne souffre ici aucune contestation , parce qu'il paroît clair & évident par les deux Gra-
ti-

tifications & donations de *Frederic III.* & *Maximilien I.* & par plusieurs autres Documents, que les Duchez de Juliers & de Berg y ont été tenus pour des Fiefs masculins, & qu'ils ont été donnés & conferés en cette qualité à la Maison de Saxe, à quoi se rapportent les propres termes de cette Gratification, lorsque ces Duchez nous seront devolus par la mort du Serenissime Guillaume Duc de Juliers & de Berg, ou d'autre maniere. Item. Le susdit Duc Albert & ses heritiers feudaux; item. Que nous &c. aux mentionnés cousins l'Electeur & le Duc, & à leurs Heritiers legitimes & feudaux : & un peu plus bas. Et s'il advenoit ensuite que cesdits Duchez de Juliers & de Berg, fussent devolus, faute de legitimes heritiers mâles. Ce qui fait voir, que la succession dans Juliers & Berg doit necessairement être réglée suivant les loix ordinaires des Fiefs : & que par conséquent la Princesse Marie, fille du dernier Duc Guillaume de Juliers, ne lui a pas pû succeder dans ce Duché, encore moins a-t-elle pû le porter en dot au Duc Jean de Cleves; & supposé, qu'on trouvât dans l'Empire *Exempla vetustissima* dudit cas, il est pourtant certain, que cela ne s'est pas fait *jure successionis*, mais simplement *ex singulari gratia Domini*, de cuius solius præjudicio tum actum fait; & que d'autres personnes n'ont pas été alors intéressées dans cette affaire, *quod ad jus obligationis trahi non convenit*; d'autant qu'il est connu que d'un seul acte on ne peut pas introduire une coutume, *maxime si tot subsequatæ Investituræ loquantur de Vassallis & eorum Hæredibus*

bus feudalibus , c'est pourquoi il seroit superflu de traiter ici tout au long de *Notis feudi Hereditarii & ex pacto & providentia* ; parce que les propres mots de la Concession prouvent suffisamment , que lesdits Duchez ont été conferés à la Maison Electorale de Saxe *in qualitate feudi ex pacto & providentia* , d'autant que suivant les sentimens des plus célèbres jurisconsultes tous les Fiefs sont à présumer *potius ex pacto & providentia , quam hæreditaria* , d'autant plus lorsqu'on reflexit sur la coutume en Allemagne , *secundum quam feudum receptum* pour soy & pour ses heritiers feodaux ou Mâles , *ex pacto & providentia reputatur*.

C'est pour cela , que ces Duchez appartiennent à l'Electeur & au Duc de Saxe *jure Dominii utilis* , non pas *ex persona patrum , Avorum , aut etiam Proavorum suorum* , mais *ex providentia Cæsarea Regiaque , & ex facto & pacto primorum acquisiteurum atque adeo ex jure suo proprio , ipsorum Celsitudinibus & primo Majorum suorum Investitura & gratia competente*. Ainli leurs descendans en général & en particulier ont obtenu les mêmes droits par la gratification , que leurs Majestés Impériale & Royale ont très gracieusement accordée à l'Electeur Ernest & au Duc Albert de Saxe ; dont ils devoient jouir *ordine Successivo , sub die mortis incerta* , l'un après l'autre & chacun *ad tempus vitæ suæ , Titulo proprio , non pro hærede ; in feudo enim ex pacto & providentia , tot sunt concessiones , quot personæ & aliud est feudum in persona accipientis , aliud in personis successorum ; &*
feu-

feudum ejusmodi , totum primo acquirenti acceptum ferendum est , non aliis intermediis post eum , & dont les Successeurs & heritiers n'ont encore rien reçu.

Il ne faut pourtant pas obmettre ici de remarquer: que comme par la concession de l'Empereur *Frederic III.* , le *Dominium utile* des deux Duchez de Juliers & de Berg *casu existente* est devolu & échu à la Maison de Saxe , il paroît encore plus clair & plus évident par la confirmation du Roi *Maximilien* , que la principale intention , & volonté de Sa Majesté a été d'ordonner quelque chose de particulier *præter juris communis regulas* , & de transporter à la Maison de Saxe *Dominium absque possessionis traditione.*

Pour preuve de ce qu'on vient de dire , il ne faut que considerer les termes exprès dont Sa Maj. s'est servie: *Dans le moment , simplement sans autres moïens & sans empêchement.* Non pas qu'il y doive entrer *IPSO FACTO* ; mais que ces Duchez doivent lui revenir & s'acheoir dans le cas prescrit ; *QUORUM verborum ita cumulatorum ea vis est , ut denotent canonem latæ sententiæ , sint idem , quod ipso jure , judicium aut sententiam non postulent , processum omnem excludant , paratam executionem secum trahant , investituram realem seu traditionem non requirant , omne intervallum & modum quoad acquisitionem illorum Ducatum perveniatur , rejiciant , impedimentum tiam omne , adeoque ipsiusmet Cæsaris & aliorum quorumcunque contradictionem & molestationem , sive de facto sive de jure , submovent* ; ils ont même la force d'operer autant que les termes directs , & ils donnent la puis-

fance & le pouvoir à l'Electeur & aux Ducs de Saxe, de se mettre en possession de ces Duchez *etiam non requisito Cæsaris consensu & ex propria autoritate*, comme d'une propriété, qui leur appartient & de les recevoir *ex manu sua, non alterius*; encore de ces Expressions: *suivant l'usage établi auparavant, & de la même maniere comme le Duc Guillaume les a possédés & en a joui*. Enforte que comme le Duc Guillaume de Juliers le a possédés *jure utilis domini*, ainsi ils ont été transferés de la même maniere à la Maison de Saxe *vi ipsius Concessionis & in ipso momento* lorsque ce cas existeroit.

Il s'ensuit encore, que les Empereurs n'ont pas été en droit, de conferer ensuite d'autres ces Duchez, qui avoient été déjà assurés auparavant à la Maison de Saxe, parce que le *Dominium utile*, qui *extra Concessionem hanc*, seroit revenu à Sa Majesté Impériale & au St. Empire, avoit été donné auparavant à la Maison de Saxe; toutes les Loix ne permettant pas de l'en priver *sine causa jure feudali approbata, divestiendo*, sans aucun équivalent, & d'en investir d'autres, & particulièrement *in concessione ob bene merita Austria*, sous quelque prétexte prétendu *pretense utilitatis publicæ*, que ce pourroit être ce qui est d'autant plus réel, que l'Empereur Maximilien a confirmé ces droits à la Maison de Saxe pour la deuxième fois, par son Diplôme Impérial. Or lorsque le Duc Albert eut fait la Guerre dans les Pays-Bas pendant plusieurs ans consecutifs, & qu'il fut prié de comparoitre à la Diète de l'Empire à Nuremberg.

l'année 1495. , où son Altesse Serenissime rendit un compte exact à l'Empereur, & à quelques uns des Electeurs, & des Princes de l'Empire, des Victoires qu'il avoit remportées, l'Empereur *Maximilien I. confirma & ratifia* encore tout de nouveau cette précédente Confirmation, le mardi après la Nativité de la Vierge de l'an 1495, & par conséquent neuf ans après, que sa Majesté Impériale avoit confirmé cette Gratification comme Roi; & y ajouta ces termes exprès: *Nous Maximilien Roi Regnant des Romains par notre Puissance & Autorité Royale, & de notre Connoissance, avons confirmé & ratifié de nouveau notre precedente Donation & Gratification, comme elle la contient de mot en mot; & comme nous la corrobérons & confirmons à présent comme pour l'avenir & pour l'avenir, comme à présent par la signature de notre propre main pour Nous, & pour nos Successeurs dans l'Empire, le tout fidèlement & sans aucune reserve. Fait à Worms, Mardy après la Nativité de la Vierge 1495. (a).*

Il n'est pas non plus besoin, de deduire ici tout au long que *Actus iteratus seu geminatus* intervenu *ex longo temporis intervallo*, explique *concedentis mentem præcisam, voluntatem deliberatam, & appensatam, animi perseverantiam invariabilem & remissionem juris*; ce qui a été accordé *confirmanti*; qu'il porte avec lui *effectum consensus jurati*; qu'il fait *totam dispositionem favorabilem*, & excepte abso-

(a) Dans Lunig. L. c. pag. 15. & Recueil d'Actes &c. L. c. p. 374.

solument *simulationis*, *sub* & *-obreptionis* & *nullitatis exceptionem*, & enfin qu'il a tant de force, qu'il n'est plus au pouvoir de Sa Majesté Impériale (comme effectivement ni *Maximilien I.*, ni *Charles V.* n'ont jamais voulu se servir de ce pouvoir) de *revoquer per posteriores concessiones*, *toties repetitas & confirmatas gratias priores*, & d'investir d'autres *Dominio utili*, qui ne leur a plus appartenu. *Licet enim Princeps legibus solutus dicatur, non tamen est solutus legibus Regni, & contractus juris gentium, ubi semper excipitur jus tertii antiquius; cui Imperator & derogare non potest, ita nec derogasse præsumitur*; il est pourtant à remarquer la clause; *à présent comme alors & alors comme à présent*; qu'en vertu de cette clause les Duchez de *Juliers* & de *Berg*, lorsqu'ils seront vacans faute de Successeurs mâles & feodaux, reviendront à la Maison de Saxe, *à présent comme alors & alors comme à présent* immédiatement, sans autre requisi-
tion, & sans aucun empêchement; en sorte que les Electeurs & les Ducs de Saxe ont eu raison de se titrer *purifica conditione* Ducs de *Juliers* & de *Berg*; outre que *virtute clause* *hujus extremum inest primo & primum postremo, & confestim ipso dispositionis initio id effectum & perfectum censetur, QUOD NUNC illa temporis extremitate eveniente accidit solo duntaxat effectu in tempus futurum dilato.*

Il paroît donc clair comme le jour, par tout ce qui a été allegué, que la Maison de Saxe ne s'introduit pas de force & sans aucun droit dans les Duchez de *Juliers* & de *Berg*.

Berg & dans les Comtés & Seigneuries vacantes ; mais qu'elle cherche par les voyes de la Justice , ce qui lui a été donné , conferé , confirmé , & ratifié il y a plus de cent ans ; & comme jusqu'à présent la Maison de Saxe n'a pu découvrir malgré toutes ses recherches que personne dans l'Empire , pût se vanter avec raison & fondement que quelqu'un de ses ancêtres auroit obtenu quelque concession , investiture , grace ou Privilège semblable , encore moins qu'il pût la produire ; par conséquent tous les Privileges , Pactes , Confirmations & Unions , qui ensuite ont été obtenues & faites , ne peuvent lui porter aucun préjudice ; *Prima enim Principis Concessio prævalet posteriori , & qui prior est tempore & titulo , prior etiam est jure ; Concessioque secunda primæ contraria , viribus suis nos subsistit ;* & il ne fait rien à l'affaire , que le Prince pourroit s'être servi dans les dernières Concessions de la clause : *Ex certa scientia & motu proprio : item. Nonobstantibus quibuscumque juribus & Privilegiis contrariis ;* parce que la Maison de Saxe n'a pu perdre par-là son plus ancien droit , & même que personne n'est ni n'a été en état de l'en priver , *etiamsi specialis incerta fuisset Privilegiis posterioribus , Gratia Saxonie derogatio ,* parce que les Concessions de Saxe ne sont pas *merè gratiæ* , mais *ex causa onerosa* , „ à cause des services importants & onéreux , que le Duc *Albert* de Saxe avoit rendus en plusieurs rencontres à Sa Majesté Impériale & au St. Empire à ses propres fraix ” ; & que par conséquent cette cession a pris son

origine *ex contractibus Principum iteratis*; enforte que le *Dominium utile* est tombé, *ipso jure*, sans aucune extradition à la Maison de Saxe, dans le moment que le Duc Guillaume de Juliers est venu à mourir; *Concessum autem ex causa onerosa, aut ex pura & mera gratiâ, translato tamen dominio*, ne peut être revoqué, même *ex plenitudine potestatis*, d'autant que le cas de la vacance de Juliers & de Berg est arrivé dans le tems que l'Empereur Maximilien étoit encore en vie; *quo casu Cæsar & ejus successores obligati sunt, investituram ratam habere.*

On conviendra par conséquent que les droits des Prétendans ne sont pas d'un égal poids, & que les gratifications en faveur de la Maison de Saxe passent de loin toutes les autres; *ratione tum causæ præexistentis, tum acquisiti Dominii, tum etiam ipsiusmet Authoris*; parce que la Maison de Saxe fonde ses droits sur celui, que feu le Duc Guillaume de Juliers & de Berg a effectivement eu & obtenu sur ces deux Duchés *per legitimam successionem* & qui en cas de mort de ce Duc & faute d'héritiers mâles & légitimes ont été transférés à la Maison de Saxe par les Empereurs; au lieu que le Duc Jean de Cleves s'est mis en possession de ces Duchés l'année 1511. sans aucun titre juste, & *de facto*, comme les Actes & les Recès de ce tems-là le démontrent clairement, nonobstant qu'il fût bien ou du moins qu'il auroit dû savoir, qu'en conséquence des Loix féodales & de la Coutume universelle établie dans l'Empire, aucune femelle ne peut ni ne doit
suc

succeder in feudis Imperii Majoribus, & que par conséquent il ne pouvoit, avec droit, s'approprier *Rem alienam ex prætenso titulo invalido*; d'autant qu'il ne pouvoit pas prétexter ignorance des Concessions Impériales faites à la Maison de Saxe, qui lui avoient été communiquées.

Voilà ce que regarde les Droits & les Prétensions de la Maison de Saxe aux Duchez de Juliers & de Berg, quand, à quelle occasion, de quelle maniere, & de qui elle les a obtenus & acquis.

Pour ce qui regarde *Juris quæsti conservationem*, l'Electeur & les Ducs de Saxe, dès qu'ils apprirent que le Duc Guillaume de Juliers & de Berg étoit decedé, sans laisser d'hoirs mâles, ce qui arriva l'année 1511. s'adressèrent à l'Empereur Maximilien tant par écrit, que par leurs Envoyés, & lui firent très-humblement demander l'investiture de ces Duchez dévolus; mais parce que feu le Duc Jean de Cleves s'étoit déjà mis *de facto* en possession de ces Pays, avant que la Maison de Saxe eût été informée du Decès du Duc Guillaume; l'Electeur & les Ducs de Saxe ont été cités à comparoitre avec le Duc Jean de Cleves à Augsbourg, pour y être entendus sur leurs prétensions reciproques; mais cette affaire fut renvoyée à la Diète suivante; & Sa Majesté Impériale declara en même tems par un Diplome Impérial daté à Neustadt le 12. Fev. 1512. Que l'intervalles de ce tems n'apporterait aucun préjudice aux gratifications, confirmations & renouvellemens, faits à la Maison de Saxe, & que Sa Majesté Impériale

lui donneroit toute assistance & aide pour parvenir à la Succession de ces Duchez &c. &c. En conformité de cette Resolution Impériale, Sa Majesté Impériale donna ses gracieux ordres d'examiner de nouveau cette affaire à la Diète de Treves ; mais parce qu'il fut impossible d'y parvenir à un accommodement, *facto partis adversæ*, les Plenipotentiaires de Saxe demanderent & obtinrent un Reverfal (a) (*Muthzettel*) signé à Cologne le 20. Septembre 1512. dont l'Electeur & les Ducs de Saxe, pour temoigner leur obéissance à Sa Majesté Impériale, se contenterent. Ils ont depuis ce tems-là réitéré souvent leurs demandes, ils ont produit leurs Diplomes, Concessions, Gratifications & Confirmations, & se sont plaints des Attentats du Duc Jean de Cleves, & de ce que jusqu'alors, il n'avoit encore produit aucunes preuves legitimes & suffisantes de ses prétendus droits ; d'autant qu'il étoit contre l'usage établi dans l'Empire, de prévenir *Possessionis vi & clam invasæ præventionem legitimos Successores; ex malo principio non oportere bonam inferri consequentiam, ad Magistratus summi officium spectare, ne hujusmodi Cautelæ malo exemplo in Rempublicam irrepant.* Tous les Actes sont aussi suffisamment voir en quels termes obligeans Sa Majesté Impériale s'est toujours excusée envers la Maison de Saxe, & de quelle maniere elle a donné des Promesses & s'est déclarée en sa faveur. Enfin il n'y a rien de plus certain, que

s

(a) Lunig. l. c. pag. 31. & dans le Recueil d'Actes &c. Tome VII. pag. 378.

que l'Electeur & les Ducs de Saxe ont toujours mis une ferme confiance en la protection de Sa Majesté Impériale , comme leur suprême Chef & premier Seigneur direct ; & c'est pour cela qu'ils ont toujours eu soin de marcher dans le chemin du droit & de la justice , qu'ils ont toujours attendu avec patience une décision de Sa Majesté Impériale & qu'ils se sont abstenus de toute hostilité , s'étant bien souvenus , *Culpam ei nullam imputari posse , aut debere , per quem non stet , quominus conditio impleatur , sive tractetur de jure quærendo , sive acquisito amittendo*. Et lorsque , après le décès de Sa Majesté Impériale de Glorieuse Memoire , Charles V. monta sur le Trone Imperial , l'Electeur & les Ducs de Saxe ont recommencé à pousser cette affaire , autant qu'il leur a été possible & comme il convenoit ; ils ne se laisserent en aucune maniere de demander avec toutes les instances possibles d'être mis en possession réelle , & d'être gratifiés de l'investiture de ces Duchez. On ne manqua pas non plus de leur donner les meilleures paroles du monde , & effectivement ils obtinrent une Resolution favorable , par le Resultat de Worms du 28. May 1521. Mais peu de tems après ils furent informés à leur grand chagrin , que pendant l'intervalle de dix ans , que cette affaire avoit trainé , le Duc Jean de Cleves s'étoit affermi de plus en plus dans cette possession defectueuse , & que par plusieurs attentats nouveaux & par les menaces de se détacher de l'obéissance de l'Empire , il avoit enfin obligé Sa Majesté Impériale à lui accorder

& conferer l'investiture; & quoi que la Maison de Saxe protestât incontinent & de la maniere la plus solemnelle, & s'en plaignût par plusieurs Lettres très soumises; l'Investiture de Cleves fut pourtant donnée & accordée abusivement au Duc *Jean de Cleves*, sans aucune forme de Justice, & contre le Resultat de *Worms*; ce qui fait suffisamment voir que les raisons, qui ont obligé Sa Majesté Impériale de donner l'Investiture de ces Etats au Duc de *Cleves*, sont abusives & d'une nature à ne pas faire honneur à l'Empire.

Neanmoins Sa Majesté Impériale se servit envers la Maison de Saxe de l'excuse, que l'Investiture n'avoit été conférée au Duc de Cleves qu'autant qu'il pourroit avoir un juste droit & prétension sur les Etats en question, avec la reserve de vouloir conserver à chacun des autres Pretendans ses droits & prétensions; que d'ailleurs sadite Majesté Impériale fit expedier en même tems de pareilles Lettres d'investiture à la Maison de Saxe, & la fit prier de ne s'embarasser pas de cette investiture, & qu'Elle feroit en son tems dans cette affaire, telle disposition qu'il convenoit à un Empereur Romain, qu'Elle n'avoit jamais eu l'intention & qu'Elle ne l'avoit pas encore pour le present, de frustrer qui que ce soit de ses justes droits & prétensions; qu'outre cela l'Electeur & les Ducs de Saxe trouvèrent dans les Lettres d'investiture, que le Duc de Cleves avoit obtenues *per sub & obreptionem*, & que l'Empereur leur envoya expressement la clause: *Ce que nous pouvons lui conferer sui-*

vant les droits qu'il y pourroit avoir. C'est pourquoi ils se trouverent obligés par les circonstances d'alors , & à cause de l'investiture limitée de Cleves , de prendre patience , & d'attendre une occasion plus favorable. Cependant leur droit n'a pu en recevoir aucun préjudice , encore moins être éteint , & ils se le sont toujours conservé , *protestando* tant contre le Duc Jean de Cleves & contre son fils le Duc Guillaume , que contre le Roi Ferdinand ; bien loin qu'ils s'en soient jamais desistés & qu'ils se soient jamais éloignés *per ul-lum factum subsequens ab illa voluntate* ; & ils ont particulièrement considéré , comme nous l'avons déjà dit , que cette investiture n'a été conférée au Duc Jean de Cleves que pour autant qu'il auroit de justes prétensions sur ces Duchez & Pais ; & que par là Sa Majesté Impériale a expressement voulu faire entendre qu'Elle n'a pas eu l'intention d'en gratifier le Duc de Cleves , *in præjudicium & derogationem* des Gratifications Saxonnes ni du *Dominium utile* qui lui étoit acquis , ni de conferer par là un nouveau droit au Duc de Cleves ; mais seulement *sub conditione , si quod jus habeat , aut habere probaverit* ; parce qu'il est impossible d'entendre ces mots autrement & de leur donner un autre sens que celui qu'ils marquent expressement , *aliter omnino & in totum abesse Cæsaris investientis voluntatem.*

Et quoi qu'on sous-entende dans tous les Privileges , Investitures & Confirmations , la Clause , *sans prejudicier aux droits de personne* , comme elle a été exprimée ici *nomina-tim* ,

tim, elle prouve avec d'autant plus de force, que la vraie intention de Sa Majesté Impériale a été de n'avoir jamais voulu préjudicier en quoi que ce put être au droit acquis de la Maison de Saxe ; mais tout au contraire de modifier par là l'investiture de *Cleves*, & d'en excepter les droits de la Maison de Saxe, qui dix ans auparavant avoient été renouvelés. L'autre clause : *ce que nous avons dû & pû lui conferer en tant qu'il y ait droit* : marque aussi précisément, *quod si Cæsar de jure Clivensem investire non potuerit, aut debuerit investitura plane nihil obstat*.

Puis donc que tout ce qui a été exposé ci-dessus est clairement prouvé *ex inspectione Litterarum & Investiturarum*, on a raison de se flatter qu'il n'y aura ni Grands ni petits qui ne tombent d'accord en faveur de la Maison de Saxe, avec les Jurisconsultes les plus célèbres qui ne seront ni prévénus ou imbus *præconceptis opinionibus*, que le Duc *Jean de Cleve* n'a pas obtenu un meilleur droit, titre ou possession, par la susdite Investiture limitée & qualifiée, qu'il n'en avoit auparavant du chef de sa femme ; & par conséquent il n'a pû alleguer d'autre droit contre la Maison de Saxe ; *Limitata enim causa limitatum producit effectum, & res transit cum sua causa, & onere, ad heredem tum universalem, tum singularem & nulla unquam in toto orbe reperitur prescriptio, quæ sine possessione procedat* ; & quoique le Duc de Cleves recommençât *agiter causam Possessionis* en alleguant la prescription contre la Maison de Saxe, on lui répondit que *Centenaria aut temporis immemorialis*

is *præscriptio* propter *vitium rei inhærens*, & *malam Possessoris fidem*, n'auroit pas pû aller si loin; Et quoiqu'on avance, ce que pour-
 ant on n'avoue point, *præscriptionem inchoari*
 otuiffe, cependant il faut considérer que les-
 lits Duchez ont été donnés & transferés à la
 Maison de Saxe, *in qualitate feudi ex pacto &*
providentia. In ejusmodi autem feudis, licet
contra Patrem, Avum, vel ulteriore.n præ-
scriptum sit; tamen iis mortuis, filius vel agna-
us, quem nunc tangit succedendi ordo, vindic-
are potest feuda, nulla ipsa præscriptione;
Præscriptio, quamdiu propior in gradu est,
posteriori ex primo acquirente descendenti non
currit; parce que la Succession dans le Fief ne
lui a pas été encore déferée, ideoque nec a-
gere potest, antequam succedendi ordo ad ipsum
veniat. Non valenti autem agere, nulla cur-
rit præscriptio, ideoque sicut in feudo ejusmodi
not sunt concessionēs, quot sunt personæ, ordine
successorio venientes: ita etiam totidem in eo
præscriptiones.

Ce qui n'a pas seulement lieu *in filiis jam*
natis, sed etiam in nascituris & in utrisque,
 sans distinction, s'ils en sont devenus héritiers
 l'une autre maniere ou non; mais aussi *in*
ipse, ex contractu feudali debita, comme in
ipso feudo ex pacto & providentia à Majoribus
possessio; sans mettre ici en ligne de compte,
 qu'une prescription si vicieuse & si injuste ne
 vient pas en considération, lorsqu'on précède
ola facti veritate inspecta, & par conséquent
secundum jus Gentium, non attentis ordinationi-
bus juris civilis; & cela d'autant plus que
 Electeur & les Ducs de Saxe, comme
 leurs

leurs ancêtres de glorieuse Mémoire n'ont pas manqué de faire confirmer, & ratifier *in amplissima forma* par les Empereurs Charles V., Ferdinand, Maximilien II. & Rudolphe II. tous les dons & gratifications qu'ils avoient obtenus des Empereurs Frédéric III. & Maximilien I., en sorte que leur droit acquis est toujours resté dans sa première vigueur.

Quoi qu'on ait suffisamment déduit ici, les droits & les prétensions, que la Maison de Saxe a sur les Duchez de Juliers & de Berg &, *ex quo capite* la possession & l'Investiture réelle *cessante maximo impedimento veteri* avoit été demandée & recherchée à la Cour Impériale, après le décès du Duc Guillaume de Juliers & de Berg, comme on la demande & la recherche encore actuellement; & que ledit droit ne peut absolument être sujet à la prescription, comme quelques personnes malintentionnées ou livrées à leurs préjugés ont eu la hardiesse de l'insinuer à plusieurs Illustres Princes & Seigneurs. Cependant supposé le cas, (que l'on n'accorde pourtant absolument pas) que l'on ne pourroit tirer aucun avantage des Concessions & gratifications alleguées qui ont été faites, renouvelées & confirmées si souvent à la Maison de Saxe par les Empereurs & par les Rois, en cas de vacance de Juliers & de Berg, la Maison de Saxe demande de nouveau *realem investituram & immissionem ex causa specialis, alia sub conditione præmissa*, mais en même tems sans qu'Elle ait l'intention d'approuver par là, sans aucune distinction

les droits que le Duc *Jean de Cleves* s'est appropriés ; mais par rapport à *Cleves*, la *Marck & Ravestein*, elle la demande *simpliciter*, sans aucune addition & condition ; Or lorsque le Duc *Jean Frédéric de Saxe &c.* depuis Electeur, se maria avec la *Princesse Sibylle*, fille du Duc *Jean de Cleves*, il fut conclu & stipulé entr'eux, dans le *Contrat de Mariage* en date du 8. d'Août 1526. que si le Duc *Jean & son Epouse, Marie, Duchesse de Cleves & de Juliers*, ne laissent pas d'héritiers mâles, ou que ceux-ci ne laissent pas de postérité, alors leurs *Duchez de Cleves, de Juliers & de Berg, les Comtez de la Marck & de Ravensberg & tous leurs autres Pays & Biens, avec toutes les appendances & dépendances, héritages, juridictions, & avec tout ce que leurs Serenissimes Alteſſes ou leurs héritiers mâles laisseroient après eux, reviendroient & seroient héritez par leur Fille ainée la Princesse Sibylle & le Duc Jean Frédéric, & leurs Enfans, en cas qu'ils en procreassent ensemble ; sur quoi tous leurs Duchez & Pays auroient à se conformer.*

Tous les *Conseils, la Noblesse, les Bourguemaitres, Echevins & Conseillers des Villes* dans les *Duchés de Juliers, de Cleves & de Berg*, & dans les *Comtez & Seigneuries de Ravensberg, de la Marck & de Ravenstein* ont accordé, sur cet Article, des *Revers signés & scellés* dans lesquels ils ont promis pour eux, & pour leur postérité, que lorsque ledit cas existeroit, ils se conformeroient audit Article, & l'exécuteroient fidèlement.

Ce qu'il y a encore à observer particulièrement

rement au sujet dudit Contract de Mariage, c'est que l'Electeur de Saxe, comme Chef de sa Maison alors, a expressement réservé à toute la Maison de Saxe les droits & prétension sur Juliers & Berg &c., enforte qu'ils devoient être & rester inaltérablement & successivement à chaque partie de cette Maison. Par laquelle reserve expresse l'Electeur de Saxe, le Duc *Jean de Cleves* & la Princesse sa femme de glorieuse Mémoire ont voulu déclarer publiquement, qu'on n'avoit pas accordé à Son Altesse Sérénissime Electorale davantage & un plus grand droit, que celui qu'Elle & toute la Maison de Saxe avoit déjà eu auparavant aux Duchez de Juliers & de Berg, & que même le Duc *Jean de Cleves* lui-même n'y avoit pas d'autre prétension & droit, que celui qu'il y avoit obtenu auparavant par la Princesse, sa femme, laquelle Reserve Son Altesse Sérénissime a transportée à tous ses héritiers, qui ont succédé après sa mort dans ces Duchez de Juliers & de Berg; *Res enim transit cum suo onere, & hæres factum defuncti præstare tenetur.*

Et quoique dans cette affaire de Juliers, il soit survenu plusieurs difficultés à cause de la Religion, néanmoins l'Empereur *Charles V.* a très efficacement confirmé & ratifié *ex certa sciencia, & de plenitudine Imperatoriæ Potestatis & cum clausula mandati pœnalis.* Le susdit Contract de Mariage de Juliers & de Cleves, à Spire le 13. de Mai 1544. en considération des services importants, que le Duc *Jean Frédéric* depuis Electeur, & ses Prédéces-

cesseurs, avoient rendu à Sa Majesté Impériale & à ses Prédécesseurs dans l'Empire; Comme cet Empereur y ordonna en même tems, *que l'Article conserveroit toute sa force dans tous ses termes, points, clauses & teneur, qu'il devoit être observé & exécuté fidelement & en tout tems, & que lesdits Duchez avec tous leurs autres Pays, ap- & dépendances, héritages, Jurisdicitions Terres & Sujets* devoient revenir en héritage, dans le cas mentionné à la Princesse Sibylle, Epouse du Duc Jean Frédéric, & ensuite à leurs héritiers mâles, qui seroient nés desdites Alteſſes Sérénissimes, lesquels ils recevroient, comme Fiefs réels de l'Empire, de Sa Majesté Impériale & de ses successeurs, & du Saint Empire, aussi souvent qu'ils seroient vacans sans empêchement quelconque, & en sorte que la nature de ces Fiefs ne seroit jamais altérée par la mort intervenue, mais qu'elle subsisteroit toujours & reviendrait, comme nous avons dit, après le décès de la Princesse Sibylle, aux héritiers mâles du Duc Jean Frédéric.

Il y fut en même tems très-sérieusement ordonné & enjoint à tous les Sujets du Saint Empire, sous peine de payer une amende de 1000. Marcs d'Or pésant, de n'empêcher en aucune maniere Son Alteſſe Electorale & la Princesse sa femme, de jouir tranquillement de cette présente Confirmation, & Ratification Impériale ou de souffrir que cela fût fait par d'autres.

Il faut encore remarquer ici, que ces dits Duchez & Pays, ont été tenus par Sa Ma-

jesté Impériale pour des Fiefs Ducaux & Masculins de l'Empire, & qu'elle a voulu expressément, que la nature de ces Fiefs ne fût pas changée par cette expectative, mais qu'elle restât inaltérable.

Supposé encore, que quelqu'un voulût objecter ici, que le Contrat de Mariage ne pouvoit pas être entendu du cas arrivé par la mort du Duc *Jean-Guillaume* de Juliers & de Cleves; ou que l'Electeur *Jean Frédéric* avoit renoncé à cette Expectative; le Contrat & la Convention faite à *Spire* en date du 11. de Mai 1544. rendra un témoignage contraire parce que Sa Majesté Impériale y a consenti & promis en termes clairs & indisputables, que *s'il arrivoit que le présent Duc de Juliers, de Cleves, & de Berg.* (C'étoit le Duc *Guillaume* Pere du Duc *Jean Guillaume*, le dernier mort,) ou ses enfants vinssent à mourir sans laisser d'Héritiers mâles; alors Sa Majesté Impériale & ses Successeurs dans l'Empire confereroient à l'Electeur de Saxe, & après sa mort à ses héritiers mâles, tant qu'ils subsisteroient, les Duchez de *Juliers, de Cleves, & de Berg*, comme à vrais Fiefs Masculins, & que pour cet effet elle leur feroit expedier les Lettres nécessaires à Investiture.

Premissio autem facta ab eo, qui Legis condendæ potestatem habet, præcisè obligat promittentem ad implendam promissionem, & feudum promissum tradendum, in tantum, ut non ex plenitudine potestatis ipsa à tali contractu se promissione resilire permittatur, neque directe nec per indirectum, nonobstante que ces pro-
messes

messes ont été faites à un de ses Sujets ,
contrahendo enim cum subdito Submittit se Le-
gum dispositionibus , & obligatur efficaciter ; &
 ce n'est pas Sa Majesté Impériale seule qui
 pour lui & pour tous ses Successeurs dans
 l'Empire a consenti en vertu de la Conven-
 tion de Spire à ladite Investiture & à tous les
 autres points ; la même chose y a été faite en
 même tems par Sa Majesté Royale pour soi
 & pour ses héritiers , & leurs Majestez Impé-
 riale & Royale , toutes deux ensemble , dans
 leur Ratification du Contract de Mariage , &
 celui de Spire , y expliquent l'un par l'autre ,
 les y qualifient d'une *Union perpetuelle* , les
 confirment tous deux *ex certa scientia* , &
 veulent , qu'ils soient accomplis , sans que
 personne y mette obstacle. Par conséquent ,
 que par-là tous les doutes qu'on pourroit for-
 mer en cette occasion sont levés ; d'autant
 plus qu'il est décidé que le mot Héritier ,
lorsqu'il s'agit de Fiefs , ratione subjectæ ma-
teriae , & en conformité des décisions & expli-
cations judiciaires , s'entend uniquement de
Masculis. Il est connu à tous les Etats de
 l'Empire , que Son Altesse Sérénissime Elec-
 torale fut entièrement rétablie à Augsbourg , le
 27. d'Août 1552. dans toutes ses précédentes
jurisdictions , prétensions , honneurs , gratifica-
tions , titres , armes & Privilèges , & qu'elle
 y fut absoute de tout ce qui s'étoit passé dans
 la Guerre d'Allemagne. Or ces véritables
*don*s & *gratifications* , qui ont été confir-
 mées & ratifiées par les Empereurs & par les
 Rois , sont ceux dont nous avons fait men-
 tion plus haut.

Voilà les principaux fondemens sur lesquels est établi le Droit des Electeurs & Ducs de Saxe, & qu'ils ont très-humblement fait insinuer à la Cour Impériale *per viam supplicationis aut Implorationis*, afin que l'Investiture réelle & la possession leur soit accordée & que par-là les susdites gratifications & promesses Impériales fortifient enfin leur effet. Leurs Alteſſes Electorale & Sérénissime ne peuvent non plus concevoir, comment on peut avec la moindre ombre de raison le prendre en mauvaise part, d'autant qu'Elles ne cherchent, ni ne demandent autre chose que ce que chaque Prince dans l'Empire, auquel est échue & tombée une Principauté, ou un autre *feudum Regale, jure successionis*, ou *ex alia causa*, est absolument obligé de faire à moins qu'il ne refuse de reconnoître Sa Majesté Impériale pour son premier Seigneur direct; Leurs Alteſſes Electorales & Sérénissimes se souviennent en même tems fort bien, que la connoissance & la décision de disputes & différens qui peuvent survenir au sujet des Principautés ou d'autres Fiefs dans l'Empire n'appartient pas seulement sans aucune contestation à Sa Majesté Impériale en vertu des droits Féodaux, mais que cela lui a été expressement accordé & réservé dans les Ordonnances Camérales du consentement unanime de tous les Etats de l'Empire, de manière, que quoique dans tous les autres cas Sa Majesté Impériale concourut dans la Jurisdiction avec la Chambre Impériale, & *Camera cum Cæsare*, celui-ci est pour Sa Majesté Impériale un *Casus reservatus*, dont l'

con

connoissance est absolument interdite à la Chambre, ou plutôt *Paribus Curiae*, en sorte que la conscience, les dignités & les devoirs de Leurs Alteſſes Electorale & Séréniffimes ne leur permettent pas d'en vouloir frustrer la Majesté Impériale d'autant que le fondement principal des droits de la Maison de Habsbourg est posé sur les Privilèges & Concessions Impériales, *solus autem Imperator, qui Privilegium concessit, de eo cognoscere & judicare potest & debet*, sans faire ici mention *continentiæ causæ, quam dividi leges prohibent, & que propter præventionem Cæsaream res non est integra.*

Et comme Leurs Alteſſes Electorale & Séréniffimes sont dans la ferme confiance, que Sa Majesté Impériale se souviendra très-gracieusement de ses promesses & explications Impériales si souvent réitérées, à savoir que par ses Ordonnances ultérieures il ne seroit fait aucun dommage ni préjudice à qui que ce pourroit être, qu'Elle aura toujours devant les yeux la justice, & les Constitutions de l'Empire, & qu'Elle se souviendra très-gracieusement, *nulla re Majestatem suam, ad Deum accedere proprius quam si ex præscripto Legum judicet, jus & æquum servet, fidei religionem & veritatem non faciat irritam, nec injurias inde oriri finat, unde jura nasci de-*

C'est pourquoi Son Alteſſe Sérénissime Electorale & Leurs Alteſſes Séréniffimes attendoient tranquillement de la Cour Impériale qu'on leur y feroit bonne justice, & y prononceroit une Sentence équitable en leur

faveur ; en même tems qu'Elles se perfuadoient que toutes les Puissances , ainsi que les Etats respectifs de l'Empire , & ceux des Duchez de Juliers , de Berg & de Cleves , comme ne souhaitant que la Paix & comme des Sujets obéissans , ne fourniroient aucune occasion à une Guerre ou à quelqu'autre sorte de rupture ; qu'ils ne s'arrêteroient en aucune manière aux susdites Calomnies , Diffamations & Bruits repandus , & ne prendroient le parti de qui que ce pourroit être *pendente cognitione Cæsarea* , mais qu'ils se tiendroient neutres , resteroient par-tout en repos , & ils n'envieroient pas à Leurs Alteſſes Electorale & Sérénissimes , ce que le Tout Puissant leur destinerait par la décision Impériale , ce que Leurs Alteſſes Electorale & Sérénissimes tâcheroient de meriter en toutes occasions envers toutes les Puissances Etrangères & Voisines , envers les Etats respectifs de l'Empire & envers chacun en particulier.

L'EMPEREUR qui avoit pris sa résolution en faveur de la Maison de Saxe , ne fut-ce que pour maintenir son autorité & ne pas souffrir qu'on lui fit la loi , parut très content de cette Dédution , & fit expédier , *forma amplissima* les Lettres d'Investiture (a) des Etats du feu Duc Jean Guillaume , en faveur de l'Electeur de Saxe & de sa Maison.

Cet

(a) Qu'on peut voir dans les Preuves [A] la Maison de Saxe en obtint le renouvellement de l'Empereur Matthias en 1613. &c. Ferdinand II. en 1621. & de Ferdinand III. en 1638. & 1641.

Cette disposition de l'Empereur ne servit qu'à aigrir les choses & à serrer encore plus l'Union entre les Maisons de Brandebourg & de Neubourg, & comme on craignoit que si la Maison de Saxe vouloit faire valoir ses droits par la voye des armes, il n'arrivat de grands desordres dans l'Empire, sur-tout dans ce tems, où l'affaire de Donawert & les Griefs de la Bohême pouvoient tout mettre en combustion, on proposa de tenir des Conférences à Cologne pour terminer ce grand différend. Le Landgrave de Hesse-Darmstadt s'y rendit avec les Ambassadeurs de Mayence & de Brunswick, & s'y joignirent à l'Electeur de Trèves & au Comte de Hohenzollern, Commissaires de l'Empereur. Tous ces Commissaires de l'Empereur & de l'Empire proposèrent diverses formes de Sequestre, qui furent toutes rejetées par l'un ou l'autre des Princes possédans. D'un autre côté les Commissaires de l'Empereur & de l'Empire ne purent approuver l'expédient proposé par l'Ambassadeur de France, qui s'étoit rendu à Cologne, parce qu'il consistoit sur-tout à choisir des Juges entre les Puissances hors de l'Empire. Ainsi cette Conférence ne produisit rien quoique tous les Princes prétendans s'y trouvassent en personne ou par leurs Ministres, savoir la Maison de Saxe, la Maison de Brandebourg, celle de Neubourg, le Duc de Deux-Ponts, le Marquis de Burgau, le Duc de Nevers, qui prétendoit Cleves & la Marck, le Duc de Bouillon prétendant la Marck & le Comte de la Marck.

Maulevrier qui prétendoit la même Comté.

Les Conférences de Cologne ayant été rompues de la manière qu'on vient de le rapporter, les Landgraves de Hesse Cassel & de Darmstad, le Duc de Holstein, le Prince d'Anhalt & quelques autres Princes de l'Empire, ne laissèrent pas de continuer leurs bons offices pour tâcher d'empêcher que ces différens n'éclataissent en une Guerre ouverte, qui auroit pu embraser toute l'Allemagne, par la part que chaque Prince auroit pris pour un parti ou pour l'autre: Ainsi ils proposèrent de tenir une nouvelle Assemblée à Juterbock près de Leipfic dans la Misnie. Le Duc de Neubourg ni ses fils ne voulurent pas s'y trouver; mais l'Electeur & les Ducs de Saxe & l'Electeur & les Markgraves de la Maison de Brandebourg s'y rendirent avec les Princes Médiateurs, que je viens de nommer: en sorte qu'il s'y trouva jusqu'au nombre de 24. Princes. Les Princes Médiateurs agirent en cette Assemblée si puissamment, que, moyennant un Ecrit que l'Electeur de Saxe donna à celui de Brandebourg, par lequel il déclaroit que le Traité qu'ils passeroient ensemble ne porteroient point de préjudice aux droits de l'Electeur de Brandebourg, ils obligèrent ces deux Electeurs à passer le 18. Mars 1611. un Traité (a) pour le possessoire en attendant qu'on eût terminé ces différends au pétitoire.

Par

(a) Il est dans le Corps Diplomatique Tom. V. part. II. p. 160.

Par ce Traité ils convinrent que les Etats de Juliers seroient possédés & administrés conjointement par les Electeurs de Saxe & de Brandebourg & par le Duc de Neubourg; que le Gouverneur de Juliers & les habitans prêteroient serment à toutes les trois Familles des Electeurs Palatins, de Saxe, & de Brandebourg; à condition que lorsque le différent seroit vuidé, ils ne reconnoitroient que celui auquel ces Etats seroient adjudgés: Que l'Investiture obtenue par l'Electeur de Saxe ne lui pourroit servir ni préjudicier aux deux autres: Que l'Empereur le Duc de Neubourg & les Etats du Pays confirmeroient ce Traité: Que l'Electeur de Saxe donneroit au Duc de Neubourg un Ecrit pareil à celui qu'il avoit donné à l'Electeur de Brandebourg pour la conservation de son droit: Que l'Electeur de Saxe intercederoit pour faire revoquer les Mandemens décernés par l'Empereur contre l'Electeur de Brandebourg & contre le Duc de Neubourg: que leur différent seroit terminé devant l'Empereur assisté de six Electeurs ou Princes dont ces trois Princes en nommeroient chacun deux: qu'ils donneroient caution d'obéir au jugement qui interviendrait: Qu'ils licentieroient leurs Troupes de part & d'autre: Que l'Electeur de Saxe donneroit quatre cens cinquante mille florins aux Princes de Brandebourg & de Neubourg pour les frais faits à Juliers; & qu'ils donneroient caution de les lui rendre en cas que par le jugement qui interviendrait, il ne lui fut rien adjudgé dans ces

Etats : Que les Pays héréditaires de ces Princes seroient caution de l'Exécution de ce Traité: Que le Roi de Dannemarck & les Ducs de Wirtemberg & de Lunebourg seroient priés d'en être aussi Cautions: Que le Procès seroit jugé un an après que l'Electeur auroit été mis en possession, & que le jugement seroit executé à peine de Ban: Que le Marquis de Burgau, le Duc de Nevers, le Comte de la Mark, & les autres prétendans auroient leurs actions & poursuites libres: Enfin que les revenus de ces Provinces seroient employés à payer les Dettes & à racheter les Biens engagés.

L'Electeur de Brandebourg envoya ensuite à Prague vers l'Empereur pour excuser ce qui s'étoit passé, & demander la confirmation de l'Investiture de son Electorat & celle des Etats de la Maison de Juliers.

L'Empereur lui fit faire la Reponse suivante.

„ Sa Majesté Impériale & Royale de Hon-
 „ grie & de Bohême, notre très gracieux
 „ Seigneur, ayant été informée de tems en
 „ tems, de ce dont le très Sérénissime E-
 „ lecteur de Brandebourg, *Jean Sigismond*,
 „ l'a très-humblement supplié, & de quelle
 „ manière il s'est excusé des offenses précé-
 „ dentes qu'il a commis contre Sa Majesté
 „ Impériale; ce qu'il a particulièrement
 „ fait réitérer de nouveau tant de bouche
 „ que par son Envoyé *Sigismond de Götzen*;
 „ & que la Maison Electorale & Ducale de
 „ Saxe a en même tems intercedé auprès de
 „ Sa

„ Sa Majesté Impériale sur le même sujet;
„ C'est pourquoi Sa Majesté Impériale pour
„ donner des marques éclatantes de sa bien-
„ veillance Impériale & de la continuation
„ de son affection à la Sérénissime Maison
„ de Brandebourg & bien particulièrement
„ en considération de l'intercession de la
„ Maison Electorale & Ducale de Saxe; &
„ des promesses très fortes & très importan-
„ tes de Son Altesse Electorale de Brande-
„ bourg, lesquelles, comme Sa Majesté Im-
„ périale espère, seront réellement & très-
„ humblement exécutées en conformité de
„ ses obligations, de son devoir, & de
„ l'obéissance qu'elle lui doit; Veut bien
„ très-gracieusement oublier tout le passé,
„ recevoir de nouveau en grace Son Altesse
„ Electorale; & lui conférer actuellement
„ les Regales & les Fiefs, qu'elle a deman-
„ dés jusqu'à présent au sujet de l'Electorat,
„ comme Sa Majesté Impériale promet très-
„ gracieusement de vouloir confirmer à la
„ Maison Electorale de Brandebourg, tous
„ les Privilèges, Concessions & gratifications,
„ lorsqu'Elles seront produites suivant l'usa-
„ ge établi.
„ Par rapport à l'Investiture du Duché
„ de Juliers & des Pays, qui y appartiennent,
„ Sa Majesté Impériale prendra bien-
„ tôt une résolution convenable; ayant en
„ attendant très-gracieusement ordonné de
„ notifier ce que dessus au Seigneur En-
„ voyé, qu'Elle fait en même tems assurer
„ de sa bienveillance Impériale. Fait à Pra-
„ gue

„ gue sous le Sceau Privé de Sa Majesté Impériale le 24. Juin 1611. (a) ”.

D'un autre côté il ne fut pas possible d'engager le Duc de Neubourg à approuver le Traité de Juterbock , en sorte qu'il ne fut exécuté qu'en ce qui concernoit la reconciliation de l'Electeur de Brandebourg avec l'Empereur ; & il ne peut servir aujourd'hui qu'à faire connoître que l'Electeur de Brandebourg *Jean-Sigismond* ne croyoit pas les prétensions de la Maison de Saxe dénuées de tout droit & de tout fondement , puisqu'il consentoit à l'admettre au possessoire commun des Etats , qui étoient en litige.

Les Princes Possédans continuerent donc jusques bien avant en 1613. à administrer en commun , de bonne foi & tranquillement ces Etats que le Prince *Maurice* & le Maréchal de la *Châtre* avoient arrachés au Sequestre & leur avoient remis. „ Terme considérable „ pour la durée , dit un Auteur , si l'on fait „ réflexion sur la difficulté qu'il y a de conserver la bonne intelligence entre deux „ Puissances égales qui possèdent les mêmes „ Etats en commun ! ”

Leur dissension commença par une contestation touchant les biens Ecclésiastiques ; sur quoi les Etats Généraux qui regardoient le maintien de leur union , comme une suite de la protection qu'ils leur avoient donnée , envoyèrent promptement étouffer cette discorde dans

(a) Tiré de Londorp , *Acta publica* T. I. part. I. pag. 97.

dans sa naissance. Mais il survint deux incidents qui rendirent les efforts des Etats inutiles. Les Princes Possédans avoient établi dans les Duchez de Cleves & de Juliers chacun leur Vicegerent pour gouverner le Pays, en leur absence. Celui de l'Electeur de Brandebourg étoit le Marquis *Ernest* son frere, & celui du Comte Palatin de Neubourg étoit le Prince *Wolfgang Guillaume* son fils, qui portoit la qualité de Duc de Neubourg & qui étoit plutôt regardé comme Prince Possédant conjointement avec l'Electeur de Brandebourg, que comme substitut de son Pere. Le Prince étant allé à l'Assemblée d'Erford en Saxe, convoquée par l'Empereur pour accommoder tous les Prétendans à la possession des Etats de Juliers, les Commissaires de Brandebourg prirent occasion de son absence pour afficher des Mandemens au nom seul de l'Electeur de Brandebourg, *Jean Sigismund*. Ce qui parut une infraction trop visible des Conventions faites entre les Princes Possédans, par lesquelles il étoit réglé que tous les Actes se feroient au nom des deux, sans aucune Préférence. Le Marquis *Ernest de Brandebourg* étant mort le 18. Septembre 1613. & le Prince Electoral *George Guillaume* lui ayant été substitué par l'Electeur son Pere dans l'administration des Etats de Juliers le 26. d'Octobre suivant, le Prince de Neubourg s'opposa à sa réception, jusqu'à ce qu'on lui eût donné la satisfaction qui lui étoit due. Durant cette contestation les Ambassadeurs du Duc de Saxe, l'un des autres prétendans, ayant reçu de nouveau de l'Em-

L'Empereur *Matthias* l'Investiture des Etats de Juliers & de Berg, de la même manière que l'Empereur Rodolphe II. l'avoit accordée, prirent possession des biens de la Succession de Juliers à Bruxelles & dans les Pays Catholiques, où étoient les Fiefs du Comté de Ravenstein. Les Princes Possédans, au lieu de prendre cette occasion pour se réunir, formèrent chacun leur parti, & cherchèrent diverses Alliances pour le fortifier.

Le Duc de Neubourg ayant épousé au mois de Novembre suivant [1613.] la sœur du Duc de Bavière & de l'Electeur de Cologne, voulut mener au mois de Janvier 1614. sa nouvelle Epouse à Dusseldorp; Capitale du Duché de Berg, le Prince Electoral de Brandebourg crut que c'étoit une entreprise contre les Conventions des Princes Possédans: & soupçonnant d'ailleurs le Duc de Neubourg de vouloir se soumettre à l'Empereur dans l'espérance d'attirer les Maisons d'Autriche & de Bavière, dans son Parti, il envoya demander du secours aux Etats des Provinces-Unies.

Les Etats avant que de rien promettre écrivirent au Duc de Neubourg pour le porter à s'accommoder, ou à remettre le différent à des arbitres. Le Duc leur fit réponse qu'il étoit prêt de se réunir avec l'Electeur de Brandebourg s'il vouloit lui restituer les Domaines & les Jurisdictions dont il s'étoit saisi contre leurs Conventions: Sinon qu'il en passeroit par l'arbitrage des Electeurs & Princes de l'Empire, ou qu'il se soumettroit au

au jugement de l'Empereur. Cependant le Prince de Brandebourg ayant appris que le Duc de Neubourg avoit voulu entrer dans le Château de Juliers, quoique l'on fut convenu qu'un Prince *Possédant* n'y entreroit point sans l'autre, songea de son côté à surprendre la Ville de Dusseldorp, où étoit la nouvelle Duchesse de Neubourg. Il obtint du Prince *Maurice* pour cet effet 400. hommes de la Garnison de *Meurs*, qui s'avancèrent sous la conduite de *Swigel* avec des péards & des échelles pour escalader la Ville. Mais l'Entreprise échoua par la vigilance de la sentinelle & la promptitude avec laquelle les Bourgeois se rendirent sur les remparts. Les Etats du Pays de Cleves, s'assemblèrent à cette nouvelle, & s'étant déterminés à demeurer neutres, pendant tout le différend des Princes *Possédans*, jusqu'à ce que l'Empire fut convenu de leur Seigneur légitime, ils députèrent vers les Etats des Provinces-Unies & vers les Archiducs Gouverneurs des Pays-Bas Catholiques, pour prier les uns & les autres de ne point entrer dans ce démêlé, mais de laisser les Princes *Possédans* s'accorder par quelque Transaction, sans donner de secours à l'un, ni à l'autre.

Les Etats Généraux à la prière de ceux de Cleves avoient envoyé de nouveau solliciter les Princes de rentrer dans leur Union. Mais ayant appris que l'Archiduc *Albert* levait des Troupes dans le tems même qu'il leur demandoit la disposition où il étoit d'acquiescer aux Volontés de ceux de Cleves, ils donnèrent

rent ordre aux préparatifs nécessaires pour mettre une Armée sur pied qui fût capable d'être opposée à la sienne. Sur la déclaration que fit l'Archiduc de vouloir employer les voyes de fait pour pacifier le différent de deux Princes, *Swigel* eut ordre du Prince *Maurice*, d'entrer avec ses troupes dans la Ville de Juliers, pour la tenir en sêquestre ce qui s'exécuta du consentement du Prince de Brandebourg. Celui qui y commandoit au nom du Duc de Neubourg après s'être défendu quelque tems fut obligé de quitter avec perte des siens, le Château que le commandant pour le Prince de Brandebourg avoit cédé volontairement. On y mit Garnison Hollandaise: & le Prince *Maurice* fit encore entrer sept compagnies dans la Ville avec des munitions de Guerre & de Bouche. De sorte que Juliers se vit entièrement sous la Puissance des États-Généraux des Provinces-Unies. Le Duc de Neubourg pour tâcher de se dédommager se saisit adroitement de Dusseldorp où il mit une bonne garnison, & rendit inutile les efforts des Hollandais, aidés de ceux de Brandebourg pour entrer dans *Sweinheim*, & dans *Saiburg*.

L'Archiduc *Albert* Gouverneur des Pays Bas Catholiques, ayant appris que les Hollandais s'étoient rendus les maîtres dans Juliers, se hâta de faire marcher l'Armée qu'il avoit préparée pour l'exécution du Ban Impérial contre la Ville d'Aix, dont l'Empereur l'avoit fait Commissaire. Cependant l'

Du

Duc de Neubourg abjura (*) la Confession l'Augsbourg & le Luthéranisme , & fit profession de la Religion Catholique dans la grande Eglise de Dusseldorp. Cette action acheva de disposer en sa faveur tous les Princes de la Maison d'Autriche & de celle de Bavière , qui envoya sur le champ de Cologne à Dusseldorp le Nonce du Pape pour lui donner la Bénédiction. Mais Elle servit au Prince de Brandebourg , qui étoit Réformé , comme l'Electeur son Pere , pour faire mieux sentir aux Etats-Généraux des Provinces-Unies , l'obligation où ils étoient de ne pas abandonner un Prince de leur Religion , qu'il avoit fait recevoir dans les Terres de son obéissance au préjudice de la Luthérienne & de la Romaine.

Les Etats-Généraux n'ayant pû obtenir du Duc de Neubourg , dans une Conférence tenue à Wesel , qu'il ôteroit sa Garnison de Dusseldorp , & qu'il licenciéroit ses troupes , moins qu'ils ne fissent eux-mêmes sortir les leurs de Juliers , & qu'ils ne lui laissassent la liberté d'y entrer : permirent enfin au Prince Maurice de se mettre en campagne pour l'Electeur de Brandebourg. Le Duc de Neubourg vit aussi-tôt l'importance qu'il y avoit à prévenir les Hollandois. Il s'empara d'abord

(*) Le 15. Mai 1614. J'ai lû quelque part dans les Lettres Imprimées du Pensionnaire J. de Wit que le Duc de Neubourg donna pour raison de son changement de Religion , qu'il ne pouvoit autrement esperer d'être à la tête d'un parti pendant que Brandebourg étoit à la tête l'autre.

bord de presque toutes les Places du Duché de Berg, & entr'autres de Machen, Mandau, Ellersfeld & Berg. Cependant le Marquis de *Spinola*, Général des Troupes Espagnoles & Flamandes, entra par Mastricht avec 30000 hommes & alla mettre le siège devant Aix-la-Chapelle, qu'il remit sous l'obéissance de l'Empereur, après avoir cassé le nouveau Sénat Protestant, rétabli l'ancien Catholique, & renvoyé le Colonel *Pudlitz* avec la Garnison de Brandebourg à Juliers, Enseignes ployées, sans bagage & sans Canon. Cette nouvelle fit hâter le secours des Hollandois que le Prince *Maurice* conduisoit au Prince de Brandebourg; Mais *Spinola* usa d'une si grande diligence qu'il se rendit maître des Villes de Duren, Berckem, Caster, & Greevenbroek, où il mit des Garnisons pour le Duc de Neubourg. Delà il fit passer le Rhin à son Armée, deux lieues au-dessous de Cologne, & ayant été joint par les Troupes que le Duc de Neubourg lui amena de Dusseldorp & qui consistoit en 800. Chevaux & 5000. Fantassins, il alla prendre *Mulheim* au Duché de Berg, dont il fit démolir les fortifications que l'Electeur de Brandebourg y avoit fait faire contre les défenses réitérées de l'Empereur. Il descendit ensuite à Rhinberg au Duché de Cleves après s'être emparé des Villes de Duysbourg & d'Crsoy: & il alla mettre le Siège devant Wesel, qu'il pressa d'une manière si vive & si bien entendue que le Prince *Maurice* qui s'avançoit avec 18000. hommes ne put arriver assez tôt pour la secourir; Elle se rendit à condition que

que *Spinola* ne feroit point de changement ni dans la Religion, ni dans la Police de la Ville; & que dès que les Etats des Provinces-Unies auroient ôté leur Garnison de Juliers, il délivreroit aussi Wesel de la fienne.

Le Prince *Maurice*, accompagné de *Frédéric Henri* son Frere, de *Guillaume & Jean Ernest de Nassau* ses Cousins, & du Comte de *Chatillon* qui conduisoit les François, entra dans l'Allemagne en montant le Rhin; Il s'empara d'abord d'*Emmerick* l'une des meilleures Villes du Pays de Cleves du côté de la Westphalie; & il y mit une forte Garnison. Il alla ensuite assiéger *Rhées*, dont les habitans avoient déjà député vers le Marquis de *Spinola* pour se soumettre à lui & recevoir la Garnison; après les avoir investis, il les fit sommer de se rendre. Mais comme ils sentoient *Spinola* & son Armée, assez près d'eux, ils lui repondirent qu'ils prétendoient demeurer neutres, & ne recevoir Garnison de personne. Cette reponse obligea le Prince *Maurice* de faire un Pont de Bateaux sur le Rhin, pour y dresser ses batteries. Ayant été renforcé fort à propos des Troupes du Prince de Brandebourg qui étoient composées de mille Reyters & de 6000. Laniquenets, il força la Ville de se rendre: après quoi il prit *Goch, Gennep, Calcar*, & d'autres Places encore en deçà du Rhin dans le voisinage des Provinces-Unies.

Cette Guerre, dans laquelle les Etats-Généraux & les Archiducs Gouverneurs des Pays-Bas secoururent les Partis opposés, ne

rompit pas la *Trêve*, conclue en Avril 1609. & qui devoit durer encore sept ans. Leurs deux Armées auxiliaires commandées par les deux plus grands Capitaines qui étoient alors dans l'Europe, s'approchèrent si près l'une de l'autre que les sentinelles se parloient, & que les Soldats se donnoient mutuellement à boire & à manger. Après être demeurées ainsi retranchées dans leur camp pendant quelques jours, à la vue l'une de l'autre, elles se retirèrent, sans se donner aucun combat, les Chefs s'étant contentés de se faire demander l'un à l'autre, au nom de qui ils faisoient la Guerre, & quel étoit l'Etat de leurs Troupes. *Spinola* après avoir manqué la petite Ville de *Santen*, qui voulut demeurer neutre, remena une partie de ses Troupes dans le Duché de Juliers, où il prit encore diverses Places : & *Maurice* de son côté détacha le Prince *Frédéric-Henri*, son Frere, pour l'envoyer faire la même chose dans le Pays de la Marck (a).

Cependant les Ambassadeurs des Rois de France, d'Angleterre, de Dannemark, des Electeurs de Cologne & Palatin, des Etats des Provinces-Unies, & de divers Princes d'Allemagne, se joignirent pour procurer une cessation d'armes, & pour travailler à un bon accord entre les deux Princes Possédans. Ils firent consentir le Marquis *Ernest de Brandebourg* & le Prince de Neubourg à une conférence qui fut tenue à *Santen* : après plu-

(a) Histoire des Provinces Unies Liv. II. Ch. 8.

plusieurs difficultés on les obligea le 12. Novembre 1614. de passer encore une Transac- tion provisoire entr'eux jusqu'à ce que l'on eût jugé à qui la Succession de Juliers devoit appartenir.

Par ce Traité (a) ils convinrent que toutes les Garnisons qui étoient dans les Places dépendantes de cette Succession & nommé- ment dans Wesel & dans Juliers s'en retire- roient: Que les deux Princes ne mettroient aucune Place entre les mains d'un tiers quel qu'il fut , & ne mettroient aucune Garni- son dans les Places de ces Pays que d'un commun consentement : qu'ils n'auroient chacun pour garde que cinquante hommes à Cheval & cent hommes de pied: Que les fortifications faites depuis le Mois de Mai dernier , seroient démolies , & qu'on ne pour- roit fortifier aucune Place qu'après la déci- sion de la cause Principale: Que les Béné- ficiers & autres qui avoient été chassés ou s'étoient retirés à cause de la division entre les deux Princes seroient rétablis dans leurs Bénéfices & Biens: Que tout ce qui avoit été changé dans les choses Ecclésiastiques se- roit rétabli par des Commissaires qui sui- vroient les Traitez de Dortmund & de Hall, sauf ce qui avoit été promis au Roi Henri le Grand, que nonobstant ces Traitez, chaque Prince résideroit séparément en ces Pays qui seroient séparés provisionnellement en deux Lots , sans préjudice de leur union & des
Trai-

(a) Ci-dessous parmi les Preuves [G].

Traitez de Dortmund & de Hall : Que l'un de ces Lots contiendrait le Duché de Cleves, les Comtez de la Marck & de Ravensberg, la Seigneurie de Ravenstein, toutes les dépendances de la Chancellerie de Cleves & toutes les Seigneuries situées dans le Duché de Brabant & dans le Comté de Flandres; que l'autre Lot contiendrait les Duchez de Juliers & de Berg & toutes leurs dépendances: Qu'on demoliroit les nouvelles fortifications de Juliers & de Dusseldorp, & que jusques-là il y auroit en chacune de ces Places deux Commandans, un de chaque Religion, qui promettroient de les garder jusques à la démolition & de n'y recevoir qui que ce fût: Que les deux Princes tire-roient ces deux Lots au sort, & gouverneroient celui qui leur seroit échu: Que chaque Prince mettroit dans chaque Résidence deux Présidens, quatre Conseillers & d'autres Officiers nécessaires: que la nomination aux Bénéfices seroit alternative de mois en mois, après avoir fait faire information de la vie & des mœurs du poursuivant; que si le Prince qui seroit en tour n'y pourvoyoit en trois mois l'autre y pourroit pourvoir: Que les revenus des Provinces seroient partagés également entre les deux Princes, après l'acquittement des rentes & charges ordinaires: Que l'on ne pourroit imposer aucune contribution au profit de ces Princes que d'un commun contentement: Qu'ils vivroient en Paix selon les Transactions de Dortmund & de Hall; & que cette Transaction ne pourroit
faire:

faire préjudice aux autres Princes Prétendans (a).

Les Ambassadeurs des Rois, Princes & Etats Médiateurs signèrent ce Traité & le Duc de Neubourg le ratifia (b) mais avec la condition qu'il ne porteroit pas préjudice à l'Empereur. *Spinola*, pour les Archiducs, promit d'y consentir avec deux clauses; la première, que si les Princes Possédans ren- troient en différent, les Etat-Généraux des Provinces-Unies ne s'en mêleront en au- cune manière, ni pareillement des affaires de l'Empire; la seconde qu'il falloit attendre le commandement exprès de l'Empereur, & celui du Roi d'Espagne pour faire sortir sa Garnison de Wesel. Le Prince *Maurice*, pour les Etats-Généraux des Provinces-Unies, té- moigna être prêt de suivre la Transaction, de démolir les fortifications qu'il avoit fait faire à Juliers & de remener sa Garnison en Hollande; mais il s'opposa aux deux propo- sitions de *Spinola*, qu'il regardoit comme un obstacle à l'exécution du Traité.

Ces difficultés & ces exceptions rendirent inutiles les peines qu'on s'étoit données à Santen, ainsi que le Traité qui y avoit été conclu. Chacun se retira pour se garantir des incommodités de la saison. On finissoit alors le Mois de Novembre, pendant lequel il tomba des pluies excessives qui firent de- bor-

(a) Histoire des Traitez Tom. II. pag 494.

(b) Cette Ratification est du 18. Novembre; on peut la voir dans le Corps Diplomatique des Traitez Tom. V. part. II. pag. 261.

border le Rhin. C'est ce qui obligea le Prince *Maurice* à congédier une grande partie de ses Troupes. Il mit son Infanterie en Garnison dans les Villes du Pays de Cleves, qui étoient les plus voisines des Provinces-Unies. Il envoya le reste avec sept compagnies de Cavalerie, faire des courses en Westphalie aux environs de Munster & de Paderborn, d'où il fit tirer de grosses Contributions, comme si ces Pays eussent été ennemis.

La division continuant toujours entre les Princes Possédans, *Maurice* envoya l'année suivante de nouvelles Troupes en Westphalie sous la conduite du Prince *Frédéric-Henri*, son Frere. Elles consistoient en 6000. hommes d'Infanterie, douze compagnies de Cavalerie, avec du Canon & six cens Chariots, sous prétexte de vouloir porter du secours à la Ville Brunswick qui étoit assiégée par le Duc du même nom. Elles entrèrent dans le Comté de Ravensberg qui étoit de la Succession du feu Duc de Juliers. Le Prince de Brandebourg, en faveur de qui les Hollandois faisoient cet armement, s'empara en même tems du Comté de la Marck & mit Garnison dans *Altena*, lieu ordinaire de la résidences des Comtes, & dans plusieurs autres Places de la Succession de Juliers. Cependant *Frédéric-Henri* de Nassau se saisit de Herford ou *Hervorden*, Ville Impériale & Hanseatique dans le Comté de Ravensberg. Ce qui déplut un peu à la Noblesse & aux Etats du Pays, disant que c'étoit violer les Transactions qu'ils avoient passées avec les Prin-

Princes *Possédans*, qu'ils reconnoissoient pour leurs Seigneurs. Mais ils furent appaîsez par le Prince de Brandebourg qui les fit assurer que les Hollandois n'avoient point d'autre intention que de les garantir des entreprises de *Spinola* , & de la Domination Espagnole, qui commençoit à s'établir le long du Rhin. *Frederic Henri* de son côté ayant mis une forte Garnison dans *Hervorden* , & dans quelques autres lieux du Comté de Ravensberg, fit publier que chacun seroit maintenu dans ses Privileges , ses Franchises & ses libertez ; & que ces Garnisons seroient retirées dès que les Espagnols auroient rapellé celles qu'ils avoient mises dans Wesel , & dans les autres Places qui apartenoient à la Succession de Juliers.

Les choses restèrent dans cette situation, dans les Etats de la Succession , tant que dura la Trêve entre les Etats Généraux & les Archiducs , leurs Troupes restèrent tranquillement en Garnison dans les Places qu'elles avoient occupées & les Princes *Possédans* administroient ces Etats en commun suivant la Convention de Dortmundt , & si l'un des Princes Possédans avoit recours aux voyes de fait pour s'emparer de quelque Place ou Territoire de l'autre , aussi-tôt celui-ci avoit recours à la Puissance qui le portageoit, c'est ce qui paroît par les Résolutions des Etats Généraux, entr'autres une du 21. Juin 1616. & une du 6. Decembre 1617. pour autoriser, par la première, le Baron de *Hatzvelt* à faire des levées & à conduire ses Troupes dans le Pays de Cleves &c. pour maintenir

le Prince de Brandebourg dans la possession suivant l'accord de Dortmundt &c. (a) & par la seconde leurs Hautes Puissances donnent ordre au Capitaine *Viry* & à quelques autres de maintenir le Prince de Brandebourg dans ses droits & de l'assister dans la levée de ses revenus & en d'autres occasions, *de la même manière que le parti contraire* (les Espagnols) maintenoit & assistoit le Duc de Neubourg.

Philippe-Louis Duc de Neubourg étant mort dans le mois d'Août 1614. son fils *Wolfgang Guillaume*, Catholique Romain, lui avoit succédé. *Jean Sigismond* Electeur de Brandebourg mourut à la fin de 1619. & eut pour Successeur son fils *George-Guillaume*; ces deux Princes se conduisirent comme avoient fait leurs Peres, & administrèrent pour eux-mêmes en commun ce qu'ils n'avoient administré auparavant que comme Commissaires, jusqu'à ce que la Trêve étant finie, la Guerre recommença entre les Etats-Généraux & l'Archiduchesse *Isabelle*, seule Gouvernante des Pays-Bas Catholiques, car l'Archiduc *Albert*, son Epoux, étoit mort sans enfans, le 13. de Juillet 1621. pendant qu'on se préparoit à recommencer la Guerre, qui fut déclarée de part & d'autre le 3. d'Août.

Les Etats de Berg & de Juliers en furent le Théâtre, l'Archiduchesse jugeant à propos de profiter de cette occasion en faveur du Duc

(a) Cette Résolution, qui est curieuse, se trouve parmi les Papiers [L].

Duc de Neubourg , en lui remettant toutes ces Places qu'on enlevoit aux Hollandois , qui les gardoient pour l'Electeur de Brandebourg , comme les troupes des Pays-Bas en gardoient d'autres pour le Duc de Neubourg. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette guerre , ni de celle de Bohême qui se fit en même tems, l'une & l'autre étant en quelque manière des Guerres de Religion, au moins dans ces Pays là; les Hollandois , les Anglois, les Princes Correspondans, la Ligue & plusieurs Princes y prirent part, le Grand *Spinola* , le Comte Henri de *Bergue*, Don *Gonsales de Coraoue*, *Tilly*, le Prince *Maurice*, le Prince *Frederic Henri*, l'Electeur Palatin, *Frederic*, Roi de Bohême, y acquirent une reputation immortelle. Les Hollandois trop foibles pour fournir de tous les côtés, épuisez qu'ils étoient par les dissentions domestiques des Gomaristes & des Arminiens, & par la necessité, où les mettoient ces dissentions de laisser une partie de leurs Troupes en Garnison dans les Villes de l'interieur des Provinces-Unies, furent obligez de céder à la force , & à la fortune de *Spinola* qui les obligea de se retirer des Duchés de Cleves, Berg & Juliers & du Comté de Ravensberg, de Meurs & de Ravensstein , pour voler au secours de leurs Frontieres du côté du Brabant. Les Troupes du Duc de Neubourg se sentant appuyées par le Voisinage de celles de *Spinola* se mirent aussi en train de chasser celles de l'Electeur de Brandebourg de plusieurs petites Places où elles étoient en Garnison.

Ainsi l'Electeur chagrin de voir ces progrès

grès que son concurrent faisoient par le secours des Catholiques , fiers du succès de leurs armes , fit fonder les Etats Généraux pour renouveler les Alliances qu'il avoit avec eux , & les engager à le secourir plus puissamment. Il leur envoya le Comte *Adam de Schwartzembourg*, son Gr. Chambellan & premier Ministre, qui conclut le 10. de Mars 1622. un Traité d'Alliance défensive avec les Députés des Etats Généraux. On déclara que cette Ligue étoit pour maintenir l'Electeur dans le droit qu'il avoit sur les Etats dependans de la Succession de Cleves & de Juliers , d'une grande partie desquels il avoit été depouillé ; & ils stipulèrent que cette Ligue dureroit jusqu'à ce qu'il eut été entièrement rétabli, ou que les différens qu'il avoit pour ce sujet, eussent été accommodés par quelque Transaction. On convint que si l'Electeur étoit attaqué dans quelque'une des Places qu'il possédoit alors , les Etats le défendroient de toutes leurs forces : que des Deniers provenans des impôts qu'on levoit dans les Pays dependans de cette Succession , il entretiendrait à ses frais dans l'Armée des Etats Généraux un Regiment de mille hommes de pied ou même encore davantage, si les Impôts & Péages de ces Etats de Cleves & de Juliers y pouvoient suffire : qu'il entretiendrait encore cinq cens hommes de pied à ses fraix, que les Etats feroient en sorte qu'il recevroit la moitié des revenus de ces Pays : qu'après que l'Electeur seroit en possession de ces Pays, il entretiendrait durant vingt années trois mille hommes au service des

s Etats : que si l'Electeur étoit obligé de
nfiger avec ses Competiteurs , enforte
il leur laissât une partie de ses Etats, il ne
veroit la solde de ces trois mille hommes
à proportion de ce qui lui seroit resté :
fin que si l'Electeur ne pouvoit prendre
quelque Place des Etats de cette Succession
troupes des Etats Généraux la pourroient
aquer sans aucun secours de l'Electeur qui
oit tenu de leur rembourser le tiers des
is extraordinaires dans lesquels la solde
dinaire des troupes ne seroit point compri-
(a).

Les besoins présens de la Republique ne
rmettoient pas qu'on lui prêtât d'abord un
cours suffisant pour recouvrer ce que le Duc
Neubourg venoit de lui enlever ; mais on
promit d'interessier les Rois de France &
Angleterre à sa défense & de n'épargner
cun moyen pour lui faire toucher les reve-
s de toutes ses Terres jusqu'à ce que la
orce des armes ou quelque Convention amia-
e l'eût remis en possession de ses droits.

C'est après la Conclusion de ce Traité que
Etats Généraux furent obligés de rassem-
er toutes leurs forces pour secourir l'im-
ortante Forteresse de Berg-op-Zoom que
inola vint assieger. Ainsi le Théâtre de la
erre changea , toutes les troupes passerent
ns le Brabant Espagnol & le Brabant Hol-
lan-

a) Ce Traité est rapporté par *Aitzema*, *saken van*
at en Oorlogh. T. I. Liv. II. p. 114. dans *Lon-*
rp. Acta publica. T. II. pag. 623. ; & dans le *Corps*
diplomatique T. V. Part. II. pag. 409.

landois , & comme *Mansfeldt* alla joindre Comte *Maurice* , le Comte de *Bergue* sort des Etats de Clèves, la Marck &c. avec les Troupes qu'il commandoit, pour aller grossir l'Armée de *Spinola*, qui fut obligé de lever le siège de *Berg-op-Zoom*; mais il fut renvoyé d'abord sur le Rhin pour faire la conquête de *Phaffenmutz*, (a) Fort situé dans une Ile du Rhin entre Cologne & Bonn, où une garnison de Hollandois avoit occupé le Duc de Neubourg, & ce qu'il avoit encore d'Espagnols à son service, pendant toute la Campagne de 1622., & jusqu'à la fin de l'année ne s'étant rendu que le 2. Janv. 1623.

Dans cette année le Théâtre de la Guerre repassa sur le Rhin & dans la Westphalie c'est dans cette occasion que les Etats Généraux mirent Garnison dans *Embsen* pour la première fois, & y acquirent du consentement des Citoyens, & par une longue possession le *jus Præsidii* qu'elles y exercent encore actuellement. Cette Campagne aprit à L. & P. quels avantages une Puissance qui ne le seroit pas amie, peut tirer de la possession des Duchez de *Cleves*, & de *Juliers*, d'où les Espagnols, qui étoient les maîtres de la Campagne, firent des Courses ruineuses dans les Provinces de *Gueldres*, d'*Overyssel* & de *Hollande*.

Cependant les Pais de *Cleves*, *Berg*, *Juliers*, la *Marck* &c. gémissoient sous la lice

(a) Nommé ensuite *F. Isabelle*; cette Ile est attachée au dessous de Bonn, dans l'endroit où la Siegfriede jette dans le Rhin, frontière du D. de Berg.

ce & les vexations des troupes Ennemies & Amies. Les Etats Généraux se soutenoient dans *Emmerick* & *Rhées* , & l'Electeur de Brandebourg dans *Cleves* ; les Espagnols étoient maîtres de *Wesel* & le Duc de Neubourg de *Dusseldorp*. Les Etats de ces Duchez implorèrent la Clemence & la Compassion des Princes Possedans & de leurs Alliés respectifs & les conjurèrent de ne pas les ruiner absolument. On écouta leurs Plaintes & les Commissaires de Brandebourg & de Neubourg s'assemblèrent à *Dusseldorp* , où prenant pour canevas de leurs Conferences & de leur Negociation , le Traité de Santen dont on a parlé ci-dessus (a) ils conclurent le 11. de Mai 1624. un Traité de partage Provisionnel (b) suivant lequel l'Electeur de Brandebourg devoit avoir pour sa part le Duché de *Cleves* , les Comtés de la *Marck* & de *Ravensberg* , & la Seigneurie de *Ravenstein* , & le Duc de Neubourg les Duchez de *Juliers* & de *Berg* , sans qu'on assignât aucune portion au Comte Palatin de Deux-Ponts ni au Marquis de *Burgau* ; celui-ci avoit , à la sollicitation des Espagnols , cédé au Duc de Neubourg , ses Droits & prétensions à un tiers de la Succession , excluant l'Electeur de Brandebourg du Partage (c).

Cette Convention n'eut pas plus d'effet que celle de *Santen* , les Espagnols ni les Etats Généraux n'ayant point voulu retirer les Garnisons

(a) Page 101.

(b) On le peut voir ci après aux preuves [H].

(c) Histoire des Traités l. 6. pag. 495.

nifons des Places qu'ils occupoient dans ces Etats, quelques instances que les Parties intéressées leur en fissent: au contraire le Prince *Frederic-Henri de Nassau* fit faire dans cette année de nouvelles Fortifications à *Emmerick* & à *Rhées*; & le Comte *Henri de Bergue* prit encore au mois d'Août suivant, le Chateau de *Munderberg* situé dans le Pays de *Cleves* & la Ville même de *Cleves*, chassant de l'une & de l'autre de ces Places les Garnisons de l'Electeur de Brandebourg; en sorte que ces malheureux Pays étoient, en partie, le Théâtre de la Guerre, qui continuoit toujours entre le Roi d'Espagne & les Etats Généraux. Le Comte de *Bergue* fit encore quelques entreprises inutiles sur *Grave* & sur *Ravenstein*; & s'empara de *Calcar*, de *Griet* & de *Gennep*, avant d'aller joindre *Spinola* qui entreprit inopinément le Siège de *Bréda*, qui avoit été enlevé aux Espagnols en 1590. Mais le Pr. *Frederic Henri* reprit *Cleves* sur les Espagnols & surprit la petite Ville de *Goch*, qui n'étoit pas d'une grande réputation, mais très-utile à la République. Elle avoit été prise deux ans auparavant par les Espagnols qui dépensèrent plus de 200. mille Ecus pour la fortifier, les Etats Généraux firent promptement achever ce qui manquoit à la perfection de ses ouvrages, dans la resolution de la garder mieux que n'avoient fait les Espagnols.

Cette même année, l'Electeur de Brandebourg envoya le Comte de *Schwartzembourg* à la Haye pour négocier un nouveau

Traité

Traité (a) qui confirmât & expliquât celui de 1622. & qui put engager L. H. P. à le secourir plus efficacement , surtout dans la levée des Deniers qui lui revenoient tant des Impôts & des Péages que de la moitié des revenus de la Succession. On y convint aussi des moyens de rembourser la Dette de *Hoesfer* , ou de 100. mille Risdals prêtées en 1616. à l'Elect. *Jean-Sigismund* , & qui avec les Intérêts & intérêts des Intérêts montoient déjà à onze-cens mille florins, Dette qui augmenta tellement dans la suite, nonobstant trois ou quatre Traitez, dont nous parlerons , qu'elle ne fut jamais payée que par accommodement ; mais elle mettoit toujours les Etats Généraux en droit de tenir des troupes dans le Pays de Cleves , pour sûreté d'une Dette si considerable , dont ils étoient les gagnans.

La guerre continuant toujours entre les Espagnols & L. H. P. & le Duc de Neubourg ayant reçu ceux-là dans ses Etats, les Pays de la Succession continuèrent d'être en partie le Théâtre de la Guerre, je dis en partie , parce qu'il s'y passa peu de chose en 1625. les plus grandes forces des Pays-bas tant rassemblées devant Breda que *Spinola* prit avec bien de la peine, après un siege de 10. Mois.

Le Prince d'Orange *Frederic-Henri* , qui avoit succédé au Prince *Maurice* , son frère, dans

(a) Histoire des Traitez Tom. II. pag. 29. Ce Traité est dans Aitzema, Historia Pacis. pag. 30. & dans le Corps diplom. T. V. Part. II. pag. 465.

dans la charge de Stathouder, ayant mis deux Armées sur pié, avança jusqu'au dessus de Cleves avec celle qu'il commandoit & qui étoit de 16000. hommes, pendant que le Stathouder de Frise étoit occupé à chasser les Espagnols des places qu'ils occupoient dans l'Overysfel, & ceux-ci en se retirant furent chargèrent de nouveau les pays de la Succession, en sorte que les Hollandois d'un côté & les Espagnols de l'autre, sous prétexte de défendre les Droits, les premiers de l'Electeur de Brandebourg, & les seconds du Duc de Neubourg, traitoient ces Pays avec beaucoup de menagement, pour ne rien dire de plus que la Noblesse & les Etats se voyant également foulez par leurs Amis comme par leurs Ennemis, implorerent [en 1628] l'assistance de l'Empereur par une Députation qu'ils envoyèrent en commun à Vienne. Elle ne pouvoit manquer de réussir. Il y avoit longtems que le Ministère Impérial méditoit le Sequel de la Succession: il ne perdit pas une si bonne occasion, & comme l'Empereur avoit ses troupes à portée des Duchez, il envoya l'ordre au Comte de Tilli de les y faire entrer pour mettre ces pays en Sequestre au nom de l'Empereur, jusqu'à ce que les différens sur cette Succession fussent décidés. Sa Majesté Impériale fit publier un Mandement pour notifier qu'elle prenoit ces Pays sous sa protection particulière, pour assigner les Parties à comparoitre devant Sa Majesté Impériale, ou devant des Commissaires nommez à cet effet, les Princes Possedans & les autres Intendans, & pour défendre toutes voyes de

fait , toutes hostilités ou autres entreprises pendant le Sequestre. L'Empereur fit expedier en même tems un autre Mandement à l'Electeur de Brandebourg en particulier pour lui enjoindre de rompre les Traitez qu'il avoit faits avec les Hollandois , auxquels il ne pouvoit pardonner d'avoir donné chez eux un asyle à l'Electeur Palatin élu Roi de Bohême. Sa Majesté Impériale exhortoit l'Electeur , dans le même Mandement , à chercher , pour payer les grosses sommes , qu'il devoit aux Hollandois , d'autres moyens que ceux de laisser épuiser & ruiner le Pays de Cleves & les autres où étoient leurs Garnisons.

Le Comte de *Tilli* , qui étoit Général de la Ligue , ne manqua pas d'exécuter à la lettre les ordres de l'Empereur , & non seulement il sequestra ces pays , mais même il commença d'abord par y faire exécuter partout le projet , que l'Empereur avoit formé (*) d'enlever tous les Biens Ecclesiastiques aux Protestans ; en effet on chassa d'abord les Ministres Reformez de *Dortmund* , Ville Impériale du Comté de la Mark , dont on restitua les Eglises & les Ecoles aux Catholiques Rom. On en usa de même dans tous les lieux occupés

(*) L'Empereur Ferdinand II. après avoir formé le dessein d'ôter aux Protestans les Biens Ecclesiastiques dont ils s'étoient emparés , demanda l'avis des Electeurs Ecclesiastiques & de celui de Baviere , qui ne manquerent pas de l'approuver , & l'Empereur publia sur ce sujet un Edit fort ample qui donna lieu à bien des vexations & à bien des Plaintes. Voyez , *Londonp. Acta Publica. T. III. pag. 98. 1045. 1048.*

pez par les Hollandois pour l'Electeur de Brandebourg, où les Impériaux se trouverent les plus forts. La Garnison de Ravensberg tint bon contre les Commissaires de l'Empereur & témoigna être prête à soutenir un siège dans les formes avant que de céder. Ainsi les Impériaux se retirèrent, pour aller former Rhées & Emmerick, où on ne leur répondit pas plus favorablement qu'à Ravensberg.

Quoique l'Empereur n'eût fait aucune mention des Espagnols dans ses Mandemens ils ne furent pas exemts de la visite des Commissaires Impériaux, & les Villes qu'ils occupoient, dont le Magistrat étoit Protestant furent obligées, nonobstant leurs Conventions avec Spinola de céder leurs Eglises & leurs Colleges aux Catholiques, & il fallut en venir aux plus grandes violences dans Wessel, pour la réduire à ce point. Mais ce qu'il y auroit de la peine à croire; c'est que le Duc de Neubourg, qui prêtoit ses propres troupes aux Imperiaux pour ces Exécutions, ne put s'empêcher de les desapprouver, pourvu qu'on portoit la Commission trop loin, qu'on ne le traitoit pas mieux que l'Electeur de Brandebourg; ainsi il voulut lui-même aller informer l'Empereur des violences qui se commettoient également contre les Catholiques comme contre les autres; mais il trouva les Ministres de Sa Majesté Impériale prévenus pour le Sequestre, qu'il fut obligé de revenir sans avoir pu obtenir aucune satisfaction. Ce Sequestre ne fut aucunement du goût des autres Princes & Etats de l'Empire, &

en firent un de leurs griefs (a) dans la Diète de Ratisbonne , où ils se plaignirent fort de la Conduite des Espagnols dans l'Empire , pendant qu'ils justifièrent celle des Hollandois , que l'Empereur avoit frondez dans sa première Harangue (b).

La Conduite de l'Empereur , dans ce Sequestre , servit à ouvrir les yeux au Duc de Neubourg autant qu'à l'Electeur de Brandebourg , desorte que ces deux Princes Possessans , pour prévenir les suites dangereuses ou , au moins , incertaines du Sequestre , convinrent entr'eux d'un Accord Provisionel , qui fut signé à Dusseldorp au mois de Mars de l'année suivante 1629. par le Duc de Neubourg & par le Comte de Schwartzembourg pour l'Electeur.

Le Duc & l'Ambassadeur y convinrent qu'on prieroit le Roi d'Espagne , l'Infante Archiduchesse , Gouvernante de Pays-Bas & les Etats Généraux de retirer leurs Garnisons des places qu'ils tenoient dans ces Etats , à l'exception d'une , & d'ordonner à leurs troupes de n'y plus commettre aucun Acte d'Hostilité : les unes contre les autres ; que les deux Princes s'assisteroient mutuellement pour la défense de ces Etats , & prendroient l'un & l'autre les Titres & les Armes de Juliers , Berg & des Seigneuries qui en dependoient ; que pendant l'Electeur jouïroit du Duché de Cleves & des Comtez de la Marck & de Ravensberg , & le Duc de Neubourg des Duchez

(a) Londorp. Aët. Publ. T. IV. pag. 51. Art. III.

(b) Ibid. p. 56. & 57.

chez de Juliers & de Berg avec les Seigneuries de Ravestein , & de Brevant avec tous les Droits qui y étoient attachez ; que néanmoins le Duc de Neubourg auroit une année pour se déterminer lequel il aimeroit mieux du Duché de Cleves ou de celui de Berg & que cependant les revenus de ces deux Duchez jusqu'au 1. Janvier 1630. seroient partagez également entre les deux Princes Possédans ; qu'à l'égard des Benefices qui étoient à leur nomination , on n'auroit point d'égard à ce partage & que l'Electeur de Brandebourg nommeroit à ceux qui viendroient à vaquer dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre & Novembre, & le Duc de Neubourg à ceux qui vaqueroient dans Fevrier, Avril, Juin, Aout, Octobre, Decembre. Enfin qu'au bout de 25. ans, si eux ou leurs Successeurs n'avoient point conclu de Traité définitif, chacun resteroit dans tous ses Droits sur tous ces Etats.

En conséquence de ce Traité, les deux Princes envoyèrent leurs Ambassadeurs à la Haye pour solliciter le rapel des Garnisons, & le Duc de Neubourg alla lui même à Bruxelles pour solliciter la même chose auprès de l'Infante, mais ces deux Cours n'y parurent pas plus disposées qu'en 1624. Bien loin delà elles recommencèrent les Hostilitez avec plus d'animosité qu'auparavant. Les Garnisons Hollandoises de Rhées, Emmerick & Soest entrèrent dans le Comté de la Marck pour s'opposer aux courses des Espagnols joints aux Imperiaux ; qui n'observoient pas les loix de

Sequestre puisque sous prétexte de ce Sequestre, ils se tenoient à portée de secourir dans les occasions , les Ennemis des Etats Generaux ; en sorte qu'ils ne pouvoient prétendre qu'on eût des égards pour eux.

Cette année est une époque fameuse par la prise de la Flotte d'argent des Espagnols & par le siège de Bois-le-Duc. Le Brabant redevint le Théâtre de la guerre , mais le Pays de Cleves n'en souffrit pas moins , puisqu'une Armée de 25000. hommes commandée par le Comte de Bergue s'y retira après avoir manqué de secourir Bois-le-Duc & y joignit le Général Montecuculi qui y étoit entré avec 14000. fantassins & 3000. chevaux des Troupes de l'Empereur. C'est de là que cette Armée formidable , qui augmenta bientôt jusqu'à 50000. hommes , se jeta dans les Provinces-Unies , menaçant Grave & Arnheim, s'emparant d'Amersfort à 3. lieues d'Utrecht, & répandant la terreur jusqu'aux portes d'Amsterdam. C'en étoit fait , humainement parlant, de la Liberté de ces Provinces ; ce qui fait connoître l'important intérêt qu'elles ont d'avoir du côté de Berg , Cleves & Juliers un Voisin sur le bon Voisinage & l'amitié duquel elles puissent compter ; mais le salut vint d'où la foudre étoit partie. Wesel dans le pays de Cleves étoit une des principales Places des Espagnols & par conséquent des Impériaux , c'étoit l'Arsenal & le Magasin où ils avoient rassemblé les Provisions & les Munitions dont ils pouvoient avoir besoin dans leur Expedition contre les Provinces-Unies.

Otton de Gendt, Seigneur de Diedem, Gouver-

verneur d'Emmerick, que le Prince *Frederick Henri* avoit renvoyé du camp devant Bois-le-Duc, dans cette Ville, ayant appris le dessein du Comte de *Bergue* & de *Montecuculi*, & ayant été informé que *Wesel* étoit assez mal gardé quoiqu'il y eût une bonne Garnison d'Espagnols & d'Allemands, forma le dessein de surprendre cette Ville, & la nuit du 19. d'Août il s'en rendit effectivement le maître avec 1200. Fantassins & 6. Compagnies de Cavalerie, sans autre perte que de 10. hommes. La perte de cette Ville déconcerta tous les projets de la Cour de Bruxelles, rompit toutes les mesures des Comtes de *Bergue*, *Jean de Nassau* & *Montecuculi*, & les obligea de lever le Siège de Hattem, d'abandonner Amersfort, de prendre la fuite & de repasser l'Issel en assez mauvais ordre. Les suites de cette retraite ne furent pas moins heureuses, car, outre qu'elle contribua beaucoup à la reddition de Bois-le-Duc, ce fut le commencement de divers avantages que les Hollandois remportèrent sur les Espagnols sur le Duc de Neubourg & sur les Imperiaux dans les Pays de la Succession de Juliers en faveur de l'Electeur de Brandebourg, en sorte qu'ils recouvrèrent presque toutes les Places des Duchez de Berg, Cleves, Juliers & du Comté de la Marck, d'où ils chasserent surtout les Espagnols, qui, sous prétexte de la protection, que le Roi Catholique donnoit au Duc de Neubourg, sembloient vouloir établir leur domination en Allemagne. En effet, sachant que Wetflar, sur le Lahn dans le Pays de Hesse, étoit la dernière Place que les

les Espagnols possédoient encore au delà du Rhin, ils passèrent du Duché de Berg & du Comté de la Marck à travers la Weteravie pour aller chasser cette Garnison, après quoi ils se retirèrent, sans commettre la moindre Hostilité. Ils prirent ensuite Burick, firent fortifier Duisbourg, & formèrent quelques entreprises sur Dusseldorp & sur Mulheim: en un mot ils réussirent à se bien établir dans les Terres de la Succession de Juliers.

Pendant que cela se passoit dans les Armées, le Duc de Neubourg se rendit en personne à la Haye, où il avoit envoyé son Ministre le Baron *Spiring de Sevenar*, qui avec les Ambassadeurs de l'Electeur de Brandebourg, sollicitoit vivement & également les Etats Généraux, de donner les mains à l'exécution du Traité Provisionel de Dusseldorp du 9. de Mars dernier, dont on a parlé ci-dessus (*).

Le Comte de *Schwartzembourg*, Ambassadeur de Bradenbourg entama ces sollicitations dès le commencement d'Avril, par le Mémoire suivant, qu'il présenta à L. H. P.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

Vos Hautes Puissances ont une parfaite connoissance de tout ce qui a été fait par S. A. S. E. de Brandebourg dans les affaires de Juliers & de Cleves, n'ayant rien entrepris sans les conseils de V. H. P. Ainsi Elles se souviendront sans peine que les Amis & les Alliez

(*) Pag. 117.

Alliez de S. A. S. E. & sur tout les Rois de France & d'Angleterre, les Electeurs & les Princes de l'Empire, & V. H. P. lui ont toujours conseillé fidelement, dès le commencement, que S. A. S. E. devoit accommoder à l'amiable les differens qu'elle avoit touchant ces Pays avec S. A. le Comte Palatin de Neubourg; enforte que, en consequence de ces bons Conseils, ces deux Princes ont conclu, par l'entremise de V. H. P., plusieurs Traitez & particulierement celui de Santen, en 1614.

S. A. S. E. s'est toujours prêtée volontiers aux conseils de ses amis & de ses alliez, & cet accommodement amiable auroit eu un heureux succès depuis longtems, si le parti opposé ne l'avoit traversé. V. H. P. se souviendront de même, que S. A. S. E. a été depouillée de tous les Pays de Juliers & de Cleves, en 1621., par le secours & les forces de l'Espagne, lorsque la Trêve entre V. H. P. & le Roi d'Espagne cessa, & qu'Elle en est restée depouillée jusqu'à présent.

Et quoique S. A. S. E. se mît alors en posture de défense, par les bons Conseils de V. H. P., ce qui donna occasion, en 1622., à une plus étroite Alliance entre V. H. P. & S. A. S. E. dans l'esperance de rentrer par là dans la possession de ses Pays, ce qui n'a pu réussir pendant sept années.

Enfin V. H. P. se souviendront encore qu'Elles ont conseillé de nouveau à S. A. S. E. de recommencer à traiter avec le Comte Palatin, ce qu'Elles ont réitéré souvent, par écrit & de bouche en 1624. 26 & 27.; & en

en même tems S. A. le Prince d'Orange *Frédéric-Henri* s'est donné réellement toutes les peines possibles, avec le secours & les bons Conseils de V. H. P., pendant l'Eté dernier pour conclure une bonne Convention entre S. A. S. E. & le Comte Palatin de Neubourg. S. A. S. E. en a fait très affectueusement remercier V. H. P. & comme d'un côté S. A. S. E. a toujours eu beaucoup d'égard pour les bons Conseils de V. H. P. & que de l'autre, elle a trouvé en effet qu'il ne lui restoit d'autre moyen de sauver ses pauvres Sujets innocens & de conserver ses justes droits, que d'entrer dans une Négociation amiable, d'autant plus que si, dans la situation où les choses sont aujourd'hui dans l'Empire, ces differens duroient plus long-tems, il pourroit arriver que non-seulement les Pays de Juliers & de Cleves, mais même les autres Provinces de S. A. S. E. seroient exposées à un danger évident par des Hostilités réelles; c'est pourquoi Elle a trouvé convenable de faire tout son possible pour conclure enfin une Convention avec le Seigneur Comte Palatin, & la faire dresser, autant qu'elle pourroit, sur le plan que V. H. P. & le Serenissime Prince d'Orange en aviez dressé, dans le mois de Mai dernier.

C'est dans cette vuë que S. A. S. E. m'a envoyé, il y a quelques semaines, à Dusseldorp, où j'ai conclu avec S. A. le Comte Palatin une Convention provisionnelle & un partage des Duchez de Juliers & de Cleves pour un certain nombre d'Années, dont V.
H. P.

H. P. seront plus amplement informées par la Copie ci-jointe (*).

S. A. S. E. m'a , en même tems , ordonné d'insister auprès de V. H. P. à ce qu'il leur plaise encore de l'aider , pour l'avenir , dans une affaire , qu'elle a commencée par leurs bons Conseils , qu'elle a enfin portée à une bonne fin , & par laquelle elle a tâché de remédier , en quelque maniere , aux misères & aux malheurs présens & futurs des pauvres Sujets de ces pays , & d'éloigner les dangers auxquels ses autres Provinces auroient été exposées. Au reste &c.

Leur Hautes Puissances répondirent d'abord à ce Memoire du Ministre de Brandebourg , mais sans s'engager à rien , se contentant d'approuver ce qui avoit été fait & de proposer à ce Plenipotentiaire quelques Conferences , sur certains Articles qui avoient besoin d'éclaircissement en ce qu'ils concernoient L. H. P. Le Ministre de Brandebourg en prit occasion de presenter un nouveau Memoire fort détaillé , dans lequel il representoit particulièrement que comme il étoit stipulé , entr'autres choses , dans la Convention , que toutes les Hostilitez , represailles & autres voyes de fait , quelque nom qu'elles pussent avoir , devoient cesser absolument dans les Pays de Cleves & de Juliers , & qu'on relâcheroit ceux qui pourroient avoir été arrêtez , il prioit instamment L. H. P. d'ordonner au Sr. de *Gendt* & autres Officiers de L. H. P. qui avoient reçu ordre de L. H. P.

(*) Elle est rapportée dans les Preuves ci-dessous. [K].

H. P. de faire des Executions dans ces pays-là, de les laisser dès à présent. Il apuyoit cette demande sur plusieurs raisons, entr'autres 1. que vû la conclusion de la Convention, les motifs des Executions cessioient, 2. que S. A. S. E. l'a promis dans ledite Convention. Qu'il n'y avoit pas de doute qu'elle ait pû le promettre, & qu'ainsi elle devoit tenir sa promesse qui portoit que la cessation des executions commenceroit à *primâ Maii*, & que dès ce moment S. A. S. E. jouïroit des pays qui forment son partage, qu'ainsi il étoit juste que S. A. S. E. s'employât de son côté à obtenir la cessation de ces Exécutions, afin que de l'autre côté, ou n'en prît pas occasion de former des difficultez sur l'effet de la Convention.

L'Envoyé Extraordinaire ajouta à ces raisons toutes celles qu'il put tirer du ressentiment dont S. A. S. E. étoit menacée de la part de l'Empereur, qui s'étoit déjà souvent plaint de ces exécutions, faites par des Puissances étrangères au milieu de l'Empire; ce à quoi elle étoit persuadée que L. H. P. ne voudroient pas contribuer, en empêchant l'effet de la Convention.

Le Baron de *Spiring*, Envoyé de S. A. S. le Duc de Neubourg, arriva à la Haye dans ces entrefaites; il étoit chargé d'une commission parallele à celle du Comte de *Schwartzembourg*. Il eut d'abord une Audience publique, & présenta dès le même jour un long Mémoire à L. H. P. tendant aux mêmes fins que celui du Ministre de Brandebourg. Il y représentoit que „ comme il avoit été sti-
„ pulé

„ pulé entr'autres choses dans la dernière
„ Convention de Duffeldorp, que L. H. P.
„ feroient requises aussi bien que le Roi d'Es-
„ pagne de retirer leurs troupes de toutes les
„ Places & Villes de Juliers & de Cleves, &
„ des Comtés, qui y appartiennent; où El-
„ les ne laisseroient Garnison, que dans une
„ seule Place, qui se tiendrait neutre; qu'on
„ s'abstiendrait reciproquement de toutes for-
„ tes d'Hostilités; de représailles, de voyes
„ de fait, d'exactions &c. envers les per-
„ sonnes de S. A. S. Electorale, & de S. A.
„ S. le Seigneur Comte Palatin, contre
„ leurs Conseillers, Officiers, & en géné-
„ ral contre tous les Sujets & habitans des
„ pays mentionnés; & en cas que quelqu'un
„ de ces Sujets fût arrêté par les Garnisons
„ reciproques, il seroit relâché sans aucu-
„ ne rançon.

„ Qu'il plairoit encore à L. H. P. d'affu-
„ rer par écrit leurs Alteffes Electorale &
„ Sérénissime, (comme les deux Parties belli-
„ gerantes en conviendroient entr'elles en mê-
„ me tems) que les pays mentionnés seroient
„ épargnés pour l'avenir, autant qu'il seroit
„ possible, de Logemens de Soldats, de Siè-
„ ges, de marches & contremarches des trou-
„ pes; & lorsque cela seroit absolument ne-
„ cessaire, que les troupes ne s'arrêteroient
„ pas dans ces pays, mais si la nécessité exi-
„ geoit, qu'elles s'y arrêtaissent une nuit,
„ qu'elles entretiendroient une bonne disci-
„ pline, & se conformeroient aux Con-
„ stitutions de l'Empire, & suivant le règle-
„ ment des Etapes, que les précédens Prin-

„ ces

ces y ont établi ; que tous les Contreven-
 nans feroient punis exemplairement , &
 obligés à la restitution ; qu'on ne charge-
 roit les Sujets d'aucune exaction , sous quel-
 que prétexte que ce pût être , mais qu'on
 les laisseroit toujours jouir d'une parfaite
 neutralité ; & en cas que l'un ou l'autre
 des Sujets reciproques contrevînt à la Neu-
 tralité , & entreprît quelque chose contre
 les Soldats de l'une ou de l'autre Partie ,
 enforte qu'il meritât quelque punition , que
 les plaintes en feroient portées au Magis-
 trat de l'endroit où le délit auroit été
 commis afin qu'il ordonnât la satisfaction.
 Enfin qu'il plût à L. H. P. (ce que son
 Maitre tâcheroit d'obtenir de la Cour de
 Bruxelles) de ne mettre plus de Garnison
 dans aucune Place de ces pays , de ne s'en
 saisir ni par surprise ni par force , de ne
 former aucun dessein sur les personnes des
 Seigneurs Contractans , sur la Noblesse ,
 les Villes , les Pays & les Sujets , sur les
 Conseillers , Officiers & leurs Domesti-
 ques , de ne pas permettre que cela fût fait
 par leurs propres Sujets ; & en cas que L.
 H. P. Elles-mêmes , leurs Officiers & Su-
 jets eussent quelque chose à prétendre , ou
 quelque action à intenter soit *in publico* ou
in privato , contre quelqu'un des Sujets de ces
 pays , & contre leurs possessions en parti-
 culier , ou contre tous les Etats en géné-
 ral , que cela se fassé sans aucune procédure
 violente , & sans aucunes Represailles ,
 & seulement par les voyes amiables & or-
 dinaires , & suivant les Pactes & les Con-

„ cordats de ces pays ; que L. H. P. ne fe-
 „ roient auffi fans doute aucune difficulté de
 „ prendre la réfolution, qu'il ne foit fait au-
 „ cun empêchement aux Princes Poffeffeurs
 „ dans les Jurifdiétions, Regales, & Privi-
 „ leges, qui leur appartiennent ; ni dans les
 „ revenus ordinaires & extraordinaires qui
 „ leur competent de leurs pays reciproques,
 „ & dont ils fe trouvent à préfent en poffes-
 „ fion en conformité de ladite Conven-
 „ tion.

„ Son Alteffe Sme. de fon côté promet
 „ & assure fincerement aux deux Parties bel-
 „ ligerantes, qui ont affisté l'une S. A. S.
 „ E., & l'autre S. A. S. le Comte Palatin,
 „ qu'Elle, fes Pays, & fes Sujets fe condui-
 „ ront envers toutes les deux, comme de bons
 „ Voifins, & observeront une parfaite neu-
 „ tralité ; que dans tous les differens, qui
 „ furviendront, elle en attendra la décifion ;
 „ fuivant les Pactes établis, & qu'elle s'ab-
 „ stiendra de tout ce qui y eft contrai-
 „ re.

„ Que S. A. S. ne fouhaitant rien avec
 „ plus de paffion que de délivrer fes fidèles
 „ Sujets de toutes les vexations, auxquelles
 „ ils ont été exposez depuis plusieurs années
 „ s'étoit rendue en perfonne à Bruxelles pour
 „ engager la Séréniffime Infante, par les
 „ plus vives instances, à donner les mains
 „ à l'exécution de la Convention pour au-
 „ tant qu'elle concerne les Efpagnols, com-
 „ me Elle fe perfuadoit que L. H. P. n'y
 „ refuferoient pas leur concours en ce qui
 „ les regardoit &c.

Le Ministre Palatin n'attendit pas long-
ms après une Réponse, car dès le lende-
ain on lui remit la Résolution suivante.

„ Les Etats Généraux des Provinces-Unies
ayant vû & examiné la proposition, qui a
été faite dans l'Assemblée de L. H. P. le
25. de ce mois au nom, & de la part du
Sérénissime Prince & Seigneur *Wolfgang-
Guillaume*, Comte Palatin &c. &c. par le
Seigneur *François, Baron de Spiring à Se-
vener* &c. &c. premièrement de bouche,
& ensuite par écrit, en conformité de ses
Lettres de Créance, datées à Dusseldorp
le 13. de ce mois : L. H. P. déclarent
qu'elles sont-très satisfaites d'apprendre,
que L. A. S. l'Electeur de Brandebourg,
& le Comte Palatin sont dans l'intention
d'établir entre eux une plus étroite Union,
plus parfaite correspondance & amitié,
dans l'esperance, que cela procurera le
bien de leurs Pays & de leurs Sujets, qui
par là seront delivrés de l'oppression passée;
& comme dans cette proposition il se trou-
ve plusieurs points sur lesquels on de-
mande une Résolution de L. H. P.; Elles
ont trouvé bon de déclarer par celle-ci,
que vû le mécontentement de l'Ennemi par
rapport à l'exécution du Traité de *Santen*
(quoi que L. H. P. y ayent été favorables, de
leur côté) Elles ont jugé qu'il étoit con-
venable, avant qu'Elles aillent plus loin,
qu'on s'informe premièrement des Inten-
tions du Roi d'Espagne & de l'Infante par
rapport à la Convention, que L. A. S.
Electorale & Palatine ont concludu ensem-
ble, & si sadite Majesté Royale & l'In-
fante

„ fante entreront dans l'exécution de ce
 „ Convention, & lorsque cela sera fait, q
 „ Leurs Hautes Puissances déclareront al
 „ leurs véritables sentimens, étant mêm
 „ dans la persuasion, que le Seigneur Envc
 „ jugera équitablement, qu'on a procé
 „ dans cette affaire, comme il appartient. F
 „ dans l'Assemblée de Leurs Hautes Pu
 „ sances à la Haye ce 26. d'Avril 1629.

Le Comte de *Schwarzenbourg* n'ayant
 core pû obtenir de Résolution tant sur
 Mémoire rapporté ci-dessus que sur quelq
 autres où il insistoit sur le même sujet, il
 vint à la charge, & non seulement réit
 les mêmes instances, mais se plaignit vi
 ment de la conduite de *Retzer* & du Colo
 de *Gendt* qui non-seulement levoient les co
 tributions avec plus de rigueur que ci-deva
 mais même avoient porté leur audace jusq
 faire déchirer les Ordonnances que Son
 tessé Sérénissime Electorale avoit fait a
 cher, comme si elle n'étoit plus maitre
 dans ces Etats. Comme dans les Conferen
 particulieres qu'il avoit eu avec plusie
 Membres de l'Etat, on avoit fait entendre
 ce Ministre que Leurs Hautes Puissan
 pourroient aisément se résoudre à conc
 rir à ce que l'Electeur son maitre s
 haitoit, si elles avoient quelques sûretés t
 touchant la Dette de *Hoefeser*, de
 mille Ecus, prêtée à Son Altesse Sérén
 me Electorale dont les intérêts monto
 déjà à plus que le Capital, que sur l'exé
 tion de l'Art. XVI. du Traité d'Alliance
 1622. par lequel l'Electeur & ses Successe
 étoit

toient obligez, après que l'Electeur feroit entré en paisible possession de sa part de la succession, d'entretenir à leurs dépens 3000. mille hommes pendant 20. Années au service de la Republique. Le Ministre de l'Electeur étendoit fort dans son Mémoire sur ces deux Articles. Il prétendoit en général, qu'il n'y avoit ni raison ni équité à continuer les exactions à cause de ces deux Articles, pour lesquels il n'y avoit aucun *periculum in morâ*, au lieu qu'il y en avoit un évident pour les intérêts les plus importants de Son Altesse Sérénissime Electorale dans la continuation du procédé des Officiers & Ministres de leurs Hautes Puissances dans les Pays de la succession. Quant au premier Article, il étoit d'entrer en Négociation avec Leurs Hautes Puissances & de leur donner toutes sortes de satisfaction à cet égard. Sur le second il tâchoit de persuader qu'il n'étoit pas possible à l'Electeur son maître de se déterminer d'abord sur cette affaire, puisqu'il n'étoit pas encore certain, comme il paroissoit par la dernière Convention, si elle garderoit le Duché de Cleves & de Berg, outre que Leurs Hautes Puissances ni le Roi d'Espagne n'avoient pas encore déterminé si, ni de quelle manière ils voudroient évacuer les Pays de la Succession & en permettre la jouissance à Leurs AltesSES Sérénissimes & Electorales.

Ce Mémoire eut tout l'effet que le Comte de *Schwartzembourg* en pouvoit souhaiter: il nomma d'abord des Commissaires pour entrer avec lui en conférence, avec lesquels

il conclut le 31. de Juillet une Convention par raport à la Dette de 100. mille Ecus dans laquelle on changea les dispositions de celle de 1624. (*) sur le même sujet, & il fut stipulé que Leurs Hautes Puissances envoyeroient incessamment des ordres à leurs Officiers de cesser leurs exactions & de se conformer au contenu de cette Convention.

Le Ministre du Duc de Neubourg ayant reçu des instructions de son maître pour répondre au contenu de la Résolution de Leurs Hautes Puissances que nous avons rapportée ci-dessus, remit le Memoire suivant au Président de l'Assemblée.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

Comme sur les propositions, qui ont été faites à Vos Hautes Puissances le 25. d'Avril au nom & de la part de Son Altesse Sérénissime Monseigneur *Wolfgang Guillaume* Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière de Juliers, & de Cleves & de Berg, &c. & au sujet de la Convention provisionnelle, qui a été conclue entre Leurs Alteesses Serenissimes Electorale & Palatine, Elles font difficulté de leur Résolution du 26. du même mois, d'entrer plus avant dans l'exécution dudit Traité pour autant que cela les regarde, avant qu'Elles soient informées des intentions

(*) Elle est rapportée dans le *Corps Diplomatique* T. Part II. p. 465. & dans *Londorp. Acta Publica* T. II. 822. Où l'on trouve aussi dans leur entier les Mémoires de *Schwartzenbourg* & de *Spiring* dont nous parlons ici Tom. III. pag. 1094. & suiv.

la Majesté Catholique & de la Sérénissime Infante sur ce sujet &c. &c., & qu'ensuite les déclareroient sincèrement leurs véritables sentimens ; j'ai été honoré de la Réponse de la Sérénissime Infante, qui en a reçu le plein-pouvoir irrevocable l'année 1625. Sa Majesté Catholique ; c'est pourquoi je n'ai pas voulu manquer sur les ordres gracieux de mon Sérénissime maître, de communiquer à Vos Hautes Puissances cette Résolution de l'Infante ; la Copie du plein-pouvoir de Sa Majesté Catholique ; & enfin la Réponse de Son Altesse Sérénissime mon Sérénissime maître sur la Lettre, que Vos Hautes Puissances lui ont écrite en date du 25. Mai passé. Puis donc que Sa Majesté Catholique, & la Sérénissime Infante se débattirent si cordialement, que Vos Hautes Puissances ne peuvent plus rien avoir à désirer sur ce sujet ; Son Altesse Sérénissime se persuade, qu'Elles ne tarderont non plus de déclarer leur Résolution, qu'elle sera conforme aux Conventions : & qu'Elles feront véritablement cesser toutes les exécutions cruelles, & tous les attentats violens contre les pauvres Sujets innocens ; d'autant que Vos Hautes Puissances peuvent facilement considérer suivant leur prudence & sagesse ordinaire, que toutes ces procédures n'empêchent pas seulement l'effet de cette Convention, mais qu'elles occasionnent toutes sortes d'inconveniens, dans tous les endroits. Cependant Son Altesse Sérénissime est bien éloignée de s'imaginer, que Vos Hautes Puissances soient dans ces sentimens, ayant

fi souvent fait remontrer à Vos Hautes Puissances, avec quelle cordialité & sincérité Elle a toujours incliné à entretenir une union parfaite, & un bon voisinage avec Vos Hautes Puissances; & par quelles raisons Elle a conclu cet accord avec Son Altesse Sérénissime Elector. ; d'autant que c'est à persuasion de Vos Hautes Puissances qu'Elle a fait cette Convention; que ce sont Elles seules, qui ont facilité cet accord, par leurs promesses, de vouloir y coopérer avec toutes leurs forces, comme de bons amis & Voisins; c'est pour cela, que Son Altesse Sérénissime, mon très-gracieux maître, ne doute plus, que Vos Hautes Puissances ne fassent cesser incessamment & sans aucun retardement, dans les Duchez de Juliers, de Cleves, & de Berg, & dans les autres pays qui en dépendent, toutes les violences, attentats, exactions, emprisonnemens, hostilités & d'autres suites de la Guerre: relâcher les Sujets innocens, qui ont été arrêtés après la Convention conclüe, sans être obligés de payer aucuns fraix; restituer les biens enlevés en réparant tous les dommages, & enfin que Vos Hautes Puissances défendront sous grandes peines, que l'on n'entreprenne plus pour l'avenir ces sortes d'attentats; d'autant que Leurs Alteesses Sérénissimes Electorale Palatine sont déjà actuellement convenues du partage des Contributions; &c.

Ce Ministre, qui étoit d'un caractère fort vif & impatient revint encore quelques semaines après à la charge, dans un nouveau Mémoire qui pouvoit passer pour violent,

puisqu'après y avoir répété ce qu'il avoit déjà dit dans les précédens, depuis le 25. Avril, se plaint de ce que Leurs Hautes Puissances refusoient leur approbation à la Convention de Dusseldorp, que son maître n'avoit conclu qu'à la persuasion de Leurs Hautes Puissances & il prétend que la procuration, dont l'Infante Gouvernante des Pays-bas étoit chargée par le Roi d'Espagne, étoit suffisante pour approuver cette Convention quoiqu'elle fût plus de 4. ans antérieure à cet Acte. En appellent ensuite à la même Convention, il établit que les Pays de la Succession & leurs revenus ont été provisionnellement partagés entre les deux Princes Possédans; que son maître ne devoit rien à Leurs Hautes Puissances & qu'ainsi elles n'étoient pas en droit de faire aucune exécution dans les Pays échus, par le partage, à son maître, *qui avoit acheté assez cherement la Neutralité de Leurs Hautes Puissances.* Qu'il ne lui convenoit point d'entrer en discussion des prétensions de Leurs Hautes Puissances contre Son Altesse Sérénissime Electorale de Brandebourg, auxquelles les Sujets du Duc son maître n'étoient pas obligez de satisfaire.

„ Ainsi , ajoute-t-il , je ne puis concevoir sous quel prétexte ni sous quelle ombre de raison , on peut justifier tous ces grands excès commis au préjudice de pauvres Sujets innocens , contre la Neutralité, contre les regles d'un bon voisinage, contre une Convention connue , & contre toutes les Loix divines & humaines; d'autant plus que Mr. le Comte de *Schwartzembourg*

„ m'a assuré positivement que Son Altes
 „ Sérénissime Electorale desavouoit c
 „ Hostilitez & ces exactions contraires à
 „ Convention, & que c'étoit absolument
 „ son insû qu'on empruntoit son nom po
 „ les commettre; outre que le même Mini
 „ tre m'a assuré, que son maitre avoit fa
 „ offrir à Vos Hautes Puissances de les sati
 „ faire sur leurs prétensions; enforte que ces
 „ roient V. H. P. qui fomenteroient ces proc
 „ dures violentes. Si cela étoit vrai, V. H.
 „ peuvent bien croire que Son Altesse Sér
 „ nissime n'apprendroit pas sans chagrin
 „ sans ressentiment que Vos Hautes Pu
 „ sances, au lieu de reconnoître ses sincèr
 „ intentions & sa bonne Amitié, tâcheroie
 „ d'empêcher, par ces attentats, l'effet he
 „ reux de la reconciliation entre Leurs A
 „ tesses Sérénissimes Electorale & Palatin
 „ d'une Convention conclue par vos conse
 „ & sur les promesses faites à Son Alte
 „ Sérénissime qu'Elle trouveroit toujours a
 „ près d'Elles toute sorte de secours po
 „ l'exécution de cette Convention.

Enfin comme si cela n'étoit pas assez for
 le Baron de *Spiring* ajoutoit, par forme de m
 naces, que si on ne mettoit fin à ces proc
 dez violens, non-seulement on empêchero
 l'exécution de la Convention, mais que m
 me on donneroit lieu à la Cour Impéria
 d'exécuter le Sequestre, dont les Etats de
 Succession étoient menacez, depuis longter
 & qui acheveroit de les ruiner entierement.

Leurs Hautes Puissances prirent sur
 Mémoire & sur les précédens une Résolutio
 aut

aussi modérée qu'il étoit emporté, & dont voici la Traduction.

„ Les Etats Généraux des Provinces-Unies
 „ ayant vu & examiné les propositions, qui
 „ ont été faites dans leur Assemblée tant de
 „ bouche, que par écrit au nom & de la
 „ part de Son Altesse Sérénissime le Sei-
 „ gneur *Wolfgang Guillaume*, Comte Palatin
 „ &c. &c. par le Seigneur *François*, Baron
 „ de *Spiring à Sevenaer*, Leurs Hautes Puis-
 „ sances ont trouvé, que ces propositions se
 „ réduisent a trois points. Le premier regar-
 „ de l'approbation de l'Accord provisionel
 „ conclu entre Leurs Alteſſes Sérénissimes E-
 „ lectorale & Palatine le 9. de Mars; sur
 „ quoi Leurs Hautes Puissances ont déjà don-
 „ né leur Résolution à Mr. l'Envoyé le 26.
 „ d'Avril; qu'Elles attendroient jusques à ce
 „ que l'intention sincere de Sa Majesté Ca-
 „ tholique, & ensuite celle de l'Infante leur
 „ soit communiquée; mais au lieu de cela
 „ on ne leur a communiqué que la Copie
 „ d'une Lettre du Roi d'Espagne de l'année
 „ 1625, qui n'est relative qu'à une affaire
 „ agitée, dans ce tems, & qui n'a pas le
 „ moindre rapport à la Convention présente;
 „ que cependant il paroît, que Son Altesse
 „ Sérénissime veut regarder cette Lettre
 „ comme une Procuration suffisante pour la
 „ Sérénissime Infante, & qu'Elle signifie de
 „ son côté, l'approbation de cette nouvelle
 „ Convention; quoi que cette Lettre ne
 „ puisse être regardée comme suffisante à
 „ cause de l'ancienneté de sa Date; outre
 „ que c'est la coutume d'expliquer spéciale-

„ ment dans toutes les Procurations l'affair
 „ & l'Acte dont il s'agit ; & d'autant qu
 „ l'Infante a déclaré ensuite dans sa Resolu
 „ tion , qu'Elle avoit écrit sur cette affair
 „ au Roi d'Espagne , il sera bon d'attendr
 „ & d'examiner la déclaration.

„ Pour ce qui regarde le 2^{me}. Point , à la
 „ voir que Mr. l'Envoyé demande, que Leur
 „ Hautes Puissances répondent à la Lettr
 „ de Son Altesse Sérénissime en date du 3^e
 „ de Mai ; Leurs Hautes Puissances ont trou
 „ vé que cette Lettre contient entre autre
 „ choses plusieurs points considérables, qui
 „ à cause de leur importance, ne peuvent pa
 „ être discutés à présent pendant que Son Ex
 „ cellence, & plusieurs Membres sont absens
 „ & que d'ailleurs le College de Leurs Hau
 „ tes Puissances est chargé d'autres grande
 „ occupations (*). Cependant Elles sont in
 „ tentionnées de répondre en son tems à la
 „ Lettre de Son Altesse Sérénissime, & d'u
 „ ne manière , qu'Elle en sera contente
 „ comme Leurs Hautes Puissances l'espè
 „ rent.

„ Quant au troisième point , qui regarde
 „ les plaintes sur les excès , qu'on doit avoir
 „ faits aux habitans de Juliers, de Cleves &
 „ des autres Pays , Leurs Hautes Puissances
 „ déclarent, que, par rapport à cela, on n'a
 „ au-

(*) En effet le Prince Frederic-Henri assiegeoit alors l'importante Forteresse de Bois le Duc, & les Espagnols aidés par les Imperiaux, que Montecucali commandoit, étoient entrez dans la Veluwe & la Province d'Utrecht, avoient pris Amersfort & faisoient des courtes jusqu'aux portes d'Amsterdam.

, aucune raison de se plaindre de leur regen-
, ce, parce que Leurs Hautes Puissances ont
, rendu & fait afficher plusieurs Placards &
, Mandemens contre les fautes & les excès
, des Soldats , qui sont à leur Service, &
, qui ont été toujours exécutez avec exacti-
, tude , comme Elles ont resolu de conti-
, nuer pour l'avenir , & de faire châtier ri-
, goureusement tous ceux qui y contrevien-
, dront, lorsqu'ils seront convaincus de quel-
, ques excès , comme en effet Elles en ont
, déjà fait statuer plusieurs exemples. Pour
, ce qui regarde la demande, de faire cesser
, dans lesdits Pays les exécutions & les
, Contributions; Leurs Hautes Puissances a-
, voient déjà donné là dessus une Résolution
, ulterieure à Mr. le Comte de *Schwartzem-*
, *bourg* Envoyé de Son Altesse Sérénissime
, Electorale, qui en avoit paru content; que
, Leurs Hautes Puissances croyoient avoir sa-
, tisfait par là à la requisition de Son Altesse
, Sérénissime en ce qui concernoit l'abolition
, des Exécutions & des Contributions
, & qu'elles déclaroient encore de la maniere
, la plus cordiale & la plus sincere qu'elles
, étoient intentionnées d'entretenir avec Son
, Altesse Sérénissime une bonne amitié, cor-
, respondance & voisinage , autant qu'il dé-
, pendroit d'Elles. Qu'Elles prioient Mr.
, l'Envoyé d'en faire un favorable rapport à
, Son Altesse Sérénissime à la Haye le 1.
, d'Août 1629.

Quoiqu'il en soit , il faut avouer que les
plaintes de la regence de Neubourg n'étoient
pas sans fondement , mais c'étoit moins la
faute

faute des Etats Généraux que de la situation des affaires d'alors. Depuis la prise de Bois-le-Duc les armes de la République étoient devenues si formidables que rien ne leur résistoit ni en deçà ni au delà du Rhin , & comme les Espagnols , qui protégeoient le Duc de Neubourg , avoient profité de l'éloignement des Armées Hollandoises occupées devant Bois-le-Duc , pour chasser les troupes de l'Etat & celles de Brandebourg de toutes les Places qu'elles occupoient , celles-ci à leur tour , voyant la fortune de leur côté & la consternation du côté de leurs Ennemis , en profitèrent pour chasser à leur tour les Espagnols & les Impériaux , (qui les assistoient indirectement) de toutes les Places non-seulement du Duché de *Fuliers* & du Comté de la *Marck* , mais aussi de celles de *Berg* & de *Cleves*. En sorte que le Théâtre de la Guerre , qui avoit été ouvert sur les Frontieres du Brabant , repassa , après la reddition de Bois-le-Duc , dans les Etats de la Succession de Cleves ; & Leurs Hautes Puissances refuserent absolument d'évacuer les Places qu'elles y occupoient , puisque les Espagnols ne vouloient pas se retirer de leur côté.

Le triste état où ces belles Provinces étoient réduites obligea leurs Etats d'avoir recours à l'Empereur & aux Princes de la Ligue Catholique , & le Duc de Neubourg se rendit en personne à la Haye , où il y avoit trois Ambassadeurs de l'Electeur de Brandebourg , pour engager Leurs Hautes Puissances non-seulement à concourir à l'exécution de la dernière Convention provisionnelle ,
mais

mais encore à consentir que leurs Troupes sortissent des Provinces de la Succession, dans lesquelles on observeroit une exacte neutralité. Voici la proposition (*) qu'il fit faire à l'Assemblée des Etats Généraux.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,
TRES CHERS AMIS.

Je Vous remercie très-amiablement, & en mon Voisin, de ce qu'il vous a plu, Messieurs, entendre mes propositions dans une si illustre Assemblée; quant au Principal & à l'essentiel de mon affaire, je crois, qu'il seroit superflu de lasser la patience de Vos Hautes Puissances, en réitérant ici, que je me suis engagé en plusieurs Traités avec feu le Seigneur *Jean Sigismond*, & avec le Markgrave & Electeur de Brandebourg à présent regnant; que (sur les propres propositions du Seigneur Electeur de Brandebourg) j'ai contracté avec lui le 9. de Mars de l'Année dernière une Convention provisionnelle pour le tems de 25. années, en cas que le différent sur la Succession ne fût pas décidé juridiquement avant ce tems; cette Convention vous a été communiquée de la part de Son Altesse Sérénissime Electorale par Mr. le Comte de *Schwartzembourg*, & de ma part par mon Envoyé le Baron de *Spiring*. Nous sommes convenus, & il y est dit, en termes
ex-

(*) Tirée de Londorp *Acta Publica*. T. IV. pag. 116. & suiv.

exprès, que j'aurois pendant un an entier, le choix & l'option par rapport aux Duchés de Cleves ou de Berg; & si avant que l'année fût écoulée je me déclarois, & que j'optasse le Duché de Cleves avec le Duché de Juliers & ses autres Pays. lesquels m'avoient été déjà assignez, & que je cedasse le Duché de Berg au Seigneur Electeur; dès le même moment la Communauté des revenus Cameraux ordinaires & extraordinaires, & toutes les autres Contributions cesseroient dans ces dits Duchez & qu'alors on ne feroit qu'échanger ces deux Duchés de Cleves & de Berg; qui *hinc inde pari passu* & reciproquement seroient évacués, sans qu'il fût plus besoin de Traité, ou de Convention.

Et quoi qu'il n'ait pas été possible jusqu'à présent de parvenir à l'effet de cette Convention, parce que tous les attentats, actions & Executions contre ces pauvres Sujets innocens n'ont pas encore cessé réellement du côté du Colonel *Gendt*, ni du côté de vos propres Troupes, & que l'on est encore moins assuré, qu'ils cesseront pour l'avenir. non-obstant que la Conservation de la tranquillité, de la sûreté & de l'utilité pour ces pauvres Sujets ait été *principalis Causa & scopus* de cette Convention; cependant je n'ai pas manqué de mon côté d'exécuter ce qu'il m'est convenu de faire, en vertu de cette Convention, & de faire telles Ordonnances, & Reglemens, que j'ai cru m'être avantageux dans les Duchés de Cleves & de Berg, qui sont tombez en mon partage, afin que la moitié de tous les revenus fût réservée pour le

ompte de Son Altesse Sérénissime Electorale, comme cela s'est fait effectivement dans les Places, qui sont gardées pour le profit de Son Altesse Sérénissime Electorale.

Je me suis déclaré à Son Altesse Sérénissime Electorale avant l'échéance de l'année stipulée, & ayant choisi le Duché de Cleves, j'ai été prêt de lui céder celui de Berg, & j'espère, que Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies entretiendront avec moi une bonne Amitié, correspondance, & Voisinage, comme je leur promets sincèrement une bonne amitié, & Voisinage, & une parfaite Neutralité, comme il appartient à un Prince du S. Empire.

Et afin que les arrangemens reciproques fussent encore plus affermis, au grand avantage des pauvres Sujets reciproques, que la Convention faite puisse avoir son effet; & enfin que les pauvres Sujets soient tout à fait délivrés des incommodités de la guerre, & que leur desolation & ruine totale soit prévenue, je Vous prie, Messieurs, très-instamment, que comme il vous a plu auparavant, de contribuer à la défense, & au maintien des possessions de Son Altesse Sérénissime Electorale, & des miennes, par votre assistance, & par votre puissant secours, (dont je ne manquerai pas d'être toujours reconnoissant) il vous plaise encore dans l'Acte présent, de Nous témoigner votre affection & amitié envers nos Voisins, & de vouloir, en conformité de ladite Convention, faire retirer vos Troupes de tous les Pays, Villes, Châteaux, & Fortereffes, qui ont appartenus à feu Monsieur

sieur

sieur le Duc *Jean Guillaume* ; que vous cessiez, pour l'avenir, d'y prendre des quartiers que vous permettiez que ces Pays, comme nous deux contractans, nos Ministres, nos Officiers, & nos Sujets, restent dans une parfaite Neutralité ; & que vous déclariez de vouloir observer dans les marches & contre-marches de Vos Troupes, les anciens Pactes, Conventions, & Reglemens, qui autrefois ont été conclus entre les Provinces-Unies & mon ayeul *Guillaume* de g. m. Duc de Juliers, de Cleves & de Berg. &c. &c. &c. & qu'en attendant, que le Roi d'Espagne donne la même Déclaration, vous n'observiez pas seulement cette Neutralité envers notre Ville de Dusseldorp, & envers tous nos gens de Guerre, qui sont logés autour de cette Ville, mais que vous fassiez cesser dès à présent toutes les Hostilités, exactions & exécutions, contre moi, mes Ministres, Officiers, Domestiques, Sujets, & Habitans de ces Pays; comme aussi tous les empêchemens, que vos Officiers ont apportez à la recepte de mes revenus ; & que vous leur défendiez rigoureusement tous les attentats qu'ils ont commis contre les Couvents, contre les personnes Ecclesiastiques, & contre les biens, qui leur appartiennent; que vous eussiez la bonté de châtier ceux qui ont commis ces excès, contre vos ordres, & que vous laissiez au reste toutes choses dans l'état où Elles ont été lors de la conclusion de la Convention.

Et en cas qu'il ne plût pas au Tout-puissant de nous accorder la paix, ou du moins u

Armistice , & qu'en ce cas il arrivât , que chaque Partie belligerante voulut conserver les Garnisons dans quelques Places de ces Pays ; il vous plut , Messieurs , de déclarer véritablement , (comme le Roi d'Espagne fera la même chose) que ces Garnisons seront entretenues à vos propres fraix , & sans qu'il en coûte ni à moi ni à la Bourgeoisie de ces Places ; & que ces Places seront regardées comme neutres ; Que pour prévenir la perte & la ruine de ces Pays , & de leurs Habitans , ces Places ne seront ni assiégées , ni attaquées , ou molestées en aucune manière par les deux parties belligerantes ; que pendant que ces Garnisons réciproques occuperont ces Places , il ne sera fait aucun empêchement par les Commandans ou les Troupes , ni à nos Revenus & juridictions Seigneuriales , ni à nos autres Droits & Regales , & qu'on ne tourmentera pas nos Sujets par surprise , ou par les Courses des Partisans ; mais plutôt qu'on fera tout ce qui peut cultiver une bonne harmonie & un bon voisinage , & qu'on fera cesser de bonne foi tout ce qui y est contraire.

Je suis très-assuré , Messieurs , si vous prenez une Résolution si louable , si juste , & si conforme à un bon Voisinage , & que vous en donniez Votre Déclaration par écrit , qu'en conformité de la Déclaration , que j'ai faite en Espagne , Sa Majesté Catholique accordera ces mêmes Articles par une Déclaration Authentique & irrévocable , & qu'on peut alors facilement convenir du lieu & du jour pour l'accomplissement de ces promesses

ses réciproques. Cela me fournira encore de raisons plus fortes, de supplier très-humblement Sa Majesté Impériale, mon très gracieux Seigneur, avec l'assistance des Electeurs & des Princes de l'Empire qui se trouvent à Ratisbonne, que, pour prévenir la perte, & la ruine totale de ces Pays & de leurs habitans, & en conformité des Résolutions du Roi d'Espagne & de V. H. P., lui plaise aussi très gracieusement de faire retirer incessamment ses Troupes de ces Pays afin que moi, mes Pays, & mes pauvres Sujets puissions à la fin respirer, & jouir d'une tranquillité si long tems souhaitée.

Et comme je ne doute pas, Messieurs que vous ne m'accordiez cette favorable Résolution; je ne manquerai pas non plus de m'en louer auprès de Sa Majesté Impériale, auprès des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, & par tout, où j'aurai occasion de le faire; je tâcherai encore, Messieurs, de la mériter auprès de vous, par une parfaite Reconnoissance, & par toutes sortes de preuves d'un bon Voisinage, & je Vous souhaite de tout mon cœur, de la part de Tout-puissant, toutes sortes de biens & de prospérité. Fait à la Haye le 23^{me}. de Juillet 1630.

Voici la Réponse que L. H. P. firent quelques jours après à ce Mémoire.

„ LES ETATS GENERAUX des Provinces-Unies ayant examiné & délibéré sur les propositions, qui ont été faites dans leur
„ As

, Assemblée, premièrement de bouche, &
, ensuite par écrit, de la part du très Sérénissime Prince *Wolfgang Guillaume*, Comte
, Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juliers, de Cleves, de Berg, de Veldentz
, & de Sponheim, Comte de la Marck &
, de Ravensberg, Seigneur de Ravelstein
, &c. &c. &c. L. H. P. ont trouvé bon
, & convenable, de donner là-dessus à S.
, A. S. quelques Explications; comme Elles le font par ces présentes. Que, immédiatement après le Décès du Seigneur Duc
, *Jean-Guillaume* de gl. mém., L. H. P. ont
, employé leurs bons offices, comme de
, bons Voisins, afin que l'Electeur de Brandebourg, & S. A. S. Palatine pussent entrer dans la pleine possession & jouissance
, des Duchez, Seigneuries, & Pays dévolus; Qu'Elles n'ont épargné ni peines ni
, dépenses, tant par le secours de leurs
, Troupes, que par l'intervention de leurs
, Députés, afin que L. A. S. Electorale &
, Palatine fussent réciproquement maintenues & affermiées dans ces possessions &
, jouissance, témoin les Négociations & les
, Traités de *Wesel* & de *Santen*; Que L.
, H. P. n'ont pas eu moins de plaisir d'apprendre la Conclusion de la Convention
, Provisionnelle, faite à Dusseldorp le 9me.
, de Mars 1629. entre L. A. S. Electorale
, & Palatine, sur le partage, & sur la possession de ces Duchez, Seigneuries, &
, Pays; Qu'Elles souhaitent de tout leur
, cœur, que comme cette Convention a
, été faite amiablement, on puisse y per-

„ verer , avec les mêmes sentimens d'amitié , qu'Elle soit exactement observée & exécutée , & qu'Elle soit toujours entre tenue au contentement réciproque , pour affermir leur ancienne amitié cordiale , & pour la prospérité de leurs Pays & de leur Sujets ; Que L. H. P. n'obmettront rien de leur côté pour contribuer autant qu'Elles pourront à l'exécution de la Convention , & à la prospérité de ces Pays & de leurs habitans ; Mais comme il se rencontre plusieurs Difficultés au sujet de l'exécution de cette Convention , L. H. P. ne peuvent , pour cette fois , s'expliquer plus clairement ; Cependant Elles n'en sont pas moins prêtes , de diminuer leurs Troupes & leurs Garnisons , & de les retirer de Pays , des Villes , & des Places de Juliers de Cleves , de Berg , de la Marck & de Ravensberg , excepté pourtant , pour de certaines raisons , de *Wesel* , de *Burick* d'*Emmerick* & de *Rhéés* , avec leurs fortresses respectives ; mais à condition que les Troupes de Sa Majesté Impériale & de la Ligue Catholique évacuent de même les Places qu'elles occupent dans le Pays , sans y pouvoir rentrer à l'avenir sous quelque prétexte que ce put être. Qu'en attendant que les promesses des changemens & de l'évacuation de ces Places puissent sortir leur effet , Leurs Hautes Puissances donneroient les ordres nécessaires à leurs Troupes , qu'elles ne commettent aucun Excès envers les Sujets de ces Pays

& que ceux, qui y contraviendront, soient chatiez rigoureusement, en sorte que V. A. S. & ses Sujets n'ayent plus lieu de se plaindre de ces sortes d'attentats & ex-
cès. Fait à l'Assemblée de L. H. P. à la Haye ce 28. de Juillet 1630.

Aussi-tôt que le Duc de *Newbourg* eut reçu cette Réponse de L. H. P. qui entroient par là en Négociation, il fit dresser un second Mémoire plus étendu, dans lequel il comprit toutes les difficultez qu'il seroit bon de lever ou prévenir, & les Grieffs à redresser. Après avoir témoigné combien S. A. S. étoit sensible au favorable accueil que L. H. P. avoient fait à son premier Mémoire, on récapitule le contenu de leur Réponse, & l'on y ajoute. Que S. A. S. n'a pas manqué d'informer des favorables dispositions de L. H. P. non-seulement Sa Majesté Impériale & l'Infante résidente à Bruxelles, mais encore les Electeurs & les Princes de la Ligue Catholique qui étoient actuellement assemblez à Ratisbonne, dans la persuasion où étoit Son Altesse Sérénissime que ni Sa Majesté Impériale ni les Electeurs ni les Princes de l'Empire ne feroient aucune difficulté de procurer à ses Sujets un soulagement & un repos si considérable, en retirant leurs Troupes de ces Pays. On poursuit.

I. Mais quoique Vos H. P. n'ayent fait aucune mention, dans leur Résolution, de l'Evacuation de la Seigneurie, du Château & de la Ville de *Ravenstein*, ni des Places, qu'Elles se réservent, S. A. S. se persuade, que V. H. P. sont dans l'intention, de faire

évacuer cette Seigneurie, Château, & Ville, & d'en retirer leurs gens de Guerre.

II. Et afin que les Sujets de S. A. S. puissent recevoir encore un plus grand soulagement, & revenir avec plus de sûreté à une tranquillité parfaite, quoique V. H. P. n'aient pas encore voulu se déclarer à présent sur la retraite de leurs Troupes, on espère, que V. H. P. se laisseront au moins persuader de faire évacuer quelques Places; Parce que, à la réquisition de S. A. S. deux ou trois Garnisons des Espagnols n'occuperont pas plus de Villes & de Places, qu'il n'en sera occupé du côté de V. H. P.

C'est pourquoi S. A. S. prie très instamment V. H. P., de vouloir donner à leur Résolution un peu plus d'étendue, au sujet de la retraite de leurs Troupes.

Et de cette manière S. A. S. aura lieu d'espérer qu'en cas que Dieu accorde la paix, ou un Armistice, on ne fera plus aucune difficulté ni du côté de l'Espagne, ni du côté de la République, de faire retirer toutes leurs Troupes de ces Pays, & d'évacuer entièrement les Pays, Châteaux, Villes, & Fortereffes de L. A. S. Electorale & Palatine, sans les incommoder plus pour l'avenir en aucune manière.

III. Qu'il plaise à L. H. P. de faire insérer, *in omnem eventum*, dans leur Résolution; qu'au cas qu'on déclare du côté d'Espagne, que les Places, qui après une Convention préalable, seront occupées par les Troupes de V. H. P., ne seront inquiétées ni par sièges ni d'aucune autre manière, mais qu'Elles seront

ont regardées comme neutres ; on observera la même chose de la part de V. H. P., & que les Places, que les Troupes d'Espagne occuperont, ne seront aussi inquiétées, en aucune manière, par les Troupes de V. H. P. mais qu'Elles seront aussi regardées comme neutres. Et comme, quoique toutes les autres Villes, & Places, & tous leurs habitans, dans les Pays dévolus par la mort du Duc *Jean-Guillaume* de Juliers, soient compris dans cette Neutralité ; ces pauvres habitans & Sujets innocens seroient sans doute exposés à toutes sortes de malheurs, si l'une des Places, où V. H. P., ou l'Espagne garderont leurs Garnisons, étoit assiégée, S. A. S. est très-persuadée, que V. H. P. comme de bons amis & Voisins feront bien aises de leur côté, en cas que les Espagnols ne commencent pas ces sortes d'entreprises, de n'être pas dans le cas de rendre ces pauvres Sujets malheureux.

IV. Et quoique S. A. S. ait la confiance, que Sa Majesté Impériale ne fera aucune difficulté, de se déclarer aussi favorablement, lorsqu'Elle sera informée, que V. H. P. & les Espagnols sont dans l'intention, & ont consenti, non-seulement de retirer leurs Troupes de ces Pays, mais de n'incommoder plus pour l'avenir les Villes, Châteaux, & Places situées dans ces Pays, soit par des sièges ou en aucune autre manière, néanmoins comme quelques-uns pourroient être d'opinion, que dans ce cas on ne devoit pas mettre dans une même égalité Sa Majesté Impériale, comme Chef de l'Empire, & les deux

parties belligerantes : V. H. P. se contenteront apparemment, que Sa Majesté Impériale fasse retirer ses Troupes, & déclare que pour l'avenir elle exemptera ces Pays de toutes charges & des logemens de ses Troupes.

V. Que S. A. S. puisse aussi être assurée que par la Déclaration de V. H. P. au sujet de la cessation, & des châtimens des Excès que leurs Troupes ont commis dans ce Pays, soit compris & entendu: que cela ne se fera pas seulement dans cette portion de Pays, qui reviendra à S. A. S. en conformité de la Convention; mais que dans toute la Succession de Juliers il ne sera causé pour l'avenir aucune incommodité à L. A. S. Electorale & Palatine, ni à leurs Ministres Officiers, Grands-Baillifs, & Sujets, ni à leurs autres Domestiques ou Milices respectives.

VI. Qu'on ne mettra aucun empêchement, & ne causera aucun dommage, & préjudice aux Regales, aux Jurisdiccions Seigneuriales, aux Ordonnances, *Dominia*, Droits d'Aubaine, Forêts, Pêches, &c. &c. ni aux Revenus ordinaires & extraordinaires.

VII. Qu'on apportera encore moins d'empêchement, pendant le tems fixé par la Convention Provisionnelle, à ce que les Ecclesiastiques puissent exercer librement le Service Divin Catholique sur le pied, qu'il a été établi au commencement de la Regence de S. A. S., & après la mort du Duc *Guillaume* de Juliers, & qu'on les laissera jouir de leurs

leurs Cures & de leurs Bénéfices, comme ils en ont joui auparavant.

Et si le contraire étoit arrivé, qu'on y rémedieroit à présent, & restitueroit aux Catholiques leurs Eglises; Et comme les Luthériens & les Réformés ont également eu leurs Eglises au commencement de la Régence de S. A. S., on leur restitueroit aussi les Places, qui leur appartiennent; Ensorte que toutes choses resteront dans le même état, où elles ont été au commencement de la Régence de S. A. S., si encore on y a fait de nouvelles fondations de Couvens, & Colléges, & qu'ils puissent être conservés sans préjudice des Revenus des Curés, & de la desserte des Eglises Pastorales; on les conservera, & on leur permettra de le faire à leurs propres fraix.

Que L. H. P. seroient un sensible plaisir à S. A. S., de se déclarer amiablement & avec plus d'étendue *ad speciem*, sur cesdits points: & qu'Elles voulussent ensuite envoyer sur cela les ordres nécessaires à tous les Gouverneurs, Commandans, & Garnisons.

VIII. Lorsqu'on aura obtenu des Troupes de Sa Majesté Catholique, que suivant une Convention préalable entre Elle & V. H. P., elles fassent cesser tous les logemens de gens de Guerre, les Entreprises, & toutes sortes d'attentats contre les susdits Pays, contre leurs Villes, Châteaux, Bourgs, & habitations, & contre leurs Habitans & Sujets, & qu'on les regardera comme Neutres: S. A. S. espère, qu'il ne sera pas non plus desaf-

gréable à V. H. P. de faire la même chose & qu'Elles ne permettront pas que leurs Troupes s'arrêtent dans ces Pays, lorsqu'elles y passeront, mais qu'elles poursuivront leurs marches sans s'y arrêter & sans y faire aucun dégât, afin que le Théâtre de la Guerre ne soit pas rétabli de nouveau dans ces Pays; bien entendu pourtant, que les anciens Réglemens, au sujet des marches & des passages, comme ils ont été établis, & faits au tems des autres Ducs de Juliers & de Gueldres, seront toujours exactement observés.

IX. Que l'on n'empêche pas le Prince, d'exercer sa Supériorité & Jurisdiction territoriale, dans les châtimens de ces Soldats, qui n'observeroient pas les Pactes & les Conventions; mais qu'il soit permis, comme il n'est que juste, que les Contrevenans, lorsqu'ils seront attrapés sur le fait, soient librement châtiés par le Seigneur territorial, sans que cela soit pris en mauvaise part, ou qu'on puisse s'en ressentir.

X. Qu'on permettra aux habitans, Marchands, & à tous ceux qui ont envie de voyager & de trafiquer dans ces Pays, un transport libre de leurs Marchandises, soit qu'ils aillent dans le Pays, ou qu'ils s'en retournent; Et comme tous ces points n'ont en vue que la continuation de la bonne Correspondance, de la paix, & de l'Union entre des Voisins, S. A. S. ne manquera pas non plus de son côté, de faire tout ce qui pourra entretenir les Anciens Pactes, & un bon Voisinage réciproque.

Le Duc continuant à répondre à chaque Article de la Résolution de L. H. P. termine sa Réplique par des réflexions sur ce que L. H. P. avoient remarqué que le partage qu'on avoit fait des Etats de la Succession, ou pour mieux dire le choix que le Duc avoit fait du Duché de Cleves préférablement à celui de Berg, pourroit être sujet à quelques difficultez. S. A. S. entre dans le détail de tout ce qui s'est passé dans cette Négociation, dont la Conclusion avoit pour baze le mutuel consentement des parties, que c'étoit une affaire consommée, dont l'entière exécution avoit déjà été notifiée à la Cour Impériale, dans tout l'Empire, & même dans toute l'Europe; ensorte qu'on ne pourroit y rien changer, sans s'exposer à un blâme général. Que néanmoins S. A. S. seroit toujours prête à donner les mains à tout ce que L. H. P. pourroient lui proposer, pourvu que ses pauvres & innocens Sujets n'en souffrissent pas, & que L. H. P. engageassent l'Electeur de Brandebourg à accepter conjointement avec elle les conditions dont on conviendrait.

Les Etats-Généraux avoient un intérêt réel à ne pas approuver le choix que le Duc avoit fait du Duché de Cleves, qui est si voisin de leurs Provinces de tous côtez, vû les étroites liaisons que ce Prince entretenoit avec les Espagnols, qui pouvoient toujours s'ouvrir un chemin de ce côté-là jusqu'au sein de la République; ainsi les Députés de L. H. P. étant entrés en conférence avec les Ministres du Duc de Neubourg, on pro-

propofa divers expédiens qui fe terminèrent à ceci. Que plufieurs difficultez ayant empêché le Duc de Neubourg de fe déterminer abfolument fur le choix des Duchez de Cleves ou de Berg les Etats-Généraux s'étoient entremis pour accommoder les chofes, & les avoient enfin amenées à un tel point que les Députez de S. A. S. E. de Brandebourg & de S. A. S. Palatine avoient déclaré qu'il ne leur déplairoit pas qu'on changeât au Traité de Duffeldorp de 1629. ce qui concernoit le partage des Etats de la Succession, de manière qu'il fut arrêté que l'Electeur de Brandebourg jouit paifiblement durant les 25. années portées par le précédent Traité du Duché de *Cleves* & du Comté de la *March*, & le Duc de Neubourg des Duchez de *Juliers* & de Berg avec la Seigneurie de *Ravenstein* & *Brexfant*, jouiffans par indivis l'un & l'autre du Comté de *Ravensberg*, & que du refte le Traité de 1629. fût exécuté.

Les Miniftres de Brandebourg déclarèrent qu'ils ne desapprouvoient point ce partage, mais que leurs Pleins-Pouvoirs ne s'étendoient pas jufques-là & qu'ils en feroient rapport à leur maitre; mais les Etats-Généraux, en habiles Politiques, ne voulant pas laiffer échaper l'occafion de s'affurer du contentement du Duc de Neubourg, dreflèrent de ceci une Convention (*) qui fut fignée le 26. Août 1630. par le Duc de Neubourg
mê-

(*) On la peut voir dans les Preuves [N].

même qui étoit alors à la Haye, & par quatre Deputés des Etats-Généraux; L. H. P. engageant au reste, de faire tous leurs efforts pour porter l'Electeur de Brandebourg à ratifier cet accord.

Ce ne fut pas sans peine qu'on en vint à bout, & la Négociation dura jusqu'au commencement de l'année suivante. Il fallut même remuer Ciel & Terre pour y réussir, & ailleurs il survint divers obstacles de la part de l'Infante Gouvernante des Pays-Bas, qui en firent naître du côté des Etats-Généraux, par rapport à l'évacuation de ces Provinces, dont la plupart des Places étoient occupées par les Troupes de ces deux Puissances. Dans une Déclaration de L. H. P. remise au Duc de *Neubourg*, deux jours après la signature de la Convention dont on vient de parler, non-seulement elles s'engagèrent à traiter ses Provinces & ses Sujets en bons amis & Voisins, mais mêmes elles déclarèrent, pour plus grande satisfaction & tranquillité de S. A. S., qu'elles étoient résolues de retirer leurs Troupes des Pays appartenans à S. A. S., excepté les Villes & Fortereffes réservées, & qu'elles les évacueroient *pari passu* avec celles de Sa Majesté Impériale & de Sa Majesté Catholique & des Chefs de la Ligue Catholique, & que leurs Troupes n'investiroient plus aucune Forteresse, Ville, ou Place dans les Pays de L. A. S. Elect. & Palatine dès que les autres se seroient engagées à observer la même chose; qu'alors on donneroit des ordres précis au Gouverneur & aux Commandans d'empêcher abso-

lument

lument que les Conseillers, Officiers, Domestiques & Sujets de L. A. S. Elect. & Palatine & tous Marchands & Passagers ne fussent molestez en aucune manière. Que L. H. P. ne pourroient se déclarer par rapport aux entreprises que les deux Parties belligerantes pourroient faire sur les Places Villes & Fortereffes, dont on resteroit respectivement en possession, avant qu'on ait obtenu sur ce sujet une Déclaration convenable de Sa Majesté Impériale, du Roi d'Espagne & de la Ligue Catholique, & qu'ils aient fait effectivement retirer leurs Troupes. Quant par rapport à l'exercice de la Religion, L. H. P. croyoient qu'on devoit se régler sur le contenu des Reversales passées entre L. A. S. Elect. & Palatine, conformément aux choses accordées sincèrement & solennellement ; Qu'au reste aussi-tôt qu'on auroit obtenu de S. A. E. de Brandebourg l'approbation & la ratification du Traité conclu, y avoit deux jours, L. H. P. ne manqueroient pas de donner ordre à l'administration de la justice, & à la restitution des personnes & des Biens Ecclésiastiques &c.

Les Ministres de Brandebourg s'étoient chargés de donner part à leur Cour de la Convention du 26. d'Août, & on se flatoit de recevoir l'approbation de l'Electeur au moins dans 3. ou 4. Mois. Ces Ministres employèrent cet intervalle à régler pour L. H. P. plusieurs affaires qui regardoient les Pays de la Succession, sur lesquelles on n'étoit pas d'accord. Le Duc de Neubourg, de son côté, ne s'endormit pas, & il travailla si effi
ca

acement tant auprès de l'Empereur qu'auprès de la Diète de l'Empire, qu'il les détermina, à concourir à la pacification & à l'établissement de la tranquillité dans ces provinces affreusement ravagées, pillées & ruinées par les Amis & par les Ennemis. Ses pressantes instances eurent le même effet à Bruxelles & à Madrid, comme il paroît par le Résultat suivant de la Diète de l'Empire.

„ Les Electeurs, les Conseillers, Ambassadeurs & Envoyez assemblez à la Diète de Ratisbonne ont très-humblement appris par la gracieuse Lettre, que Sa Majesté Impériale & Royale de Hongrie & de Bohême &c. &c. a écrite au très-illustre Collège Electoral, & qui leur a été communiquée: Que la Sérénissime Infante de Bruxelles s'est déclarée par écrit à Sa Majesté Impériale qu'Elle a résolu de retirer les Troupes Espagnoles des Pays de Juliers, de Cleves, & de Berg; que les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas se sont engagés à la même chose; & que la Sérénissime Infante ne feroit pas seulement retirer les Troupes du Roi de ces Pays (excepté de *Juliers*, d'*Orsoy*, & de *Sitten*;) précisément dans le tems, que les Etats-Généraux feront retirer les leurs; mais qu'Elle s'étoit encore offerte, de quitter même ces trois Places, si les Etats-Généraux se déclaroient également, de vouloir restituer les Villes de *Wesel*, d'*Emmerick*, & de *Rhées*; C'est pourquoi Sa Majesté Impériale a

„ très-

„ très-gracieusement fait prier les Electeurs
 „ Conseillers , Ambassadeurs & Envoyez
 „ assemblés, de tâcher de porter les Etats
 „ Généraux à cette bonne Résolution ; &
 „ qu'ils ne consentissent pas seulement à éva-
 „ cuer de leur côté les Places, qu'ils occu-
 „ pent dans ces Pays, mais aussi ces trois
 „ Places , qui leur sont réservées , & qui
 „ appartiennent au Saint Empire. C'est de
 „ quoi , & de cette gracieuse communica-
 „ tion , on remercie très-humblement Sa
 „ Majesté Impériale, comme il n'est qu'
 „ juste, & de ce qu'Elle a bien voulu s'inte-
 „ resser si gracieusement & avec des soins si
 „ paternels dans ces desordres de la Guerre
 „ & la retraite de ces Troupes; Et on s'
 „ souvient des très-soumises remontrances
 „ qu'on a déjà faites dans une bonne inten-
 „ tion à Sa Majesté Impériale de la part du
 „ Collège Electoral au sujet de l'entière
 „ évacuation des Pays de Juliers, de Cleve
 „ & de Berg; comme aussi que les Etats
 „ Généraux se sont déjà offerts auparavant à
 „ cette évacuation sous de certaines condi-
 „ tions, & que la Sérénissime Infante s'étoi-
 „ aussi offerte à la même chose sous de pa-
 „ reilles Conditions.

„ Que d'ailleurs ils sont d'opinion , qu'on
 „ procureroit le bien commun , si on ac-
 „ ceptoit ces offres réciproques , & si on
 „ tâchoit d'en avancer les Effets, avant que
 „ plusieurs difficultez & empêchemens sur-
 „ vinssent, qui peut-être pourroient donner
 „ occasion à de nouveaux malheurs; C'est
 „ pourquoi Sa Majesté Impériale est très-
 „ hum-

humblement requise, parce qu'il dépend particulièrement d'Elle, & qu'il est notoire & connu de tout le monde, quelle généreuse affection Elle a toujours eue pour ses pauvres Sujets affligés, qu'il lui plaise très-gracieusement de coopérer de son côté, afin que ces Pays soient délivrés des Troupes Espagnoles & Hollandoises, comme tous deux ont promis; réciproquement, & *pari passu* des Troupes de Votre Majesté Impériale & de la Ligue Catholique; Et qu'il soit ordonné de tous côtés aux Commandans de Guerre, que, dès que la Déclaration ultérieure des Espagnols, & des Etats sera faite, & qu'on sera convenu du jour de l'évacuation, ils fassent aussi retirer *pari passu* les Troupes de Votre Majesté Impériale & de la Ligue Catholique, de ces Places, qui leur seront nommées éventuellement, sans qu'Elles y fassent aucun dégât, ni désordre.

Après cette réquisition Sa Majesté Impériale ne put refuser la Déclaration suivante.

„ SUR les très-humbles Remontrances & réquisitions de nos Amez & du Saint Empire, les Etats des Duchez de Juliers, de Cleves, de Berg, de la Marck & de Ravensberg, au sujet de la désolation de ces pauvres Pays, & des incommodités de la Guerre, qu'ils ont endurées depuis tant d'années, Nous sommes convenus avec

Tom. I. L „ l'as-

„ l'assistance de nos très-obéissans Electeurs
„ & avec nos autres Etats de l'Empire, qu'
„ dès que les Etats-Généraux, & le Roi
„ d'Espagne auront fait retirer leurs Troupes
„ de ces Pays, Nous, & les susdits El-
„ teurs & Princes ne tarderons pas non plus
„ alors, de faire retirer nos Troupes *pari passu*
„ & au plutôt, d'autant que nous avons
„ entendu, que le Roi d'Espagne & les
„ Etats-Généraux ne s'éloignent pas de
„ faire; Et comme il y a lieu espérer, qu'
„ près l'exécution de cette évacuation finie
„ lée, ces Pays pourront commencer à re-
„ rer, & à jouir d'une heureuse tranquillité
„ c'est pourquoi Nous avons voulu Vous
„ tifier gracieusement & fraternellement
„ notre Résolution, que nous avons prise
„ avec l'assistance de nos Electeurs & de
„ nos Princes; & nous vous prions en
„ ce tems, que vous ordonniez ce dé-
„ ment des Troupes de Sa Majesté Catholique
„ que, dès que celles des Etats-Généraux
„ ront commencé à se retirer, & que vous
„ ayez la bonté d'en avertir Notre Feld-
„ réchal le Comte *Jean de Nassau*; afin
„ tout puisse être exécuté en même tems
„ & que nos Troupes puissent évacuer
„ Pays *pari passu*; & que, par conséquent
„ le repos & la tranquillité si longtems
„ haitez soient rendus à ces pauvres Pays
„ Comme nous avons déjà envoyé les
„ dres nécessaires au Comte de *Nassau*
„ ce sujet, & n'avons pas voulu man-
„ de vous le communiquer par ces pré-

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 163

Fait à Ratisbonne le 9. de Decembre
30.

Ces ordres ne furent pourtant pas exécutez
abord, il survint encore des difficultez
il fallut lever, & ce ne fut qu'au mois
Avril 1631. que l'évacuation fut executée
que les contributions finirent; enforte que
deux Princes Possedans entrèrent en pos-
sion tranquile des Etats qui leur étoient as-
sinez par le Traité de la Haye du 26. Août
écédent, savoir le Duc de Neubourg des
Duchez de Berg & de Juliers & des Seigneu-
ries de Ravestein & Brexant, & l'Electeur
Brandebourg, du Duché de Cleves, du
Comté de la Marck & dependances, & cha-
cun eut deux Chatelenies dans le Comté de
 Ravensberg.

La Guerre continua, comme chacun fait,
entre le Roi d'Espagne & les Etats Géné-
raux, jusqu'à la Paix de Westfalie. Le Thea-
tre en changea souvent, mais sans s'éloigner
aucoup des Duchez de Berg, Cleves &
Juliers, que les deux Puissances respectèrent
enmoins, autant que la Raison de Guerre
le permettre. Ainsi on peut croire que
ces pays se ressentirent toujours de tems en
tems du voisinage des Armées, mais comme
fut indirectement nous ne nous y arrête-
rions que pour remarquer que tout ce qui se
passa alors instruisit assez ceux qui étoient à
tête de la République des avantages & des
conveniens qu'elle a à attendre du côté de
ces Provinces, & quel intérêt elle a à veiller
qu'elles ne tombent ni directement ni indi-
rectement entre les mains de quelque Poten-

rat, sur qui elle ne pourroit pas compter, puis que l'entrée des Provinces Orientales de République est ouvert de toutes parts de côté-là.

Les deux Maisons de Brandebourg & Polonoise latine commencerent donc en 1631. à gouverner les Provinces de la Succession de Clèves, qui leur étoient échues respectivement comme un bien propre, quoique le Traité par lequel elles en avoient fait le partage n'eût été que provisionnel & que les autres Princes prétendans n'y eussent concouru en aucune maniere, bien loin d'y avoir consenti.

Une des premières suites de ce Traité, fut un différent entre l'Electeur de Brandebourg & les Etats Généraux. On a vû à quoi cet Electeur s'étoit engagé par les Traitez de 1622. & 1624. envers la République, dont les secours lui étoient alors si nécessaires; mais le danger étant passé ce Prince prétendit n'être plus tenu à l'accomplissement de certaines conditions, comme celle de l'Article 16. qui obligeoit l'Electeur à entretenir mille hommes au service de L. H. P. pendant 20. années, après qu'il seroit entré en possession des pays de cette Succession qui lui apartenoient (*). Et celle qui l'obligeoit à ren-

(*) Voici cet Article. *Postquam verò ad pacificam Dominionum suorum possessionem Sereniss. Princeps Elector sive recuperationis, sive Contractu pervenerit, sive ob causas aliquas tradiderit, vim ac robur suum hac Confederatio retinebit quo videlicet Sereniss. Princeps Elector ejusdemque Heredes Successores postmodum tria Militum millia, in binas legiones distributa, proprio are persolvere tenebuntur, idque per viginti annorum Spatium. Sed si cum Competitoribus suis Sereniss. Pri*

rembourser aux Etats Généraux les dépenses qu'ils feroient pour la réduction de quelques Places occupées par le parti opposé. L'Electeur prétendoit qu'étant enfin entré dans la paisible possession, il n'étoit plus obligé ni aux Soldes promises par le Traité de 1622. ni à aucun remboursement. L. H. P. convenoient bien du dernier article, puisqu'il n'avoit plus de Sieges à faire, mais ils soutenoient qu'il étoit nécessaire d'avoir toujours un corps de Troupes sur pié & en Garnison dans les Places de sa Portion, *in omnem eventum*. Pour terminer ce différent, on conclut un Traité, à la Haye, (*) le 2. Avril 1624. pour corriger ceux de 1622. & 1624. & qui convînt aux circonstances, où l'on se trouvoit par la possession actuelle. On y convint que l'Electeur payeroit pendant trois années aux Etats Généraux 120. mille flor. par an pour l'entretien des Garnisons qu'ils tenoient à Wesel, Emmerick & Rhées; que moyennant cela il ne seroit pas obligé d'entretenir d'autres troupes pendant ces trois années, après lesquelles on s'en rapporteroit au Roi de France, ou à celui d'Angleterre, ou à celui de Suède, pour décider si l'Electeur devoit être tenu à entretenir encore quelques troupes en conséquence du Traité de 1622. Que ce Traité demeureroit pour le reste

Princeps Elector composuerit, Dominiorum sibi partem aliquam retinendo, tum Militum stipendii supradicti pars equaliter exigetur, secundum ejusmodi Dominiorum partem, quam se Sereniss. Princeps Elector retinebit.

(*) Ce Traité est en entier dans le Corps Diplomatique de 1624. VI. Part. I. pag. 33.

reste dans sa force & vigueur ; que l'Electeur satisferoit au Payement des 100. mille Ecus pour lesquels L. H. P. avoient repondu en 1616. & au payement des intérêts & des Intérêts d'intérêt ; qu'il payeroit aussi ce qui étoit dû aux Troupes, qu'il étoit obligé d'entretenir au service des Etats ; que les Places de l'Electeur, où les Etats Généraux tenoient Garnison, demeureroient sous sa juridiction & jouiroient de leurs Privilèges ; qu'ils ne pourroient y lever d'autres impôts que ceux auxquels les Villes de Wezel, Emmerick & Rhées s'étoient obligées ; que L. H. P. défendroient les Etats de l'Electeur contre tous ceux qui voudroient y établir quelques contributions, ou les attaquer, enfin qu'elles n'y pourroient lever aucun denier par représailles quand ils auroient été contraints d'en donner aux Ennemis. Ce Traité fut suivi de deux autres sur le même sujet, (*) l'un conclu en 1635. & l'autre en 1636. sans que ni l'un ni l'autre des Rois Arbitres s'en mêlât. Dans le premier on continua encore pour un an le subsidie que l'Electeur devoit payer & qui fut réglé à 15. mille florins par mois. Par le second, après avoir discuté toutes les Préteritions pecuniaires de la République à la charge de l'Electeur, on convint que l'Electeur payeroit à L. H. P. 127. mille flor. outre les 360. mille flor. pour les trois années portées par le Traité de 1632. & les 15. mille par mois de celui de 1635., qu'il leur donna

ro

(*) Histoire des Traitez T. II. p. 31.

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 167

ait quelques Terres en Hypotheque dans le
uché de Cleves , qu'elles pourroient engager
our le payement de cette somme ; qu'il rem-
ourseroit les 100. mille Ecus empruntez en
1616. avec les intérêts & intérêts d'intérêts ;
l'au moyen de cela les Etats Généraux con-
queroient dans les mêmes engagements en-
ers l'Electeur , qui étoient stipulez dans (*)
Traité de 1632.

ON a vû au commencement de cette His-
oire, que cette Succession devint d'abord un
jet de guerre de Religion ; le trop zélé Em-
ereur *Ferdinand II* , les Jesuites & les Prin-
es qui entrèrent à cette occasion dans la *Li-
e Catholique* , qui s'en est toujours mêlée
usqu'en 1630 , ne pouvant souffrir que ces
elles & grandes Provinces , qui étoient fort
euplées passassent d'une Maison Catholique
ntre les mains de Princes de la Religion E-
angelique , tels qu'étoient la plûpart des
rétendans comme la Maison de Saxe , celle
e Brandebourg , celle de Neubourg & la
alatine de Deux-Ponts. Tant que le pays a-
oit été agité par les malheurs d'une guerre
resque Domestique , on n'avoit pas fait
aucoup d'attention aux griefs Ecclesiasti-
ues. Dans le commencement de l'Admini-
ration Provisionelle , les deux Princes Pos-
edans , *Jean Sigismond* Elect. de Brande-
ourg , & *Philippe-Louis* Duc de Neubourg
rofessoient l'un la Religion Reformée &
autre celle de la Confession d'Ausbourg ,
ainsi

(*) Ce Traité est dans le *Corps Diplomatique T. VI*
art. I. p. 126.

ainsi il étoit natutel qu'ils protegeassent la propagation de la Religion qu'ils professoient ; mais le Testament du Duc Guillaume & les contrats de Mariage de ses Filles stipuloient formellement que la Religion Catholique seroit maintenue & protégée dans ces Pays ; & les Etats de chaque Province étoient interressez à tenir la main à l'exécution de cette clause : c'est pourquoi les Princes Possesseurs avoient été obligez de leur donner des Reversales les unes à Duysbourg & les autres à Dusseldorp au mois de Juillet 1609. qui portent que „ la Religion Catholique & les „ autres Religions Chrétiennes reçues dans „ l'Empire & dans les Etats de la Succession „ seront continuées, permises & maintenues „ dans la profession publique de leur exercice „ sans que l'on gêne, trouble, ou inquiète „ personne dans la liberté de conscience.” Ce qui fut toujours interprété en faveur de la Religion des Princes, qui accrut beaucoup dans ces Provinces, nonobstant les cris des Ecclesiastiques. Mais le Duc *Wolfgang Guillaume de Neubourg* ayant succédé à son Pere & embrassé la Religion Catholique, comme on l'a remarqué ci-dessus ; les choses changèrent de face. Son but étant de mettre dans ses Intérêts l'Empereur, l'Espagne & la Ligue des Princes Catholiques, il fallut qu'il donnât des preuves de son zèle pour leur Religion ; il la protégeât en effet de toutes ses forces dans les Terres où il étoit le maître ; ce qu'il ne put executer sans quelque persécution contre les Protestans qui s'étoient établis pendant la vie du Duc son Pere, & qui ne man-

que

querent par de s'en plaindre aussi haut qu'ils purent. Il n'y avoit pas moins de plaintes dans les Provinces administrées par l'Electeur de Brandebourg où les Ecclesiastiques Protestans faisoient tous les jours quelques tentatives pour s'immiscer dans les biens du Clergé Catholique sous prétexte qu'il y avoit des endroits , où il étoit inutile que l'on nourrit quelques Prêtres Catholiques Romains , puisqu'il n'y avoit aucune famille de cette Religion. Enfin les Grièfs s'accrurent de part & d'autre jusqu'à ce que le Traité d'un partage provisionnel décida à qui chaque Communauté & Eglise pouroit porter ses plaintes ; ainsi à une guerre en succéda une autre , à la vérité moins meurtrière en un sens , mais souvent plus difficile à terminer que les haines les plus inveterées (*) & les inimitiés les plus charnées. Les Prêtres , les Moines & les Ministres en étoient les Chefs , & les deux Princes aussi bien que leurs Alliez se trouverent bien-tôt accablez de leurs Grièfs , auxquels les Etats Généraux furent souvent obligez de prendre part comme Médiateurs , qui avoient intérêt que la Paix fût maintenue dans ces Provinces limitrophes.

On trouve dans *Aitzema* (†) une Relation assez circonstanciée de la Commission que Mr. de *Vosberg* , Ministre de L. H. P. exécuta en 1633. sur ce sujet auprès du Duc de *Neubourg* , suivant les Articles III. & IV. de

(*) *Tantæne animis Cœlestibus ira!*

(†) Tom. II. Liv. XIII. p. 42. & suiv.

de ses instructions, qui lui ordonnoient d'insister auprès de ce Prince sur le rétablissement de la Religion Reformée dans ses Etats, sur le pied, où elle étoit dans le tems des Reversales (c'est-à-dire en 1609.) & de l'engager à protéger ses Sujets de cette Religion comme les Catholiques Romains, afin que L. H. P. ne soient plus accablées des plaintes continuelles qu'elles recevoient à cet égard. Ce Ministre demonstra à S. A. S. qu'elle y étoit obligée par les Reversales acceptées par les Etats de Pays & garanties par L. H. P., par les Constitutions de l'Empire, & par la parole qu'Elle avoit donnée Elle-même à L. H. P. pendant son dernier séjour à la Haye, *de rétablir la liberté de l'exercice de la Religion sur le pié où elle avoit été*; & en donnant aux termes des Reversales une explication conforme à l'intention que devoient avoir eüe, ceux qui les avoient données & les avoient reçues, & conforme aux Constitutions de l'Empire sur le fait de la liberté de Conscience, il demanda au Duc de Neubourg une entiere liberté de Conscience, & qu'on battit des Eglises dans tous les endroits où le nombre des Protestans l'exigeroit &c.

Quelque fondées que fussent ces Remontrances elles produisirent peu d'effet, les Ecclesiastiques, dont le Duc étoit assiégué sans cesse, ne lui permirent pas de s'y rendre & ses Sujets Protestans, dont le nombre augmentoit tous les jours à proportion qu'ils étoient plus persecutez, comme c'est l'ordina-

nai-

naire (*) , n'eurent d'autre soulagement que celui de porter leurs plaintes à L. H. P. ou à l'Electeur de Brandebourg. Celui-ci ufoit alors de Représailles sur les Ecclesiastiques de ses Etats, enforte que les Sujets des deux côtez se trouverent de nouveau exposez à des maux d'autant plus sensibles qu'ils attaquoient la Liberté & la Religion, deux des plus précieux biens que l'homme puisse posséder sur la Terre ; & les choses allerent si loin à cet égard que les deux Cours de Dusseldorp & de Berlin se brouillerent absolument sur ce sujet en 1644. L'Electeur de Brandebourg exigeoit la même Liberté de Conscience que les Etats Généraux avoient fait demander, se fondant sur les mêmes raisons que Mr. de Vosberg avoit alleguées en 1633. ; mais le Duc expliquoit les Reversales à sa manière, prétendant que les choses devoient être retablies sur le pié où elles étoient en 1609., qu'il y avoit peu de Protestans dans ces Pays ; & il en appelloit surtout aux clauses des Contrâcts de Mariage des Princesses *Marie-Eleonore* & *Anne* de Cleves. L'Electeur de Brandebourg soutenoit au contraire qu'on ne contrevenoit ni aux clauses des Contrâcts de Mariage, ni aux Reversales, prises même dans le sens que leur donnoit S. A. S. en souffrant dans ces Provinces les Religions permises dans l'Empire, pourvû qu'on ne fît point de tort aux Catholiques, & qu'ils véussent sûrement & paisiblement avec les autres. Outre qu'il se-
roit

(*) *Sanguis martyrum Semen Christianorum.*

roit honteux à un Prince, qu'il ne fut pas permis d'exercer sa Religion dans les Terres de sa domination. A ces Griets l'Electeur en joignit un autre , il ne pouvoit souffrir que le Duc partageât avec lui le Comté de Ravensberg. Son Pere *George-Guillaume* , qui avoit consenti à ce partage étoit mort en 1640., & il soutenoit qu'il n'étoit pas tenu à l'exécution du Traité de 1630, puisqu'il pouvoit prouver que son père avoit été induit à l'approuver, par le Comte de Schwarzenbourg qui s'étoit laissé corrompre. Le Duc convenoit qu'il pouvoit y avoir quelque lezion dans ce partage, mais que l'Electeur *George-Guillaume* l'ayant approuvé, son successeur ne pouvoit en appeller, surtout après l'avoir approuvé lui même, par un silence de quatre années, depuis qu'il avoit succédé à son Pere. On passa de ces explications à quelques Hostilitez & à des Représailles, auxquelles les Troupes Hollandoises eurent part, ayant enlevé quelques Curez & autres Ecclesiastiques remuans, qu'ils retinrent quelque tems en prison. Comme il étoit à craindre que ceci eut des suites, dont les Sujets du Duc de Neubourg auroient de nouveau le plus souffert, on entama une Négociation sur le redressement des Griets de part & d'autre, & le 8. d'Avril 1647. on conclut à Dusseldorp un Traité entre S. A. S. E. de Brandebourg & S. A. S. de Neubourg (*), dans lequel on prolongea pour dix

(*) Ce Traité, qui est fort ample, se trouve dans l'*Corps Diplomatique* Tom. VI. Part. I. pag. 386.

dix années le Traité de partage de 1629. à condition que l'Electeur de Brandebourg jouïroit de tout le Comté de Ravensberg; qu'on restitueroit les biens Ecclesiastiques à ceux qui les possédoient en 1609; & que par rapport à l'exercice des Religions hors des Eglises, soit en public soit en particulier, on suivroit l'usage de 1612.

Pendant que ceci se passoit, le Congrès l'Osnabruk travailloit à pacifier l'Empire & toute l'Europe. Comme on y porta les Grieffs de tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'Electeur & les Ducs de Saxe & les Princes de la Maison Palatine de *Deux-Ponts*, qui supportoient impatiemment que les Princes Possédans les eussent exclus, *vi armorum* & sans aucune formalité de Justice, l'une Succession à laquelle ils prétendoient avoir plus de droit que ces Princes, portèrent leurs Prétensions au Congrès. La Maison de Saxe demandoit d'être mise en possession de tous les Etats de la Maison de *Cleves*, en vertu des Investitures éventuelles, qu'elle en avoit reçu de plusieurs Empereurs *titulo oneroso*, & en vertu des Constitutions de l'Empire qui militoient également en sa faveur. *Frederic* Duc de *Deux-Ponts* prétendoit, puisque la Marquise de *Burgau* étoit morte sans enfans, de partager la Succession avec le Duc de *Neubourg* à l'exclusion de tout autre, puisque la Duchesse *Madelaine* de *Cleves*, son ayeule, & la Duchesse *Anne* Epouse du Duc de *Neubourg* devoient succéder préférentiellement à la fille de *Marie-Eleo-*
nore, leur aînée, qui étoit d'un degré plus éloi-

éloignée que les premières , & sur laquelle cependant tout le prétendu droit de la Maison de Brandebourg étoit fondé. L'un & l'autre protestoient contre les Investitures alléguées par la Maison de Saxe , auxquelles ils opposoient d'autres Investitures , les Privileges d'habilitation , l'usage établi dans la Maison de Cleves en faveur des filles , & les Contrâcts de Mariage confirmez par les Empereurs. Ils s'apperçurent bientôt qu'on n'étoit guères disposé à discuter cette épineuse affaire , qui , disoit-on , n'étoit pas un des griefs qui avoit donné lieu à la Guerre. Ainsi ces deux Maisons se réduisirent à demander qu'au moins , en attendant un jugement définitif , ils fussent admis dans la Concurrence à la Possession de ces Etats. Mais le Congrès traina cette affaire en longueur ; & enfin , sans entrer dans aucune discussion des Droits respectifs , on inféra dans le Traité à la fin de l'Art. IV

Que d'autant que l'affaire concernant la Succession de Juliers pourroit à l'avenir exciter dans l'Empire de grands troubles entre les intéressez si on ne les prévenoit ; on est pour cela convenu qu'elle sera terminée , sans delai , après la paix faite , soit par une procedure ordinaire devant sa Majesté Impériale , soit par un accommodement à l'amiable , ou par quelque autre moyen legitime.

Cette clause a été aussi peu exécutée que plusieurs autres de ce fameux Traité , la *Lex fundamentalissima* de l'Empire , qui , vû ses puissans Garants , sembloit devoir être exécutée jusqu'au dernier jota. Quelque tems après , le Duc de Deux-Ponts publia un Ecri

pou

our expliquer les Droits qu'il avoit à cette succession : droits qui , après sa mort sans laisser d'Heritiers mâles , passèrent à *Frederic-Louis* Palatin de Landsberg, son Cousin Germain , qui étant mort aussi sans heritiers mâles en 1681. ses droits passèrent à *Charles-Gustave* Roi de Suède , de la branche de Deux-Ponts-Kleebourg , dont le Chef étoit *Jean-Casimir*, troisième fils de *Jean l'ancien* Duc de Deux-Ponts , & de *Madelaine de Cleves*. Ne pourroit-on donc pas demander ci si le Duc *Charles-Frederic* de *Holstein Gotorp* n'a pas autant de Droit de reclamer la succession de Berg & de Juliers que les autres Prétendans (*), s'il est vrai que la Duchesse *Madelaine* y avoit autant de Droit que sa sœur *Anne*, du chef de laquelle la Maison Palatine de Neubourg & de Sultzbach prétendent à cette succession , ainsi qu'il paroît par le N. IV. de la Table Genealogique rapportée à la tête de ce Volume, & que nous continuerons ici.

(*) On peut consulter ce que Mr. Puffendorff dit au sujet des Droits de la Maison & Deux-Ponts à la Succession de Cleves, que la Couronne de Suede vouloit faire décider au Congrès d'Osnabrug, & quels mouvemens les autres prétendans se donnerent pour l'empêcher, enfin les raisons que le Duc de Deux-Ponts alleguoit pour appuyer ses droits & ses plaintes contre les Princes possédans qui étoient saisis de la Succession par force & avoient fait entr'eux plusieurs Transactions à son desavantage &c. *Sam. de Puffendorf de Reb. Gest. Frederici Wilhelmi magni* &c. *Lib. III. §. 23. p. 119.*

J E A N - C A S I M I R

Palatin de Deux-Ponts-Kleebourg
 fils de *Jean de Deux-Ponts*, &
 de *Madelaine de Cleves*.

CHARLES-GUSTAVE
 Roi de Suède, succede
 en 1681. à Frederic-
 Louis dans le Duché de
 Deux-Ponts.

A D O L F E - J E A N
 Pal. de Kleebourg

G U S T A V E - S A M U E L
 Palat. de Kleebourg
 succede à Charles
 XII. mort sans He-
 ritiers mâles.

CHARLES XI, Roi de
 Suède, D. de Deux-
 Ponts.

CHARLES XII.
 Roi de Suede,
 mort sans En-
 fans en 1718.

HEDWIGE SO-
 PHIE mariée
 à Frederic V.
 Duc de Hol-
 stein - Got-
 torp.

U L R I Q U E E
 L E O N O R I N E
 Reine de
 Suede.

CHARLES-FRE-
 D E R I C Duc
 de Holstein
 Gottorp ré-
 gnant.

Or comme les Prétendans à cette Succes-
 sion, exceptée la Maison de Saxe, n'établis-
 sent leur droit que du chef des filles, pour-
 quoi la Princesse *Hedwige-Sophie* sœur aînée
 du Roi *Charles XII.* (à qui les droits de la
 Maison de Deux-Ponts, représentant *Made-
 laine de Cleves*, étoient incontestablement dé-

plus) ne succéderoit-elle pas aux Droits de son frere, comme *Marie-Eleonore* a succédé à ceux de son Frere le Duc *Jean-Guillaume* de Cleves? Il est à remarquer que cette princesse, ou le Duc *Charles-Frédéric*, qui la représente, est la dernière personne de cette illustre branche, puisque le Duc *Gustave-Samuel*, le dernier mâle de la branche de Neubourg, est mort sans héritiers, en sorte que le fief masculin de Deux-Ponts est passé dans la branche Palatine de Birkenfeld.

Quoiqu'il en soit de cette remarque, ni le traité de Westphalie ni le troisième de Ruffeldorp, dont nous avons parlé ci-dessus p. 172. ne rétablirent pas l'union entre les Princes Possédans, qui ne cessèrent d'avoir des Démêles sur-tout par rapport aux affaires de Religion, à l'égard desquelles le Duc de Neubourg ne vouloit s'assujettir à aucune règle; & quoiqu'il y eut dans ses deux Duchez plus de 60. mille Protestans, il les persécutoit comme s'il n'y avoit que quelques familles; on les accabloit de Taxes, on leur ôtoit leurs Eglises & leurs Ecoles, on chassoit leurs Ministres, enfin ils étoient exposés à tous les maux, qu'ils pouvoient attendre des Prêtres & des Moines, qui avoient une part à ces Excès que le Duc, qui se livroit trop facilement à leurs Conseils Commençant l'Electeur de Brandebourg pouvoit toujours considerer les Duchez de Berg & Juliers, comme son propre Bien, puisque le Duc de Neubourg ne les possédoit qu'en vertu d'un Fief Provisionnel, il avoit droit de veiller à ce que ces Duchez ne dépérissent pas, ce

qui ne pouvoit manquer d'arriver si la perception obligeoit les Protestans d'en souffrir pour aller s'établir ailleurs; ainsi il se plaignoit vivement de la conduite du Duc de Neubourg & implora même le concours des Etats-Généraux des Provinces-Unies, à la protection particulière de la Religion evangelique dans ces Etats, avoit été réservé par le Traité de *Santen*. Mais toutes instances furent inutiles, il fallut avoir recours à d'autres moyens; on usa de représailles, & l'Electeur traita, dans ses Etats de Succession, les Catholiques Romains de même que le Duc traitoit les Evangeliques dans ses Duchez de Berg & de Juliers. Quel que violent que fut ce remède il n'opéra rien. L'Electeur fut enfin contraint d'en venir à d'autres armes, mais ce ne fut qu'après avoir employé tous les moyens qui pouvoient porter le Duc à ne point l'obliger d'en venir à cette extrémité. Il fit d'abord afficher & distribuer de tous côtés le Mandement suivant pour défendre aux Etats de Juliers & de Berg de payer aucun subside, contributions &c. au Duc de Neubourg & de lui donner aucun secours (a).

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la Grâce de Dieu, Markgrave de Brandebourg, Grand-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Magdebourg, de Prusse, de Stettin, de la Pomeranie, de Crossen, à Jagersdorf.

(a) Cette Pièce se trouve en Allemand dans *Reichs-Archives* part. Spec. Cout. II. & dans *Londorp Publica* Tom. VI. Chap. CL, pag. 623.

Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravestein &c. &c. assurons de nôtre très gracieux salut, de nos graces & de tout bien, tous & un chacun en particulier, & bien spécialement la Noblesse, les Villes & tous nos Sujets de nos Duchez de Juliers & de Berg, & leur faisons savoir: que nous nous sommes trouvés indispensablement obligés, de nous mettre en possession de quelques Places, afin de pouvoir les maintenir dans les Privilèges, Droits, & Prérrogatives, qui leur ont été assurées en vertu des Reverses accordées au Pays en 1609. qu'ils fussent délivrés des desordres de l'oppression, & des vexations continuelles de la part de S. A. S. le Seigneur Comte Palatin de Neubourg, & enfin remis dans leur premier état de tranquillité. Comme pourtant cette bonne intention pourroit facilement donner à quelques-uns de mauvaises impressions, Nous leur assurons par ces présentes, comme Nous avons fait jusqu'à présent dans notre Duché de Cleves, & dans les Comtez de la Marck & de Ravensberg, d'y observer avec le même zele & attention, les Reverses accordées, comme Nous le ferons aussi dans nos Duchez de Juliers & de Berg, que nous nous opposerons de toutes nos forces à tous ceux, qui s'y opposeront; que nous tâcherons, autant qu'il sera possible, de redresser ce qu'on y a fait au contraire; Qu'à l'aide du Tout-puissant nous défendrons l'honneur d'un chacun & avancerons le bien public, & la justice, sans aucune acception de personne, ni distinction de Religion; &

que nous maintiendrons tous les Pactes Conventions, qui d'un tems infini ont faits entre le Prince & les Etats du Pa
 Mais nous nous promettons en même tems en vertu desdites Reversales accordées à
 tre Noblesse, Villes, & à tous les Sujets qu'ils conserveront toujours envers nous comme leur Prince, l'Amitié & l'affection qu'ils nous doivent; C'est pourquoi Nous ordonnons à tous les Drossars, Grand Bailifs, Prévôts, & à tous deux, qui sont chargés de nos Mandemens, & de nos défenses comme aussi à tous nos Sujets en général qu'ils n'accordent, ne donnent, & ne payent pour l'avenir au Seigneur Comte Palatin aucunes Contributions, ou Impôts, quel nom qu'on leur puisse donner, ou sous quelque prétexte, qu'on les puisse exiger; Qu'ils lui prêtent non plus aucune assistance ni Conseil, ni par effet, *directè vel per indirectum*; mais qu'ils s'attachent uniquement pour l'avenir à Nous, à nos héritiers, & à notre postérité; Avec cette Réserve expresse, qu'en cas qu'ils se soustraient de cette affection & de l'attachement, qu'ils nous doivent, qu'ils s'attachent au Comte Palatin de Neubourg, & lui fournissent de l'assistance par conseil ou réellement, ils n'auront plus jouir dès à présent comme alors, & alors comme à présent, de tous leurs Privilèges, gratifications, immunités, droits, & jurifdictions, qu'eux & leurs prédécesseurs ont possédées, ou qu'ils ont obtenues par les Reversales, & *per novas concessiones & indulgentias*; Mais que tout au contraire, nous les tiendro-

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 181
dans, & les déclarerons comme des Rebel-
les & comme nos Ennemis déclarés, & que
nous les traiterons comme tels; Ce que nous
avons voulu leur déclarer par ces présentes,
& nous leur promettons toujours toutes for-
tes de bien, & nôtre Bienveillance Electo-
rale, en cas qu'ils restent toujours dans leur
devoir, & qu'ils soient très humblement at-
tachés à notre Maison Electorale de Brande-
bourg, avec un devouement & une affection
constante. Fait ce 13. Juin 1651.

(L. S.)

Signé

FREDERIC-GUILLAUME Electeur.

Comme cette brouillerie arrivoit dans
ces tems, où les troubles de l'Allemagne
étaient à peine assoupis, elle reveilla l'at-
tention de tous ceux qui s'intéressoient à la
tranquillité dont l'Empire avoit un si grand
besoin, après une guerre aussi onéreuse, ainsi
l'Electeur se crut obligé de justifier sa conduite
aux yeux de toute l'Europe. C'est pourquoi il
publia le Manifeste suivant (a) en même
tems que la Déclaration de Guerre qu'on
vint de lire.

NOUS FREDERIC-GUILLAUME,
par la Grace de Dieu Markgrave de Brande-
bourg,

(a) Ibid. pag. 74. Londorp. Chapitre CXLIX. pag.

bourg, Archi-Chambellan & Electeur Saint Empire, Duc de Magdebourg, Prusse, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, des Cassubes, & des Vandal & en Silefie, à Croffen & à Jagendorff & Burgrave à Nuremberg, Prince de Haltstadt, & de Minden, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravensstein &c. &c. *Faisons savoir* à tous ceux, à qui il appartiendra; que lorsque le Sérénissime Prince & Seigneur *Jean-Guillaume*, Duc de Juliers, de Cleves & de Berg, Comte de la Marck, de Ravensberg, & de Meur, Seigneur de Ravensstein, décéda le 29. Mars 1609. sans laisser de hoirs mâles, son tre ayeul, le Sérénissime Prince & Seigneur *Jean-Sigismond*, Markgrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, de Juliers, de Cleves & de Berg, &c. &c. & la très Sérénissime Princesse, *Anne*, Comtesse Palatine de Rhin, Duchesse de Bavière, de Juliers, de Cleves & de Berg, Comtesse de Veldentz &c. &c. furent prendre possession des lieux de Cleves, de Juliers, & de Berg, par vertu d'une Convention préalable conclue à *Dortmund* le 31. de Mai, par leurs Plénipotentiaires respectifs, les Sérénissimes Princes & Seigneurs, *Ernest*, Markgrave de Brandebourg, Duc en Prusse, Stettin, &c. & *Wolfgang Guillaume*, Comte Palatin de Rhin, Duc de Bavière, de Juliers, de Cleves, & de Berg, Comte de Veldentz, &c. qui convinrent alors, avec la Noblesse, & avec les autres Etats de ces Pays, de certains

Reversales, & sur d'autres choses, qui regardoient la Religion, & d'autres affaires ecclésiastiques & séculières; Et par lesquels il a été statué que la Religion C. R. aussi bien que les autres Religions Chrétiennes seroient permises, continuées, & maintenues dans tous les endroits, dans leur libre Exercice, sans que personne puisse être molesté, ni chassé dans sa Conscience. Comme S. A. le Comte Palatin de Neubourg, lorsqu'il embrassa en 1614. la Religion Romaine, promit solennellement qu'il observeroit religieusement cette Convention, & qu'il s'opposeroit de toutes ses forces, à tous ceux, qui y contreviendroient, comme ses Patentes datées le 14^{me}. de Juin de la même année à *Dusseldorp*, le prouvent avec évidence, & comme il l'a encore confirmé le 14^{me}. de Novembre de la même année par les Traités pragmatiques, sur lesquels les Rois de France & d'Angleterre, & les Etats-Généraux des Provinces-Unies fondèrent alors leurs Négociations. Et quoi qu'en vertu de ces Reversales les deux Seigneurs Plénipotentiaires aient en même tems introduit l'Exercice de la Religion Evangelique dans des Endroits, où Elle n'avoit pas été auparavant, & que le Seigneur Comte Palatin de Neubourg eût particulièrement promis à la Noblesse, & aux Etats, qu'il y acquiesceroit; Cependant il n'a pas manqué ensuite de persécuter d'une manière cruelle ses Sujets Evangeliques, nonobstant sa promesse solennelle, confirmée par sa signature & par ses sceaux; puisque non-seulement il défendit sous des peines

grièves, & par tout, l'Exercice public, secret de cette Religion, & tout ce qui étoit relatif, qu'il chassa les Prédicateurs, ferma les Eglises, qu'il confisqua avec leurs Revenus; Mais même il imposa de grosses amendes à ses Sujets Evangeliques, pour bénédiction Evangelique de leurs Mariage de leurs Bâtemes, & de leur Service Divin. Qu'il jetta dans des prisons affreuses plusieurs Prédicateurs & quelques-uns de leurs Auteurs, (dont l'un est mort en prison, & dans un état très triste à Cologne, & l'autre Kayferswerth) qu'il leur refusa en plusieurs Villes le domicile & le droit de Bourgeoisie. Qu'il les exclut entièrement des emplois de la Magistrature, & des autres charges honorables; Et enfin qu'il alla si loin, qu'il leur refusa entièrement d'être enterrés dans les Cimetières, aussi bien que dans les Eglises, ou que cette sepulture leur fut pour ainsi dire vendue pour de certaines sommes d'argent, que dans plusieurs endroits on a déterré les morts, dans d'autres on a obligé les Evangeliques, sous de grosses peines, à paver les Rues de feuilles, lorsque la Procession devoit passer, & d'y assister avec leurs armes; Et même, s'ils n'avoient pas envie d'être assommés de coups de bâtons de s'agenouiller devant le Sacrement; Qu'ils d'ailleurs ils ont été plus chargés que les habitans Catholiques, par des logemens de Soldats, & en plusieurs autres choses, ce qu'on peut prouver sur le champ par plusieurs tristes exemples, qui se sont passés en plusieurs Endroits.

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 185

Et quoi que le 9. de Mars 1609. & le 3^{me}. d'Avril 1647. on soit convenu provisionnellement de certaines Conditions entre Nous, & S. A. Elect. notre Pere de Gl. M. & le Comte Palatin de Neubourg; & que nous cédaissions provisionnellement plusieurs choses de nos droits reconnus, quoique *ratione juris Majoratus*, & *Primogenitura*, nous fussions principalement interessés dans ces Pays, à la possession desquels nous pouvions être assurés de parvenir; ce que nous fîmes dans la seule vue de conserver le bien public, de procurer une tranquillité parfaite aux Etats & aux Sujets de ces Pays, & afin que personne ne fût molesté dans sa Conscience, & dans la juste possession de ses biens; Que d'ailleurs S. A. le Seigneur Comte Palatin ne peut pas avoir oublié ce qu'il promit au sujet de la Religion, & des Sujets Evangeliques, aux Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, lorsque la Convention provisionnelle de 1630. fut conclue, & qu'il se trouva en personne à la Haye, pour y obtenir l'exécution de ce Contract, ni ce que les Seigneurs Etats-Généraux lui ont souvent écrit sur ce sujet, & la réponse qu'il leur a faite; Et que bien particulièrement on est convenu par le Traité de l'année 1647. de faire enforte, que les Eglises, & les Ecoles, & leurs Revenus fussent restitués à ceux, auxquels ils avoient appartenus l'année 1609. lorsqu'on donna les Reversales; & que l'*Exercitium Religionis tam publici quàm privati* seroit remis & laissé dans la même situation, où il s'étoit trouvé

en 1612. *Qualibet anni parte* ; Que pour cette fin on avoit établi une Commission dans la Ville de *Duisbourg* en 1647. qui continua pendant onze Semaines, mais qui, à cause de la Fête de Paques, fut prorogée, jusqu'à ce qu'elle seroit passée ; qu'ensuite nous avons fort souvent insisté sur la résomption de cette Commission, à laquelle le Seigneur Comte Palatin avoit paru acquiescer au commencement ; quoiqu'ensuite il ait changé de sentiment, & n'ait voulu entendre à aucun Traité ; mais qu'il prétendit absolument, que tout restât sur le pié de l'année 1624 ; Qu'en attendant pourtant il n'avoit voulu rien changer à ses injustes & dures procédures envers nos Sujets Evangeliques dans les Duchez de Juliers & de Berg ; mais que tout au contraire il les avoit toujours continué sous le prétexte, que toutes les Conventions, *Concordata*, *Pacta*, & *Reversales*, qui avoient été faites à leur avantage, avoient été cassées & annulées.

Il est vrai qu'il se rencontra certaines circonstances qui furent cause, que le Seigneur Comte Palatin auroit volontiers souhaité, que la Convention de l'année 1647. eût été réglée de manière, que nous eussions aussi accepté l'année 1624. dans les Eglises, & dans l'Exercice de la Religion, puisque ce terme avoit été fixé dans les Traités de Paix de Munster & d'Osnabrug ; Mais n'ayant pu y consentir de notre côté, les choses furent réglées entre nous, comme nous avons dit plus haut ; d'ailleurs nous avons ensuite fort sou-

souvent fait représenter au Seigneur Comte Palatin de Neubourg, tant de bouche, que par écrit, par plusieurs Deputations, Conférences, & même par nos Lettres, que les Traités de Westphalie ne pouvoient pas servir de règle à notre Convention sur les années, parce que les Griefs de Religion dans le Pais, Juliers de n'avoient jamais eu de connexion avec les Griefs de l'Empire, & n'avoient jamais eu part à la Guerre dans l'Empire Romain, & que par conséquent ils ne pouvoient pas cesser *duplici ratione per generalem dispositionem super gravaminibus Imperii*, que d'ailleurs Son Altesse Palatine n'étoit pas encore contente, à l'heure qu'il étoit, de ce Traité de paix, & n'avoit pas voulu le faire signer par ses Ministres; qu'il avoit plutôt protesté contre l'un & l'autre point; & ainsi qu'il ne pouvoit pas prétendre tirer avantage *ex actu impugnato*, parce qu'il avoit lui-même agréé dans la dernière Convention provisionnelle *Terminum Restitutionis Gravatorum* de l'année 1612. au lieu de l'année 1624., & par conséquent que son consentement avoit précédé de six mois, celui de l'Empire, qui ne passa que dans le Mois de Novembre 1648. Et quoi que, comme nous avons dit, le Comte Palatin eût volontiers souhaité, que ledit *Terminus Restitutionis* eût été réglé sur l'année 1624. nous en avons expressément fait protester par nos Ministres d'Etat, & par nos Ministres Plénipotentiaires, & avons pris nos Conclusions en conformité de ces protestations. Nous avons encore insisté sur la même chose

chose auprès du Seigneur Comte Palatin , après que l'Instrument de la Paix fut conclu le 24^{me}. d'Octobre 1648. & nous l'avons pressé par plusieurs de nos Lettres, comme Nous le lui avons fort souvent fait remonter de bouche, & par écrit, par nos Ministres & nos Envoyés , & avons fait dresser cette Convention provisionnelle non-seulement sur les points de la Religion, mais aussi sur plusieurs autres très importants; & que par conséquent il n'appartient pas au Seigneur Comte Palatin de vouloir se rapporter à certains Articles, & de s'éloigner ensuite de plusieurs autres ; Il s'ensuivroit encore , qu'aucunes Conventions faites entre les Electeurs & les autres Princes, ne pourroient être d'aucune durée, si Elles pouvoient être interprétées, & rompues de cette manière de part & d'autre ; sans qu'il soit besoin de faire ici mention, que toute l'affaire de la Succession de Juliers, & ainsi *cum omnibus dependentiis*, entre lesquelles l'affaire de la Religion est la principale, a été renvoyée, dans la Négociation de cette Paix, à une décision, ou Négociation ultérieure ; comme les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale, les Comtes de Nassau, & de Lemberg, Volmar & Cran, s'en sont expliqués au nom de Sa Majesté Impériale dans une proposition formelle, & ont avoué, que le Seigneur Comte Palatin étoit obligé d'observer l'année 1612. & de se conformer, au sujet de la Religion, suivant cette Convention provisionnelle. Tous ces motifs , & toutes ces raisons en général, & en particulier, étant d'une telle nature, qu'El-

qu'Elles ne peuvent pas être contredites, ni refutées, avec aucun fondement; Il se trouve cependant que le Seigneur Comte Palatin de Neubourg ne s'attache uniquement jusqu'à présent qu'à l'observation, & à la règle de l'année 1624. & qu'il ne pense en effet à rien moins, qu'à consentir à la Restitution suivant la teneur de nos Conventions; qu'il continue, jusqu'à l'heure qu'il est, les vexations & les oppressions par ses Officiers, dans plusieurs endroits; Enfin on soutient toujours, du côté du Seigneur Comte Palatin, comme on l'a fait encore tout nouvellement par un Edit imprimé à Dusseldorp en date du 7^{me}. de Mars, que tous les Pactes, Reverfals, Contrâcts & Transactions, qui ont été faites ci-devant dans l'un ou l'autre Endroit, & qui sont contraires aux Réglemens & à l'observation de la dite Année 1624., ne peuvent lui préjudicier, & sont comme nulles & de nulle valeur. Cependant il ne lui est pas permis d'expliquer arbitrairement, & de donner un sens contraire aux Reverfals, qui ont été accordées par Nous deux aux Etats des Pays de Juliers & de Berg, & par lesquelles nous sommes indispensablement obligés, en vertu de notre saint engagement & promesses, de les maintenir & de les défendre; comme il ne lui a pas été permis non plus, de se retracter en partie de la Convention provisionnelle de l'année 1647. pendant qu'il veut qu'elle soit observée en partie. S'il veut soutenir, que ladite Convention est invalide & insuffisante dans l'une ou l'autre chose,

chose, Elle ne nous obligeroit & n'engageroit non plus que les autres, en aucune manière, & nous nous trouverions en même tems les mains libres; D'autant que par cette Convention nous avons été préjudicié de la moitié, & que contre sa teneur son Alt. le Seigneur Comte Palatin, s'est engagé d'autre part par des Traités & Conventions particulières; & que depuis ce tems il n'a pas seulement occupé ces Pays arbitrairement, mais qu'il en a tiré par force des sommes immenses d'argent, tant en Contributions, que par d'autres Impôts, qui ont absorbé presque tous les biens de ces habitans; Ce qui ne manquera pas de nous porter un dommage considérable, lorsque ce différent sur la Succession fera un jour décidé.

C'est pourquoi nous nous sommes trouvés dans une nécessité indispensable, pour la Conservation, & pour la sûreté de nos droits, & afin que le Seigneur Comte Palatin fût mis à la raison, & que les Etats & les Habitans de nos deux Duchez de Juliers & de Berg, fussent maintenus dans leurs Privilèges, droits, immunités, & dans la liberté de conscience, suivant la teneur des Reversales, délivrés de tant d'oppressions & persécutions, & remis dans leur première situation & tranquillité, de nous assurer par l'assistance divine de quelques Places très nécessaires. Nous ne doutons pas non plus, que Sa Majesté Impériale, tous les autres Potentats, les Electeurs, & les Etats de l'Empire n'approuvent notre bonne intention, & ce que nous n'avons entrepris que pour soutenir nos justes

justes droits & prétentions & qu'ils ne s'engageront en aucune manière avec le Seigneur Comte Palatin ; mais que plutôt, sur notre requiſition , ils nous prêteront toute aſſiſtance & ſecours & qu'ils nous maintiendront dans nos juſtes prétentions. Fait à Cleves le 13. Juin 1657.

Signé

FREDERIC-GUILLAUME.

Comme l'Electeur ſavoit que le Duc de Neubourg faiſoit des levées à toute force pour ſe mettre en état de déſenſe, il ne s'en tint pas aux paroles, il paſſa d'abord aux effets en faiſant entrer ſes Troupes ſous la conduite du Baron de Sparr, dans le Duché de Berg, où il s'empara d'abord d'Angermund, de Rating & d'Angerort, d'où il mit tout ce Duché ſous contribution ; mais en aſſurant les habitans de tous côtés qu'elles ne dureroient qu'autant que le Comte Palatin continueroit à ſe conduire contre les Traités, Conventions, Reverſales &c. envers ſes Sujets Proteſtans.

Le Comte Palatin commença par porter ſes plaintes à la Cour Impériale, ſur le Procédé de l'Electeur, & en même tems il répondit au Maniſeſte de ce Prince par l'Ecrit ſuivant (a).

NOUS WOLFGANG-GUILLAUME
par

(a) Ibid. p. 77. Londorp, Chap. CLI. p. 624.

par la Grace de Dieu , Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juliers, de Cleves & de Berg , Comte de Veldentz, de Spanheim, de la Marck, de Ravensberg & de Meurs, Seigneur de Ravenstein &c. &c. &c. faisons savoir à un chacun, particulièrement à nos Grands Baillifs, à notre fidèle Noblesse & aux autres Etats & Villes, comme aussi à tous nos Juges, Prévôts, Commandans, & à tous nos autres Habitans & Sujets, tant Ecclésiastiques que Séculiers, de nos Duchez de Juliers, de Cleves & de Berg, & des Comtez unis & y appartenans de la Marck & de Ravensberg &c. &c. &c. qu'il y a quelques jours qu'un Corps considérable de Troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie de S. A. E. de Brandebourg est entré dans notre Duché de Berg, sans que nous nous y soyons attendu, & sans aucune denonciation préalable de prétensions (en conformité de la dernière Convention faite l'année 1647. entre S. A. E. & nous) & sans aucune Déclaration de rupture dudit Contrat de l'amitié, de l'Estime & de l'Union, que nous avons toujours entretenu avec Elle, & dont nous avons attendu de son côté un retour sincère pour l'avenir; que ledit Corps de Troupes a attaqué les armes à la main, & avec des grénades, notre Château Ducal d'*Angermund*, qui n'est pas fort éloigné de notre Résidence: que dans leur première attaque ils y ont tué plusieurs Bourgeois & Habitans, & ne pouvant se rendre si-tôt maîtres du Château, qu'ils ont pillé tout ce qui se trouvoit dans ce Bourg & dans l'Eglise.

se.

e, ayant fait la même chose dans le Bourg
e *Mulchem*, où ils ont fendu la tête à un
eune Enfant, que la Mere portoit entre ses
bras; qu'ils ont ensuite attaqué le petit Vil-
lage de *Pempelfurth* qui n'est éloigné d'ici
que de la portée d'un Mousquet: où ils ont
encore pillé jusqu'à la Metairie, qui nous
appartient en propre personne, & en ont
emmené de force tout le bétail, & emporté
tous les meubles, qu'ils ont trouvé dans les
maisons, qui y appartiennent aux Bourgeois
d'ici; que ce Corps de Troupes a encore
déclaré ouvertement, qu'il étoit d'intention
de continuer ces Hostilités contre Nous, nos
villes, & Pays; comme effectivement ils
semblent encore un plus grand nombre de
cavalerie, & d'Infanterie, & toutes sortes
d'attirails de Guerre, comme des Canons,
des Munitions, &c.

Toutes ces choses se sont passées, com-
me Nous avons déjà dit, sans que Nous
ayons été avertis de la moindre raison ni pré-
texte, encore moins que nous nous puissions
avoir une Idée, de ce qui a engagé S. A. S.
Electoral à cette Rupture de paix, & à
ces violences si impreuves, sans avoir fait
annoncer auparavant, qu'il ne vouloit plus
entretenir la Paix, & nos Conventions; ou
au moins d'avoir préalablement fait in-
sister ses prétensions, & demander une satis-
faction amiable; Ce qui certainement est une
action inouïe entre les Chrétiens, & encore
plus entre les Electeurs & les Princes de l'Em-
pe, qui sont unis par Parentage & par une

Tome I. N *ami-*

amitié si étroite; & ce dont même on trou-
vera peu d'exemples parmi les Barbares.

C'est pourquoi Nous avons eu de la peine
au commencement, de nous imaginer, qu'une
cette action, qui repugne diamétralement
contra omnem naturalem rationem & huma-
nam fidem, ait été entreprise du consente-
ment & par les ordres de S. A. S. E., que
nous considérons comme un Prince Allemand
& bien particulièrement comme l'un des
principaux Electeurs, qui, à cause de ses hau-
tes & excellentes dignités & Prérogatives
en vertu de la Bulle d'or, & de la pacifi-
cation des affaires Ecclésiastiques, & civile
& d'autres Constitutions salutaires de l'Em-
pire, se trouve si saintement engagé à leur ob-
servation, & à leur exécution, tant pour
lui-même, que par rapport à ses Ancêtres
& à ses héritiers; & par conséquent qui
doit pas seulement s'abstenir de ces violences
ouvertes, qui sont absolument défendues par
tous les droits divins & humains, mais
doit aussi empêcher dans l'Empire *omni-*
busque viribus, que les autres ne le fassent.

Comme pourtant nous avons reçu ensuite
la Copie d'une Patente, qui a été expédiée
au nom de S. A. S. Electorale, & affichée
aux portes d'*Angermund*; ce qui a été fait
aussi dans plusieurs autres endroits de nos
Pays, & par laquelle nous avons vu, que
ladite A. S. Electorale a taché d'insinuer aux
Esprits foibles, parce que tout homme im-
partial & entendu, comprendra d'abord
l'insuffisance des raisons qui y sont alleguées,
co:

comme quoi S. A. S. Electorale , pour maintenir les Sujets de nos deux Duchez de Juliers & de Berg dans leurs Priviléges , Droits & Immunités en vertu des Reversales accordées à ces Pays 1609. ; en pour les délivrer des oppressions continuelles , qui leur ont été faites de notre part ; & enfin pour leur procurer leur premier état & repos ; s'étoit trouvée dans une nécessité indispensable , de se mettre en possession de quelques Places ; En y enjoignant en même tems très serieusement à tous nos Officiers , & à tous nos Sujets , qu'ils ne consentent pas à nous donner , & à nous payer , aucunes contributions & Impots , quelque nom qu'on leur puisse donner , ou sous quelque prétexte que ce puisse être , & qu'ils ne nous prétent aucun secours , & assistance , ni actuellement , ni par leurs Conseils , soit directement ou indirectement mais qu'ils se tiennent uniquement attachés à S. A. S. Electorale , & à ses héritiers ; Et en cas , qu'ils vinssent à se soustraire à leur devoir & affection envers sadite A. S. Electorale , pour s'attacher pour l'avenir à Nous , & qu'ils nous donnassent le moindre secours , & assistance , qu'ils ne jouïroient plus alors comme à présent , & à présent comme alors , de leurs Priviléges , Libertés , Droits , Immunités , & Bénéfices , dont eux & leurs Ancêtres ont été en possession , ou qu'ils ont obtenus par les Reversales , ou *per novas Concessionones & Indulta* , & qu'outre cela S. A. S. Electorale les regarderoit & les traiteroit , en général , &

en particulier , comme des Rebelles , & comme ses Ennemis déclarés &c. &c. &c.

C'est pourquoi nous avons jugé qu'il étoit de la dernière nécessité , pour sauver & pour défendre notre bonne Réputation , la gloire de notre nom , & la justice de nos Ordonnances , de faire publier cette Réplique sincère , & de faire voir à tout le monde non-seulement avec combien peu de raison , on nous accable de pareilles accusations très-sensibles , mais quelles peines & quels soins nous nous sommes toujours donnés par une amitié & affection vraiment paternelle , pour la conservation de nos Pays , de tous nos Etats , & de nos Sujets non-seulement au désavantage de nos propres intérêts , mais au hazard & au péril de notre propre personne , & de notre vie , & que nous avons toujours cherché d'entretenir & de cultiver l'étroite Alliance , qui subsiste entre notre Maison & celle de Brandebourg : & de vivre avec Elle dans une parfaite paix & union.

Et que tout au contraire on a toujours contrevenu du côté de l'Electeur de Brandebourg , au grand préjudice & à la perte totale de nos Sujets , à plusieurs importants Contrâcts , que nous avons faits entre nous.

Premièrement il est notoire à tout l'Empire , qu'après le Décès de notre très cher Oncle , le Sérénissime Prince , & Duc *Jean Guillaume* , Duc de Juliers , de Cleves , & de Berg &c. &c. &c. Nous avons entrepris,

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 197

pris , de nous mettre en possession l'année 1609. *justissimo titulo & legitimo modo* , des Duchez dévolus de Juliers, de Berg, & de Cleves, & des Pays qui y appartiennent, au nom & par un ordre spécial de notre gracieuse Mere , la Sérénissime Princesse *Anne* , Comtesse Palatine en Bavière, & Duchesse de Juliers & de Berg, de gl. mém , comme étant propre sœur du susdit notre Oncle le Duc de Juliers, existante encore en vie dans ce tems, & se trouvant la seule héritière légitime de ces dits Duchez & Pays, en vertu des Privilèges, Concessions & Habilitations des précédens Empereurs Romains , les Seigneurs Directs de ces Pays.

Mais lorsque le Sérénissime Seigneur *Jean-Sigismond*, Markgrave & Electeur de Brandebourg, & ayeul de S. A. E. à présent regnante, prétendit aussi à la possession de ces Duchez au nom de son Epouse, la Sérénissime Princesse *Anne*, Markgrave & Electrice de Brandebourg, née Duchesse de Prusse, & qu'il en fit prendre possession réelle par son Frere, feu le Seigneur *Ernest* Markgrave de Brandebourg; Nous nous sommes à la fin résolus, pour entretenir la paix & la concorde, & pour prévenir la ruine du Pays & des Sujets, & bien spécialement par l'interposition amiable de feu le Seigneur *Maurice*, Landgrave de Hesse, de convenir dans la même année, & dans la Ville de *Dortmund*, d'une Administration provisionnelle, & de la jouissance commune de ces Pays. Mais les Brandebourgeois contrevinrent peu de tems après, & dès l'année 1614. à

cette Convention, par des machinations secrètes contre notre Résidence, & en faisant sortir nos Troupes, qui se trouvoient conjointement avec celles de Brandebourg, en Garnison dans la Ville de Juliers, laquelle ils occupèrent ensuite seuls & à notre exclusion, comme ils firent aussi de plusieurs Bailliages voisins dans ces Duchez. Et lorsque l'on convint de redresser tous ces excès par une Négociation amiable dans la Ville de *Santen*, elle fut bientôt rompue; Et les Brandebourgeois recommencèrent de nouveau à se saisir *de facto* du Comté de Ravensberg, & de plusieurs Bailliages entiers, dans nos Duchez de Cleves & de Berg, sans que nous leur en ayons donné le moindre sujet; ce qu'ils ont toujours continué, jusqu'à ce que par la Grace de Dieu nous recouvrâmes l'année 1622. & ensuite successivement les Bailliages, qu'on nous avoit enlevés de cette manière par force, & *contra pacta conventa*, & qu'enfin une bonne partie du Duché de Cleves, & les deux Comtez de la Marck & de Ravensberg, excepté les Villes de *Säft* & *Lunen*, furent soumis à notre pleine puissance.

Ce qui prouve clairement, que tous les maux, préjudices, & dommages, qui sont arrivés à nos chers & fidèles Sujets, tant par la contravention de Brandebourg contre ladite Convention, & par ses invasions arbitraires de tant de Bailliages, qui ensuite par notre recouvrement, ne peuvent absolument être imputés qu'à l'Electeur de Brandebourg.

Et quoi que nous ayons remporté un avantage si considérable, & la possession de la plupart de ces Pays, & que nous puissions nous flater d'être en état, de nous y maintenir avec l'assistance Divine ; Cependant comme les Troupes Auxiliaires réciproques accabloient presque entièrement nos pauvres Sujets, leur misère nous toucha plus sensiblement, que notre propre intérêt ; & comme dans ce tems, il n'étoit pas dans notre propre pouvoir, ni dans celui de l'Electeur de Brandebourg, d'en délivrer nous & nos Pays ; Nous résolûmes par une affection gracieuse & paternelle pour nos Sujets, & pour rétablir la première confiance entre la Maison Electorale de Brandebourg & la nôtre, de faire un dangereux & coûteux Voyage à *Madrid* en Espagne, où nous fumes assez heureux d'obtenir de Sa Majesté Royale, que lorsque nous & l'Electeur de Brandebourg nous accommoderions sur la possession & l'Usufruit de ces Pays, les Troupes Espagnoles évacueroient ces Pays, à condition pourtant, que les Etats-Généraux des Provinces-Unies promettroient en même tems de faire retirer leurs Troupes de ces Pays ; & qu'on remettroit à chacune de ces Puissances alliées, trois Villes fortifiées, où elles conserveroient leurs Garnisons.

Comme effectivement, dans cette seule intention, & non-obstant le considérable recouvrement, que nous avions déjà fait de ces Pays, Nous nous accommodames l'année 1629. avec feu le Seigneur Electeur *George-Guillaume*, Pere de S. A. S. Electorale

rale à présent régnante , de manière que non-seulement tout ce qui avoit été recouvré dans le Duché de Cleves, & dont nous nous trouvions réellement en possession, c'est-à-dire non seulement tout le Duché, mais aussi tout le Comté de la Marck, & deux Bailliages dans le Comté de Ravensberg lui seroient restitués, & que la Régence & l'Usufruit lui en seroient provisionnellement accordé pendant 25 ans.

Ce qui fait connoître avec évidence, que nous avons fait des réflexions plus sérieuses sur la conservation de ces Pays & de leurs Habitans, que sur notre propre intérêt & sur notre avantage; & quoi que la Maison de Brandebourg retirât de nos mains par notre seule amitié & par les motifs susdits, une partie si considérable de ces Pays, en vertu de ladite Convention, qui non-seulement a été souvent confirmée par la propre signature, & par les sceaux de sadite A. S. Electorale, mais qui a été aussi approuvée & ratifiée en 1630. par les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies; cependant il est notoire, que S. A. S. Electorale à présent régnante a contrevenu de nouveau à cette seconde Convention, seize ans après qu'Elle avoit été exactement observée, & par conséquent peu de tems après la mort de feu le Seigneur Electeur son Pere, & sept ans avant que les 25. années stipulées fussent expirées; & qu'Elle a causé à nous & à nos Pays un dommage inexprimable par une Entreprise arbitraire, & par l'invasion violente de ses Troupes dans notre Duché de Berg. Cependant,
pour

pour prévenir encore la ruine totale de nos Pays & de leurs Habitans, nous nous laiffames encore émouvoir, de conclure dans le Mois d'Avril de l'année 1647. une troisiéme Convention avec les Plénipotentiaires, que S. A. S. Electorale Nous avoit envoyés, & par laquelle il fut convenu, que le Seigneur Electeur resteroit en possession du Duché de Cleves, du Comte de la Marck & de ceux des meilleurs Bailliages dans le Comté de Ravensberg ou de la Seigneurie de Ravensstein: Comme Nous de notre côté conserverions la possession de la jouissance paisible des deux Duchez de Juliers & de Berg, jusqu'à ce que cette affaire fût décidée ou *Via juris*, ou *amicabili Compositione*.

Son Altesse Sérénissime Electorale a également confirmé cette Convention par sa signature & par l'apposition de ses Sceaux, & promis sur sa parole, qu'il l'observeroit exactement, après que non-seulement il l'eut préalablement examinée assez longtems, & l'eut fait coucher par écrit par ses propres Ministres; mais qu'il en eut délibéré aussi avec les Seigneurs États-Généraux, pour obtenir leur approbation.

Et comme de notre côté nous n'avons pas manqué jusqu'à présent, de l'exécuter très-fidèlement, & que personne ne pourra nous reprocher avec quelque ombre de vérité, que nous y ayons contrevenu dans un seul point; Nous nous ferions aussi persuadé avec raison, que S. A. S. Electorale de son côté auroit inviolablement exécuté, ce qu'Elle avoit si saintement promis sur sa

parole, par sa signature & par ses Sceaux; & jamais il ne nous seroit tombé dans l'esprit, qu'Elle prendroit la résolution, sans aucune raison, & sans que Nous lui en eussions donné occasion, de nous attaquer à l'improviste, & d'envahir nos Pays d'une telle manière; & cela d'autant plus, que nous nous sommes toujours persuadés, que nous vivions avec S. A. S. Electorale dans une harmonie & amitié constante, comme il lui a plu de Nous en assurer itérativement par plusieurs de ses Lettres, & que par conséquent nous n'avions rien moins à craindre d'Elle qu'une invasion si subite.

S. A. S. E. tâche de colorer ces Entreprises violentes du prétexte controuvé, qu'elle ne s'y est déterminée, que dans l'intention de sauver nos Sujets de leurs misères, & des oppressions, qu'ils ont souffertes de notre part, comme on le dit, dans les Patentes imprimées de Brandebourg. Mais cela ne fera certainement aucune impression sur les personnes raisonnables & impartiales, & qui d'ailleurs connoissent notre conduite & notre inclination naturelle pour la paix.

Or premièrement, tant celui, qui a dressé cette Patente, que tous ceux, qui ont donné de si sinistres impressions de notre personne à S. A. S. E., nous ont fait une injure atroce par ces fausses accusations, nous en appellons aux Etats, Sujets, & habitans de notre Duché de Cleves, & des deux Comtez de Ravensberg & de la Marck, lequel de nous deux a le plus gravé & opprimé jusqu'à présent les Etats & les Sujets,
qui

ni nous ont été assignés provisionnellement.

Et quoique quelques-uns des Etats de Juliers & de Berg aient voulu insinuer à Sa Majesté Impériale , que leurs Privilèges & coutumes n'avoient pas été observées trop exactement dans plusieurs rencontres , pensant que la dernière Guerre avoit subsistée en Allemagne ; cependant nous y avons répondu devant Sa Majesté Impériale , & fait plusieurs Remontrances à nos Etats même , sur quelques-uns de leurs griefs , en sorte qu'ils se sont cordialement reconciliés avec nous depuis longtems dans l'année 1649. , & que toutes mesintelligences entre nous furent alors entièrement assoupies. Nous sommes outre cela bien persuadés , que nos Etats de Juliers & de Berg n'ont pas imploré la protection de S. A. S. E. contre nous , & ne lui ont pas demandé les effets de ces moyens violens , & qui sont même contraires à leur propre tranquillité.

C'est pourquoi il nous a paru fort étrange , qu'on ait osé nous accuser de cette manière , dans la Patente de S. A. S. Electorale , & qu'on y ait coloré la contravention ouverte aux Conventions , & les actions violentes qui ont suivi , du prétexte d'une Protection si nécessaire pour nos Sujets.

Mais parce qu'il a été si sérieusement défendu , & sous de grandes peines dans la Paix générale de l'Empire ; qu'aucun Etat eût la hardiesse de séduire les Sujets d'un autre Etat , que d'ailleurs l'Electeur de Brandebourg ne peut nier avec vérité , que le
Grand-

Grand-Maitre & Comte de Schwartzenberg par ordre exprès du Pere de S. A. S. E. n'ait toujours conseillé pendant 25. ans à nos Etats & Sujets de Juliers & de Berg d'observer une obéissance & une fidélité parfaite envers nous ; c'est pourquoi il paroît avec d'autant plus d'évidence, quel excès S. A. S. Electorale a commis , lorsqu'Elle a pris la hardiesse de détacher de nous, nos propres Officiers, nos Etats & nos Sujets dans le Duchez de Juliers & de Berg, par des menaces rigoureuses, pour se les attacher à elle-même. Qu'Elle leur a défendu en même tems de nous fournir davantage les Impôts & les Contributions, & de nous prêter la fidélité, & l'obéissance, qu'ils nous doivent. Dont S. A. S. Electorale auroit eu d'autant plus de raison de s'abstenir, qu'Elle même avoit renouvelé & confirmé tous les points & Clauses, dont on étoit convenu, les années 1629. & 1630. par la Convention qui fut faite entre Elle & Nous l'année 1647. & que spécialement rien n'y a été changé ni innové.

Et supposé même qu'il se trouvât encore quelques différens entre nous & nos Etats & Sujets, qui ne seroient pas encore applanis, il n'appartenoit pas à l'Electeur de Brandebourg de s'en approprier la connoissance ; Encore moins peut-il s'excuser, de s'être servi de ce prétexte, pour exécuter de nouveau une Entreprise si violente ; d'autant que dans les Conventions de 29. & de 30. on est convenu d'une Méthode juste & sûre, pour applanir les différens, qui pourroient survenir

entre Lui & Nous, mais sur laquelle la
maison de Brandebourg a aussi peu réfléchi,
sur plusieurs autres choses. Comme
donc ces sortes d'invasions & d'attentats,
tant des faits, qui non-seulement sont défen-
sus par la Sainte Ecriture, par les Loix divi-
nes & humaines, par la Paix Ecclésiastique
Civile, par toutes les Constitutions de
l'Empire, & dernièrement par la Paix de
Münster & d'Osnabrug; qu'il repugne mê-
me au Droit des Gens & de la Nature, d'atta-
quer d'une manière si violente, & si peu at-
tendue, un Prince paisible, & un si proche
voisin, sans aucune offense préalable; de
porter par là dans une ruine totale ses pau-
vres Sujets, qui n'avoient déjà que trop souf-
fert par la précédente Guerre, & enfin de
fournir par ce moyen l'occasion à de nou-
veaux troubles & mouvemens dans l'Empire;
nous avons droit de protester premièrement
contre cette infraction ouverte de la Paix,
contre ces actions violentes, contre toutes
ces injustices & contre l'affront que nous
recevons, devant la face du Tout-Puissant,
devant Sa Majesté Impériale, devant tous
les Rois, Potentats, Electeurs & Etats de
l'Empire, devant les Républiques voisines,
& devant toute la terre raisonnable; & a-
près nous protestons de tous les préjudices,
dommages, ruptures & inconveniens, qui
peuvent arriver à Nous, à nos Pays & Su-
jets, comme à nos Co-Etats, voisins de l'Em-
pire, & à leurs Pays; Et nous nous réservons
la manière la plus authentique, tous nos
droits, & tous les moyens, dont nous pou-
vons

vons nous servir contre ceux, qui y coopreront en quelque manière que ce soit, par leurs conseils, ou par des effets. Nous mettons en même tems notre ferme confiance en Dieu, qui connoit notre innocence, la justice de notre cause, qu'il nous prête son bras puissant; Et nous espérons, que sa Majesté Impériale, & tous les Potent Chrétiens, & particulièrement ceux, qui sont si saintement engagés à maintenir les Constitutions salutaires de l'Empire, & le Traité de la Paix générale faite à Munster nous assisteront efficacement contre une grande injustice, & contre une violence manifeste; Comme en même tems nous mettons une très-gracieuse confiance en notre Noblesse, nos Etats, & nos Sujets général, tant de notre Duché de Cleves, des deux Comtez de la Marck, & de Ravensberg, que de nos Duchez de Juliers & de Berg; & Nous leur défendons très-sérieusement en vertu de ces présentes sous peine de notre disgrâce, & de toutes celles, qui ont été imposées en pareil cas dans les Droits communs, dans les Resultats de l'Empire, & dans l'Instrument de la Paix & enfin sous celle de perdre tous leurs Privilèges, Droits, & Immunités, qu'ils ont obtenus de Nous & de nos illustres Prédécesseurs, de se laisser induire, ou détourner par les exhortations, & par les prétendues merces de la Maison de Brandebourg, de ne pas assister de toutes leurs forces contre ces procédés & violences injustes, qui ne peuvent être approuvées des Turcs & des Payes

êmes; & nous espérons tout au contraire qu'ils demeureront constamment & fidèlement attachés à nous, comme à leur légitime Prince & Seigneur.

Comme de leur côté ils peuvent être assurés, que Nous ne manquerons pas de les défendre, de les protéger, & de les soutenir en général & en particulier, de tout notre pouvoir & au peril même de notre sang, de notre vie, de tout notre bien & de nos Pays, & que nous tâcherons, de reconnoître, & de récompenser de notre bienveillance, leur fidélité & leur obéissance. Fait dans notre Résidence à *Dusseldorp* le 21^{me}, de Juin 1651.

(L. S.)

WOLFGANG-GUILLAUME.

Tous les Voisins des Etats de la Succession furent allarmez de cette première étincelle, ils craignirent qu'elle ne causât un incendie qui pourroit s'étendre dans toute l'Allemagne. L'Empereur sur-tout, qu'une nouvelle Guerre n'auroit pas accommodé, craignit à la Lecture du Manifeste de l'Electeur de Brandebourg, qui ne rouloit que sur la persécution des Evangeliques dans les Etats de Juliers & de Berg, que ce ne fût le Tocsin d'un complot entre tous les Etats Protestans contre les Catholiques, dans lequel la Suede pourroit bien être entrée. Mais bien loin que cela fût, *Biærnclov*, Ambassadeur de Suède étoit le premier à déclamer contre la

la

la conduite de l'Electeur de Brandebourg & a publier par tout que l'Empereur ne devoit pas souffrir qu'on troublât impunement la Paix nouvellement retablie. D'un autre côté le Pr. de Furstenberg, (le même qui a fait tant de Bruit sous le nom de Cardinal de Furstenberg qui prétendoit l'Electorat de Cologne) dont la sœur avoit nouvellement épousé le Vieux Duc de Neubourg, employoit toute la faveur qu'il possédoit alors à la Cour Impériale, pour engager l'Empereur à assister son Beau-Frere de Troupes & d'argent, il insinuoit qu'il falloit faire valoir les Loix de l'Empire contre l'Electeur, que cette entreprise cachoit quelque autre dessein, qu'on pouvoit lui refuser l'Investiture de Minden & d'Halberstadt jusqu'à ce qu'il eût donné une satisfaction convenable au Palatin, & que si on souffroit ces Excès, personne ne seroit à couvert de ceux d'un Voisin entreprenant. L'Electeur de Cologne avertit celui de Mayence qu'on étoit à la veille des plus grands troubles, &, que la France, la Suede & les Etats-Généraux étoient les moteurs de l'Entreprise de l'Electeur.

L'Empereur, qui ne désiroit rien plus que de maintenir la Paix dans l'Empire, afin que ses Pays Héréditaires eussent le tems de se rétablir, & qu'il put remettre les rênes de l'Empire à son fils, dans des circonstances paisibles & tranquilles, jugea à propos d'interposer son autorité pour arrêter cet incendie avant qu'il pénétrât plus avant: ainsi pendant que l'on dressoit les Lettres avocatoires pour défendre aux Troupes de Brandebourg d'en-

entrer dans les Etats du Duc de Neubourg, Sa Majesté Impériale écrivit à l'Electeur pour l'engager à mettre bas les armes, & à s'accommoder avec le Comte Palatin, s'il ne vouloit encourir son indignation. *Frédéric-Guillaume* répondit „ qu'il n'avoit pas pris les armes, dans le dessein de troubler l'Empire, mais uniquement pour faire cesser la persécution sous laquelle gémissoient ses Sujets des Duchez de Berg & de Juliers qui imploroient sa protection. Que d'un autre côté il étoit bien informé des préparatifs que faisoit le Duc de Neubourg, qui avoit déjà fait entrer dans son Pays un corps de Lorrains, & qui refusoit de s'en tenir aux Reversales données, peu après la mort du Duc *Jean-Guillaume*, aux Etats de ces Provinces. Conduite d'autant plus blâmable qu'il ne tenoit la composition de ces Etats que de la liberalité de l'Electeur *Jean-Sigismond*, dont il l'avoit obtenue par *secario*, sans porter préjudice aux Droits de la Maison de Brandebourg. Que cependant le Duc n'avoit point cessé de violer toutes les Conventions jusqu'à appeller des Espagnols dans ces Etats, dont il avoit dépouillé l'Electeur, ne suivant de loi, que celle de son bon-plaisir. Que pour lui, Electeur, il n'avoit pu admettre la Commission que Sa Majesté Impériale avoit nommée pour régler ce qui concernoit la Religion, parce qu'elle étoit fondée sur la règle prescrite par la Paix de Westphalie qui ordonne de remonter à l'an 1624. Qu'au reste il consentoit volontiers qu'on décidât

„ dât la dispute sur la Succession de la n
 „ nière qui est prescrite dans le Traité
 „ Westphalie , qu'en attendant on ne p
 „ voit trouver mauvais qu'il défendit
 „ Droits & même qu'il priât l'Emper
 „ de le maintenir dans la Possession, don
 „ Duc de Neubourg cherchoit à le depo
 „ ler”.

L'Electeur persuadé, à la lecture des L
 tres de l'Empereur, qu'on avoit prévenu
 Prince contre lui, ne se contenta pas de
 réponse que je viens de rapporter, il
 voya à Vienne le Baron de *Blumenthal*,
 de détruire ces mauvaises impressions,
 d'informer l'Empereur de toutes les circ
 stances de cette Levée-de-Bouclier, & lui
 présenter toutes les injustices auxquelles son
 re & lui avoient été exposés de la part du
 de Neubourg, qui s'étoit ligué avec le
 de Lorraine & l'Evêque de Munster dan
 vûe de le dépouiller des Etats de cette
 cession puisque non-seulement il avoit
 reçu des Lettres qui l'en menaçoient,
 même que le fils du Duc s'étoit vanté
 dans peu il ne posséderoit pas un pouce
 Terre dans le Duché de Cleves; & q
 n'avoit attendu pour exécuter ces menas
 que son départ pour la Prusse. Qu'il
 jugé à propos de prendre des mesures
 défendre ses Droits sans vouloir causer
 moindre préjudice à la Religion Catho
 Romaine. L'Electeur fit assurer l'Empe
 par ce Ministre qu'on ne devoit pas c
 dre que cet incendie s'étendît plus l
 puisque cette querelle n'interessoit qu

le Duc de Neubourg, & qu'il se flattoit que l'autorité de Sa Majesté Impériale empêcherait que quelqu'un de leurs Voisins se mêlât d'une querelle qui devoit être décidée entre le Duc & lui. Quant à la rejection de la Commission Impériale, l'Electeur fit remonter à l'Empereur, par son Ministre que le Duc, en avoit obtenu la nomination *obrepticè* & à son préjudice, en dissimulant à Sa Majesté Impériale que les démêlez de Religion, dans les Duchez de la Succession, ne pouvoient être décidés que suivant les Traités particuliers, & non suivant la règle du Traité de Westphalie, en sorte que s'il admettroit cette Commission, il donnoit lieu au Duc d'enverser tous ces Traitez. Outre que la règle du Traité d'Osnabrug étant antérieure au dernier Traité entre l'Electeur & le Duc, naturellement un Contract antérieur ne pouvoit déroger à un postérieur; que même le Duc n'avoit point pensé d'abord autrement, jusqu'à ce que voyant que l'Electeur refusoit d'admettre ses fausses interprétations, il avoit opposé, comme un temperament, d'admettre la règle du Traité de Westphalie, que l'Electeur de son côté devoit rejeter comme très-préjudiciable aux Eglises Evangeliques, d'où le Duc avoit pris occasion de vouloir l'introduire de haute lutte (a).

L'Electeur de Saxe que l'Empereur avoit consulté particulièrement sur les mesures qu'il devoit à propos de prendre pour arrêter cette

(a) Puffendorf Historia Frederici Wilhelmi Lib. 4.

cette guerre avant qu'elle eût éclaté, se joignit à Sa Majesté Impériale pour engager l'Electeur de Brandebourg à mettre bas les armes; il lui écrivit en ces termes (a).

P. P.

Nous avons été informés par les Gazettes ordinaires au milieu du mois passé de Juin que V. A. S. E. avoit assemblé un Corps de Troupes, dans l'intention d'entrer dans le Duché de *Berg*, & d'y attaquer certains Etats droits à force ouverte; & qu'effectivement Elle y a déjà commis plusieurs actes d'hostilité; qu'à ce sujet Elle s'étoit servi du prétexte specieux; que dans notre dernière entrevue à notre Château de *Liechtenberg*, Vous aviez acheté, & acquis notre légitime droit sur ces Pays, & d'autres de Juliers, en nous cédant les Evêchés de *Magdebourg* & *Halberstadt*, sur lesquels Nous avons dû acquiescer à une juste prétension par la Paix d'*Osnabrug*.

Comme cependant il Vous est aussi bien connu, qu'à nous même, que cette prétendue Convention n'eut alors aucun effet. Nous avons regardé ces nouvelles, comme étant sans aucun fondement, & comme des inventions des Nouvellistes.

Et quoique ce bruit continuât, & nous ne fût infinué d'une semaine à l'autre; nous n'avons pourtant pas voulu y ajouter foi, jusqu'à ce qu'il

(a) *Londorp, Acta Publica* Liv. IV. Chap. 152. p. 60.

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 213
à ce qu'il a plû à Sa Majesté Impériale,
notre très gracieux Seigneur, de nous infor-
mer par sa Lettre en date du 3^{me}. de ce
mois, de ce qu'Elle avoit fait insinuer à V.
A. S. E., sur les instances reiterées du
Comte Palatin *Wolfgang-Guillaume*; qu'Elle
vous avoit instamment exhorté à renoncer à
vos Entreprises, en vous faisant voir avec
 évidence le péril inévitable, qui menaçoit
notre chère patrie si vous continuiez de vous
servir plus longtems de vos armes. Elle
a en même tems très-gracieusement requis
notre sentiment, & notre avis sur les moyens
de prévenir tous mouvemens, & pour con-
server le Repos & la Paix dans l'Empire.
Nous avouons, (quoi qu'aucun Electeur de
l'Empire ne peut avec bienséance refuser
les bons Conseils à l'Empereur, sur-tout dans
ces sortes de cas) que pourtant nous avons
longtems balancé, si nous devions découvrir
à Sa Majesté Impériale nos très-humbles
sentimens sur vos Entreprises présentes; a-
vant que d'en avoir communiqué avec V.
A. S. E.; Mais nous ressouvenant de l'a-
mitié sincère & cordiale, qui a toujours sub-
sisté entre Nous, & entre le Pere, &
l'Ayeul de Gl. M. de V. A. S. E.; que nous
sommes sorti en partie de Votre famille E-
lectorale; & que nos deux Maisons sont si
étroitement unies par plusieurs mariages;
que nous aurions à nous ressentir des Doma-
ges & des malheurs, qui arriveroient à Vo-
tre Maison, comme si cela arrivoit à Nous
même; Comme nous aurions à nous rejouir
au même tems de l'agrandissement heureux

& paisible de votre Maison ; Cette considération a tant prévalu, que nous avons mieux aimé pour cette fois, excuser très-humblement auprès de Sa Majesté Impériale le tardement de notre resultat ; & d'en avoir V. A. S. E. espérant, qu'Elle le prenne plutôt en bonne part, que d'y vouloir donner une mauvaise interprétation ; d'autant que nous considérons, & qu'Elle comprendra facilement, que, si ces hostilités continuoient le Comte Palatin de Neubourg seroit obligé de se mettre en défense, & d'implorer le secours de l'une ou de l'autre Puissance. Ce que V. A. S. E. ne manqueroit pas de faire aussi de son côté, comme les nouvelles publiques l'ont déjà marqué depuis quelque tems.

Mais tout homme sensé pourra prévoir évidemment, après un triste exemple tiré du sein de notre patrie, quel avantage peut retirer d'un tel secours. V. A. S. n'a pu se dispenser d'en convenir avec eux dans notre dernière entrevue. La fortune de la guerre est journalière. Celui qui au commencement a eu du bonheur, peut facilement tout perdre dans la suite ; les plus grands & les plus heureux Héros ont été à la fin obligés de convenir, que la fortune ne se laisse jamais enchaîner, & qu'elle reste toujours indépendante. Si de pareilles malheurs devoient arriver à V. A. S. (ce que pourtant nous ne lui souhaitons point) nous ne doutons pas, qu'Elle n'eût déjà fait de sérieuses réflexions depuis longtems, de quelle triste situation ses Pays Electoraux, & plusieurs autres, seroient réduits ; Vos

riez risqué de perdre les premiers , ou
out au moins ils seroient tombés au profit
es autres , au grand defavantage , &
la ruine totale de la patrie ; au sujet des
autres Pays , qu'est ce qu'on auroit pu atten-
re que des pertes & des malheurs sans
ombre. Il ne vous est pas inconnu quelle
ye , tous les Habitans de l'Empire de tou-
s sortes d'états ont ressentie ; & qu'ils se
nt estimés heureux , que les Troupes é-
angères aient enfin quitté notre Patrie ,
que nous avons congedié nos propres mi-
ces ; ce qui leur a enfin heureusement four-
les moyens de cultiver leurs terres avec
reté , & de jouir de leurs biens à leur
se ; si donc V. A. S. E. vouloit continuer,
ontre toute attente , dans ses opérations de
ierre , Elle peut compter par avance , que
us ceux , qui ont cru pouvoir se rejouir à
ésent de leur tranquillité présente , com-
enceroient de nouveau à s'attrister , à se
aindre , à soupirer , & à crier vangeance à
ieu sur ces nouveaux troubles ; sur-tout dès
l'on entendra que ce n'est pas un Etat , ou
ince ordinaire de l'Empire , mais un des
ecteurs , qui de gayeté de cœur jette sa
trie dans de nouveaux malheurs , y rallu-
e la guerre , & donne occasion de la faire
mber sous le joug pesant d'une Nation
rangere ; quoiqu'il soit constant que les
igneurs Electeurs , qui préféablement à
us les autres Etats ont obtenu de leur Pa-
e les premières dignités , des prééminences
des régales considérables , sont indispen-
ablement obligés suivant la Bulle d'or , &
les

les anciennes Constitutions de l'Empire, & conserver la Patrie dans ses premières Constitutions, Libertés, & prospérité; d'en loigner la domination des Nations étrangères, & de contribuer de toutes leurs forces & même à leur propre préjudice au profit & à l'honneur de leur Patrie.

On vient de divulguer au Nom de V. A. S. E. un Manifeste, dans lequel on tâche de justifier les motifs de votre Entreprise; Mais suivant les termes expres de la Paix de Westphalie, il n'est absolument pas permis à aucun Etat de l'Empire, de poursuivre ses Droits & prétentions immédiatement, & par la voye des armes; mais en cas de différens chacun doit avoir recours. &c. ou être regardé comme perturbateur du Repos Public.

La Paix générale de Westphalie défend également, qu'aucun Membre de l'Empire, de quelle dignité qu'il soit, ne fasse guerre, ou envahisse les Etats & Provinces d'un autre, sous quelque prétexte ou nom que ce put être &c. C'est pourquoi nous avons raison de douter, que V. A. S. E. puisse se disculper par les raisons alléguées que la Maison Palatine de Neubourg n'a pas satisfait aux Conventions mentionnées (lesquelles Nous, pour notre personne, & pour toute notre Maison, reconnoissons pour invalides, & nous nous reservons nos Droits & Prétentions aux Duchez de Juliers &c.); Et nous croyons, qu'il seroit plus convenable à la Paix générale, & à toutes les autres Constitutions de l'Empire, comme il auroit été

été plus salutaire pour V. A. S. E. si Elle même (supposé qu'Elle eût à se plaindre du Comte Palatin de Neubourg, au sujet de la Restitution des Eglises) avoit porté cette affaire devant les Commissaires, qui en conformité de la Paix générale ont été ordonnés par Sa Majesté Impériale, pour régler cette Restitution, que de s'être engagée dans une guerre très-dangereuse.

Pour ces raisons & plusieurs autres encore, nous n'avons pas pu nous dispenser, de vous faire ouverture de nos sincères & amiables sentimens, & de vous prier pour l'amour de vous même, de vouloir serieusement réfléchir sur les bons Conseils d'un ancien & véritable ami; de ne pas négliger les exhortations paternelles de Sa Majesté Impériale; & de ne vous attirer pas les Lamentations, les plaintes, & peut-être même les malédictions de notre Patrie commune. Nous espérons même, qu'Elle retirera ses Troupes de ces Pays, & se contentera de ce que la justice de l'Empire en ordonnera; ce qui ne manquera pas de lui acquérir la gloire, d'avoir mieux aimé affermir la présente tranquillité de notre Patrie, que de la replonger dans les précédens troubles & embarras. Surquoi, &c. &c. Fait à Dresde le 2. de Juillet 1651. (à S. A. S. E. de Brandebourg.)

(*Signé*)

J E A N - G E O R G E .

Cette Lettre fit impression sur l'esprit de l'Electeur de Brandebourg qui comprit que l'Empereur poussé par les Princes & Etats Catholiques de l'Empire prenoit des mesures pour appuyer le Comte Palatin; en effet la Cour de Vienne lui fit assez sentir, combien elle étoit irritée de ce qu'il troubloit une Paix à peine retablie; & il aprit que le Conseil Aulique étoit d'avis qu'on exhortât les Princes Voisins à secourir le Palatin. Les Catholiques de leur côté, irrités de la défense que l'Electeur faisoit aux Sujets de Berg & Juliers, de reconnoitre plus longtems le Comte Palatin pour leur Souverain, vouloient faire de ce démêlé particulier, une affaire de Religion, & prendre fait & cause pour le Palatin; enfin les Espagnols en prirent occasion de refuser d'évacuer Frankendahl. (*) Cependant le Ministre de l'Electeur exposa sa conduite dans un si beau jour, qu'il lui fut aisé de s'appercevoir que la Colere de l'Empereur n'iroit pas au-delà des menaces. En effet le Prince de *Furstenberg* sollicitant vivement l'Empereur d'envoyer au secours de son Beau-Frere, quatre mille hommes destinez à passer dans les Pays-Bas, ne put rien obtenir, & les Espagnols joignirent leur refus à celui de Sa Majesté Impériale aussitôt qu'ils furent convaincus que les Suedois ni les Princes Protestans d'Allemagne ne s'interessent pas pour l'Electeur; ce qui n'empêcha pas l'Empereur de desapprouver les demarches de celui-ci, dans la Reponse qu'il

(*) Puffendorf Hist. Fred. Wilhel. L. 6.

qu'il donna au Baron de *Blumenthal*, à qui il fit comprendre, que „ toutes les raisons „ de l'Electeur ne justifioient pas sa conduite, qu'ainsi il l'avertissoit de s'abstenir „ de toutes hostilitéz, & qu'il verroit avec „ plaisir qu'il se prêtât à des conditions raisonnables, ce qu'il pouvoit promettre „ pour le Comte Palatin; & qu'il nommeroit des Commissaires pour terminer ces „ différens, à l'amiable”. Enfin l'Empereur fit expedier un Rescript à l'Electeur, à qui Sa Majesté Impériale remontroit que „ quelles que „ soient ses plaintes contre le Comte Palatin, „ il étoit certain que celui-ci n'avoit pas pris les „ armes le premier, que l'Electeur n'étoit pas „ en droit de prendre fait & cause pour les Sujets de Juliers, encore moins de recourir „ aux armes pour leur procurer une satisfaction; Que si on leur avoit fait quelque „ injustice, ils pouvoient toujours avoir recours à l'Autorité Impériale, qui avoit établi une Commission à cet effet; Que „ tout ce que l'Electeur avançoit des desseins „ & des menées du Comte Palatin, n'étoit „ fondé que sur des conjectures, puisqu'on „ ne pouvoit montrer qu'il eût rien executé; „ qu'il étoit vrai qu'il avoit chassé quelques „ Pasteurs, mais que ce n'étoit pas là un „ sujet pour lequel on dût prendre les armes, puisque la porte à la justice est toujours ouverte. Sa Majesté Impériale finissoit ce Rescript par exhorter l'Electeur de s'abstenir de toutes voyes de fait, „ puis qu'autrement il seroit obligé d'avoir

„ re-

», recours aux moyens indiquez dans le Traité de Westphalie (a).

Pendant que cela se passoit à Vienne, les troupes de part & d'autre ruinoient ces pais, qui commençoient à peine à respirer. En vain les Etats de ces Duchez firent des Remontrances aux Princes possédans, ils furent obligez d'envoyer des Députez à la Haye pour représenter à L. H. P. le triste état, où leur pays alloit être réduit, si la guerre continuoit entre deux Princes dont les troupes pilloient & ravageoient tout, quoiqu'ils fussent respectivement leurs Souverains. Ces Députez implorèrent en même tems les bons offices de L. H. P. pour engager ces Princes à s'accommoder, & si cette voye étoit sans succès, ils sommerent L. H. P. de leur prêter la Garantie à laquelle elles étoient obligées par le Traité de *Santen*; & ces Etats se flatoient que la République prendroit le parti de l'Electeur, ce qui réduiroit bientôt le Comte Palatin à accepter des conditions raisonnables, sur-tout sur le fait de la Religion, qui étoit le Principal Grièf. Mais les choses étoient bien changées; le Prince d'Orange *Guillaume II*, qui avoit des vertus & des défauts, qui pouvoient en faire le plus grand homme de sa Maison, étoit mort au commencement de novembre de l'année précédente: ses projets ambitieux, ses violences, & ses attentats étoient trop récents, pour qu'on en eût perdu la memoire; & le

res-

(a) Puffendorf l. c.

essentiment général retomboit sur la Maison d'Orange & sur tout ce qui en dépendoit. L'Electeur avoit épousé la sœur de ce Prince, & ses troupes en trop grand nombre dans le voisinage de la Republique ne pouvoient qu'exciter de la jalousie & donner de l'ombrage, dans un tems où les mesures prises dans la grande Assemblée des Etats, avoient excité une espèce de fermentation dans le sein de la République, que la moindre ombre effrayoit, dès que sa Liberté en pouvoit souffrir. Effectivement l'Electeur fit dans ces circonstances deux voyages à la Haye, où il prit le parti de garder *l'incognito*, on lui avoit honnêtement refusé une garde des Troupes de l'Etat dans le Duchés de Cleves; & lorsqu'il voulut entrer à Wesel, on donna l'ordre au Commandant d'être bien sur ses gardes & de ne laisser pas entrer trop d'étrangers dans la Ville. Les Etats Généraux étant dans ces dispositions, il ne faut pas être étonné que l'Electeur ni les Etats de la Succession ne trouvassent pas cette ardeur à s'intéresser pour eux, qu'avoient fait paroître les deux penultièmes Stathoudres. Mais on ne put refuser les bons offices, & L. H. P. offrirent leur mediation aux Princes possédans. L'Electeur avoit à la Haye quatre Ministres *Zweryn, Dieft, Weyman & Copès*, qui y plaidèrent la Cause de S. A. E. & qui déclarèrent que leur Maitre accepteroit avec plaisir la Mediation de L. H. P. si le Comte Palatin en faisoit autant. Aussi-tôt d'autres Princes offrirent aussi leur Médiation, entre autres l'Archiduc Gouverneur des Pays-
bas

bas & l'Electeur de Cologne. L. H. P. nommerent les Seigneurs de *Gent*, *d'Opdam*, *Parmentier* & *Becke* pour assister aux Conferences de leur part, & ils eurent ordre de se rendre d'abord à *Wesel*, l'Archiduc nomma le Sr. de *Ribecourt* à la sollicitation du Duc de Neubourg, l'Electeur de Cologne son Chancelier *Buschman*, & le Duc de Lorraine son Secretaire *Rousselot* pour assister aux Conferences, qui devoient se tenir à *Wesel*.

Les Commissaires des Etats Generaux se rendirent d'abord à *Cleves* auprès de l'Electeur qui leur fit l'accueil le plus gracieux, & leur rendit des Honneurs extraordinaires leur offrant un appartement au Chateau; mais s'il reconnut dans l'offre de la Mediation de L. H. P. leur affection & leurs bonnes intentions pour la paix & le bien de ses Sujets, il ne peut s'empêcher de se plaindre de la Cour de *Dusseldorp* & d'accuser le Comte Palatin d'avoir enfreint toutes les Conventions, les Accords & les Traitez qu'il avoit faits avec lui, ce dont il falloit lui procurer, avant toutes choses, une reparation & une satisfaction solennelle puisque son honneur & sa gloire y étoient particulièrement interessées. Cependant il temoigna qu'on le trouveroit toujours disposé à accepter l'utile Mediation de L. H. P. dès que le Comte Palatin auroit executé les Preliminaires qu'il exigeoit & déclaré qu'il acceptoit la même Mediation. Les Commissaires prirent la route de *Dusseldorp* où on les reçut d'une maniere à vouloir faire croire qu'on vouloit le disputer à l'Electeur en politesses, & gracieusetez à leur égard.

Mais

Mais ils trouverent le Duc encore moins disposé à la paix que l'Electeur , puisqu'outre qu'il insistoit sur les mêmes satisfactions & réparations que celui-ci demandoit , il ne vouloit admettre la Médiation de L. H. P. que conjointement avec celle de l'Empereur , & de l'Espagne & de quelques Electeurs. Les Commissaires lui remontrèrent le Droit que les Etats Generaux avoient , en vertu des Traitez , de prétendre seuls cette Médiation , puisque la Convention de 1614. les reconnoissoit comme garans des Reversales ; garantie qu'ils avoient prestée depuis ce tems à en toute occasion , sans avoir jamais admis aucun Commédiateur , l'Espagne en ayant surtout été exclue ; enfin les Commissaires pressant le Duc de leur donner une réponse catégorique , il leur fit remettre la Declaration suivante.

„ Que la Médiation de Leurs Hautes Puissances offertes par leurs Ministres , lui étoit très agréable , & qu'il souhaitoit qu'elle eût lieu le plutôt possible , dans un endroit neutre , agréable aux Parties ; mais que comme d'autres Electeurs & Princes avoient envoyé aussi leurs Ministres , même avant l'arrivée des Seigneurs Commissaires pour offrir de même leur Médiation , que S. A. S. avoit acceptée éventuellement , elle se flatoit que L. H. P. ne refuseroient pas d'admettre les Ministres de ces Electeurs & Princes & même de sa Majesté Impériale , qui comme Chef de l'Empire & *supremus executor Pacis* , s'étoit saisi de la décision de cette affaire , & qu'on ne

„ pou-

„ pouvoient pas même refuser ceux du Roi
 „ Catholique , s'ils les envoyoit avant que
 „ leurs Hautes Puissances ou leurs Ministres,
 „ eussent terminé ce différent par leur Média-
 „ tion, puisque S. A. S. ne pouvoit absolument
 „ en qualité d'Etat & Membre de l'Empire
 „ rejeter la Médiation de l'Empereur , du
 „ Roi & des Electeurs, sans les offenser , &
 „ qu'il croïoit même que l'Electeur de Bran-
 „ debourg ne pouvoit , comme Membre de
 „ l'Empire , se defendre de les admettre
 „ aussi.

Les Commissaires de L. H. P. portèrent
 cette Réponse du Duc de Neubourg à Cle-
 ves, où l'Electeur leur fit remettre de sa part
 la déclaration suivante.

„ Que les Seigneurs Etats-Généreux des
 „ Provinces-Unies ayant offert leur Média-
 „ tion, pour terminer entre S. A. S. E. de
 „ Brandebourg & S. A. S. le Comte Pala-
 „ tin de Neubourg les Differens survenus par
 „ la faute de S. A. S. Palatin en n'observant
 „ pas les Reverfals & les Accords provision-
 „ nels, S. A. S. E. avoit reconnu agréable-
 „ ment l'affection & les bonnes intentions
 „ de L. H. P. comme ses bons voisins & a-
 „ mis, ce qu'elle ne manqueroit pas de re-
 „ connoître en toute occasion.

„ Que la justice de la Cause de S. A. S.
 „ E. étant connue de tout le monde, & S.
 „ A. S. le Comte Palatin ayant accepté la
 „ susdite Médiation , S. A. S. E. remettoit
 „ volontiers ses intérêts entre les mains de
 „ ses bons amis , voisins & alliés, les Sei-
 „ gneurs Etats Généraux , enforte qu'elle
 „ n'est

n'est pas moins contente de cette Médiation que S. A. S. & qu'elle l'acceptoit aussi, dans l'espérance que les Députez de Leurs Hautes Puissances prendront à cœur les intérêts de S. A. S. E. & la tranquillité de l'Eglise de Dieu dans les Pais de Berg & Juliers, & qu'ils feront en sorte que S. A. S. E. obtienne une satisfaction convenable & que le libre Exercice de la Religion Evangelique dans les Duchez de Berg & de Juliers soit mis sur un bon pié, conformément aux Reversales, &c."

Les Députez des Etats de Cleves, Berg, Juliers, & la Marck s'étant assemblez alors à Wesel, eurent recours aux Commissaires de L. H. P. à qui ils remirent leurs Griefs contre les deux Princes possédans, en les priant de leur en procurer le redressement, & d'obtenir de l'Electeur la liberté de deux Villifs, qu'il avoit fait arrêter, parce qu'étant à son service, ils avoient parlé trop librement, à son avis, dans l'Assemblée des Etats. Les Commissaires de L. H. P. leur promirent leurs bons offices, & proposerent la Ville de *Dissen*, pour y tenir les Conférences, puisque c'étoit une Place neutre, étant une Abbeie libre de l'Empire. L'Electeur & les Etats l'accepterent d'abord, ils en donnerent avis au Duc de Neubourg par un Trompette qu'ils envoyerent à Dusseldorp. Mais ils furent fort étonnés qu'au lieu de leur rapporter l'approbation de S. A. S., elle leur fit savoir qu'elle avoit reçu copie des secondes Lettres portatoires, que l'Empereur avoit fait expédier à l'Electeur, & dans lesquelles Sa Ma-

jesté Impériale exprimoit de quelle manière elle jugeoit qu'on devoit tout régler *in Ecclesiasticis & in Politicis* dans les Païs de Cleves, Berg, Juliers &c. que cette Lettre de l'Empereur paroïssoit décisive; & que S. M. Imp. s'étant saisie de cette affaire, il ne restoit plus à l'Electeur, ainsi qu'à lui Comte Palatin, comme fideles & obéïssans Membres de l'Empire, que de se soumettre à la décision du Chef de l'Empire, qu'on ne pouvoit ni traverser ni prévenir par une Négociation particulière. Qu'ainsi S. A. S. ne pouvoit admettre la proposition d'un Congrès dans Ville d'Essen. Cette Lettre étoit terminée par des plaintes très-vives des maux que causoient les Troupes de Brandebourg qui ravageoient tout jusqu'aux portes de Dusseldorp où tout manquoit, & par une déclaration du Comte Palatin, qu'il attendoit des Commissaires (*) de la part de l'Empereur & des Ministres de l'Archiduc *Leopold-Guillaume*, & des Electeurs de Mayence, de Cologne & de Bavière, & que comme *Essen* étoit trop éloignée de sa Cour, S. A. S. proposoit Cologne ou Nuys, qui ne se trouvèrent pas du goût de l'Electeur, qui persista à déclarer qu'il acceptoit purement & simplement la médiation de Leurs Hautes Puissances.

Pendant toutes ces démarches, l'Electeur étoit

(*) L'Empereur avoit nommé Commissaires l'Electeur de Cologne & le Duc de Brunswick pour régler conformément au Traité de Westphalie tout ce qui concernoit la Religion, dans les Duchez de Cleves, Berg &c.

étant informé par son Ministre , des dispositions de la Cour Imper. , jugea qu'une pacification amiable étoit le meilleur parti qu'il pouvoit prendre ; & choisissant le plus court chemin, il ne dedaigna pas même de faire les premières démarches ; Il avoit déjà écrit au Duc de Neubourg la Lettre suivante, (a) lorsqu'il reçut un nouveau Rescript de Sa Majesté Impériale.

„ Votre Altesse Serenissime fera sans dou-
„ te étonnée que dans la conjoncture présen-
„ te , je lui fasse remettre une de mes Let-
„ tres ; mais quand Vous saurez quelles sont
„ mes intentions , Vous ferez certainement
„ convaincu que je n'ai pas seulement en
„ vue le Bien & la sureté de V. A. S. mais
„ aussi la tranquillité publique. S'il vous plai-
„ soit que nous nous abouchassions seuls , je
„ vous offre, (nonobstant les avantages que
„ mes armes ont déjà remportez, & que je
„ puis encore esperer , avec l'assistance di-
„ vine,) de me rendre auprès de vous , dans
„ le voisinage de Dusseldorp , pour voir si
„ nous ne pourrions pas établir nous mêmes,
„ entre nous, une amitié plus cordiale & plus
„ constante , que n'ont pû faire nos Minis-
„ tre & nos Plenipotentiaires. C'est pour-
„ quoi j'attends votre Résolution , dans quel
„ endroit , & de quelle maniere, nous pou-
„ vons nous trouver ensemble , & j'engage
„ en même tems ma parole Electorale , que
„ je ne fais cette proposition dans aucune
„ mauvaise intention , mais seulement dans

(a) Londorp, L. c.

„ la vûë que je vous ai marquée, & pour
 „ procurer à V. A. S. un sort plus heureux;
 „ Vous recommandant au reste &c. à Cle-
 „ ves ce 25 Juillet 1651.

Signé

FREDERIC-GUILLAUME.

Le Duc de Neubourg répondit aussi-tôt à l'Electeur.

J'A I bien reçu hier vers le soir la gracieuse Lettre, qu'il a plû à Vôtre A. S. E., de m'écrire datée de Cleves le 25^{me}. de ce mois, & qui m'a été remise par un de ses Trompettes, j'ai appris, que ses intentions tendoient dérechef tant à mon bien & à mon repos particulier, qu'à la tranquillité publique; que pour y parvenir, elle souhaitoit de s'aboucher avec moi en particulier, dans un endroit proche de ma Résidence, que je n'avois qu'à lui indiquer, pour voir, si nous pourrions y rétablir entre nous une amitié & une confiance plus étroite & plus constante, qu'on n'avoit pû faire jusqu'à présent. Quoique V. A. S. E. soit en même tems du sentiment, que ses armes ont obtenu quelques avantages sur moi; j'abandonne à la Providence Divine, qui de nous deux aura à la fin le plus grand avantage, quoiqu'il n'a pas été difficile, que V. A. S. E., l'ait obtenu au commencement sur moi, d'autant que je ne m'attendois à aucune entreprise de sa part, parce que tous nos differens avoient été ap-
 pla-

planis par plusieurs Conventions entre feu S. A. S. E. V^{otre} Pere & vous-même d'une part , & moi d'autre part , (lesquelles j'ai toujours fidèlement executées,) en sorte que je croyois , que tous ces differens ne subsistoient plus ; cependant V. A. S. E. a fait attaquer & envahir contre toute attente & à force ouverte , plusieurs Places , Villes , & Chateaux situés dans mon Duché de Berg , & elle a fait publier , & afficher à mon grand préjudice dans plusieurs autres endroits , grand nombre de Patentes , & d'Ecrits dangereux , qui certainement m'ont fait douter , que l'amitié & la confiance pussent jamais été rétablies entre nous deux.

Mais comme il a plu à V. A. S. E. de déclarer dans la susdite Lettre , qu'Elle se trouvoit à présent dans des sentimens plus favorables & qu'Elle m'engage même sa parole Electorale , qu'Elle ne me fait cette proposition dans aucune mauvaise vuë ; je me persuade , que pour contribuer de sa part à tout ce qui peut rétablir , & affermir cette bonne amitié & confiance , Elle jugera Elle même qu'il est nécessaire de restituer avant cet abouchement & Négotiation , toutes les Places envahies , & de remettre toutes les autres choses dans leur première situation ; Et sur tout de faire évacuer entièrement mon Pays , d'autant qu'il se trouve à présent occupé par vos Troupes , & chargé de leurs Logemens.

D'autre côté , il sera sans doute nécessaire pendant notre entrevuë , que nous convenions

nions non seulement d'une satisfaction convenable au sujet des fraix excessifs & des grands Dommages, que moi & mes Sujets avons soufferts, & que tout soit remis dans le précédent état ; parce que cela ne s'accorde pas seulement avec l'Équité & la justice, mais aussi avec la Résolution, que S. M. I. a fait insinuer à Vôte Ministre en date du 9^{me}. de ce mois ; mais il faut que je sois en même tems suffisamment assuré, que pour l'avenir je n'aurai plus à craindre de pareilles surprises & invasions.

Après donc qu'il aura plû à V. A. S. E., de faire retirer tout à fait ses gens de guerre de mon Pays, nous pourrons nous assembler en plein Champ sur les frontières de Cleves & de Berg, où, comme j'espère, Elle me déclarera plus amplement ses amiables intentions, sur quoi j'attens Vôte Résolution &c. &c. Fait à Dusseldorp le 27 de Juillet 1651.

Signé

WOLFFGANG-GUILLAUME
Comte Palatin.

Quoique cette longue Réponse contint des plaintes qui ne convenoient guères avec un Prince qui en agissoit si galamment, s'il m'est permis de me servir de cette expression, l'Électeur n'y fit aucune attention & sans faire d'éclat de cette démarche, dont on fit parade à la Cour de Dusseldorp, comme si l'Électeur

eur demandoit la Paix (a), il convint avec le Comte Palatin qu'ils se rencontreroient en pleine Campagne près d'*Angeroort*, le 19. l'Août au matin. On y avoit dressé trois Tentés, sous l'une desquelles les Commissaires de L. H. P. se rendirent. Le vieux Duc de *Neubourg*, qui étoit alors âgé de plus de 70 ans, étoit un des plus habiles Princes de son tems; sobre, appliqué aux affaires & très-spirituel, il s'étoit rendu si capable dans le Gouvernement de ses Etats & dans la Science des intérêts de ses voisins, qu'il passoit pour un très grand Politique. Il auroit fort souhaité que la Conference se fut tenu entre l'Electeur & lui, tête à tête, dans l'esperance de profiter de l'ascendant qu'il avoit sur l'Electeur, mais celui-ci avoit souhaité d'être accompagné par quelques-uns de ses Conseillers, ce qui fut cause que le Duc en prit aussi quelques-uns avec lui, & les Deputez des Etats Généraux furent admis à la Conference.

Au commencement les deux Princes ne purent s'empêcher d'éclater en reproches, qui auroient bientôt terminé l'entrevue, si les Deputez n'avoient eu soin de les réconcilier, cependant on ne put convenir de rien, car quoique l'un & l'autre protestassent qu'ils ne souhaitoient que la Paix, ni l'un ni l'autre ne vouloit rien relâcher de ses premières demandes: outre cela quelques Officiers du Duc de Lorraine arriverent dans l'endroit, où ces deux-

(a) Aitzema, *Saken van Staet en Oorlog*. Lib. XXXI.

deux Princes étoient, & protestèrent contre ce qui se passeroit dans cette entrevuë, à l'insçu du Duc leur Maître, qui avoit fait tant de dépenses pour secourir le Comte Palatin. On parla alors de se retirer, mais les Deputés engagèrent les deux Princes à ne pas rompre cette Conférence, mais seulement la proroger & à consentir en attendant à un armistice. Le Seigneur de *Gent* accompagna le Duc de Neubourg à Dusseldorp pour y dresser la convention pour l'armistice; mais il fut traversé par le Prince *Philippe-Guillaume*, fils du Duc, par les Prêtres & par les Lorrains qui fatiguèrent tant le vieux Duc, qu'il en tomba malade; en sorte qu'il ne put se trouver le surlendemain au rendez-vous pour renouveler la Conférence. L'Electeur qui s'y étoit rendu de grand matin, dans le desir de tout terminer ce jour-là, se trouva très offensé de ce que le Duc manquoit à sa Parole, & ce ne fut qu'après bien des peines qu'on put lui persuader qu'il n'y avoit aucune mauvaise volonté de la part de S. A. S. qui pour en donner des preuves, consentit à l'ouverture d'un Congrès à Essen, & confirma l'Armistice au quel il avoit consenti près d'Angeroort.

On ne perdit pas de tems; les Commissaires Hollandois se rendirent d'abord à Essen, où l'Electeur envoya le Comte Jean Maurice de Nassau, & les Sieurs Seidel, Portmann & Ising, & le Duc de Neubourg les Barons de Königsveld & de Wippening avec le Chancelier Althofer & deux autres. L'Electeur de Cologne y envoya aussi le Prince Frédéric de

le Furstemberg & Thomas Duffel , sous prétexte d'offrir de se charger du sequestre des Pays contestez , mais en effet pour découvrir ce que l'Electeur avoit à esperer ou à craindre de la part des Etats Généraux.

Dans ce tems-là un nouveau prétendant à la succession parut sur la scene , ce fut *Jacques Duc de Courlande & de Semigall* , (a) qui envoya son Conseiller François German de *Putcamer* à L. H. P. pour leur représenter les Droits qu'il avoit à la Succession de Cleves du chef de son Epouse *Louise-Charlotte* (*) Sœur aînée de l'Electeur de Brandebourg regnant. „ Ce Ministre dit que le Duc „ son Maître n'avoit aucun sujet d'inquietude , quant à présent par rapport à la Succession aux Etats de Cleves & Juliers &c. „ auxquels son épouse avoit Droit , comme „ Sœur aînée de l'Electeur de Brandebourg „ regnant , à qui il souhaitoit une longue „ vie & une nombreuse posterité. Mais que „ considerant d'un côté les circonstances „ critiques des affaires & les événemens „ journaliers , & que les Princes & les „ Grands ne sont pas moins sujets que les autres Hommes aux foiblesses de la Nature , „ & de l'autre côté les obligations où il étoit ,

(a) Aitzema L. c.

(*) Son ayeule *Anne de Prusse* , étoit fille de *Marie Eleonore de Cleves* , Epouse d'*Albert Frédéric II.* Duc de Prusse ; car l'Electeur *Jean Sigismond* , ayeul de *Frédéric-Guillaume* & de *Louise Charlotte* , Duchesse de Courlande , avoit épousé cette *Anne* Princesse de Prusse , Héritiere de Prusse par son Pere , & de Cleves , Juliers & Berg par sa mere.

„ toit, en qualité de mari, de veiller aux jus-
„ tes droits de sa très-chère Epouse, à tout
„ événement, sur-tout dans la conjoncture pré-
„ sente des affaires, & Leurs Hautes Puis-
„ sances ayant bien voulu se charger d'ac-
„ commodier les differens survenus entre les
„ Hauts Princes Possédans, il devoit les in-
„ former que S. A. S. E. avoit déclaré la
„ Princesse sa Sœur, Epouse de S. A. S. &
„ leurs descendans, ses Heritiers dans les
„ Duchez de Cleves, Berg, Juliers & dé-
„ pendances, au cas que sadite A. S. E.
„ vînt à mourir sans Enfans, la déclarant sa
„ légitime & plus proche heritière, ainsi que
„ L. H. P. pouvoient le voir par le contract
„ de mariage. Que n'ignorant pas le parti
„ qu'avoient pris les autres prétendans en
„ pareil cas, S. A. S. aimoit mieux suivre
„ l'exemple de ses Serenissimes Prédecesseurs
„ de la Maison de Brandebourg, pour la
„ conservation des Privileges & de la Reli-
„ gion desdits Pays, & ne pas souffrir que
„ L. H. P. diminuassent rien de la tendre
„ affection qu'elles ont toujours eue pour les-
„ dits Pays & dont elles donnoient encore
„ actuellement des preuves bien évidentes;
„ qu'ainsi S. A. S. seroit fort portée à con-
„ trafter avec L. H. P. une étroite Alliance
„ telle que celle qui a été contractée entre
„ Elles & le Serenissime Jean-Sigismond
„ ayeul de la Princesse son Epouse, si L.
„ H. P. vouloient se charger de la garantie,
„ comme alors, & de maintenir & protéger
„ sa très-chère Epouse dans la jouissance de
„ ses Droits, en cas de quelqu'événement

imprévû, S. A. S. étant dans la persuasion qu'une pareille proposition ne peut être désagréable à L. H. P. &c".

Ce Mémoire fut pris *ad referendum*. On vit ce que cela signifie ; & n'eut d'autre suite que de mécontenter fort la Cour de Berlin, qui ne pût facilement oublier l'attention du Duc de Courlande *inquirendo in annos ulterius ante Diem*.

Pour revenir à la Négociation d'Essen, qui fut ouverte le 18. Août sous la médiation de L. H. P. & de l'Elect. de Cologne ; celui de Brandebourg s'y conduisit avec toute la Politique dont il avoit besoin pour faire croire à la Cour Impériale qu'il sacrifioit tout à l'obéissance qu'elle exigeoit de lui, quoique véritablement ses Ministres n'oubliaient rien pour faire trainer la Négociation en longueur au point de faire perdre patience au Duc de Neubourg. Les Ministres de S. A. E. avoient sondé ceux de L. H. P. avant l'ouverture du Congrès, sur le secours que leur Maître pourroit attendre de la République, au cas que le Congrès vînt à se rompre sans rien décider. Ils n'en avoient pas tiré une réponse fort satisfaisante, puisqu'ils leur dirent seulement „ qu'ils n'avoient pas d'ordre par rap-
„ port à la Garantie de L. H. P. en vertu de
„ laquelle l'Electeur exigeroit ce secours, &
„ qu'il ne conviendrait pas qu'on mît cette
„ affaire sur le tapis, dans l'Assemblée des E-
„ tats Généraux, puisque les délibérations
„ dureroient longtems, que l'événement en se-
„ roit très-incertain, & que la chose étant
„ publique, le Palatin en deviendrait enco-
„ re

„ re moins traitable , s'il favoit que L. H.
 „ P. eussent rejeté les propositions de S. A.
 „ S. E. Qu'au reste ils favoient très-bien qu'
 „ L. H. P. éviteroient de prendre part à au-
 „ cune guerre, autant qu'elles pourroient ; &
 „ qu'ils pouvoient déclarer que quelque ja-
 „ lousie que les armes de l'Électeur pussent
 „ donner à la République, celle-ci ne souf-
 „ friroit pas que le Comte Palatin l'empor-
 „ tât sur l'Électeur , & que quelques Trou-
 „ pes étrangères entraissent dans le Duché de
 „ Cleves, qu'enfin L. H. P. maintiendroient
 „ la Religion Evangelique dans les Etats de
 „ la Succession , en vertu du Traité de *San-*
 „ *ten*". L'Électeur comprit assez , par cette
 réponse, qu'il ne devoit pas beaucoup com-
 ter sur le secours de la République. Le Duc
 de Neubourg renouvela les mêmes proposi-
 tions qu'il avoit faites dans l'entrevuë d'*An-*
geroort , mais d'une maniere plus détaillée :
 voici en quoi elles consistoient (a).

(1) Qu'en cas que S. A. S. E. de Brande-
 bourg ne voulût pas consentir , contre tou-
 te attente, ni convenir, que les affaires des
 Eglises , & de la Religion, dans les Pays de
 Juliers & de Cleves, & dans tous les Pays,
 qui y appartiennent , sont relatives aux Arti-
 cles du Traité de Munster & d'Osnabrug ; &
 qu'on doit les remettre dans le même état,
 où elles se sont trouvées l'année 24. le Sei-
 gneur Comte Palatin se contenteroit , que
 cet-

(a) Aitzema, *Saken van Staet en Oorlog*, Liv. 31 &
 dans *Londorp Acta Publica*. T. VI. pag. 629.

cette dispute sur la Religion, fût portée devant le Tribunal de S. M. I., & à une Décision ultérieure de la prochaine Diète Générale de l'Empire, d'autant que cela s'accordoit avec l'Instrument de la Paix.

(2) Qu'en attendant cette Décision de l'Empereur, ou de l'Empire, toutes choses resteroient dans ces Duchés, & Pays, par rapport aux affaires des Eglises, & de leurs rentes, comme aussi par rapport à l'Exercice de la Religion *extra Ecclesias*, dans le même état, où cela se trouvoit à présent dans chaque Endroit; sans qu'aucune des Parties intéressées, ni même les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies y pussent innover la moindre chose *de facto*.

(3) Et quoi que le Seigneur Comte Palatin n'eût aucune raison de s'en promettre aucun bon effet, cependant il consentoit, que ses Ministres réciproques, & ceux des Médiateurs, qui seroient choisis de part & d'autre, entraissent en Négociation; se réservant expressément, en cas que cette Négociation ou Médiation n'eût pas l'effet espéré, que la Décision de cette affaire fut laissée entièrement à S. M. I. & au Saint Empire.

(4) Qu'outre l'Article de la Religion, sur laquelle roule la première proposition; le Seigneur Comte Palatin, pour témoigner ses sentimens pacifiques, déclaroit; qu'en cas que S. A. S. E. de Brandebourg ne demandât plus les cent mille Ecus, qu'il avoit à prétendre de S. A. S., en vertu de la Convention de 1647. (lesquels néanmoins le Seigneur Electeur ne pouvoit plus demander le-

légitimement, parce qu'il n'avoit pas exécuté, lui-même, cette Convention) & si S. dite A. S. E. obligeoit le Général Suédois *Golstein*, de remettre l'obligation du Prince de 40000 Ecus, que le Seigneur Electeur avoit payé, & dont le Seigneur Comte Palatin étoit devenu Caution; alors S. A. S. ne s'opposeroit pas, qu'il fût ensuite décidé par quatre Electeurs & Princes impartiaux de l'Empire, (dont chacun d'eux choisiroit deux) ou par la Diète Générale, quelle satisfaction S. A. S. E. seroit encore obligé de donner au Seigneur Comte Palatin pour les Dommages, que les Troupes de Brandebourg ont causez dans ses Pays, comme aussi pour les fraix immenses, qui lui ont été occasionnés par les dangereuses Patentes dispersées & affichées dans ses Pays. Et si arrivoit que les Médiateurs, ou les Arbitres, ne pussent pas tomber d'accord, ni former la *Majora*, il seroit alors dans leur pouvoir, de choisir encore un autre Arbitre, qui avec eux formeroit une Conclusion à la pluralité des voix; Que néanmoins S. A. S. aussi bien que S. A. S. Palatine s'obligeroient réciproquement, qu'Elles se soumettroient tout ce qui seroit décidé par ces Seigneurs Médiateurs; qu'en cas de refus le Duc reservoit toujours ses droits contre S. A. E. suivant la Loi connue *L. si quis in tantu* &c. & en conformité du Traité de Paix.

Les Ministres de l'Electeur rejetèrent hautement ces Propositions, les Médiateurs proposerent de laisser les affaires de Religion, qui étoient celles qui demandoient une plu-

ongue discussion, dans l'état où elles étoient, & de fixer un terme pour la décider inévitablement entre des Commissaires de part & d'autre, ou de renvoyer à la décision de l'Empereur; si cet Article étoit, dans les Pays de Cleves &c. relatif à la Règle établie par la Paix de Westphalie, ou s'il devoit être traité suivant les Reversales & les Pacta-Convicta du Pays. Le Duc de Neubourg auroit fort souhaité qu'on prît ce dernier parti, étant assuré de faire déclarer la Cour Impériale suivant ses vues; d'un autre côté l'Empereur ne voyoit pas de bon œil qu'une Puissance étrangère interposât sa médiation dans un démêlé entre Princes de l'Empire; c'est pourquoi il avoit envoyé le Comte de *Hatzfeldt* & le Sr. *Anethanus*, Chancelier de l'Electeur de Treves, pour assister de sa part aux Conférences d'*Essen*, qui furent tout d'un coup rompues, par la Résolution que prit le Duc de Neubourg de rompre la suspension d'Armes, sous prétexte que les Ministres de l'Electeur ne cherchoient qu'à trainer la Négociation en longueur, afin que leur Maître pût se mettre en posture de continuer la Guerre avec plus de succès. Effectivement, les Etats Généraux n'ayant pas voulu prendre part à la rupture de l'Electeur avec le Duc de Neubourg, l'Armée du premier étoit beaucoup moins nombreuse qu'il ne se l'étoit promis, pendant que l'Empereur, les Espagnols & les Princes Catholiques faisoient couler des Troupes *incognito* vers les Etats du Duc, pour qui les Lorrains s'étoient déclarés ouvertement; en sorte que le Palatin se trouvoit en

état

état d'espérer d'avoir le dessus, ce qui étoit la véritable cause de la rupture de l'Armistice & des Conférences d'*Essen*. Cependant on ne recommença pas les Hostilités, parce que les Commissaires médiateurs se rendirent à Dusseldorp & à Cleves, pour exhorter les deux Princes à prendre des Résolutions plus Pacifiques.

Le Duc de *Neubourg* écrivit (a) à l'Electeur & à L. H. P. pour leur notifier les raisons qu'il avoit eues de rompre l'Armistice, & pour se plaindre de quelques paroles un peu vives d'un des Commissaires Hollandois. Pendant que les Couriers alloient & venoient, les Médiateurs engagerent les Parties à envoyer leurs Ministres à *Nuys* qui étoit plus à portée de Dusseldorp que *Essen*; mais dans cet intervalle les Ministres de l'Empereur passerent de Dusseldorp, à Cleves & de Cleves à Dusseldorp, & travaillèrent avec tant de succès à s'emparer de la Médiation, qu'ils en exclurent absolument les Commissaires de L. H. P., qui se rendirent d'abord à Cleves pour y veiller du moins à ce qu'on n'y conclût rien contre la Garantie, dont L. H. P. étoient chargées par le Traité de *Santen*, ni contre les Reversales de 1609. L'Electeur qui avoit lui-même donné les mains à cette exclusion pour se venger du refus que L. H. P. avoient fait de prendre part à son entreprise, témoigna à leurs Commissaires qu'on lui

(a) Ces Lettres sont dans Aitzema. L. 1. & dans Logdorp Acta Publica. Tom. VI. p. 639.

il avoit fait violence, & qu'il étoit bien re-
solu de ne rien conclure à leur insçu. En ef-
fet le même jour que les Ministres de l'Em-
pereur partirent de Cleves pour porter au
Duc de Neubourg à Dusseldorp le Traité
qu'ils avoient dressé & que l'Electeur avoit ap-
rouvé, S. A. S. E. le fit communiquer aux
Commissaires Hollandois, qui trouvèrent que
l'Empereur avoit réussi dans leur dessein
de faire remettre à la Décision de l'Empereur
ou de ses Commissaires les Démêlez tou-
chant le libre exercice de la Religion, les
Eglises, leurs revenus &c. Le Duc de Neu-
bourg ne put refuser de l'approuver, quoiqu'on
ne lui accordât aucune satisfaction ou indem-
nité des pertes que ses Sujets avoient
suffertes par l'invasion des Troupes de Bran-
debourg. Les Lorrains & le Prince de Neu-
bourg, Fils du Duc, tâchèrent de l'engager
à rejeter ce Traité & à faire agir ses troupes
qui, quoique la moitié plus nombreuses que
celles de l'Electeur, restoient dans l'inaction;
mais les Ministres Imperiaux firent interve-
nir l'autorité de l'Empereur, & obligèrent le
Duc à en passer par ce qui avoit été résolu,
ainsi ce Traité (*) conclu à Cleves de 11.
Octobre 1651. fut signé par l'Electeur *Fre-
deric-Guillaume*, par le Comte Palatin *Wolff-
gang-Guillaume* & par le Comte de *Hatze-
feldt* & *Jean Anethanus* Ministres de l'Em-
pereur.

On convint dans ce Traité que „ les dis-
„ ferens

(*) Raporté parmi les preuves. [O]

„ ferens pour l'exercice de la Religion se
 „ roient terminez par les Commissaires qu
 „ l'Empereur avoit nommez (a) , auquel
 „ feroient joints, du côté de l'Electeur, l
 „ Pr. Auguste d'*Anhalt* & le Comte Loui
 „ Henri de *Nassau Dilembourg*; & du côt
 „ du Duc , les Evêques de *Paderborn* &
 „ d'*Osnabrug*. Que les Arbitres décideroient
 „ l'exercice de la Religion devoit être établi
 „ suivant l'année 1624., comme le deman
 „ doit le Duc, en vertu du Traité de West
 „ phalie, ou suivant l'année 1629., comme l
 „ vouloit l'Electeur, en vertu des Traitez, su
 „ tout du second de Dusseldorp, & du troi
 „ sième de 1647. Que s'ils ne s'accordoien
 „ pas ; ce different seroit jugé par l'Empereu
 „ assisté de Conseillers de l'une & l'autre Re
 „ ligion en nombre égal ; que cependant le
 „ choses seroient rétablies en l'état où elle
 „ estoient avant les troubles ; que si l'un d
 „ ces deux Princes faisoit à l'avenir la guer
 „ re à l'autre, sous quelque prétexte que c
 „ fût, il seroit déchu de tous les Droits qu'
 „ avoit sur ces Etats ; qu'ils licenciéroien
 „ leurs troupes & ne conserveroient que leur
 „ Gardes ; enfin qu'ils gouverneroient ce
 „ pais, suivant les Transactions passées en
 „ tr'eux, & sans préjudice des Droits de ceu
 „ qui prétendoient à la succession de Cle
 „ ves, &c.

Après la Conclusion de ce Traité, on quitta
 les Armes de part & d'autre sans que la tran
 quillité fut bien rétablie dans ces Provinces
 comme il paroît par plusieurs actes, Mé
 moi

(a) Le Duc de Brunswik & l'Evêque de Munster.

noires, Grièfs rendus publics alors; & ce ne fut qu'en 1665. que ces deux Princes convinrent, par l'entremise d'un Commissaire imperial, (a) qu'on suivroit dans leurs Etats la succession, la règle de la Paix de Westphalie qui ordonnoit que toutes choses en matière de Religion seroient rétablies dans l'Etat où elles étoient au commencement de 1624. Dans cet intervalle ces deux Princes furent continuellement en dispute, sur ces affaires de la Religion. L'Electeur traitoit également ses Sujets Catholiques & Protestans & ne souffroit pas que personne fût persécuté pour sa Religion, ce qui attiroit dans ses Provinces un grand nombre d'Evangeliques, qui étoient assidûment persécutés dans celles du Duc de Neubourg, qui les chassa de Dusseldorp, & les exclut, dans toutes les Villes, des Corps de Metiers & des Droits de Bourgeoisie. Ces persécutés portoient leurs Plaintes à l'Electeur & aux Etats Généraux (b) comme Garants de l'exécution des Reverfales. Le Duc nioit les faits ou les rejettoit sur ses Ministres qu'il punissoit en apparence, & retorquoit les accusations contre l'Electeur, comme si c'étoit lui qui persécutoit les Catholiques, parce qu'en représailles de ce qui s'étoit passé à Dusseldorp, ce Prince

ce

(a) Hist. des Traitez. T. II. pag.

(b) On peut voir sur ce sujet les Plaintes du Gouverneur de Cleves & de la Marck aux Etats Généraux, & la réponse du Duc de Neubourg aux Lettres dehortatoires de L. H. P. dans *Londorp. Acta Publ. Tom. VIII. pag. 13 & suiv.*

ce avoit chassé les Capucins de Cleves (a). Les Cours de Vienne & de France (b) prirent connoissance de ces démêlez que chacun leur représenta sous les couleurs qui lui étoient favorables. Enfin l'Empereur donna ordre à son Ministre nommé *Friquet*, qui résidoit alors à la Haye, de mettre tout en œuvre pour terminer ces querelles continuelles. L'Electeur avoit alors à la Haye le Baron de *Blaespiel*, & le Duc, le Baron de *Lerodt*. *Friquet* les engagea de se joindre à lui pour travailler à la reconciliation de leurs Maitres, & il leur proposa de traiter cette affaire entr'eux trois, sans demander d'ordres à leurs Maitres, à qui ils proposeroient ensuite le plan qu'ils auroient dressé entr'eux, comme une idée qui leur seroit venue & sur laquelle ils demanderoient leurs résolutions & leurs ordres. Ils y consentirent, mais avant de faire quelques démarches, ils s'ouvrirent secrètement à leurs Maitres & demanderent des ordres secrets, mais ils ne purent l'être tellement que la chose ne s'éventât; alors la France, l'Empereur, l'Evêque de Munster & plusieurs Princes de l'Empire offrirent leur médiation; Mais *Blaspiel* proposa à *Lerodt*, d'exclure tout Médiateur jusqu'à la conclusion de l'Accommodement, & que pour y donner plus de poids, on pourroit inviter l'Empereur

(a) On en trouve la Patente du 2. de Mars. 1663. qui contient les motifs de cette Represaille, dans *Londorp. Tom. VIII. 914*

(b) Ces circonstances sont tirées de *Puffendorf Historiæ Freder. Wilhelm. Lib. IX. § 71. & sequent.*

ereur du côté de l'Electeur, & le Roi de France du côté du Duc, lorsqu'il faudroit signer. Cette negociation traina long tems parce que les Ministres ainsi que leurs Maîtres jugeoient qu'il leur convenoit de conclure un Traité définitif, qui décidât entr'eux du sort de cette riche Succession, qui ne pouvoit être réglée autrement, à cause du credit, de la Puissance & des Alliances des deux Maisons. L'Electeur proposa de faire un nouveau partage, se trouvant lésé par celui de 1614. & de 1629. & 30. Car, suposant que toute la succession valût 100. Juliers étoit évalué à 38. Berg à 18. Cleves à 20. la Marck à 14. Ravensberg à 6. les fiefs en Flandres & Ravestein à 4., de maniere que le Duc avoit pour son partage trois cinquièmes de la Succession. Celui-ci ne vouloit point entendre parler d'un nouveau partage, & il en donnoit plusieurs raisons assez plausibles, entr'autres que les peuples étoient déjà accoutumés au Gouvernement des Souverains qu'ils avoient depuis près de 55. ans, qu'il avoit retiré toutes ses places des mains des Espagnols, au lieu que les Hollandois avoient encore Garnison dans Emmerick, Rhées, Wesel, &c. Et enfin que les Provinces de la portion de l'Electeur convenoient mieux à ce Prince, que les autres; étant plus à portée de ses autres Etats. Il alleguoit encore en sa faveur que, sans compter qu'il prétendoit avoir Droit à tout l'Héritage, il avoit aquis les Droits de la Marquise de Burgau (a) & du Duc

(a) Par cession de l'année 1622. dont on a parlé ci-dessus pag. 111.

Duc de Deux-Ponts, en sorte qu'il pouvoit bien avoir quelque chose de plus que l'Electeur, sans parler que, dans de telles occasions, il étoit fort difficile de faire un partage exactement égal. L'Electeur de son côté accusoit ses ancêtres de n'avoir pas assez bien soutenu leurs Droits, s'étant contentez de la plus petite partie d'un bien qui leur appartenoit en entier, & que comme il s'agissoit à present d'un partage non provisionnel, mais réel & à perpetuité, il ne pouvoit se contenter du précédent, & que le Duc devoit lui rendre le Duché de Berg & n'avoir pour sa part que *Juliers, Ravestein* & les Fiefs de Flandres. Enfin il se plaignoit que le Duc l'avoit exclu du Directoire du Cercle de Westphalie. Ces deux Princes revendiquoient ainsi également la totalité de la Succession, & on leur fit comprendre que tant qu'ils suposeroient cette égalité de Droit ils ne pourroient convenir de rien, enfin après de longues delibérations sur ce sujet tant à *Dusseldorp*, qu'à *Cleves* & à *Berlin*, avoir rapellé tout ce qui s'étoit passé entre les deux Princes possédans depuis 1610. & avoir représenté aussi serieusement que vivement à ces Princes les inconveniens qui ne pouvoient manquer de résulter de leur mesintelligence, ils donnèrent de si amples Pleinpouvoirs à leurs Ministres, que ceux-ci après diverses conferences conclurent enfin à Cleves le 19. de Sept. 1666. un Traité de partage absolu (a) qui contenoit en

(a) On peut le voir ci-dessous preuve. [P]

n substance, qu'il y auroit entr'eux une Alliance perpetuelle & une *Confraternité Héréditaire*; qu'il y auroit une Amnistie générale de tout le passé, que cette Convention ne porteroit point préjudice à ceux qui prétendoient à cette succession, auxquels il seroit permis d'agir par les voyes de la justice; que tous ces Pais ne feroient qu'un Corps, en sorte qu'ils seroient obligez de s'assister mutuellement; Que les differens qui pourroient arriver sur l'exécution de ce Traité, ou sur d'autres Articles, ne pourroient être terminés par les armes, mais par les voyes de la Justice ou de l'Arbitrage; que le Duché de *Cleves* & les Comtés de la *Mark* & de *Ravensberg* apartiendroient à l'Electeur de Brandebourg, & les Duchés de *Berg* & de *Juliers* avec les Seigneuries de *Wynendal* & de *Brexlandt* au Duc de Neubourg; Que chacun de ces deux Princes jouiroit des honneurs & acquiteroit les charges des Etats qui lui étoient échus en partage; Qu'ils se délivreroient réciproquement & de bonne foi les Titres concernant leurs Seigneuries; Que les Titres communs seroient mis en un lieu, dont on conviendrait; Que des Arbitres régleroient à qui appartien droit Ravenstein; Qu'ils porteroient l'un & l'autre les Titres & les Armes de toutes ces Seigneuries; Que dans le Directoire du Cercle de Westphalie, l'Electeur & le Duc ne représenteroient qu'une seule personne; Qu'ils prieroient l'Empereur de ratifier ce Traité, & requerroient la Chancellerie Impériale de leur donner les Titres de toutes ces Seigneuries, & qu'ils feroient des inf-

tances à ce que l'Empire leur donnât séance & voix dans ses Dietes, comme Ducs de Cleves, de Juliers & de Berg.

On conclut le même jour un long Traité Annexe (a) au précédent, pour régler définitivement & absolument les Differens par rapport à l'exercice libre de la Religion & aux affaires Ecclesiastiques, dans lequel on confirma & amplifia celui de *Dorsten* (b) conclu l'année précédente par l'entremise d'un Commissaire Impérial; & on admit dans ces Provinces la règle du Traité de Westphalie, qui ordonne que toutes choses en matière de Religion seroient rétablies dans l'état où elles étoient en Janvier 1624. ce qui a été expliqué & modifié dans la Convention de Cleves dont nous parlons.

Comme dans le Traité de Cleves, on n'avoit pas oublié la clause *sauf les Droits des autres Prétendans*, dans l'Article I. les deux Princes contractans donnèrent avis du succès de leur Négociation à tous ceux qui s'étoient mis sur les rangs lors de l'ouverture de cette Succession. Il n'y eut personne qui en parut plus irrité que *Chrétien Auguste*, Comte Palatin de *Sultzbach* & héritier naturel de la Branche de Neubourg si elle venoit à manquer de Mâles, puisque son Pere *Auguste* étoit Frère puîné de *Wolfgang-Guillaume* de Neubourg, &, comme lui, Fils d'*Anne*

(a) Raporté parmi les Preuves. [Q]

(b) On le peut consulter dans le Corps Diplomatique Tom. VI. Part. III. pag. 37.

ne de Cleves; outre que pour prévenir toute dispute entre les Fils de cette Princesse & pour maintenir l'indivisibilité & la primogeniture établie dans ces Etats, elle avoit fait faire une Convention en forme de Pacte perpétuel de Famille, par laquelle il étoit stipulé que tant que ses Fils, ou leur postérité mâle vivroient, la succession desdits pays ne pourroit échoir à aucune de leurs Filles ou à leur Postérité, mais qu'elle seroit restreinte à leurs Fils & à leurs héritiers mâles, suivant les Droits & degrés de primogéniture, en sorte qu'au défaut de la postérité mâle de *Wolffgang Guillaume* celle d'*Auguste* de Sultzbach devoit hériter.

C'est pourquoi *Chrétien-Auguste* trouvoit fort étrange & se plaignoit hautement de ce que le Duc de Neubourg son Cousin, n'avoit fait aucune stipulation particulière touchant ses Droits, dans un Traité aussi important que celui d'un *partage définitif*, dans lequel il n'est parlé que des *descendants* du Duc de Neubourg, sans faire la moindre mention de la Branche de Sultzbach, pendant que son Père *Wolffgang-Guillaume* lui avoit laissé un tout autre Exemple, puisque dans le Traité de 1624. (qui étoit aussi un Traité de Partage) ce Prince avoit eu soin de stipuler (a) que si lui ou ses Successeurs venoient à mourir sans héritiers mâles, la Principauté de *Juliers* écheroit au Sérenissime Comte Palatin *Auguste*, à ses *Enfans & descendants mâles &c.*

ou-

(a) Art. XXI. On peut consulter ce Traité, Preuve. [H]

outre que sous le terme général de *Descendants*, les deux Princes contractans pouvoient vraisemblablement entendre leurs héritiers des deux sexes, ce qui étoit formellement contraire au Pacte de Famille allégué ci-dessus. Le Palatin de *Sultzbach* porta sur ces ses plaintes par tout où il put, premièrement au Duc de *Neubourg* en répondant à la notification qu'il lui avoit faite du Traité de Cleves ensuite à l'Electeur de *Brandebourg* & enfin à Sa Majesté Impériale (a) pour la détourner d'accorder la confirmation du Traité de Partage, que les Princes Possédans sollicitoient vivement, en sorte que cette dernière Lettre peut passer pour une Protestation en forme contre le Traité & contre la Confirmation sollicitée, & qui fut effectivement suspendue tant par ces Remontrances du Palatin de *Sultzbach* que par d'autres incidens, comme nous le verrons ci après. La Maison de *Saxe* de son côté n'oublia pas ses intérêts, & elle fit protester solennellement ses Ambassadeurs de bouche & par écrit, le 26. Juillet, le 11. Octobre 1665., & le 14. de Mars 1667. Et comme un *partage définitif* étoit un cas sérieux & qui mettoit la dernière main à tout ce que les Maisons de *Brandebourg* & de *Neubourg* avoient fait jusqu'alors à son préjudice, elle poussa ses Droits avec plus de vigueur que jamais & obtint des conclusions favorables du Conseil Aulique du 13. Août &

(a) On peut voir ces importantes Lettres parmi les Preuves. [S]

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 251

2. Novembre 1666. & du 6. Avril 1667. i la tranquiliserent en quelque manière isqu'on y déclaroit que bien loin de confir- er le Partage, on desapprouvoit fort de tel- s entreprises, qui étoient contraires au Trai- de Westphalie.

Ces Traitez rétablirent dans les Provinces e la Succession, la Paix, le bon ordre & la ranquilité, qui ne fut troublée que par quel- es grièfs suscitez par de remuans & inquiets cclesiastiques, sur tout des Villes de *Wesel*, *hées*, *Emmerick*, *Orsoy* & *Burick*, qui de- andoient à rentrer en possession de leurs gliches, Monasteres, biens Ecclesiastiques, entes & benefices, dont les Hollandois les voient dépouillez depuis 1628. Ils fondoient eurs prétensions à cet égard sur la Conven- ion de Dorsten & sur le Traité Annexe de Cleves, qui établissoient la règle de l'an 1624. 'Electeur de Brandebourg ne pouvoit nier u'ils n'eussent raison, mais il aportoit pour aison du refus qu'il faisoit de leur accorder eur demande, que dans tous ces Endroits le ombre des Réformez étoit autant augmenté ue celui des Catholiques étoit diminué, en orte que ceux-ci étoient en si petit nombre ue cette restitution leur seroit inutile pen- ant qu'elle incommoderoit les Réformez à ui on ôteroit ces Eglises, revenus &c. Le Duc de Neubourg entra dans ces raisons, & ces deux Princes firent un Traité en Avril 1672. à Cologne sur la Sprée pour confirmer es précédens sur le fait de la Religion, re- mettant la decision des nouvelles prétensions

à des Commissaires qui les régleroient à l'amiable.

Mais les choses changèrent peu après : face; *Louis XIV.* ayant, comme chacun fait, déclaré la guerre aux Etats Généraux l'Electeur de Brandebourg *Frederic-Guillaume* fut un des premiers à voler à leur secours après s'être engagé par un Traité d'Alliance conclu à Cologne sur la Sprée, de mettre en campagne une Armée de 20. mil Hommes, avec une Artillerie de 50. pièces de Canon. En consequence de ce Traité l'Electeur commença par attaquer l'Evêque de Munster, ce qui attira les François dans ses Etats de Cleves & de la Marck, où le Duc d'Orleans prit Orsoy; le Prince de Condé Wezel; le Vicomte de Turenne Burick Rhées & Emmerick. Toutes ces Places étoient gardées par des Garnisons Hollandoises & étoient considérées comme la Barrière de la République, mais pendant une paix de 22. ans, qu'on ne s'étoit appliqué, dans la République, qu'à faire fluer le Commerce, & amasser des Richesses, les fortifications & les Magazins de ces Places, que les Etats Généraux ne retenoient que pour se rendre nécessaires à l'Electeur de Brandebourg & se faire mieux respecter du Duc de Neubourg, avoient été très-négligées & se trouverent en très-mauvais état, lorsque l'Armée du Roi de France les somma de se rendre, en sorte qu'elles ne firent que peu ou point de résistance. Ce fut alors que les Catholiques Romains de ces villes eurent beau jeu, on ne rejetta au

cune

ne de leurs Plaintes, & ils furent remis en possession de tout ce qu'ils voulurent demander. Les Etats de l'Electeur n'ayant pas été eux traitez que ceux des Provinces-Unies, le Prince fut contraint de faire sa paix avec le Roi Très-Chrétien qui lui rendit les places dont il s'étoit emparé, excepté Wesel & Rhées, qu'il déclara vouloir garder jusqu'à Paix. De cette manière l'Electeur rentra en possession de toutes les places du Duché de Cleves & du Comté de la Marck que les Etats Généraux avoient tenues si long tems, qu'il lui avoit été impossible de retirer de leurs mains, quelques instances qu'il leur fit & quelques expédiens qu'il mit en œuvre.

Toutes ces Villes étant rentrées sous la domination de l'Electeur, leur légitime Souverain, il ne pouvoit manquer d'y survenir de nouveaux démêlez, puisqu'il ne pouvoit manquer que les Reformez ne redemandassent les Eglises &c. que la France leur avoit enlevées, pour les restituer aux Catholiques. Ceux-ci eurent aussi-tôt recours au Duc de Neubourg comme garant de leurs Droits, possessions, Libertez &c. dans les Etats de Cleves, la Marck & Ravensberg; ainsi il fallut de nouveau nommer des Commissaires qui tinrent leurs conférences à Dusseldorp, où ils conclurent le quatrième Traité (a), qui porte le nom de cette Ville, le 30. Juillet 1673. dans lequel ils convinrent que l'Electeur

(a) Raporté parmi les Preuves. [T]

lecteur maintiendrait les Catholiques en possession des Eglises, Monastères, Chapelle Maisons, biens & revenus Ecclésiastiques dont ils jouissoient en vertu des Traitez de Paix de Munster & d'Osnabrug, & des Traitez ci-dessus des années 1666. & 1672. Qu'à Wefel les Réformez auroient l'Eglise Paroissiale & les Catholiques l'Eglise & Chapelle appartenantes à la Commanderie de St. Jean & toutes les autres Eglises & Monastères qui leur appartenoient en vertu des Traitez susmentionnez: Qu'à Rhées les Catholiques auroient l'Eglise Collégiale & Paroissiale, & que les Réformez exerceroient leur Religion dans la Vicairie des trois Rois: Qu'à Emmerich l'Eglise Archidiaconale de St. Martin, la Paroissiale de Ste. Aldegonde, les Eglises des Jesuites, des Freres de la Croix, & de St. George, comme aussi le Couvent des Religieuses demeureroient aux Catholiques; mais que les Catholiques seroient tenus de payer quinze cens écus, pour élargir l'Eglise des Protestans, & qu'ils leur céderoient aussi la Chapelle de Notre Dame appellée Marienberg avec le Cimetière y joint: Qu'à Oriskany l'Eglise Paroissiale, la Maison du Curé, l'Ecole & les revenus qui en dépendent seroient restituez aux Réformez; à condition que ceux-ci céderoient aux Catholiques pour l'Exercice public de leur Religion, l'Eglise de l'Hôpital où on leur accommoderoit aussi une demeure pour le Curé Catholique, auquel on payeroit tous les ans pour sa subsistance soixante écus d'argent sur ces revenus. Qu'à Burick les Catholiques seroient les

xercice public dans l'Eglise du Monastère
es Religieuses; mais que comme cette Egli-
e étoit trop étroite à cause de leur grand
ombre , elle seroit élargie aux dépens moi-
é des Réformez & moitié des Catholiques;
u bien qu'on céderoit aux Catholiques le
Chœur de l'Eglise Paroissiale de Burick avec la
acristie & une partie suffisante de la Nef de
Eglise qui seroit séparée du reste par une mu-
aille aux dépens des Réformez. Que le res-
e de l'Eglise & les revenus de la Cure & de
a Vicairie demeureroient aux Réformez qui
payeroient tous les ans aux Catholiques cent
cus pour l'entretien de leur Curé: Que jus-
qu'à cet élargissement ou séparation les Ca-
tholiques feroient le Service dans l'Eglise
Paroissiale: Que les Catholiques exerceroient
leur Religion dans ces cinq Villes suivant
l'usage de l'Eglise & Romaine en tous les
points, sans y pouvoir être troublez: Que
es Protestans Réformez & Luthériens en-
retiendroient à l'avenir avec les Catholiques
une bonne paix & amitié: Que tout ce qui
étoit passé durant & après ces derniers
changemens au fait de Religion & de ce qui
en dépend, seroit oublié: Enfin qu'à l'égard
des Grieffs proposez par les Catholiques &
par les Réformez on s'en informeroit de part
& d'autre, afin d'y remédier conformément
aux Traitez mentionnez ci-dessus.

Depuis ce Traité les deux Princes posse-
dans gouvernèrent tranquillement chacun la
portion qui lui étoit échue; & de concert ils
firent des instances à la Cour de Vienne
pour déterminer l'Empereur *Léopold* à met-
tre

tre le sceau de son approbation au Traité de Cleves de 1666. ce qui dura jusques bien avant en 1678. par les opositions qu'y formoit particulièrement la Maison de Saxe. Enfin le Decrèt de confirmation de ce Traité sorti de la Chancellerie Impériale le 17. Octobre 1678. La Maison de Saxe n'oublia rien pour engager l'Empereur à le révoquer, en faisant remontrer à Sa Majesté Impériale combien étoit contradictoire avec tant d'Actes soit de donation, de confirmation, ou d'investiture accordez par ses prédecesseurs; Enfin tous ces mouvemens étant inutiles l'Electeur *Jean George II.* s'adressa à la Diète de l'Empire, où il fit présenter une espece de Protestation en forme de Mémoire (a), dans lequel il établit ses Droits à la succession aux Etats de Berg de Juliers, de Cleves, contre la possession dont les Maisons de *Brandebourg* & de *Neubourg* s'étoient emparées. Mais ce Mémoire eut le sort de toutes les Protestations, & la Maison de *Saxe* n'en tira d'autre avantage, qu'elle ne pouvoir l'alleguer, comme une preuve de son oposition à ce Traité, & qu'elle n'avoit laissé passer aucune occasion de maintenir de Droits, ausquels elle n'a jamais voulu renoncer, qui sont fondez sur des Concessions Impériales & des Actes d'investiture; & reconnus même par la Maison de *Brandebourg* dans le Traité de *Futterbock*.

Les Princes possédans resterent donc en pais-

(a) On en peut voir la Traduction dans la Preuve. [V]

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 257
 aisible possession jusqu'en 1727. que *Samuel*
Gustave, Duc de Deux-Ponts, reveilla les
 rétenfions à cette fucceffion. Il étoit arrié-
 re-petit-fils de *Jean* l'ancien Duc de Deux-
 ponts & de *Madelaine de Cleves*, qui avoient
 eû trois Fils, *Jean* le jeune, *Frederic-Cafi-*
mir & *Jean-Cafimir* qui avoient formé les
 trois branches Palatines de *Deux-Ponts*, *Lande-*
berg & *Kleekourg*. La première étoit éteinte
 en 1661. par la mort de *Frederic* Fils de *Jean*
 le jeune; la feconde en 1681. en *Frederic-Louis*,
 qui avoit réuni *Deux-Ponts* & *Landsberg*: la
 troifième, dont le Roi de Suede *Charles XI.*
 étoit le Chef en 1681., fucceda au Du-
 ché de Deux-Ponts & à tous les Droits des
 Comtes Palatins de cette branche, & laiffa
 cette fucceffion à fon Fils *Charles XII.* qui
 mourant fans Héritiers, elle retourna aux def-
 cendans d'*Adolfe Jean*, Cadèt de fon ayeul,
 dont un Fils *Gustave-Samuel* vivoit, avec l'a-
 panage de *Kleebourg*, enforte que tous les E-
 tats de la ligne Palatine de Deux-Ponts fe trou-
 vrent réunis en lui en 1718., à la mort de
Alexandre du Nord.

Ce Duc *Gustave-Samuel* attaqua les Prin-
 ces Poffédans, fans reconnoitre néanmoins
 les Droits de l'Eleéteur de Brandebourg, en
 publiant la courte Déduction, ci-jointe, qui
 contient en abrégé toutes les raifons alleguées
 par d'autres de fes Prédéceffeurs.

„U

(1) Il étoit fils de *Catherine* de Suede & de *Jean-Cafi-*
mir Palatin de Deux-Ponts-Kleebourg, Fils de *Madelaine*
de Cleves, il avoit un Frere Cadèt, nommé *Adolphe-Jean*,
 à qui refta l'apanage de *Kleebourg*.

„ Il est notoire, dit-il, & suffisamment
 „ connu dans tout l'Empire, que S. A. S.
 „ *Gustave-Samuel-Leopold*, Comte Palatin
 „ & Duc Régnant de Deux-Ponts, a une
 „ prétension juste & incontestable sur le
 „ Duché de Juliers, & les pays, qui y ap-
 „ partiennent. Cependant S. A. S. se trou-
 „ ve actuellement indispensablement obligée, par
 „ rapport aux circonstances épineuses, qui
 „ se rencontrent dans cette affaire, de de-
 „ duire ici de nouveau ses justes prétensions
 „ en peu de paroles, & de les exposer aux
 „ yeux du Public.

„ Lorsque le Duc *Jean Guillaume* de Ju-
 „ liers & de Cleves mourut le 25. de Mai
 „ 1609, & que tous les Hoirs mâles furent
 „ éteints avec lui ; il se trouva encore en
 „ vie trois de ses Sœurs, la Princesse *An-
 „ ne*, mariée au Duc *Philippe Louis* de Ne-
 „ bourg ; la Princesse *Madeleine*, mariée au
 „ Duc *Jean I.* de Deux-Ponts ; & la Pri-
 „ cesse *Sibylle*, mariée au Marquis *Cha-
 „ les* de Burgau. L'ainée de ces trois sœurs
 „ la Princesse *Marie Eleonore*, qui avoit été
 „ mariée au Duc *Albert Frederic* de Prusse, étoit
 „ morte & il en restoit alors cinq filles, dont
 „ l'ainée *Anne* avoit épousé *Jean-Sigismond*
 „ Electeur de Brandebourg, & de laquelle
 „ il s'agit ici principalement.

„ Lorsque l'Empereur *Charles V.* accorda
 „ en 1546. le privilège de la Succession
 „ de Juliers au Duc *Guillaume*, en faveur

„ 1

„ son Epouse, la Princesse Marie, Archi-
„ Duchesse d'Autriche, & fille de l'Empe-
„ reur Ferdinand I., qui succeda à Charles V.,
„ on y inféra expressement. *Qu'en cas que*
le Duc Guillaume & son Epouse Marie vien-
droient à mourir, sans avoir laissé d'hoirs mâ-
les; tous les Duchés, pays, & leurs Sujets, en
tant qu'ils étoient fiefs de l'Empereur & de
l'Empire, seroient dévolus aux Princesses, que
le Duc Guillaume auroit procréés avec son E-
pouse la Princesse Marie, & si dans le tems de
leur décès, il ne se trouvoit plus de leurs filles
en vie, que cesdits pais seroient dévolus aux
déscendans sortis de leur mariage, & qui se
trouveroient alors en vie.

„ Ce cas étant donc arrivé, comme il est
„ notoire, S. A. S. la Duchesse de Deux-
„ Ponts ne manqua pas, après la mort du Duc
„ Jean Guillaume, de faire valoir, par tout
„ où il étoit convenable, ses droits, & pré-
„ tensions à la succession de ces pays, dévo-
„ lus en conformité de ce Privilège Impé-
„ rial.

„ Et bien particulièrement, lorsque l'E-
„ lecteur de Brandebourg, & le Duc de
„ Neubourg (qui immédiatement après la
„ mort du défunt s'étoient approchés de ces
„ pays pour s'en mettre en possession) eu-
„ rent fait en 1609. une Convention parti-
„ culière à Dortmund (a) par la médiation
„ du Landgrave Maurice de Hesse, où il é-
„ toit convenu, que tous deux, à savoir Bran-
de-

(a) Voyez la dans les Preuves [D]

debourg, & Neubourg, se mettroient réciproquement en possession de ces pais, & s'y chargeroient de l'administration, jusqu'à ce qu'il fut décidé juridiquement, ou convenu amiablement, auquel de ces deux cette succession héréditaire appartiendrait légitimement &c. „ La Duchesse de Deux-Ponts considérant, que par cette Transaction elle n'étoit pas seulement privée de l'Usufruit de ces pays; mais que même elle étoit tout à fait exclue de toute la Succession héréditaire par ces paroles expresses insérées dans ce Traité. *Qui de ces deux, (à savoir de Brandebourg & de Neubourg) en seroit ensuite déclaré le véritable héritier.* „ Elle protesta de la manière la plus solennelle contre cette Convention par une Lettre du 1. de Juillet 1609., & elle persista dans ses poursuites, jusqu'à ce qu'il lui fut promis le 29. de Juillet, à Heidelberg, après plusieurs négociations préalables, par l'Electeur Palatin, par Wurtemberg, par Baade, comme aussi par Brandebourg & par Neubourg, que par rapport à ses prétensions elle seroit mise en sûreté par des Réversales suffisantes lesquelles lui furent effectivement délivrées l'année suivante le 24. de Janvier dans la Ville de Hall (a) en Suabe, & par lesquelles on assura de la manière la plus forte, & la plus efficace à elle, & à ses Fils, ses droits, & ses prétensions sur cette succession.

„ Et

(a) Voyez ci-devant pag. 44. en haut. Cet Acte est dans les Preuves. [I]

„ Et lorsqu'ensuite l'Empereur *Mathias*
„ ordonna en 1615. à toutes les Parties, qui
„ prétendoient cette Succession, soit en tout,
„ ou en partie, de se sifiter devant le Conseil
„ Impérial Aulique, elle ne manqua pas non
„ plus d'y produire pour elle, & pour les
„ Princes ses Fils, leurs Droits, & leurs
„ justes prétensions. Mais comme pendant
„ la discussion de ces prétensions, (qui fut
„ exprès trainée en longueur) il s'alluma en
„ Allemagne cette longue & sanglante guer-
„ re, par laquelle le Duché de Deux-Ponts
„ (comme il est connu de tout le monde)
„ fut si épuisé, & si ruiné, qu'il n'en resta
„ presque aucune trace, la Séréniff. Maison
„ de Deux-Ponts fût aussi privée par consé-
„ quent de toute occasion, & de tous les mo-
„ yens nécessaires, pour pouvoir poursuivre
„ ses droits avec assez d'efficace.

„ Mais d'abord que la Paix de Munster &
„ d'Osnabrug fut conclüe, & qu'il fut stipu-
„ lé dans l'Instrument de cette Paix, Article
„ IV. §. ult. que les Parties litigantes pour
„ la Succession de Juliers s'accommoderoient
„ au plutôt, ou par les voyes de la Justice or-
„ dinaire, ou par un Accord amiable. Les
„ Héritiers mâles de la Duchesse (qui étoit
„ morte dans cet intervalle) ne manquèrent
„ pas d'avoir soin de leurs justes prétensions,
„ & de les exposer aux yeux du Public par
„ une Déduction circonstanciée, qui fut a-
„ lors renduë publique par l'impression.

„ Et lorsqu'en 1653. pendant la Diette gé-
„ nérale, qui fut alors tenue à Ratisbonne,

„ S. M. Impériale ordonna par un Réscrip-
 „ aux parties interressées & respectives qui,
 „ l'année precedente, s'étoient déjà adres-
 „ sées au Conseil Impérial Aulique de réas-
 „ sumer leur action commencée *cum ratiba-*
 „ *bitione retractorum* avant que l'année fût
 „ écoulée à compter de la date du Réscrip-
 „ & d'y produire les preuves ulterieures de
 „ leurs droits, afin qu'on puisse y procéder
 „ à une Sentence definitive, les Sérénissimes
 „ Héritiers mâles de la defunte Duchesse
 „ *Madeleine* de Deux-Ponts, de gl. m. ne
 „ manquèrent pas d'y poursuivre leurs justes
 „ prétensions, & de demontrer par une De-
 „ duction ample & imprimée, que le parta-
 „ ge recherché & prétendu par la Sereniss.
 „ Maison de Deux-Ponts étoit le mieux fon-
 „ dé en conformité du Privilège, que l'Em-
 „ pereur *Charles V.* comme le vrai Prince
 „ Juge en cette affaire, avoit accordé en
 „ 1546. Et que les prétensions des Parties
 „ opposées étoient vicieuses en partie *vitio*
 „ *plus petitionis*, & en partie *defectu voca-*
 „ *tionis specialis aut competentis actionis*, &
 „ que par conséquent elles étoient nulles &
 „ de nulle valeur.

„ Mais voyant, que cela n'étoit pas suffi-
 „ sant, pour leur procurer le moindre avan-
 „ tage, & ne pouvant espérer de long tems
 „ une Sentence definitive, la Séréniss. Mai-
 „ son de Deux Ponts-Landsberg crut ne pou-
 „ voir mieux faire, que de chercher son a-
 „ vantage par une Convention particulière.
 „ Comme effectivement le Duc *Frederic-*
 „ *Louis*

, *Louis* de Landsberg céda son tiers (a), de
, la Succession de Juliers, au Comte Palatin
, de Neubourg, pour une certaine somme
, d'argent comptant, le 28. d'Août 1660.
, par un Contrat formel fait, conclu, &
, signé au Château de Hambach (b), (cepen-
, dant avec cette restriction, que tout cela
, seroit fait sans préjudice de ses Cousins, & de
, ses autres Agnats.) Et lorsque l'année suivan-
, te le Duc *Frederic* de Deux-Ponts mourut, le
, 6 de Juillet, & que par conséquent un autre
, sixième de cette Succession lui échut en
, partage, il convint, & s'accorda de nou-
, veau sur cette portion pour une autre som-
, me d'argent avec le Comte Pal. de Neu-
, bourg à Grimlingshausen (c) le 20. de Mai
, 1667. cependant en y réservant les droits
, & les Prétensions de Sa Majesté Royale de
, Suede, & de son Oncle Paternel, Père du
, Duc à présent regnant. Cependant le Roi
, de Suede *Charles XI.*, & son Oncle Pater-
, ternel, le Duc *Adolphe Jean* ne voulurent
, ni entrer ni être compris dans cette Con-
, vention; ils protestèrent au contraire, &
, se réservèrent toujours leurs droits, & leurs
, Prétensions. Et effectivement il fut dit
, dans un Article Separé du Traité d'Allian-
, ce défensive, concluë le 1. de Decembre
, 1673. entre le Roi de Suede & l'Electeur
,, de

(a) Il y avoit alors 3. branches dans la Famille Pala-
ine de Deux-Ponts, comme je l'ai expliqué ci dessus
pag. 257

(b) Voyez en l'Extrait parmi les Preuves. [U]

(c) L'Extrait est dans les Preuves. [V]

„ de Brandebourg: que comme S. M. Royale de Suede s'est engagée Art. V., de se charger de la garantie des pays de Cleves, de la Marck, & de Ravensberg; & que d'ailleurs il est notoire, que tant elle que la Maison de Deux-Ponts a une Prétension legitime & de Droit sur la Succession de Juliers; & que les Prétensions de S. M. S. & de son Oncle Paternel le Duc Adolphe Jean, ont été réservées en leur entier dans la Confederation faite le 6. de Mai 1668 entre la Suede, Brandebourg, & Neubourg, suivant l'Article IX. dudit Traité, & que par conséquent elles sont toujours restées dans leur vigueur, comme elles sont encore actuellement, &c. C'est pourquoi S. A. S. E. de Brandebourg déclare par ces présentes pour elle pour ses Successeurs, & pour ses Hoirs mâles que S. M. Royale de Suede, & son Oncle Paternel, le Duc Adolphe Jean, ne recevront le moindre préjudice par la Garantie des Pays de Cleves, de la Marck, & de Ravensberg, dont Sadite M. Royale de Suede s'est chargée. Comme pour plus de sureté l'Art. IX. de la Convention conclue l'année 1668. a été repetée ici de mot en mot. (a).

„ Il seroit encore superflu de faire ici mention, que lorsque S. M. R. de Prusse, comme Electeur de Brandebourg, fit insister auprès de l'Empereur *Joseph* de g. m. pour en obtenir l'Investiture, on y fit insinuer

(a) Ce Traité & les Articles séparés sont dans le *Grand Corps Diplomatique des Traitez* Tom. VII. part. I. pag. 246. Col. 2.

finuer du côté de la Suede" : *Qu'en cas que la Prusse recherchât l'investiture des Pays de Juliers , comme cela avoit été fait l'année 1699., on auroit soin de ne lui accorder pas la moindre chose , qui put préjudicier à la Maison de Deux-Ponts ; laquelle , en conformité de ce qui avoit été traité à ce sujet depuis plus de cent ans tam judicialiter , quam extra-judicialiter , y avoit un droit incontestable & legitime (a).*

„ Et comme de cette manière la branche Palatine de la Maison de Deux-Ponts Klee-
bourg , s'est toujours réservée ses justes
prétensions sur la Succession de Juliers
jusqu'à la glorieuse mort du Roi de Suede
Charles XII. de g. m. ; S. A. S. le Com-
te Palatin , & Duc de Deux-Ponts à pré-
sent regnant *Gustave Samuel Leopold* com-
me le seul Descendant & heritier de
la défunte Duchesse *Madeleine* , qui
eût protesté , n'a pas manqué , après
avoir pris (*) les Renes de la Regence du
Duché de Deux-Ponts , qui lui étoit devo-
lu , de s'adresser très amiablement , & en
bon parent , à S. A. S. E. Pal. sur ses jus-
tes prétensions , & de lui faire déclarer ,
qu'il étoit resolu , & qu'il déclaroit , po-
sitivement , qu'il vouloit bien s'accor-
der avec Elle d'une manière convenable ;
mais que si ses bonnes intentions ne trou-
verent pas d'accès chez S. A. S. E. ou
„ n'é-

(a) Le Memoire du Ministre de Suede est rapporté dans
les Preuves [Y].

(*) en 1713.

„ n'étoient pas de son gout , & qu'elle r
 „ voulût pas s'accommoder avec lui par u
 „ accord raisonnable , S. A. S. de Deux
 „ Ponts se reservoit pour à présent & pou
 „ l'avenir toutes ses justes pretensions & s
 „ droits à cette Succession *in solidum &*
 „ *totum* ; ayant en même tems pris la pr
 „ caution, pour lui donner des marques v
 „ ritables & réelles de ses bonnes intention
 „ de joindre à ces propositions, *Statum Cas*
 „ *ſæ*, qui résulte inmancablement à presen
 „ des Accords passés & allegués.

„ Et quoi que S. A. S. Elect. y tepond
 „ en date du 19. de Fevrier 1722. ”. *Qu'e*
 „ *le n'étoit pas été encore suffisamment informé*
 „ *des prétendus droits de S. A. S. de Deux-Ponts*
 „ *au sujet de ses prétensions sur la Succession de*
 „ *Juliers ; néanmoins , qu'après en avoir reçu les*
 „ *informations nécessaires, elle ne manqueroit pas*
 „ *de s'expliquer là dessus au plutôt.*

„ Cependant toute cette affaire resta là
 „ & il ne s'ensuivit d'autre chose , que c
 „ que S. A. S. E. fit insinuer au Duc d
 „ Deux-Ponts le 8. d'Aout, & le 30. de De
 „ cembre 1726. (a).

„ Mais comme S. A. S. le Duc de Deux
 „ Ponts, quelque desir qu'elle eut de traiter le
 „ choses à l'amiable, se trouve obligée , v
 „ la situation présente des affaires , de pour
 „ suivre ses justes droits & ses prétensions
 „ la Succession des susdits pays ; elle est au
 „ surée, que personne ne pourra l'accuser d
 „ le

(a) L'extrait de ces Lettres est dans les Preuves [X].

les avoir soutenues d'une manière convenable, ainsi qu'elle le fait encore ici.

„ Au reste il seroit superflu d'examiner ici plus au long les droits & les prétentions de Deux-Ponts, comme aussi celles des illustres Maisons de Brandebourg & de Neubourg, d'autant que cela paroît avec évidence, par ce qui a été déjà ci-devant déduit, & par ce qu'on n'a pas voulu répéter ici que succinctement; à quoi Son Altesse Sérénissime de Deux-Ponts se rapporte, tant au sujet de la dispute entre Leurs AltesSES Sérénissimes Electorale de Brandebourg & Palatine d'un côté, que de celle de Deux-Ponts d'autre côté.

„ Au surplus, S. A. S. de Deux-Ponts se repose entièrement sur la juste assistance de S. M. Impériale, & sur l'étroite Alliance & l'Equanimité, (reconnue de tout le monde) de Brandebourg & de Neubourg; comme aussi sur les Conventions passées qui doivent incontestablement sortir leur effet.

Cette situation présente des affaires, dont parle le Duc Gustave-Samuel, & qui l'obligeoit à renouveler ses prétentions, étoit l'état où se trouvoit la branche Palatine de Neubourg, qui, quoique l'Electeur Philippe-William ait eu 17. Enfants, entr'autres 9. fils, qui la plupart lui survequirent, étoit réduite à trois Princes, dont deux étoient dans l'Ordre Episcopal, & âgez de plus de 60. ans; & l'ainé, Electeur Palatin, âgé alors de

66.

66. ans n'avoit que des filles , dont l'aînée même mariée au Prince héréditaire de Sultbach, Successeur naturel à l'Electorat, n'avoit aussi que des filles ; en sorte que le Duc juge que c'étoit le tems de reveiller ses prétentions , puisqu'on pouvoit être à la veille de disputer la Succession de *Juliers* & de *Ber*. Et comme le Conseil Impérial Aulique , & l'Empereur n'avoient jamais prononcé sur les Droits des prétendans , & que tous les partages entre Brandebourg & Neubourg , ne pouvoient leur porter préjudice puisqu'outre la clause *salvo jure tertii* , qu'ils avoient toujours employée , les prétendans n'avoient point manqué de protester en toutes occasions , la Succession redevenoit en quelque manière ouverte , & sujette aux mêmes dissensions qu'en 1609.

Cette même considération reveilla aussi les autres prétendans ; la Maison de Saxe produisit de nouveau ses droits aux yeux de toute l'Europe, fondés sur les Donations, Concessions, Confirmations & Investitures continuées de divers Empereurs , en soutenant que les Fiefs de la Succession de Cleves & Juliers , étoient de grands Fiefs de l'Empire ausquels les filles ne pouvoient succéder , & que le Duc *Jean Guillaume* étant mort sans Héritier mâle le cas de l'ouverture ou vacance de ces fiefs , avoit existé en faveur de la Maison de Saxe , qui y avoit un double Droit fondé sur les Concessions & Investitures Impériales , & sur le Contract de *Maria* & de la Duchesse *Sibylle de Cleves*, Epouse de l'E

l'Electeur Jean Frederic I. confirmé par l'Empereur Charles V. (a).

La Maison de Brandebourg prétendit que le Duchez de Juliers & de Berg, qui n'avoient été cédez par l'Electeur Frederic-Guillaume à la Maison de Neubourg que pour le bien de la Paix & par la raison des circonstances d'alors, qui ne subsistoient plus aujourd'hui, devoit être réunis aux autres Etats de la Succession de Cleves, qui étoient indivisibles, & qui tous lui appartenoient de droit, en vertu de la primogeniture établie dans ces Etats & reconnue par les Empereurs, en vertu du Contract de mariage de la Duchesse Marie Eleonore de Cleves, avec le Markgrave Albert Frédéric, enfin en vertu des dispositions Testamentaires du Duc Guillaume, Père de cette Princesse (b).

L'Electeur Palatin publia de son côté les raisons & les preuves de ses droits & prétentions contre celles de la Maison de Brandebourg, dans un Ecrit intitulé *Brevis Deductio Brevis quod Serenissimæ Domui Palatino-Neoburgicæ, contra Serenissimam Domum Electoralem Brandenburgicam, in Ditionibus Juliacensibus, Cliviensibus, & appertinentibus &c. competat* (c). Dans lequel, après avoir donné une courte relation de la manière, dont ces

Mai-

(a) On peut voir sur ce sujet la Déduction que la Maison de Saxe publia alors & que j'ai rapportée dans mon *Recueil d'Actes, Memoires &c.* Tom. VII. pag. 301.

(b) La Cour de Prusse lacha alors dans le Public une Déduction sous le titre de *Cent argumens &c.* qu'on trouve dans mon *Recueil d'Actes, &c.* Tom. VIII. pag. 64. & en suite une *Deduction Succinte*, qu'on trouve ci-après parmi les preuves [II].

(c) Elle se trouve à la tête du Tome VIII. de mon *Recueil d'Actes, Memoires &c.*

Maisons sont parvenues à cette succession, entre dans la discussion des argumens de Maison de Brandebourg, & on entreprend prouver que cette Succession consiste en Fimasculins, que si des filles y ont succédé été par Grace Impériale, & que Les lettres Impériales d'Habilitation, sont une preuve la nature de ces fiefs, d'où on conclut que la Maison Palatine étoit seule en droit de succéder à la mort du Duc *Jean-Guillaume*, chef du Palatin *Wolffgang-Guillaume* fils la Duchesse de Neubourg, *Anne de Cleves* sa mere, ainée des filles vivantes alors du Duc *Guillaume*, au lieu que la maison de Brandebourg n'offrit, pour habile à succéder qu'une fille (d) de la Duchesse *Marie Eleonore*, née à la vérité du Duc *Guillaume*, mais morte avant son frere *Jean-Guillaume*. Ce que la maison de Neubourg interpretoit encore en faveur vû que l'Acte d'Habilitation de *Charles Quint*, est clair sur cet article, disant : *n'existant plus d'héritiers mâles légitimes du Duc Guillaume, ses Etats parviendront à ses filles dudit Duc Guillaume & au cas qu'il n'en survécût aucune*, [donc c'étoit aux filles vivantes alors & non à leurs representans] & *héritiers mâles & légitimes provenant des filles du Duc Guillaume, en sorte qu'elles leurs dits héritiers mâles légitimes provenant d'elles en reçoivent l'investiture &c.* d'où il conclut, que la Duchesse de Prusse étoit l'héritière.

(d) Le Duchesse *Anne* de Prusse, mariée à *Jean Sigismund* Electeur de Brandebourg, dont descend le Roi de Prusse.

morte, avant le D. Jean-Guillaume; sa Sœur puînée, *Anne*, Duchesse de Neubourg, qui vivoit lors de cette mort, étoit seule habile à succeder, en vertu de l'Acte d'Habilitation, ou son fils, qui se trouvoit dans le cas de la Clause (*au cas qu'il n'en survécût aucune*) le seul mâle autorisé, & par l'Acte d'Habilitation & par les loix féodales, à prendre la Succession; enfin la Maison de Neubourg soutint la *Masculinité* de ces Fièfs, & prétendit que l'Empereur, qui en est le Seigneur suprême, ne leur reconnoissoit d'autre qualité.

Cette Déduction finit par une autre en faveur de la Maison de Sultzbach, dans laquelle on prouve, comme une conséquence de la première Déduction, que la branche Palatine de Neubourg venant à s'éteindre, c'est à celle de Sultzbach à lui succéder dans les Etats de la Succession échûs à Neubourg par le partage de 1666. & dans les Droits à tout l'héritage, si le cas de Vacance arrivoit. On y soutint la même chose que dans la Déduction de la Maison de Neubourg, ce qui étant prouvé, il s'ensuit que le Prince de Sultzbach a autant de Droit de succeder à Berg & Juliers &c. qu'à l'Electorat. Cette Déduction de Sultzbach a ensuite été publiée par la Cour de Berlin même, mais avec de savantes remarques pour la réfuter (e).

Enfin la Cour de Prusse voiant que cette

(e) On la peut consulter avec les Remarques dans le Tom. VIII. pag. 437. de mon *Recueil d'Actes* &c. Ces Remarques sont du savant *Dithmar* Professeur à Francfort sur l'Oder,

importante affaire prenoit un certain tour qui pouvoit la rendre de nos jours aussi importante & aussi chatouilleuse qu'en 1609, puisqu'on en faisoit à présent, comme alors, une affaire de Religion ; & outre cela une affaire laquelle non seulement l'Empire, mais même les Puissances voisines ne manqueroient point d'y prendre part, elle jugea à propos d'exposer de nouveau ses droits aux yeux du Public, qui semble s'intéresser de tout côté à cette affaire, qui, comme on le verra ci-dessous, fit enfin partie des grands arrangements qui furent pris pour rétablir, maintenir & perpétuer, s'il étoit possible, la Paix dans tous les Etats de l'Europe. Voici cette Déduction traduite de l'Alleman, elle sert de réponse à une autre de Neubourg-Sultzbach intitulée *Kurtz, jedennoch bestgegrudeten Unterrichts* &c, dans laquelle on entreprend de prouver que la branche de *Sultzbach* a seul le droit *in possessorio ut in petitorio* à toute la succession de Cleves & Juliers. On rapporte d'abord les argumens de la Déduction de *Sultzbach* & ensuite la réponse faite par chacun,

DEDUCTION SUCCINCTE & bien fondée des Droits de la Branche masculine des Princes Palatins de Sultzbach, sur les Duchez de Juliers, Cleves & Berg, des Comtez de la Marck & de Ravensberg & des Seigneuries de Ravestein & Winnendal &c. Avec une REFUTATION fondée en preuves, dans laquelle on établit les Droits de la Maison Royale de Prusse sur toute la Succession, lors de l'extinction de la branche Masculine de Neubourg, aux Duchez de Berg & Juliers tant in petitorio que in possessorio.

DEDUCTION I.

C'Est une chose universellement connue de tous ceux qui ont une légère connoissance des anciennes & illustres Maisons Electorales & Ducales de l'Empire Germanique & de leur Généalogie, & ce qui ne sera contesté de personne, qui aime à avouer la vérité toute pure, qu'en conformité de la Table Généalogique [mise à la tête du Tome II.] la Duchesse *Anne* de Juliers, de Cleves, & de Berg, a procréé avec son Seigneur & Epoux le Duc *Philippe-Louis* de Neubourg, plusieurs Princes, dont l'ainé, *Wolfgang-Guillaume*, a établi la branche des Ducs de Neubourg, comme le Cadet, *Auguste*, celle des Comtes Palatins de Sultzbach; &

Tome I. S qu'en

qu'en consequence, ces deux branches ont obtenu un droit égal à la Succession pleniére du dernier Duc de Juliers, de Cleves, & de Berg, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, lorsqu'il décéda en 1609. (à l'exception de l'ordre ordinaire, & de la primogeniture) & que ce droit s'est incontestablement communiqué à leurs descendants réciproques.

R E P O N S E I.

Quoi que ce soit une chose connue & notoire, que la Duchesse *Anne* de Juliers, de Cleves, & de Berg, &c. mariée au Duc *Philippe-Louis* de Neubourg a procréé, dans son mariage avec ce Duc, plusieurs Princes, dont l'ainé, *Wolfgang-Guillaume*, a fondé la branche des Ducs de Neubourg, comme l'autre, le Prince *Auguste*, a été le chef de celle des Ducs de *Sultzbach*, cependant on a fait voir depuis longtems avec fondement, & sur tout en dernier lieu dans les Remarques sur la pretendue *Deduction Succinte pour la Sérénissime Maison Palatine de Sultzbach*, (a) comme il paroitra encore avec plus d'évidence par la reponse présente à la nouvelle *Déduction succinte*, que tout ce qui a été allegué dans cette *Déduction* au sujet des droits, que ces deux Lignes ont obtenu reciproquement à la Succession entière du dernier Duc *Jean Guillaume* de Cleves, de Juliers &c, après qu'i

(a) Elle est avec les Remarques dans le Tom. VIII pag. 437. de mon *Recueil d'Actes, Negotiations &c.*

qu'il fut décédé en 1609, se trouve très mal fondé; mais que tout au contraire cette Succession est venue juridiquement & par droit d'heritage à la Princesse *Anne*, mariée à l'Electeur *Jean-Sigismond* de Brandebourg, & procrée de *Marie-Eleonore* Sœur aînée du Duc *Jean-Guillaume*, mariée avec le Duc *Albert-Frederic* de Prusse.

D E D U C T I O N II.

ET quoi qu'on n'ait pas envie, pour éviter toute prolixité, de s'arrêter particulièrement au Pétitoire, on ne peut néanmoins s'empêcher, pour mettre ici dans tout son jour le droit de Succession héréditaire, qui après l'extinction entière des hoirs mâles Palatins de la branche de Neubourg, à présent Electorale, revient incontestablement aux hoirs mâles de la branche des Ducs de *Sultzbach*, sur toute la masse de la Succession de Juliers, c'est-à-dire les Duchés de Juliers, de Cleves, & de Berg, comme aussi les Comtés de la Marck, de Ravensberg, & les Seigneuries de Ravenstein & de Winnendal; on effleurera cet article en passant, pour faire voir, que ces trois Duchés, & ces deux Comtés, en conformité des Lettres d'investiture Impériales, & d'autres preuves incontestables, sont de véritables Fiefs mâles, comme presque tous les autres Duchés, & Principautés le sont dans l'Empire, & que ces deux Comtés sont de vrais Fiefs Ducaux & mâles; & que par conséquent il n'appartient d'y succéder, à qui que ce soit, sorti des femelles de la famille des

Ducs de Juliers, à moins qu'il n'y soit rendu habile par un privilège particulier d'*Habilitation* de S. M. Impériale. Et c'est par un privilège particulier d'*Habilitation* de S. M. Impériale, que les seuls enfans de la Sœur du dernier Duc *Jean Guillaume* de Juliers, de Cleves & de Berg &c, mort l'année 1609. qui lui survivroit, & bien spécialement *celui des Enfans mâles* qui survivroit encore à sa Mere, furent déclarés habiles à cette Succession héréditaire. Ce dont on peut conclure sans peine, qu'aucun droit de Succession héréditaire dans les Pays de Juliers, de Cleves, de Berg, de la Marck, & de Ravensberg, ne peut compétér aux Princesses Sœurs du defunt Duc, qui n'ont pas procréé de fils, ou n'ont plus été en vie, lorsque le cas exista.

R E P O N S E II.

Pour ce qui regarde le prétendu fondement, sur lequel on prétend bâtir les droits prétendus des deux Maisons Palatines de Neubourg & de Sultzbach à l'héritage du dernier Duc *Jean Guillaume* de Cleves, de Juliers & de Berg, Comte de la Marck, & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein & de Winnenthal, à savoir:

„ Que les mentionnés trois Duchés, & les
 „ deux Comtés, en conformité des Lettres
 „ d'investiture Impériales, qui dans ces for-
 „ tes de cas en parlent clairement, com-
 „ me aussi d'autres Documens incontestables,
 „ ressembtent à presque tous les autres
 „ Duchés & Principautés, comme aussi aux
 „ Comtés de l'Empire, qui sont de vrais
 „ Fiefs

» Fièfs masculins , & que par consequent au-
» cun descendant de la ligne feminine de Ju-
» liers ne peut pretendre à cette Succession,
» à moins qu'il n'y ait été rendu habile par
» un *Privilege d'Habilitation* ; par le quel privi-
» lege d'Habilitation de S. M. Impériale , les
» seuls fils de la Princesse *Anne* Sœur vi-
» vante du dernier Duc *Jean Guillaume* de
» Juliers , &c mort en 1609 , & bien par-
» ticulierement les fils , qui survivroient à
» leur mere , ont été rendus habiles à suc-
» ceder dans ces pays”.

On en a déjà prouvé avec évidence la fauf-
seté à différentes fois , & particulierement
dans les *Remarques* alleguées , & on a fait voir,
que ces trois Duchés , & Comtés , situés
dans les Païs-Bas , & des deux côtés du
Rhyn , comme , *Brabant , Flandres , Artois ,*
Hainault , Namur , Limbourg , Luxembourg ,
la Lorraine , la Hollande , Gueldres , Zutphen
&c. sont effectivement des *Feuda promiscua* ,
& qu'en tout tems les Princesses vivantes ,
suivant l'ordre de leur naissance , ont succédé
dans ces pays après l'extinction de la Ligne
Masculine. Comme donc , pour éviter tou-
te prolixité , on veut bien s'y rapporter , on
se contentera de repeter ici en peu de mots
au sujet des Duchés de Juliers , de Cleves ,
& de Berg , & des Comtés de la Marck &
de Ravensberg , que ces dits pays , en con-
formité des témoignages authentiques , des
coutumes constamment observées dans les Fiefs ,
des anciennes & nouvelles Investitures , des
Conventions provinciales fait entre le Prince &
les Etats , & confirmées par les Empereurs , com-

me aussi en vertu des pactes & des contrats de Mariage, sont aussi *Feuda promiscua* & qu'en tout tems les Princesses, & leurs Descendans, sans aucune *Habilitation* préalable des Empereurs, y ont succédé, après l'extinction des Hoirs mâles.

Sans charger cette Reponse par le témoignage de plusieurs Auteurs, & autres Savans très versez dans le Droit féodal, l'Empereur *Maximilien I.* lui-même a rendu témoignage de la Succession féminine dans les Duchés de Juliers & de Cleves, dans sa *Deductio Jurium Mariæ Burgundicæ*, comme on le trouve dans *Leibnitz in Mantissa Cod. Dipl.* p. 27. où il est dit :

„ Item que ez parties de Gaule, hors du
 „ Royaume de France, comme sont les
 „ Duchez, Comtés, Baronies, Castellennies
 „ Pairies, & autres Fiefs, deçà le Rhyn,
 „ que l'on dict *de parte Galliaë Belgicaë*,
 „ comme les Duchez de Brabant, Lim-
 „ bourg, Luxembourg, Cleves, Gueldres,
 „ Juliers, Lorraine, Bar, les Montz, [*Berg*] la
 „ Comté de Flandres en partie, assavoir
 „ Allost & Thenremonde, les Comtés de
 „ Namur & de Hainault, la Marque de
 „ Zutphen, Hollande, Zeelande &c. sans
 „ quelque difficulté, iceux & tous autres
 „ Fiefs & dignités ont succédé & succèdent
 „ sur filles, & de ce sont advenus les cas
 „ tant de fois que sans nombre.

D'ailleurs la Succession femelle dans les pays de Cleves, Juliers, Berg, de la Marck & de Ravensberg y a été si bien en usage, en tout tems, que dans le moment, que la

Ligne mâle y est venu à manquer, ils sont toujours tombé en héritage à la Ligne féminine. En sorte que lorsqu'en 1268. la postérité mâle des derniers Comtes de Cleves fût éteinte par la mort du Comte *Jean* ; cette Succession échût aussi-tôt à *Marguerite*, fille de son frere *Thierry XI.* comme à la plus proche heritière. Et par son mariage avec le Comte *Adolphe* de la Marck, ces deux Pays ayant été unis, la Succession féminine fut établie pour toujours dans ces pays, suivant le droit de la primogéniture, par les *pacta unionis* faits entre *Adolphe* Duc de Cleves & Comte de la Marck, & les Etats de ces pays, en 1418. (b) comme ensuite les héritiers, & les descendans en general ont été investis de ces pays, y compris la ligne féminine suivant la Succession féodale, & établie dans ces pays, en conformité des anciennes Lettres d'Investiture & d'autres Documens (c).

Les mêmes circonstances se rencontrent dans la Succession féminine au Duché de Juliers; comme les héritiers & les descendans en general en ont été investis de tous tems par les anciennes Lettres d'Investiture, (d) & par consequent, suivant les Coutumes féodales établies dans ces pays, il faut nécessairement comprendre entre ces Héritiers & Successeurs, la ligne féminine. D'autant que, lorsque par la mort du Comte *Jean de Falckenberg*, dont la Comté fait une grande partie de ce
Du-

(b) Voyez les Preuves [BB].

(c) Ibid. [CC].

(d) On les trouve dans les Preuves [DD].

Duché, la Ligne Masculine y fut éteinte en 1352. sa sœur ainée, *Philipote*, ne fut pas seulement investie de cette Comté ; mais aussi, lors que le Duc *Renaud* de Gueldres & de Juliers décéda en 1417. sans laisser de successeurs mâles, le Comte *Arnold* d'Egmont fut investi de ces Pais, par l'Empereur *Sigismond*, par droit d'héritage de sa Mère *Marie*, & de son Ayeule *Jeanne*.

Ces mêmes circonstances se rencontrent encore dans le Duché de Berg ; car lorsque le Comte *Adolphe* décéda en 1227. sans laisser d'hoirs mâles, sa fille *Cunigardes* mariée au Comte *Henry de Limbourg*, lui succéda, & lors que la postérité masculine de cette Comtesse fut encore éteinte, sa fille *Marguerite* succéda dans ces Pays, & par son mariage avec le Comte *Otton* de Ravensberg, les Pays de Berg & de Ravensberg furent unis. Leur fille *Marguerite* hérita ensuite ces Pays, & les porta en dot à son Mari *Gerard* de Juliers. Et enfin ces Pays sont tombés en héritage à la Princesse *Marie*, fille unique du dernier Duc *Guillaume* de Juliers, &c. &c. & par son mariage avec le Duc *Jean* de Cleves, & par le Contrat de Mariage, & les autres pactes d'Union, ont été combinés avec les Pays de Cleves & de la Marck ; & par conséquent la succession féminine, au défaut des hoirs mâles a été encore plus affermie dans ces Pays, qui sont incontestablement venus par héritage, & par droit de succession, après l'extinction des hoirs mâles, aux Princesses, & à leurs Descendants mâles, & femelles, sans aucune *Habilitation* préalable des Empereurs,

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 281
eurs, & qu'ils ont été unis, & combinés,
omme on le peut voir par la Table Généa-
ogique, par conséquent, tout ce qui a été
allegué dans cette Déduction, au sujet de l'*Habi-*
litation, qui seroit nécessaire dans ces Pays,
u Sexe féminin, pour le rendre capable d'y
succéder, tombe de soy même. Demême le
privilège Imperial d'*Habilitation* allegué, en-
tant qu'il est contraire aux droits bien acquis,
& établis des Princesses, est *ipso jure* nul &
de nulle valeur, & que par conséquent, tou-
tes les prétensions, que les hoirs mâles de
Neubourg & de Sulzbach forment sur ces
Pays, s'évanouissent entierement; vû que
l'Empereur n'a pû, ni voulu priver les
Princesses des Investitures, qu'elles ont ob-
tenu par une constante succession féodale fé-
minine, ni des Conventions & Pactes faits en-
tre le Prince & les Etats du Pays, ni de
leurs autres droits bien acquis, par un nou-
veau règlement. D'autant que *Charles V.*
aussi bien que ses successeurs *Ferdinand I.*
& *Maximilien II.* ont accordé, par leurs Let-
tres d'Investiture des années 1521. 1559. &
1566. „ de pouvoir posséder les Pays men-
„ tionnés, & de pouvoir en jouir, & s'en
„ servir, comme il seroit convenable dans
„ ces Duchés, Principautés, Comtés &
„ Seigneuries suivant l'usage & le Droit féo-
„ dal”.

De même l'Empereur *Ferdinand I.* ratifia
de nouveau la succession féodale, qui en tout
tems avoit été en usage dans ces Pays, par
la confirmation, qu'il accorda l'année 1559.
à cause de l'union de ces Pays, & où il dit,

„ Nous confirmons , & ratifions aussi pa
 „ nôtre pleine Puissance Imperiale & ave
 „ connoissance de cause , en vertu de ces pré
 „ sentes , & c'est notre volonté que lesdit
 „ Duchés & Pays de Juliers , de Cleves , d
 „ Berg , de la Marck , & de Ravensber
 „ restent ensemble unis & combinés , san
 „ pouvoir jamais être séparés , tant que la suc
 „ cession des héritiers , & de la posterité d
 „ S. A. S. en ligne descendante , subsistera &
 „ continuera.

Outre cela on a toujours eu soin de ré
 server aux Princesses , leur droit éventuel à l
 succession dans ces Pays , dans tous les Con
 tracts de Mariage , & dans les Renoncia
 tions. Comme dans le Contrat de Maria
 ge , lors que la Princesse *Marie-Eleonore*
 sœur aînée du dernier Duc *Jean-Guillaume* d
 Cleves , fut mariée avec le Duc *Albert Fre
 deric* de Prusse , on inséra cette condition ex
 presse.

„ On est encore convenu , & on a stipu
 „ lé , que si Nous *Guillaume* Duc , & *Ma
 „ rie* Duchesse de Juliers , de Cleves , & de
 „ Berg , laissons après notre décès des hoirs
 „ mâles , mais qui ensuite ne laisseroient pas
 „ des héritiers ; qu'en tel cas nos Duchés ,
 „ de Juliers , Cleves & Berg , & les Com
 „ tés de la Marck , & de Ravensberg , &
 „ toutes nos autres Seigneuries , avec toutes
 „ leurs terres , appartenances & dépendan
 „ ces , & toutes les juridictions & préroga
 „ tives , qui nous appartiennent à présent
 „ réellement , & que nous possédons , ou ce
 „ que Nous ou nos héritiers mâles laisserons
 „ après

après nous, sans en excepter aucune chose, avec tous les Pays, Habitans, & Sujets, comme Nous, & nos heritiers mâles en avons joui, ou aurions pû en jouir, doivent, en vertu, & suivant le Contenu des Privilèges Impériaux obtenus & confirmés, revenir & tomber en héritage à notre très chere fille ainée, la Princesse *Marie-Eleonore*, Epouse du Duc *Albert-Frederic* de Prusse, nôtre futur Gendre, & à leurs enfans respectifs, en cas qu'ils en procerent ensemble. Et si le cas existoit, que nos deux chers fils *Charles-Frederic*, & *Jean-Guillaume* vinsent à mourir, sans laisser des héritiers (ce qu'à Dieu ne plaise) alors ces dits Duchés & Pays viendroient à nôtre très cher Gendre le Duc *Albert-Frederic*, & à nôtre très chere fille ainée *Marie-Eleonore*, & à leurs Heritiers. Comme nous serons tout nôtre possible, & n'obmettrons rien, pour exhorter gracieusement notre Noblesse, & les Etats de nos Pays, d'y donner leur consentement & approbation, comme ils seront obligés de faire, en conformité des susdits privilèges Imperiaux ”.

Une pareille succession éventuelle dans ces Pais, après le décès des deux sœurs ainées, & de leurs descendans, fut ensuite réservée à la troisième Princesse *Madelaine*, dans son contrat de Mariage fait avec son Epoux le Duc *Jean* de Deux-Ponts, où il est marqué.

„ Au reste, en cas que notre dite chere fille ainée, la Princesse *Marie-Eleonore*, & de même notre seconde fille, la Princesse

„ *Anne*,

„ *Anne*, Comtesse Palatine du Rhin, vir
 „ sent à mourir sans laisser d'Enfans légiti-
 „ mes, (ce qu'à Dieu ne plaise) alors notr
 „ dite fille *Madeleine*, ou ses descendans lé-
 „ gitimes, entreront au lieu & à la place d
 „ nos deux dites filles, ou de leurs descen-
 „ dans légitimes, & posséderont en héritag
 „ tous les Pais, Sujets, & Biens de notr
 „ succession, & de la même manière, qu
 „ nous, *Marie-Eleonore*, Duchesse de Pruss
 „ ou ses héritiers légitimes les aurions pos-
 „ sédés.

Ensorte que le susdit Privilège d'*Habilita-
 tion* n'a mérité aucune attention ni du Duc
Guillaume de Cleves &c. ni de la Maison Pa-
 latine de Neubourg, & qu'on a toujours ob-
 servé, comme il n'étoit que juste, dans le
 pais de Juliers, Cleves, Berg, la Marck &
 Ravensberg l'ancienne Coutume féodale, c'est
 à dire que la succession dans ces pais fu
 toujours conservée aux Princesses suivant l'or-
 dre de primogeniture, après l'extinction de
 hoirs mâles.

DEDUCTION III.

LA sœur aînée du dernier Duc *Jean-Guil-
 laume*, la Duchesse *Eleonore*, qui a été
 mariée au Duc de Prusse, & de laquelle la
 Maison Electorale de Brandebourg, à pré-
 sent Royale de Prusse, dérive ses droits
 de succession, suivant la Table Généalogique
 (a) n'eut point d'enfans mâles, & Elle laissa
 seule

(a) Raportée au commencement du Volume des Preu-
 ves.

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 285
sement des Princesses; outre cela Elle
eut pas le bonheur, de survivre à son frere
le dernier Duc *Jean-Guillaume*, & ne se
trouva pas par consequent dans le cas stipu-
lé *pro conditione*, dans le Privilège Impérial
d'*Habilitation*. Ensorte que la Princesse sa
fille, qu'Elle avoit procréée avec le Duc de
Pusse, & qui fut ensuite mariée dans la Mai-
son Electorale de Brandebourg ne pouvoit
jamais prétendre le moindre droit de suc-
cession dans les susdits Pais, & ne pouvoit
porter ce droit dans la Sérenissime Maison E-
lectorale.

R E P O N S E III.

Parce que le susdit Privilège d'*Habilitation*, avec toutes les consequences, qu'on
peut en tirer, tombent entierement, com-
me nous l'avons déjà suffisamment fait voir
plus haut; & qu'au lieu de cela, pour décider
les differens présens, il faut absolument met-
tre pour fondement les Coutumes féodales,
introduites dans les pais de Cleves, de Ju-
liers, Berg, la Marck & Ravensberg, en
conformité desquelles les filles, après l'ex-
tinction de la ligne masculine, ont, avec
leurs descendans, suivant l'ordre de la primo-
geniture, le droit de succession dans ces
pais. C'est pourquoi la Fille aînée, *Marie-
Leonore*, avec sa fille, *Anne*, qui fut mariée
à l'Electeur *Jean-Sigismond* de Brandebourg
ont eu un droit incontestable à la succession
entière du dernier Duc de Cleves, &c. *Jean-
Guillaume*, mort l'année 1609. lequel droit
elles

elles ont certainement transporté à la Maison Royale de Prusse ; à quoi ne repugne solument pas , que la susdite *Marie-Eleonore* n'a pas survécu , ce qui est le cas *pro conditione* dans le privilège d'*Habilitati-* d'autant que si le susdit privilège d'*Hab-* *tation* étoit d'une force suffisante, ladite condition pourtant ne pourroit pas avoir le moindre fondement ; parceque dans la succession linéale , le droit de succession est déjà dévolu par les loix des Pais , & par la Coutume féodale à tous les descendans du premier querant.

Grot. de J. B. & P. Lib. II. c. 7. §. 22.

Et que par consequent cela a été toujours inséré dans les Lettres d'Investiture de ces Pais au sujet des héritiers ; & que delà il s'est fait incontestablement , que le décès de la Princesse *Marie-Eleonore* , arrivé pendant la vie de son frere, le Duc *Jean-Guillaume* , avant la dévolution de ces Pais, ne peut point être judiciaire à ses Descendans.

D E D U C T I O N. IV.

AU lieu que la sœur du dernier Duc *Jean-Guillaume* de Juliers , &c. la Princesse *Anne* , qui fut mariée au Duc *Philippe-Léopold* de Neubourg , eut de son mariage deux fils le Duc *Wolfgang-Guillaume* , chef de la Ligne Palatine de Neubourg , & *Auguste* , chef de la Ligne Palatine de *Sulzbach* , & qu'elle eut le bonheur de vivre encore plusieurs années après

mort de son frere , le dernier Duc *Jean-Guil-*
ume ; enforte que les Privilèges Imperiaux
 Habilitation ont été accomplis en general
 : en particulier dans les descendans de la
 Duchesse *Anne* , tant de la Ligne de Sultzbach,
 que de celle de Neubourg. C'est pourquoi
 on laisse à tout homme juste & impartial,
 juger si, après l'extinction de la Ligne ma-
 culine de Neubourg, toute la Masse de la
 succession de Juliers, à savoir les Duchès de
 Juliers, de Cleves & de Berg, avec les Com-
 tés de la Marck & de Ravensberg, & les
 seigneuries de Ravestein & de Winnendal,
 ne devroient pas être adjudés *in petitorio*, à la
 Maison Palatine de Sulzbach. D'autant que
 cette Ligne Palatine de Sulzbach, qui est sortie
 du deuxième fils de la Duchesse *Anne* de Ju-
 liers, n'a jamais fait aucune Cession du moin-
 dre village, qui appartient à la masse entière
 de la susdite succession; encore moins a-t-elle
 été intéressée, ou a-t-elle pris la moindre
 part dans la convention héréditaire, qui fut
 faite en 1666. entre la Maison Electorale de
 Brandebourg, & la Maison Palatine de Neu-
 bourg, „ & par laquelle cette susdite Mai-
 son Palatine de Neubourg, dans la bonne
 intention de conserver alors la paix & la
 tranquillité dans l'Europe, & particulière-
 ment dans l'Empire, „ abandonna & ceda
 pour elle seule tout le Duché de Clèves, a-
 vec les Comtés de la Marck & de Ravens-
 berg, à S. A. S. Elect. de Brandebourg;
 mais que tout au contraire, dans toutes les
 occurrences & occasions, elle a toujours
 réservé pour elle ses droits & prétensions in-

contestables sur toute la Masse de cette succession ; ayant toujours eu pour Principe que les circonstances du susdit privilège d'*Établissement* étoient bien fondées & incontestables ; „ & lors de la décision juridique „ des différens reciproques sur cette succession on mettroit pour fondement dans „ petitoire la qualité des susdits hoirs mâles „ de ces mentionnez Pays, & qu'on y prendroit pour règle de cette décision „ Lettres d'Investiture, & le Privilège d'*Établissement*, accordés par les Empereurs ; & qu'ensuite la succession dans ces Pays ne seroit pas étendue plus loin, que sur N. les fils de la sœur du dernier Duc de Juliers *Jean-Guillaume*, & particulièrement N. sur les fils de celle des sœurs, qui étoit encore vivante, lorsque le cas susdit arriva, afin que la Maison Royale de Prusse ne pourroit pas se flatter d'une décision favorable *petitorio*. Ensorte que la Maison Palatine de Sulzbach a toutes les raisons du monde, se mettre en sûreté, & de se précautionner contre une décision contraire *in petitorio*, qui à la fin pourroit bien être donnée en tel lieu, & contre une Convention ultérieure & amiable sur cette succession, qui pourroit facilement faire de nouveau à son préjudice ;

R E P O N S E IV.

La Duchesse *Anne*, mariée au Duc *Philippe-Louis* de Neubourg n'a pas eu un droit plus grand à la succession du dernier Duc

Jean

Jean-Guillaume, par le susdit Privilège d'*Habilitation*, que par la Coutume établie dans ces Pays; parce que, si même on vouloit reconnoître la validité de ce Privilège, cette Princeſſe, & ſes hoirs mâles n'auroient pu avoir aucune portion dans la ſuſdite ſucceſſion en vertu de ce privilège, étant certain, que dans ce cas, les hoirs mâles des filles doivent premièrement arriver à cette ſucceſſion, lorsqu'il ne ſe trouve plus de ces dites filles en vie. Mais comme à la mort du dernier Duc *Jean-Guillaume* de Juliers, il ſe trouva encore en vie deux de ſes ſœurs puînées *Madeleine* & *Sibylle*, ce Privilège ſeroit plutôt à l'avantage de la Maïſon Royale de Pruſſe, parce qu'à la mort du dernier Duc *Jean-Guillaume*, qui arriva l'année 1609, il n'y trouva effectivement, en vie, deux hoirs mâles de ſa ſœur ainée *Marie-Eleonore*, à ſavoir deux fils, *George-Guillaume*, & *Joachim-Sigismond*, que ſa fille *Anne* avoit procréés avec ſon Epoux l'Eleſteur *Jean-Sigismond*, dont l'ainé naquit en 1595. & l'autre en 1603. Et qu'outre cela il ne fait rien à l'affaire, que ces deux Princes n'ont pas été fils de *Marie-Eleonore*, d'autant que cela n'eſt pas poſitivement ordonné par ce Privilège. Et comme ce Privilège, qui eſt tout à fait contraire à la ſucceſſion féodale, qui y étoit déjà effectivement introduite, avant qu'on en fit le partage héritaire, ne peut pas ſervir en juſtice contre les droits acquis des Princeſſes, & de leurs deſcendans, à la ſucceſſion dans ces Pays, ni de règle & de fondement dans la deciſion des différens préſens; mais que les

anciennes coutumes féodales, introduites légitimement dans ces Pays, par un Usage constant & non interrompu, par des Lettres d'investiture, par des Conventions Provinciales. & des Contrac̃ts de mariage, doivent nécessairement servir de règle & de base, dans la décision de ces differents. Toute personne raisonnable & impartiale ne voudra, & ne pourra disputer à la Maison Royale de Prusse les Pays devolus par la mort du dernier Duc *Jean-Guillaume*; au lieu que la Maison Palatine de *Sultzbach* a raison de craindre, d'être pour toujours exclue *in petitorio* de la succession de ces Pays, & que par consequent elle devoit chercher & tenter toutes les voyes amiables pour parvenir à un accommodement.

DEDUCTION V.

POUR ce qui regarde, en second lieu le Possessoire, & les droits incontestables qui en cela militent à l'avantage de la Maison Palatine de *Sultzbach*, toutes les Negotiations & Actes juridiques, & bien spécialement la Convention de Dortmund (*b*) du dernier jour de May 1609. & le recés du 26. de Juin 1609 fait au sujet de cette Convention entre la Maison Electorale de Brandebourg, & la Palatine de Neubourg, prouvent avec évidence, qu'immediatement apres la mort susdite, la Duchesse *Anne* de Juliers, de Cleves & de Berg a fait faire NB. pour elle-même

(a) Elle est rapportée dans les preuves [D]

fusdite Convention , au sujet de ces Ducs, comme aussi des Pays de la Marck & de Ravensperg , par son fils aîné , le Duc *Wolfgang-Guillaume* NB. comme son Plenipotentiaire. Et ce droit incontestable , & la possession réelle que cette Duchesse a acquise par là , est (suivant tous les Droits & Loix , comme aussi par la Convention présentée à sa Majesté Imperiale in 1614. , par les *Pacta-Donus* que la Duchesse *Anne* de Juliers de Cleves & de Berg a faits avec son Mari en 1613 , & enfin par son Testament de l'année 1630) parvenu après sa mort à tous ses fils , & par conséquent aussi bien à son deuxième fils , Chef de la branche de Sultzbach , qu'au fils aîné le Duc *Wolfgang-Guillaume*. Et que celui-ci n'a obtenu en cela aucun autre avantage , que celui qu'il avoit en vertu de sa primogéniture ; & dont on ne peut pas tirer avec raison d'autre conséquence , que non qu'après l'extinction entière de la branche aînée , celle du Duc *Auguste de Sultzbach* entre dans tous les Droits , que la première Mere de famille la Duchesse *Anne* a acquis sur toute la Masse de la succession , par la possession primordiale , & que suivant tous les Droits , la Convention , que la branche aînée a faite avec la Maison Electorale de Brandebourg sans l'intervention de la deuxième branche , ne peut absolument pas être préjudiciable aux successeurs & descendants du deuxième fils le Duc *Auguste de Sultzbach* ; & que non obstant tout cela , cette deuxième branche a absolument conservé dans leur entier les droits primordiaux de succession & de possession

fession sur toute la Masse, c'est à dire sur l
 Pays de Juliers, de Cleves, de Berg, de
 Marck, & de Ravensberg. Ce qui en troi
 me lieu se verifie avec plus d'évidence, qu
 suivant les preuves rapportées ci-après (a),
 Serenissime Maison Palatine de Sultzbach
 solennellement protesté auprès de S. M
 Imperiale contre la Convention hereditaire
 „ qui fut faite l'année 1666. entre les Ma
 „ sons de Brandebourg & de Neubourg
 „ qu'elle s'est réservée expressement en to
 „ tems ses droits sur toute la Masse de ce
 „ te succession ; & parce que la brancl
 „ ainée de Neubourg s'est desistée par la s
 „ dite Convention de tous ses droits sur l
 „ Pays, de Cleves, de la Marck & de R
 „ vensberg, qu'elle s'est adressée par des voy
 „ ordinaires & permises aux Juges suprém
 „ de l'Empire, pour revendiquer lesdits Pa
 „ de l'Electeur de Brandebourg.”

Par quelle raison peut-on donc soutenir
 équitablement de la part de la Maison Roya
 de Prusse, que la deuxième branche Palati
 de Sultzbach n'a jamais eu ni part ni droit
 la Con-possession de toute la Masse, & qu'
 voudroit à présent approprier à cette bran
 un Droit, qu'elle n'avoit jamais prétendu,
 n'avoit jamais eu, d'autant que les susdits D
 cuments, entre lesquels la Convention
 Dortmund du dernier de May 1609. &
 Recès de Duffeldorp, en date du 20. de Ju
 de la meme année, faits avec S. A. S. Eléc

(a) On les trouve parmi les Preuves [S]

Brandebourg, démontrent évidemment
ut le contraire.

R E P O N S E V.

Ce qu'on avance icy d'une possession & non-possession primordiale sur les Pays de Juliers, de Cleves, de Berg, de la Marck & de Ravensberg, qui devoit competer à la Maison Palatine de *Sultzbach*, n'a aucun fondement, parce qu'il est notoire & connu de tout le monde, que l'Electeur de Brandebourg *Jean-Sigismond* s'est mis tout seul en possession de ces Pays, au nom de sa femme, *Anne*, comme heritière seule & legitime, comme les Instrumens icy joints (a) le prouvent; & qu'ensuite, à cause des conjonctures de ce tems, il a admis, dans la con-possession de ces Pays, le Duc *Wolffgang-Guillaume* de Neubourg, par la susdite Convention de *Dortmund*, où il n'a été faite aucune mention de son frere, le Comte Palatin *Auguste* de *Sultzbach*. Comme aussi le Plein-pouvoir, que la Duchesse *Anne*, a donné dans ce tems, pour faire cette Convention, ne fait rien à l'affaire; & comme ensuite elle n'a pas été prise dans la Con-possession, les Pactes faits en 1613. les Actions intentées devant S. M. Imp. en 1614. & son Testament fait en 1630. n'ont absolument pas pu transférer à la ligne Palatine de *Sulztbach* ce droit de possession. Et comme, de l'aveu même de la Maison de *Sultz-*
bach, cette Maison n'a pas été comprise dans

T 3

le

(a) Voyez les Preuves [Z].

le Recès Hereditaire de Dusseldorp, il s'en suit de soi-même, que c'est avec fondement & avec raison, que la Maison Royale de Prusse soutient, que la Maison Palatine de Sulzbach n'a aucune prétension ni part à la Con-possession ni de tous les susdits Pays en general, ni en particulier des Duchés de Juliers & de Berg, & que par consequent la possession de tous ces Duchés & Pays appartient à la seule Maison Royale de Prusse, après l'extinction des hoirs mâles de la Maison de Neubourg, vu qu'elle ne s'est jamais délistée de ses prétensions sur toute cette succession, mais qu'elle se l'est toujours entierement réservée dans toutes les Conventions, qu'elle a faites avec Neubourg.

DEDUCTION VI.

QUatrièmement dès le commencement de cette Dispute sur la succession de Juliers; la Duchesse *Anne* a transporté à son deuxième fils le Duc *Auguste de Sulzbach*, & celui-ci aux heritiers mâles de sa Branche; son droit incontestable de Succession, ce qui est confirmé par plusieurs Actes solennels, qui sont passés tant *judicialiter*, que *extrajudicialiter*, & particulièrement, par les requisitions de l'Investiture de ces Pays, faite publiquement à la Cour Imperiale l'année 1692. (a) a paru le Seigneur Electeur Palatin *Jean-Guillaume*, de gl. mem. & l'année 1717. par S. A. S. Elect. alors régnante, sans qu'il y ait été fait la moindre mention de la Maison Elec-

(a) Rapportée dans les Preuves [GG]

Electorale de Brandebourg, à présent Royale de Prusse, & que par conséquent ces Investitures de toute la masse de la succession, ont été prises en même tems pour les hoirs mâles de la branche Palatine de *Sulztbach*; ce qui a été recherché *quasi in conspectu totius Imperii*. C'est pourquoi il est impossible de s'imaginer, que si Sa Majesté le Roy de Prusse, étoit informée de toutes les circonstances du droit primordial & con-possefforial, qui appartient légitimement à la Maison Palatine de *Sulztbach*, par tant d'Actes publics confirmés, & soutenus inalterablement jusqu'à présent, tant par rapport aux Duchés de *Juliers*, & de *Berg*, qu'aux autres Pays de S. A. S. Elect. Palatine; elle voulût s'y introduire à main armée, & en priver la Maison Palatine de *Sulztbach*. D'autant qu'il a été réglé par la paix de Westphalie, par laquelle la Maison Electorale de Brandebourg a obtenu, sans cela, des avantages considérables, & que par conséquent elle a raison plus que personne, de soutenir, que toute l'affaire de la Succession de Juliers resteroit *in statu quo* jusqu'à ce qu'elle fût finie entièrement, ou par une décision juridique, ou par une Convention amiable. Et que par conséquent un chacun seroit conservé dans les justes droits, & prétensions, qu'il avoit dans ce tems, & en consequence la Maison Palatine de *Sulztbach* dans son juste droit de possession jusqu'à la décision entière. C'est pourquoi il n'est permis à personne d'y contrevenir, ni de prendre les armes; Les Loix & les Constitutions

tions établies dans l'Empire, ordonnant des Peines rigoureuses, contre ceux qui le font, y étant traités comme perturbateurs du repos public ; & les Garants de la paix de Westphalie sont absolument obligés de prévenir, par des moyens convenables & efficaces, toutes ces injustes & dangereuses entreprises.

R E P O N S E VI.

Comme le prétendu droit de possession, dévolu à la Maison Palatine de *Sultzbach*, est très-mal fondé, ainsi qu'il paroît par ce qui a été dit ci-dessus ; ainsi les Investitures de la Con-possession des années 1692. & 1717. recherchées par la Maison Palatine de *Neubourg*, sans que la Maison Royale de Prusse en ait eû la moindre connoissance, ne peuvent pas non plus être d'aucune utilité à la branche de *Sultzbach*, parce que S. M. Imperiale a hésité avec raison, d'accorder cette demande. Et supposé que cette Coféodation leur eût été effectivement accordée, elle n'auroit pourtant pu avoir, *Lite pendente*, aucun effet & force en justice, ni porter préjudice à la Maison Royale de Prusse. Or comme la Maison Palatine de *Sultzbach* n'a jamais eu le moindre droit de possession dans les susdits pays. Elle voudroit entreprendre de chasser à force ouverte la Maison Royale de Prusse, d'une possession de ces pays, qu'elle a, dès le commencement, prise légitimement, & qu'elle a continuée jusqu'à présent. Elle se rendroit certainement plutôt

cou-

coupable des peines rigoureuses, qui ont été ordonnées par la Paix de Westphalie contre les transgresseurs des Statuts, & les Perturbateurs du Repos public; & les garands de cette Paix, seroient, dans ce cas, certainement obligés, de prévenir de pareilles entreprises dangereuses.

DEDUCTION VII.

ET il faut encore considerer ici, que la branche Palatine de *Sultzbach* a été, & est encore actuellement interessée, comme une des parties, dans le Procès, qu'on a intenté, devant S. M. Impériale, au sujet de toute la Masse de la Succession du Duché de Juliers: ce qui se vérifie avec évidence tant par la Déduction juridique de leur mère, la Duchesse *Anne*, dans laquelle elle requiert une decision juridique de l'affaire capitale NB pour elle, & pour ses fils, comme il paroît par plusieurs Documens autentiques. Comme donc il a été établi, & décidé, une fois pour toutes, dans les Constitutions & Loix fondamentales de l'Empire, qu'il ne doit être permis, à qui que ce soit, de s'introduire de force dans la possession des pays contestés en justice; mais que chacun est obligé d'attendre là-dessus une Sentence definitive; & que toutes les entreprises contraires y sont punies de peines rigoureuses. On peut esperer avec raison de la haure Equanimité de sa Majesté le Roy de Prusse, que, pour maintenir la tranquillité & Repos public, pour ne pas impliquer dans cette affaire la

plus grande partie de la Patrie, & enfin pour ne pas exposer ses propres pays au hazard d'un événement douteux, & se mettre par là dans une nécessité indispensable d'en rendre un jour compte à Dieu. Elle voudra bien se résoudre généreusement, à laisser tranquillement la Sérénissime Maison Palatine de *Sultzbach*, dans son droit primordialement acquis, comme aussi dans son droit possessorial, dont elle a jusqu'à présent joui, au moins pour ce qui regarde les pays de Juliers & de Berg, & autres que S. A. Electorale Palatine possède actuellement.

R E P O N S E VII.

Sa Majesté le Roy de Prusse peut bien condescendre, que les differens sur la masse de la Succession de Juliers, qui est pendante en justice *in petitorio*, soient décidés d'une ou d'autre manière, comme cela a été prescrit par la paix de Westphalie. Mais elle espere aussi en même tems, que la Sérénissime Maison Palatine de *Sultzbach* ne l'inquietera point dans sa possession justement acquise des Duchés de Juliers & de Berg, & ne donnera pas occasion, d'impliquer la bonne Patrie dans une guerre, d'une manière criante devant Dieu, & devant le monde, & ne s'attirera point par là les peines, qui ont été statuées dans les Constitutions & Loix de l'Empire contre les Perturbateurs du Repos public.

D E D U C T I O N VIII.

ET quoique, 5^{to} quelques Ministres du Roy de Prusse aient voulu soutenir, que par la prétendue Convention héréditaire, la Maison Royale de Prusse avoit conservé la *Con-possession* dans le pays de Juliers & de Berg, & qu'en conformité de cela elle étoit en droit de s'en mettre en possession, après l'extinction de la Ligne masculine de Neubourg, à présent l'Electorale Palatine ; cependant la fausseté de cette supposition erronnée se prouve clairement en ce que, de cette manière, la possession des pays de Juliers & de Berg n'est absolument pas dévolue ; mais pour les raisons juridiques & historiques souvent alléguées appartient à la Maison Palatine de Sultzbach, & après l'extinction de ses descendants mâles, *ipso jure & facto*, en conformité des Lettres expresses de la Convention héréditaire, aux trois Princesses Petites-filles de son A. S. Electorale, étant descendues du Contractant, & ensuite de l'Electeur *Philippe-Guillaume*, & ayant été expressement comprises entre les Descendants dans cette Convention héréditaire. La fausseté de cette supposition paroît encore en ce que, suivant le propre aveu des Ministres de Prusse, la Maison Palatine de *Sultzbach* n'a été intéressée en aucune manière dans cette Convention héréditaire, laquelle par conséquent ne lui peut pas préjudicier ; mais que tout au contraire le droit possessorial, que cette Maison a acquis dès son Origine, & conservé ensuite par
tant

tant d'Actes solennels tant juridiques , qu'extrajuridiques , lui reste dans son entier ; au lieu que la précédente con-possession *respectu* de l'Electeur de Brandebourg , & les préteusions , qu'on fait de ce côté sur les pays de Juliers & de Berg , ont absolument cessé , & que par consequent il n'est plus resté à S. A. S. Elect. de Brandebourg aucun droit de Con-possession , ni aucun autre droit. Ce qui paroît clairement par ce qu'en conformité de l'Art. 4. de la susdite Convention héréditaire , & du côté de la Maison Palatine de Neubourg , à présent Electorale Palatine , il ne fut laissé à la Maison Electorale de Brandebourg , à présent Royale du Prusse , aucune autre possession , que celle du Duché de Cleves , & des Comtés de la Marck & de Ravensberg , comme du côté de la Maison Electorale de Brandebourg il ne fut cédé à celle de Neubourg que la possession des Duchés de Juliers & de Berg , & ensuite de la Seigneurie de Ravestein. Ensorte que ces pays , ordinairement appelés *les pays de la Succession de Juliers* , furent partagés entre les deux Sérénissimes Seigneurs transigeans d'une manière , que (suivant les formules) , chaque portion de ces pays , les Sujets , & les Habitans devoient être NB uniquement attachés avec obeissance , fidélité , & soumission , à leur Prince légitime , & qu'en même tems , chacun des Seigneurs Contractans pourroit se servir des armes de tous ces pays. Toutes les Investitures des pays de Juliers & de Berg , ont été aussi ensuite recherchées , & obtenues sans aucune opposition , & contradiction par la

Mai-

Maison Palatine de Neubourg seule , sans qu'il y ait été jamais fait mention de la Maison Electorale de Brandebourg , ni de ses droits prétendus de Con-possession. Et la Regence dans ces pays y a été toujours exercée par Neubourg tout seul , & tous les Actes , qui en dependent , y ont été toujours executés d'une manière , qu'il n'y paroît pas la moindre ombre de la Con-possession du côté de la Maison Royale de Prusse. Et si , malgré tout ce qu'on vient d'alleguer à ce sujet , on pouvoit encore soutenir avec raison quelque chose à l'avantage de la Maison de Prusse , ce prétendu droit de Con-possession ne pourroit cependant pas valoir pour la Maison Royale de Prusse , tant qu'aucun descendant de feu S. A. S. E. Palatine *Philippe Guillaume* , & particulièrement les Princesses petites filles de S. A. S. Electorale Palatine , & leurs descendants seront en vie ; parce que non seulement ces trois Princesses se prévalent réellement & constamment de la Convention héréditaire faite en 1666 sur les instances particulieres de la Maison de Brandebourg , & que suivant tous les Droits , le Sexe féminin est toujours compris dans le terme de *Descendants* ; mais que la susdite Convention héréditaire fut dans la suite confirmée par S. Majesté Impériale , & que par là il fut approprié un droit de maintenu contre la Maison de Brandebourg , au moins *in possessorio summarissimo* , aux trois Princesses Electorales & Petites-filles ; qui même , suivant les principes que la Maison de Brandebourg a soutenus en justice , & hors de justice , doivent être capables de succeder.

R E P O N S E VIII.

La Maison Royale de Prusse soutient avec fondement , qu'elle est toujours restée dans le Droit de Con-possession des Duchés de Juliers & de Berg , par & après la Convention héréditaire faite l'année 1666. parce que cette Maison Royale ne s'est aucunement desistée par la susdite Convention héréditaire , de la possession réelle, qu'elle avoit légitimement prise, & qu'elle s'étoit toujours réservée dans les Traités & Conventions préalables de con-possessions faites avec la Maison Palatine de Neubourg , elle a toujours continué cette Con-possession par les titres, & les armes de ces Pays , (en donnant en tout tems aux Etats & Sujets de ces pays le prédicat d'*A-mex & fideles*) par l'Union confirmée par le Directoire commun des Diettes du Cercle de Westphalie, & par d'autres *signa, & solennes Actus possessorios*. L'Art. 4. de la Convention héréditaire, n'est en rien contraire à la Maison Royale de Prusse; car, quoique chacune des Parties contractantes & intéressées dans cette Succession dût posséder ses pays, les gouverner, & en tirer ses avantages suivant son bon plaisir, le droit de Con-possession de la Maison Royale de Prusse n'a pourtant pas cessé pour cela, il a au contraire toujours continué de la manière qu'on vient de rapporter. Encore moins peut-on alleguer contre la Sérénissime Maison Royale, qu'on n'a pas fait mention d'elle dans les Investitures suivantes données à Neubourg, parce qu'elle

é-

étoit alors suffisamment assurée éventuellement de son droit de Con-possession, & de la fidélité des Etats & des Sujets, par la susdite Convention héréditaire confirmée par l'Empereur; & bien spécialement par rapport à la Maison Palatine de *Sultzbach*, qui n'a jamais été comprise ni dans la Convention héréditaire, ni dans aucune autre, faite avec le Maison Palatine de Neubourg, la possession dans ces pays, saisie dès le commencement par la Maison Royale de Prusse, lui est toujours & jusqu'à présent restée dans son entier.

Ce qu'on a avancé ensuite, à savoir: que les Duchés de Juliers & de Berg après l'extinction des hoirs mâles Palatins de Neubourg, ne seroient pas vacants, mais qu'ils seroient alors échûs aux hoirs mâles de la Maison Palatine de *Sultzbach* par ses droits de Succession, & de possession sur ces pays; & après l'Extinction de cette branche, *ipso jure & facto*; &, suivant la Lettre expresse de la Convention héréditaire, aux trois Princesses Petites-filles de Son A. S. Elect. Palatine, étant descendues du Duc contractant *Philippe-Guillaume de Neubourg*, & par conséquent comme à des descendans compris dans la Convention héréditaire. Cette proposition n'a ni réalité ni le moindre fondement.

Parce que (1^{mo}) quant à ce qui concerne les prétendus droits de Succession & de Possession, de la Maison Palatine de *Sultzbach* sur les Duchés de Juliers & de Berg, on a déjà suffisamment prouvé leur insuffisance, & que c'est la Maison Royale de Prusse toute seule, qui après la mort du dernier Duc *Jean-Guil-*

Guillaume de Cleves &c. a eu un droit incontestable sur ces pays, & sur tous les autres; & que c'est elle aussi toute seule, qui s'en est mise légitimement en possession; mais qu'elle a bien voulu ensuite accepter dans la Con-possession la Maison Palatine de Neubourg, que celle de Sultzbach n'y a jamais eu aucun part; & que de cette manière elle ne pourroit pas s'approprier le moindre droit de possession sur ces pays après l'extinction des hoirs males de Neubourg, mais qu'elle seroit obligée d'attendre absolument la décision des différens sur la Succession d'une manière ou d'autre, prescrite par l'Instrument de la paix de Westphalie.

(2^{do}) Pour ce qui regarde les 3 Princesses Petites-filles de S. A. S. Elect. Palatine; Elles ne peuvent être comprises dans la Convention héréditaire; car, quoique du côté de la Maison Royale de Prusse il faille absolument entendre par le terme de *descendans*, les Princesses descendues de l'Electeur *Frederic-Guillaume*, parce que cette Maison Royale a posé pour principe & pour fondement de ses droits & prétensions sur les pays en question, qu'ils étoient *Feuda promiscua & fœminea*. Cependant les Princesses descendues du Duc *Philippe-Guillaume* de Neubourg ne peuvent pas être comprises parmi ses Descendans, parce que la Maison Palatine de Neubourg a fondé ses droits sur ces pays, sur le seul principe, que ces pays étoient *Feuda Masculina*, & que le sexe féminin n'y pouvoit pas succéder, sans une Habilitation particulière, en sorte que lesdites Princesses des-

descendues du Duc Philippe-Guillaume n'ont pas été comprises entre ses *descendans*, & ne peuvent y être comprises. Ce que la Maison Electorale Palatine de Neubourg a fort bien reconnu elle-même, puisqu'elle a recherché en 1692. & 1717. dans ses très-humbles Lettres à S. M. Impériale, la Confédération des droits mâles de la Maison Palatine de Sultzbach, dans les Duchés de Juliers & de Berg. Et que d'ailleurs, il auroit été encore besoin d'obtenir une *Habilitation* particulière pour ces Princesses; si suivant le susdit principe de la Maison Palatine de Neubourg elles devoient être comprises entre les *Descendans* du Duc Philippe-Guillaume de Neubourg. Ce qui n'a pas été fait, ni pu se faire *pendente Lite*, sans un préjudice notable des autres Prétendans. C'est pourquoi aussi la Maison Palatine de Sultzbach même s'est plainte, sans que cela fût nécessaire, de l'expression générale des *Descendans du Comte Palatin de Neubourg*, (b) qu'elle en a écrit au Comte Palatin de Neubourg, & à S. A. S. E. de Brandebourg, en date du 12. & 19. de Nov. 1666. & que dans une très humble lettre à S. M. Impériale en date du 5^{me} de Mars 1667. (c) Elle proteste principalement contre la susdite Convention héréditaire par la raison, que lesdits Pays, suivant les principes une fois établis dans les Maisons de Neubourg & de Sultzbach, sont de Fiefs Masculins, & que leurs descendans femelles ne peuvent y venir

(b) Elles sont dans les Preuves [S].

(c) *Ibidem*.

à la Succession ; en sorte que les termes illimités *absque differentia Sexus*, lui étoient très-préjudiciables.

Comme il paroît donc avec évidence, que la Maison Palatine de *Sultzbach* n'a jamais eu, ni obtenu un droit de Possession dans les Duchés de Juliers & de Berg, & que les Princesses Palatines de Neubourg n'ont pas été comprises dans la Convention héréditaire, il s'ensuit de soi-même que lesdits Pays seront absolument vacans après l'extinction des hoirs mâles de la Maison Electorale Palatine de Neubourg, & que par conséquent le *Status Causæ* revient dans le même état, où il étoit en 1609. avant que la Convention de la Conpossession fut faite avec la Maison Palatine de Neubourg, & que la possession de ces Pays acquise & maintenue appartient uniquement à la Maison Royale de Prusse.

D E D U C T I O N XI.

C E Droit, & ces prétensions légitimes des Princesses Petites-filles aux Duchés de Juliers & de Berg, qui leur reviennent par la Convention de l'année 1666. a été encore plus clairement reconnu & leur a été confirmé par la Maison Electorale de Brandebourg, dans une autre Convention ulterieure, qui fut faite de nouveau en 1670. au sujet de la Seigneurie de Ravestein, & qui explique mieux l'intention, que les Contractans ont eue en faisant ce *pactum* solennels, dans lequel il a été accordé après de mûres délibérations, & par des Lettres expresses, que cette Seigneurie de

Ra-

Ravestein reviendrait à la Maison Electorale de Brandebourg après l'extinction des hoirs mâles de la Maison Palatine de Neubourg, „ & que pour le reste la Convention héréditaire de l'année 1666. conserveroit sa force entière. D'où s'ensuit la conséquence incontestable , que , dès qu'il ne se trouve plus d'hoirs mâles de la Maison Palatine de Neubourg, ces Duchés de Juliers & de Berg, & la possession de ces Pays, resteront, à l'exclusion de la Maison Electorale de Brandebourg, à la ligne feminine, qui est descendue *in linea recta* de feu l'Electeur Philippe-Guillaume , & qui doit jouir *in perpetuum* du droit de Représentation , parce qu'autrement on n'auroit pas eu besoin , de faire une Condition particulière pour la Seigneurie de Ravestein , & de l'excepter des Conditions générales ; en quoi encore la règle commune du droit s'accorde clairement. *Quod exceptio firmet regulam in casibus non exceptis* ; en sorte que tout homme , qui regarde toute cette affaire avec des yeux impartiaux, & qui est exempt de toute prévention trop intéressée , sera entièrement convaincu, que lorsqu'on jugera le possesseur, suivant le droit primordial légitimement acquis, confirmé par tant d'Actes solennels, & conservé constamment jusqu'à présent , il devra être adjugé sur toute la Masse de la Succession de Juliers à la Maison Palatine de Sultzbach. Mais si d'un autre côté on le veut considérer sur le pied de la Convention héréditaire de l'année 1666 , avec la réserve du Droit primordial pour les hoirs mâles tant *in possessorio*

que *in petitorio*, la possession dans les Duchés de Juliers & de Berg doit être adjugée préféralement aux Princesses Electorales Palatines Petites-filles de l'Electeur régnant.

R E P O N S E XI.

La Convention héréditaire faite en 1666. au sujet des Duchés de Juliers & de Berg, & celle qui fut faite ensuite en 1670. au sujet de la Seigneurie de Ravestein, sont d'une nature bien différente, & il est aussi ridicule d'expliquer l'une par l'autre, qu'il le seroit, si on vouloit expliquer la paix de Westphalie, par celle des Pirenées. D'ailleurs le passage allégué de la Convention de Ravestein „ n'est „ pas juste, & les termes: *que pour le reste „ la Convention héréditaire de l'année 1666. „ resteroit dans son entier*”, ne se trouvent pas dans cette Convention, mais ils sont de l'invention de l'Auteur de la Déduction, en sorte que la *Conséquence incontestable*, qu'il en a tiré, croule de soi-même. Mais parce que la Maison Palatine de *Sultzbach* avoit pris quelque prétendu ombrage du mot général de *Descendants*, dont on s'est servi dans la Convention héréditaire, comme si on avoit voulu en même tems y sous-entendre le sexe féminin de la Maison de Neubourg; c'est pourquoi l'intention, que les deux Contractans ont eu en faisant la Convention héréditaire, a été exprimée un peu plus clairement dans celle qu'on fit ensuite au sujet de la Seigneurie de Ravestein. Et comme les Princesses Palatines de Neubourg n'ont pas été plus comprises dans

la Convention Héréditaire, que dans celle de Ravestein, il s'ensuit aussi, que tout ce qui a été dit, comme un *Casus exceptus*, par rapport à la Seigneurie de Ravestein, de la succession de ces Princesses *ex jure repræsentationis*, & de leur prétendue possession dans les susdits Duchés, s'évanouit de soi-même; au lieu que la Maison Royale de Prusse conserve toujours ses Droits sur ces Duchés *in possessorio & petitorio* après l'extinction de la Branche masculine de Neubourg.

DEDUCTION XII.

PAR tout ce que dessus il paroît clairement, (1.) que la Maison Palatine de Sultzbach a obtenu un Droit inalterable *possessoris & petitionis* sur toute la Masse de la succession, lors qu'elle deviendra vacante, & qu'elle a conservé ce droit jusqu'à présent; que par là ledit Droit sortira son effet entier à l'extinction des hoirs mâles de la Maison Palatine de Neubourg, & que par conséquent toute la Masse, de la succession doit être prise pour objet dans les Conventions valables d'union, qu'on pourroit entreprendre; (2.) qu'il compéte aux trois Princesses Electorales Petites-filles un droit incontestable sur les Duchés de Juliers & de Berg, en vertu de la Convention héréditaire de l'année 1666. & de celle de Ravestein de l'année 1670. contre la Maison Royale de Prusse, & à son exclusion entière! En sorte que cette Maison Royale, de quelque maniere qu'elle voulût tourner la Medaille, n'est absolument pas en droit d'aspirer

à la possession de Juliers , & de Berg , après l'extinction des hoirs mâles de la Maison Electorale de Neubourg , encore moins seroit-il permis à cette très Sereniss. Maison Royale d'entrer dans ces Pays à main armée ; puisque non seulement S. M. Imp. , comme suprême Juge de l'Empire , aura la bonté d'empêcher de pareilles Entreprises tout à fait contraires aux Constitutions de l'Empire , mais aussi les Garans de la Paix de Westphalie sont dans une obligation indispensable d'y prêter la main d'une manière efficace.

S. M. le Roi de Prusse a , jusqu'à present , donné tant de glorieuses marques de son zèle pour la justice agréable à Dieu , & pour la conservation de la Tranquilité publique , qu'on peut avoir en lui la ferme confiance , qu'il voudra bien faire une reflexion serieuse sur les vraies circonstances de cette affaire , & laisser jouir tranquillement les hoirs mâles de la Maison Palat. de *Sultzbach* , & les Princesses Petites-filles Electorales Palatines , de ce qui , suivant les preuves données ci-dessus , leur appartient légitimement & qu'il ne se laissera pas induire à une guerre injuste & inévitable par des Conseils vraisemblables , mais qui dans le fond sont très mal fondés , d'autant que le Tout-puissant dans ces circonstances , ne refuseroit pas son secours à une juste cause , & que suivant les experiences journalières il seroit encore incertain , dans les Pays de qui seroit le Théâtre de la Guerre , si par une telle guerre on gagneroit un pouce de terrain , ou si , plutôt , après tous les malheurs d'une

Guer-

Guerre sanglante & douteuse on ne pourroit pas encore perdre une partie considerable de ses propres Pays.

R E P O N S E XII.

La Conclusion de cet Ecrit découle d'un Principe très-mal fondé ; mais , comme tout au contraire , il a été suffisamment prouvé par la Réponse precedente , que ,

„ (1.) Les Pays de Cleves , de Juliers , de
 „ Berg , de la Marck , & de Ravensberg ,
 „ en vertu de leur ancienne Coutume feoda-
 „ le , leurs anciennes & nouvelles Lettres d'In-
 „ vestiture , leurs Conventions provinciales
 „ confirmées par des Empereurs , leurs Con-
 „ tracts de Mariage & leurs Renonciations
 „ sont des *Feuda promiscua & fæminea* , & qu'a-
 „ près l'extinction des hoirs mâles ils ont
 „ été toujours hérités par la Ligne feminine ,
 „ & par ses Descendans , suivant l'ordre de la
 „ primogeniture , sans une *habilitation* parti-
 „ culière & préalable ; & que par conséquent
 „ après le décès du dernier Duc *Jean-Guil-*
 „ *laume* de Cleves &c. en 1609. la Princess-
 „ se *Anne* , née du mariage de *Marie Eleo-*
 „ *nore* sœur aînée du defunt Duc de Cleves ,
 „ avec le Duc *Albert-Frederic* de Prusse , &
 „ mariée ensuite à l'Electeur *Jean-Sigismond* de
 „ Brandebourg a été la vraie héritière de tou-
 „ te la succession.

„ Et (2.) que la Maison Electorale de Bran-
 „ debourg s'est mise légitimement en posses-
 „ sion de ces Pays , au nom de cette Prin-
 „ cesse , & que la Maison Palatine de *Sultz-*

„ *bach* n'a eu aucune part aux Conven-
 „ tions de Con-possession, qu'elle a conclues
 „ ensuite avec la Maison Pal. de Neubourg,
 „ quoi que seulement *ad interim* & proviso-
 „ nellement. Et quoique les hoirs mâles de
 „ Neubourg fussent admis dans cette Con-
 „ possession, les Princesses Palatines de Neu-
 „ bourg pourtant n'ont pas été comprises
 „ dans la Convention héréditaire de l'année
 „ 1666. mais que la possession justement pri-
 „ se dans les susdits Pays a été réservée en
 „ tout tems à la Maison Royale de Prusse, à
 „ laquelle elle a été conservée par & après
 „ cette Convention héréditaire”.

Il s'ensuit de là avec évidence, que les droits de la Maison Royale de Prusse sur ces Pays en général, comme après l'extinction des hoirs mâles de Neubourg sur les Duchés de Juliers & de Berg, tant *in petitorio* que *in possessorio*, sont les mieux fondés Ensorte qu'elle n'est pas seulement en droit de se maintenir, *de toutes manières*, dans la possession justement acquise, mais que l'Empereur, l'Empire, & tous les Garans de la Paix de Westphalie sont indispensablement obligés de la défendre contre tous les perturbateurs. Que tout au contraire la Maison Palatine de *Sultzbach*, & tous les autres prétendans sont dans une obligation indispensable d'attendre la décision de ces differens *in petitorio*, & de s'abstenir en attendant de toutes voies de fait & entreprises réelles. Comme effectivement on a la certaine espérance que la Maison Palatine de *Sultzbach* ne voudra pas donner occasion à des troubles funestes; mais, qu'à l'exemple de

ses Illustres Ancêtres, elle croira qu'il est plus avantageux à tout l'Empire, qu'elle entretienne toujours une bonne harmonie avec la Maison Royale de Prusse.

LES choses étoient dans cette situation par rapport à *Berg & Juliers*, lorsque la Guerre, qui menaçoit l'Europe d'un Incendie général, finit tout d'un coup après deux campagnes assez sanglantes, au moins en Italie. Le Ministère de France suivant des maximes bien différentes de celles des Richelieux, des Mazarins, & même de Louis XIV. ne profita de ses avantages & de la situation brillante où se trouvoit alors cette Couronne, que pour donner la Paix à l'Europe, ou pour mieux dire, obliger les Puissances belligérantes, à mettre bas les Armes. En traitant de cette Paix universelle, on ne put oublier un Procès comme celui de la Succession de *Berg & Juliers*, qui, depuis quelques années, menaçoit l'Europe de Troubles difficiles à apaiser. Les Etats Généraux furent les premiers à exhorter les Puissances pacifiantes à ne pas oublier cet article. Mais les deux Cours intéressées, celle de Berlin & celle de Manheim, travailloient en même tems à faire valoir leurs Droits, & pour cet effet à mettre dans leurs intérêts des Puissances capables de les appuyer. Le Roy de Prusse, suivant les traces de ses Ancêtres, s'adressa aux Etats Généraux, qu'il savoit s'intéresser à la tranquillité des Etats de la Succession, à cause qu'ils sont voisins de la République, qui a intérêt d'en éloigner toute Brouillerie. L'Electeur Palatin, dont les An-

cêtres avoient si peu menagé les intérêts de la Branche de *Sultzbach* (b), remua alors ciel & terre pour cette Branche, qui devoit lui succéder dans l'Electorat ; & il sçut s'unir deux Cours, qui, outre l'intérêt de Religion, en ont un de Politique, de traverser l'agrandissement de la Maison de Brandebourg. Les Electeurs de *Cologne* & de *Bavière* entrèrent en négociation avec S. A. E. P. & les trois Electeurs conclurent un Traité pour garantir la succession de Berg & Juliers au jeune Prince Palatin de *Sultzbach*, Marquis de *Berg-op-Zom* héritier présomptif de l'Electeur Palatin. Personne n'ignore l'intérêt que la France a, d'avoir toujours un pied dans l'Empire, & de se tenir attachez quelques-uns de ses Princes; ainsi il n'est pas étonnant qu'elle ait saisi cette occasion d'obliger l'Electeur Palatin, qui avoit toujours été si porté pour la Maison d'Autriche, & qu'elle ne se soit pas fait prier longtem de garentir les arrangemens pris entre les trois Electeurs, pour assurer la succession de Berg & de Juliers, à l'héritier présomptif de l'Electorat Palatin. L'intime union, qui se formoit alors entre les Cours de Vienne & de Versailles, fondée tant sur les conditions du *Traité définitif*, que sur le nouveau Systéme des affaires de l'Europe, ne permit pas au Roi de France de se charger seul de cette garantie, il interessa l'Empereur dans cette affaire, & tous s'accorderent à y faire intervenir les Puissances Maritimes, qui peut-être auroient été fachées qu'il

(b) Comme on peut voir par les Lettres rapportées dans les Preuves [S]

qu'il se fut passé quelque chose à cet égard à leur insçu. Alors la négociation changea de lieu , de face , & d'Acteurs ; puisqu'elle fut transportée de Manheim à la Haye , qu'on ne parla plus de garantie , mais d'un accommodement amiable , & que l'Empereur , la France , la Grande-Bretagne & les Etats Généraux , faisans l'office de Médiateurs , on ne pensa qu'aux moyens d'accorder le Roi de Prusse avec l'Electeur Palatin & le Prince de Sultzbach. Quand cette resolution fut prise , on pensa aux Expediens propres à prévenir la troubles , s'il arrivoit que S. A. E. P. & l'Evêque d'Augsbourg son frere , qui étoient déjà fort âgez , vinssent à mourir pendant la négociation. L. H. P. communiquèrent leur sentiment à cet égard aux autres Puissances , dans une Resolution prise dans le mois d'Avril & qui tendoit uniquement à prendre les mesures les plus convenables pour conserver la tranquillité publique pendant qu'on travailleroit à un accommodement , en conformité du Traité de Westphalie , pour prévenir toutes voyes de fait de part & d'autre.

Cette Resolution de L. H. P. parut partiiale à sa Maj. Prus. , qui envoya ordre à son Ministre à la Haye de communiquer à L. H. P. les remarques qu'elle avoit faites sur les mesures qu'elles proposoient , ce que celui-ci exécuta dans deux conferences , qu'il eut avec les Députez de L. H. P. qui en ayant fait raport à l'Assemblée , reçurent ordre de communiquer ces Remarques aux Ministres de l'Empereur , du Roi de France , & du Roi de la Grande-Bretagne , en faisant remarquer combien

bien il étoit nécessaire de ne point trainer en longueur une affaire de cette importance, vu le grand âge de l'Electeur Palatin, & la nécessité de conserver la tranquillité, qui avoit duré près de 100. ans dans les Etats de Berg & de Juliers, en moiençant un accommodement entre les deux Cours. L. H. P. saisirent cette occasion de temoigner à Sa Maj. le Roi de Prusse combien elles étoient éloignées de prendre aucun parti dans cette affaire, ne desirant ardemment que d'engager l'Electeur Palatin à s'accommoder à l'amiable avec Sa Maj. puisque le grand intérêt de leur République consistoit à prévenir toute sorte de troubles sur ses Frontières.

La manière ferme & cordiale dont L. H. P. s'exprimèrent dans cette occasion produisit un si bon effet, que Sa Maj. Prus. les fit assurer peu de tems après (b) de sa disposition & de son intention sincère de prêter les mains, par amour pour la Paix, à un accommodement raisonnable avec la Serenissime Maison de Sultzbach, à l'égard de la succession de Berg & Juliers, & afin qu'il ne restât aucun doute sur la sincérité de ces assurances réitérées de Sa Majesté, Elle fit remettre à L. H. P. un projet de conditions auxquelles on pourroit traiter d'un accommodement, priant L. H. P. d'employer leurs bons offices par tout où il seroit nécessaire pour parvenir à un accommodement stable au gré des Parties intéressées: & pour engager plus efficacement L. H. P. à mettre tout de bon les fers au feu, Sa Maj. Prus.

Pruss. tâcha de les intéresser par l'article V. de ce Projèt, dont voici la copie.

„ I. Que Sa Maj. cederait au Pr. de Sultzbach & à ses descendans mâles tout le Duché de Juliers.

„ II. Qu'elle se contenterait du Duché de Berg, avec les Seigneuries de Ravestein & Wynendael.

„ III. Que par raport à la Ville de Dusseldorp, on établirait l'une de ces deux alternatives, ou d'en demolir les Fortifications, ou que restant comme elles sont, la Garnison seroit composée, moitié de troupes Prussiennes, moitié de celles du Cercle.

„ IV. Que le Prince de Sultzbach, ou un de ses Successeurs, venant à mourir sans laisser de descendans mâles, le Duché de Juliers retournera à Sa Maj. ou à ses Successeurs.

„ V. Qu'afin de donner une Preuve essentielle à L. H. P. combien Sa Maj. estime l'amitié de l'Etat, & combien elle veut tâcher de reconnoître les bons offices que L. H. P. voudront employer pour effectuer un accommodement équitable, Sa Maj. leur céderait en pleine propriété la Ville & le Pais de Ravestein, contre un Equivalent; mais que Sa Maj. eseroit avant tout que L. H. P. voudroient en qualité d'Amis & de bons voisins, se contenter d'employer des offices amiables & des persuasions de cette nature, sans entrer dans des mesures tendantes à introduire & à maintenir *L'uti possidetis*, au prejudice de la possession même de Sa Maj. puisque par de telles mesures, on l'em-

„ pè-

„ pêcheroit ; au défaut d'un accommodement
„ amiable à faire dans un tems limité pour
„ cet effet, d'avoir recours aux moyens per-
„ mis par les Constitutions de l'Empire.

„ VI. Que Sa Maj. promettoit de son côté,
„ de s'abstenir de toutes voyes de fait pen-
„ dant le tems qu'on traitera d'un accommo-
„ dement à condition & que la Maison de
„ Sultzbach s'engagera de même, de ne rien
„ entreprendre par soi-même, où par d'au-
„ tres, qui put innover ou prejudicier à l'an-
„ cienne & legitime possession que S. M. s'est
„ acquise dans les Pais de Juliers, &c.

„ Que Sa Maj. consentoit qu'un tel *status*
„ *quietus* soit établi de part & d'autre, à con-
„ dition expresse qu'en conformité de l'usage
„ connu & de l'équité manifeste, en établis-
„ sant un pareil état de tranquillité, on limi-
„ teroit en même tems un terme raisonnable
„ pour ladite Négociation, lequel étant agréé
„ de part & d'autre, &, contre toute attente,
„ venant à s'écouler infructueusement, toute la
„ Négociation seroit regardée comme inter-
„ rompue, & chacune des Parties contendan-
„ tes restera dans son entier, pour faire va-
„ loir son bon droit, comme elle le trouvera
„ à propos & raisonnable”.

Le Ministre de Sa Maj. Pruss. declara en
même tems par ordre de son Maître de la
manière la plus ouverte qu'autant qu'il se-
roit agréable à ce Prince que L. H. P. con-
certassent avec l'Empereur & les Rois de Fran-
ce & de la Gr. Bretagne pour parvenir, sur
ces principes, à un accommodement, par les
bons offices réunis de ces Puissances; autant

La Maj. croiroit qu'il lui feroit très-préjudiciable, & contraire au but, qu'on se proposoit, si on tentoit de travailler à un accommodement; sans fixer un tems pour la durée de cette Negociation, mais sur tout si on vouloit concerter les susdites mesures sans avoir auparavant limité un terme; parce que, par ces mesures, sous ombre de conserver la tranquillité dans le voisinage, Sa Maj. feroit en effet pour toujours frustrée, & se trouveroit avoir les mains liées pendant qu'on donneroit occasion à la Maison de Sultzbach de ne proposer que des conditions non acceptables, de trainer la Negociation à l'infini, & le cas de vacature arrivant, de se mettre en possession & d'en exclures Sa Maj. Pruss. ce qui ne lui convenoit absolument pas, puisqu'elle ne cherchoit qu'à venir promptement à un accommodement équitable; & qu'en cas que, contre toute attente, l'intention fût de concerter des mesures pour empêcher les voyes de fait, sans limiter un tems; ou aussi après que le tems limité pour ladite Négociation seroit expiré, que Sa Majesté, le cas venant à exister, ne se laisseroit en aucune maniere détourner de la poursuite de son bon droit, mais se consoleroit en ce qu'elle n'auroit aucune part aux suites, qui, après des déclarations si genereuses, si pacifiques & si sincères pourroient resulter de ces mesures prises. Qu'au reste Sa Maj. Pruss. remettoit à la prudence des Etats Généraux, d'employer les voyes les plus convenables pour faire usage de ses ouvertures aussi pacifiques que sincères, que Sa Maj. ne fai-

faisoit que dans la vuë de parvenir d'autant plutôt à un accommodement.

Le même Ministre fit ensuite remarquer l'étendue du sacrifice que le Roi son Maître faisoit à la tranquillité publique, en cédant le Duché de Juliers & se contentant de celui de *Berg*, qui vaut deux fois moins que le premier, en sorte la Maison de Brandebourg ne seroit pas mieux traitée dans ce partage, avec *Sultzbach*, qu'elle l'avoit été dans celui de 1666. avec *Neubourg*, ce dont chacun pouvoit facilement se convaincre, en comparant les revenus de *Juliers*, *Berg*, *Ravestein* & *Winnendael*, avec ceux de *Cleves*, la *Marck* & *Ravensberg*, portion dont la Maison de Brandebourg s'étoit contentée dans ce tems-là, principalement par la consolante attente que cette douloureuse inégalité pourroit être compensée tot ou tard, lorsque le cas de Réversion stipulée ne faveur de la Maison de Brandebourg arriveroit, par l'extinction de la ligne masculine de *Neubourg*, outre que la Maison de *Brandebourg* étoit la seule & unique qui, par la mort du dernier Duc de *Juliers*, ait pris & acquis la possession de la Succession, & qui de bon gré & seulement par amour par la paix, ait admis la Maison de *Neubourg* à une espece de Con-possession; sans y comprendre la Maison de *Sultzbach*, qui n'a pas aussi été comprise dans l'accommodement de 1666. d'où il suivoit, ajoutoit ce Ministre,

1. Que par la mort des Héritiers mâles de la Maison de *Neubourg*, les Pays de *Juliers*, de *Berg*, *Ravestein* & *Winnendael*, suivant les Loix & Constitutions de l'Empire, ne pourroient

roient échoir en partage à nul autre qu'à Sa Majesté ; la Maison de Sultzbach , comme il a été dit n'ayant aucune part à la possession.

2. Que la Maison de Brandebourg suivant ces mêmes Loix devoit alors aussi , comme il étoit notoire, être maintenue dans la possession , & qu'elle ne pourroit y être troublée en y admettant d'autres ou par d'autres faits , sans alterer les Loix de l'Empire , jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé.

3. Qu'ainsi suivant lesdites Loix de l'Empire , & conformément aux principes qui en proviennent d'eux-mêmes , aucun *uti possidetis* ne pouvoit être imaginé ni introduit , sans une entière infraction du Droit legitime de possession , que S. M. seule s'étoit acquis & qui subsiste seulement & uniquement en faveur de S. M. sur le fondement susmentionné ; de sorte qu'après la mort des héritiers mâles de la Maison de Neubourg , Sa Maj. étoit le seul & unique possesseur de toute la Succession de Berg & Juliers.

Le Roi de Prusse faisoit ainsi parvenir ses plaintes , ses considerations & ses propositions aux Puissances médiatrices par le canal des Etats Generaux ; comme l'Electeur Palatin , qui plaidoit pour le Prince de Sultzbach , agissoit auprès de l'Empereur & du Roi de France. Avec cette difference que S. A. S. E. paroissoit toujours contenté des arrangemens qui l'on concertoit aulieu que la Cour de Berlin n'en étoit rien moins qui satisfait & mettoit tout en œuvre pour empêcher sur-tout que , dans les preliminaires , on laissât influencer l'*uti possidetis* provisionel , garanti par les quatre

Puissances en faveur du Prince de Sultzbach. Il faut pourtant reconnoître qu'en cela ces Puissances ne faisoient que suivre la conduite qu'avoient gardée dans cette Succession les ancêtres de L. A. S. E., & lorsque la Succession devenant vacante, ils s'en faquirent provisionnellement, & établirent entr'eux en 1666. un *uti possidetis* perpetuel, nonobstant les protestations des autres Pretendans, qu'ils renvoyèrent à la Décision juridique du Procès, ou à un accommodement amiable, sans qu'on pensât à travailler au dernier, & pendant qu'on renonçoit à toutes les procédures entamées.

Ainsi le Roi de Prusse continua vivement ses remontrances auprès des Etats Generaux contre cet *uti possidetis*; & leur fit représenter la suites funestes que cet arrangement pouvoit avoir. Son Ministre leur declara entr'autres (c) que Sa Maj. étoit dans le dernier étonnement de ce qu'on persistoit dans un arrangement qu'on savoit devoir être si préjudiciable à ses intérêts, & qu'elle ne pouvoit en attribuer la cause (1.) qu'au défaut des informations suffisantes de la nature du Droit de Possession établie dans l'Empire, ou (2.) à quelques appréhensions mal-fondées touchant les desseins & les Intentions de sa Maj. par rapport à cette affaire, le cas de vacature venant à exister avant la conclusion d'un accommodement. Que pour ces raisons Sa Majesté avoit cru qu'il étoit nécessaire, outre les éclaircissement déjà donnés par rapport à cette matiere, de donner des explications plus précises touchant

(c) Au Commencement de Juillet 1736.

chant le droit qu'à chacun en Allemagne de maintenir, contre tout trouble étranger, la possession legitime une fois acquise, telle qu'est la possession legitime & civile de Berg & Juliers, que la Maison de Brandebourg s'est legitimement acquise, qu'elle a, *animo*, retenue & continuée jusqu'à l'heure présente; que la teneur de ces Loix de l'Empire porte ou dicte évidemment que celui qui est constitué dans une telle possession, doit être maintenu, & NB. laissé dans la tranquille possession jusqu'à ce que l'affaire au principal i. e. au petitoire, soit décidée entre lui & ceux qui forment avec lui des prétensions. Qu'il étoit de notoriété publique, au moins en Allemagne, que la Maison de Neubourg ne peut alleguer d'autre possession, que celle qui lui a été *cédée en partage* par la Maison de Brandebourg, par l'accommodement héréditaire de 1666. Qu'il est aussi notoire que la Maison de *Sultzbach* ne pourroit succéder à aucuns droits de la Maison de *Neubourg*, qui n'appartiennent à ladite Maison de *Neubourg*, qu'en vertu de l'Accommodement héréditaire de 1666. mais tous ces droits &, par conséquent aussi, cette possession cédée en partage par ledit Accommodement, viennent à expirer *ipso jure & facto* par la mort des héritiers de la Maison de *Neubourg*, & il est évident, que *Sultzbach* non seulement n'ayant pris aucune part audit Accommodement héréditaire, mais ayant même protesté contre, n'étoit par conséquent en aucune maniere autorisé d'alleguer ledit accommodement à son profit, par raport à la possession civile &

encore moins à la réelle. Que lesdites Constitutions de l'Empire deffendent à *Sultzbach*, en cas que les Héritiers mâles de la Maison de *Neubourg* viennent à manquer, de prétendre à aucune possession. Que *Sultzbach* étoit tenu par ces Loix de poursuivre auparavant son droit *in petitorio*, sans troubler la Maison de *Brandebourg* dans sa possession civile, sous les peines établies contre les *Perturbateurs de la Paix publique*; & qu'ainsi personne ne pourroit avoir mauvaise opinion des desseins du Roi, (le cas de mort venant à exister avant le conclusion de l'accommodement, ou aussi avant qu'on ait consenti de part & d'autre au *Status quietus*, que Sa Majesté a déjà offert de son côté *pro illo tempore*, qu'on limitera par une Négociation,) si Sa Majesté cherche alors à se servir de tous les moyens auxquels les Loix divines & humaines l'autorisent, pour garder la possession qu'il s'est acquise, qu'il a conservée *animo* & qu'il a continuée jusqu'à cette heure, & pour la maintenir contre les perturbateurs; étant tellement convaincue dans sa conscience de la justice de sa Cause, en ce point qu'elle croit se pouvoir entièrement fier sur l'assistance de Dieu tout-puissant, & attendre dans cette confiance, en toute consolation, librement & toute sorte d'évenemens. Sa Majesté Prussienne fit en même tems déclarer qu'au défaut d'un accord aimable, elle ne prétendra rien que son droit de possession civile légitimement acquise, laquelle il lui étoit permis de deffendre *contra quoscunque Turbatores*; ce dont il ne se laisseroit détourner ni empêcher par qui que ce puisse être au de-

défaut d'un accord amiable, étant prêt de soutenir son droit contre la Maison de *Sultzbach* par devant un Juge impartial, ne voulant jamais se soustraire à un tel jugement, aussi souvent que cette Maison voudra poursuivre ses prétentions au petitoire contre Sa Majesté; le lieu, où un tel droit devoit être poursuivi, étant un point sur lequel Sa Maj. croit qu'il n'est pas besoin de s'expliquer, d'autant que ce point ne regarde en aucune manière des Puissances étrangères qui, comme le suppose Sa Majesté, n'ont pas aussi intention de se mêler des affaires de l'Empire. Que l'intention de Sa Majesté ne tend rien moins qu'à entreprendre des faits qui ne seroient pas permis dans l'Empire, que sa seule intention étoit de maintenir son droit de possession par les moyens qui sont permis dans l'Empire & que pour ce qui regarde des faits ou des voyes de fait qui ne seroient pas permises dans l'Empire, Sa Majesté croit que par les Constitutions de l'Empire il y est pourvu; en sorte qu'il n'est pas besoin qu'aucune Puissance étrangère se charge de ce soin, & que de quelque manière que la chose tourne, il ne peut rester aucune appréhension sur l'intention de Sa Majesté, après des offres aussi pacifiques que ceux que Sa Majesté a faits par l'article 6. de son *ultimatum* (d) qu'ainsi, tant que *Sultzbach* demeurera dans les bornes sans s'arroger plus qu'il ne lui appartient, suivant les Constitutions de l'Empire, on n'avoit à craindre aucun trouble. Que le Roi s'assu-

roit

(d) Raporté ci-dessus page 317.

roit que la conduite qu'il a tenuë jusqu'à présent & laquelle il prétend & croit devoir tenir à l'avenir dans toute cette affaire, est telle, qu'elle sera aprouvée de toutes personnes impartiales, qu'ainsi Sa Majesté verroit avec de plaisir que les arrangemens qu'on prendroit, fussent apporter quelque empêchement au maintien de son Droit de possession, & qu'on entreprit de prescrire des Loix à Sa Majesté, sous prétexte que la conservation du Repos public l'exigeroit.

Que Sa Majesté après tous ces éclaircissements pouvoit s'attendre qu'on changeroit de sentimens, & qu'on auroit meilleure opinion de ses vûes & desseins bien intentionnés tant pour le présent que pour l'avenir, mais que sur tout on s'abstiendrait de chercher ultérieurement des occasions d'empêcher, de préjudicier, ou bien de destituer entièrement Sa Majesté de la poursuite de ses Droits, succession, possession & compétence.

Quant au dessein où étoient l'Empereur, les Rois de France & de la Grand-Bretagne, & les Etats Généraux, de travailler de concert à accommoder cet important démêlé; Sa Majesté Prussienne fit déclarer que tant que cette démarche tendoit à y parvenir par des persuasions amiables & agréables à Sa Majesté, elle seroit toujours prête à reconnoître avec gratitude les bons offices que ces Puissances voudroient sérieusement employer, pour parvenir le plutôt que faire se pourra à un accommodement amiable, sur le pied des conditions qui avoient été communiquées en secrêt. Que quoique Sa Majesté s'as-

surât

furât fermement, que les offres qu'elle avoit faites, étoient plus que suffisantes, pour ci-après convaincre tout le monde impartial de la droiture de ses intentions, elle préféreroit le repos public à ses intérêts particuliers : Qu'ainsi afin de faciliter l'affaire de son côté autant qu'il seroit possible, & pour donner une nouvelle preuve indubitable de son intention sincere & montrer combien sont grands les Sacrifices qu'elle est prête de faire par amour pour la Paix, elle vouloit bien déclarer que par un dernier effort elle étoit résoluë outre la cession de tout le Pays de Juliers, de donner encore & payer à la Maison de Sultzbach une somme considérable de Deniers comptans, sous les conditions déjà communiquées, & spécialement sous celle, que pareillement le Duché de Berg en son entier, sera cédé à Sa Majesté & qu'on ne parlera d'aucun démembrement; l'alternative proposée touchant les Fortifications & la Garnison de Dusseldorp, & les autres offres de Sa Majesté, faites dans ladite Conférence, restant en leur entier. Mais que Sa Majesté jugeoit qu'il étoit de la plus grande nécessité qu'en établissant un *status quietus* sur le pied de son *ultimatum* communiqué, il soit limité aussi un tems pour la négociation, afin que ce terme expiré, on la tienne pour interrompuë. Enfin Sa Majesté fit déclarer qu'Elle attendoit la Résolution de l'Electeur Palatin, auquel elle accordoit pour cet effet un terme de trois mois lesquels étant échûs sans que Sa Majesté ait obtenu une réponse convenable, elle ne vouloit plus

être tenuë aux offres ni aux conditions qu'elle avoit fait communiquer.

Les remarques, les considérations, les offres & l'*ultimatum* du Roi de Prusse mûrement pesées & examinées furent communiquées (a), comme ce Prince le souhaitoit, à l'Empereur, & aux Rois de France & de la Grand-Bretagne, après que leurs Hautes Puissances eurent témoigné de la manière la plus forte à Sa Majesté Prussienne, combien elles étoient sensibles à la confiance qu'elle avoit en elles, & après l'avoir assuré d'une manière à la convaincre, que dans toute cette affaire leur but & leur intérêt n'étoient que de prévenir les troubles dans leur Voisinage, qui ne pourroient manquer d'arriver, & qui étoient peut-être prochains, vû l'âge avancé de Son Altesse Electorale Pal. & de son frere l'Evêque d'*Augsbourg*, si l'une ou l'autre des Parties intéressées prenoient la résolution de recourir aux Armes sans se contenter des voyes de la Justice. L. H. P. n'en restèrent point-là, elles pressèrent la Cour de Vienne d'engager l'Electeur Palatin à se déclarer sur les propositions du Roi de Prusse, mais on leur répondit (b), qu'on croyoit que cette affaire ne pouvoit être entamée jusqu'à ce que la grande affaire de la Pacification générale eût été conduite à sa perfection.

L. H. P. firent les mêmes instances à la Cour

(a) Vers le milieu du mois de Juiller.

(b) A la fin du mois d'Août.

Cour de France; Elles y témoignèrent combien elles appréhendoient les suites de cette affaire, à laquelle plusieurs Puissances sembloient vouloir s'intéresser, si on ne prévenoit les troubles qui pourroient en résulter, en procurant un accommodement amiable entre les Parties intéressées, ou en prenant des mesures pour les empêcher d'en venir aux voyes de fait, jusqu'à la décision juridique de ce Procès, conformément à la Paix de Westphalie dont Sa Majesté Très-Chrétienne étoit Partie contractante & garante. Les Ministres de France convinrent de la justesse des réflexions de L. H. P. & de la nécessité de prendre des mesures de concert avec les Parties intéressées, mais ils déclarèrent en même tems (c), qu'il ne leur paroïssoit pas qu'il y ait lieu d'accorder le Roi de Prusse avec la Cour Palatine, aux conditions proposées par le premier & qu'il n'y avoit guères d'autres moyens de prévenir les voyes de fait de part ou d'autre, qu'en stipulant dans une Convention, sous bonne garantie, la conservation du tout *in statu quo* en faveur de la Maison de Sultzbach, jusqu'à la conclusion d'un accommodement.

De cette manière il se passa près de six mois sans qu'on pût obtenir aucune réponse positive ni de la Cour de France, ni de la Cour de Vienne, ni même de celle de Mannheim. Enfin après les instances les plus pressantes de la part de L. H. P. à qui le Roi de
Prusse

(c) Au commencement du mois de Novembre.

Prusse même témoignoit continuellement combien ils désiroit de terminer cette affaire, l'Empereur & le Roi de France, qui agissoient en tout ceci de concert avec la Cour Palatine, envoyèrent ordre à leurs Ministres à la Haye de remettre à Leurs Hautes Puissances les réponses ci-jointes qu'ils accompagnèrent chacun d'un court Mémoire.

*Mémoire de Monsieur le Comte d'Ulefeldt,
Envoyé Extraordinaire & Plénipotentiaire
de l'Empereur, &c.*

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

VOS Hautes Puissances ayant de tems en tems témoigné leur empressement, pour être informé des sentimens de Sa Majesté Impériale & Catholique; sur ce qu'il y auroit à faire pour prévenir les troubles qui pourroient survenir au cas du Décès des Sérénissimes freres de la Maison de Neubourg, le sousigné Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale & Catholique a reçu ordre de remettre à Vos Hautes Puissances la Réponse ci-jointe, en même tems que Monsieur l'Ambassadeur de France leur remettroit celle de sa Cour, & le sousigné a cru ne pouvoir mieux témoigner son empressement à l'exécuter, que de ne point différer jusqu'à son retour pour s'en acquitter & de faire remettre incessam-

de Cleves , Berg , Juliers , &c. 331
adressé à V. H. P. le présent Mémoire
avec la Réponse y jointe. Fait à , ce 22.
Decembre 1736. (a)

Etoit signé,

Le Comte d'U L E F E L D T.

*Réponse de Sa Majesté Impériale & Catho-
lique.*

MEssieurs les Etats Généraux ne sauroient ignorer l'empressement, que l'Empereur a toujours eu de les convaincre par les marques de l'amitié la plus sincère, combien leurs intérêts lui tiennent à cœur, & sur tout combien il est prêt à concourir avec eux dans les mesures & arrangemens, qui paroissent les plus propres à consolider le repos en Europe, en prévenant tout ce qui pourroit y rallumer le feu de la Guerre. C'est dans cet esprit qu'on leur a communiqué confidemment de tems en tems, & les soins que S. M. I. prenoit d'accorder à l'amiable les Princes les plus intéressés à la succession de Juliers & Berg, & les moyens qui avoient été concertés pour cet effet avec feu l'Electeur de Mayence.

Selon ce que Mr. Hamel Bruyninx a reçu ordre de déclarer alors, les sentimens de ses
Maî-

(*) Mr. le Comte d'Ulefeldt étoit alors absent de la Haye en sorte qu'il fit mettre ce Mémoire à L. H. P. par son Secrétaire.

Maîtres qui paroïssent répondre aux vûes & souhaits de l'Empereur. La Guerre qui est venue peu après, a interrompu ses soins : mais ce Prince a toujours persisté & persiste encore dans les mêmes sentimens qu'il a donné à connoître ci-devant. Il ne sauroit à la vérité permettre qu'on donne la moindre atteinte à son Droit incontestable de Juge Suprême dans l'Empire, tel qu'il est fondé dans les Constitutions, n'étant entré en aucun engagement, qui y fût contraire. Il ne sauroit non plus se départir du principe dont il est convenu avec le Roi T. C. de n'admettre en rien qui reste à traiter pour consommer l'ouvrage salutaire de la Paix, que les matières qui regardent immédiatement les Parties Belligérantes. Mais, sauf ces principes, l'Empereur est toujours également porté & empressé à empêcher les voyes de fait, qu'à concourir avec les Puissances qui s'intéressent pour la tranquillité publique, à terminer par un accommodement juste & équitable les différens qui paroissent menacer de suites fâcheuses. Quelque plus est, la voye qu'il vient d'indiquer sembler la plus propre & presque l'unique pour le but qu'on se propose. Si pendant la Guerre on a été obligé de suspendre les soins qui tendoient, on ne sauroit espérer bien du fruit de ceux, qui seront employés dans un temps où le repos général seroit encore mal affermi ; mais on peut se flatter avec fondement, que l'ouvrage de la Paix, auquel on travaille, étant une fois entièrement achevé, le concert & concours de tant de Puissances respectable sera le moyen le plus sûr pour lever bien de
obsta

obstacles, auxquels d'un coté pourroit être sujet un accommodement, & l'envie qu'on pourroit avoir de finir l'autre, on court risque de n'en avancer aucun, & de tomber dans les inconveniens, qu'on cherche à éviter.

Si donc l'intention de Messieurs les Etats Généraux étoit, que l'accommodement si désirable sur la succession de Juliers & Berg, eût à retarder la Pacification générale, l'Empereur ne pourroit se départir du sentiment où il est, que bien loin d'avancer le but qu'on se propose, on s'en éloigne & le rend plus difficile. Mais si au contraire, sans insister sur une telle demande, ils se bornent à désirer, que dans l'âge avancé, où se trouvent les deux Sérénissimes freres de la Maison de Neubourg, on ne perde pas un moment pour prévenir les suites fâcheuses, que pourroient avoir les contestations sur ladite Succession, l'Empereur de concert avec S. M. T. C. déclare, que non-obstant que ce qui a été stipulé par l'Article séparé, cité ci-dessus eût à rester dans toute sa vigueur, il est néanmoins prêt à concourir dès-à-présent avec Messieurs les Etats Généraux & autres Puissances qui s'intéressent au repos de l'Europe, pour faire conclure s'il est possible un accommodement amiable sur ce sujet, avant que le cas du Décès des deux Sérénissimes freres arrive.

*Mémoire de Mr. le Marquis de Fenelon
Ambassadeur du Roi de France, &c.*

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

VOS Hautes Puissances m'ayant fait remettre les différentes Résolutions qu'Elles ont prises pour faire connoître à S. M. le Roi mon Maître, le désir qu'Elles auroient de voir les choses sur un pied, qui prévînt tous les troubles qui pourroient survenir à l'occasion de la Succession des Duchez de Berg & Juliers; J'ai l'honneur de remettre à Vos H. P. la Réponse de ma Cour qui m'a été envoyée pour la leur délivrer. La Cour Impériale leur faisant remettre la sienne en même tems. Donné à la Haye le 3. Janvier 1737.

Signé,

Le Marquis de FENELON.

Réponse de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LEurs Hautes Puissances doivent être persuadées par l'empressement que Sa Majesté a toujours eu de leur marquer l'amitié la plus sincère, combien Elle a leurs intérêts à cœur, & combien Elle desire de contribuer avec elles aux mesures & aux arrangemens propres à assurer le repos de l'Europe, & à prévenir tout ce qui pourroit y rallumer le feu de la Guerre.

Le

Le principe convenu entre Sa Majesté & l'Empereur & dont Elle ne se peut départir, de n'admettre en ce qui reste à traiter pour perfectionner l'ouvrage de la Paix, que les matières qui regardent immédiatement les Parties Belligérantes, n'empêche pas, que Sa Majesté ne soit également portée & empressée tant à chercher les moyens d'empêcher les voyes de fait qu'à travailler avec les Puissances qui s'intéressent pour la tranquillité publique à procurer un accommodement juste & équitable pour prévenir les différens qui pourroient avoir des suites fâcheuses.

Le concours d'intention de tant de Puissances respectables ne peut manquer de lever bien des obstacles, auxquels un accommodement de la nature de celui dont il s'agit pourroit être sujet, & l'on est persuadé que rien ne peut plus concourir à avancer cet objet, que de ne le point confondre avec d'autres qui lui seroient étrangers.

Sa Majesté déclare donc, ainsi que l'Empereur le déclare lui-même, qu'Elle est prête à concourir dès-à-présent avec les Etats Généraux & les autres Puissances qui s'intéressent au repos de l'Europe, pour faire conclure, s'il est possible, un accommodement amiable & prévenir toutes les voyes de fait, de même que tout ce qui pourroit occasionner des troubles & des contestations au sujet de l'affaire de Berg & Juliers.

Remis par nous fousigné Ambassadeur de Sa Majesté, le 3. Janvier 1737.

Etoit signé,

Le Marquis DE FENELON.
Pen-

Pendant qu'on méditoit ces Réponses à Vienne & à Versailles, le Roi de Prusse impatient de mettre fin à cette affaire, (ce qui fait connoître en passant avec quelle sincérité il en agissoit) avoit envoyé son Ministre le Comte de Degenfeldt-Schomberg à l'Electeur Palatin pour conclure tout d'un coup l'accordement qu'on paroissoit desirer de tous côtés, & afin d'y apporter toutes les facilités imaginables, Sa Majesté le chargea de faire les propositions suivantes (a).

1. Que Sa Majesté étoit prête de céder après l'extinction de la présente Ligne masculine de la Maison de Neubourg, & de remettre en pleine propriété au Prince de Sultzbach tout le Duché de Juliers, & de se contenter du Duché de Berg y compris sa Capitale la Ville de Dusseldorp avec les Seigneuries de *Ravestein*, de *Winnendal* & de *Breskens-Sant*, nonobstant qu'il est notoire que ces biens sont de bien moindre valeur que le Duché de Juliers.

2. Que pour ôter à l'égard de cette cession toute sorte de doute, qui pourroit naître à l'avenir, Sa Majesté offroit de renoncer tant pour lui-même que pour tous ses descendans mâles & femelles, pour toujours, à la reversion éventuelle, réservée par ses *propositions précédentes*, & en même tems à tout son droit & à toutes ses prétentions sur ledit Duché de Juliers.

3. Que Sa Majesté consentoit de plus, que les

(a) Au milieu du mois de Janvier 1737.

les fortifications de la Ville de Dusseldorp seroient rasées.

4. Que quand l'accord seroit conclu sur ce pié & qu'il seroit confirmé par Sa Majesté Impériale & garanti par la France & par les Puissances Maritimes, Sa Majesté s'engageoit de payer en argent comptant à l'Electeur Palatin au profit du Prince de Sultzbach, la somme d'un million d'Ecus, argent d'Allemagne.

5. Que Sa Majesté s'engageroit de plus, qu'aussi-tôt que le Duché de Berg avec les Seigneuries de *Ravestein*, de *Winnendal* & de *Breskens-Sant* lui seroient remises de faire présent à chacune des trois Princesses, filles du feu Prince Héréditaire de Sultzbach *Joseph-Charles*, & de feuë la Princesse *Elizabeth*, fille de l'Electeur Palatin, la somme de cinquante mille écus argent d'Allemagne francs & sans aucune reversion, faisant ensemble cent cinquante mille écus d'Allemagne.

6. Qu'outre ce présent Sa Majesté donneroit à chacune des Princesses au tems de leur Mariage pour une dot, franche & sans repetition, la somme de trente mille écus d'Allemagne.

Sa Majesté Pruss. accorda jusqu'au premier de Mai, c'est-à-dire quatre mois à son Altesse Electorale Palatine pour se consulter & deliberer sur ces propositions, à condition que ce terme venant à expirer sans que S. A. E. eût ait acceptées, la négociation seroit rompue *ipso facto*, & Sa Majesté ne seroit tenue en aucune maniere ni à ces dernières propositions ni à aucune autre précédente; mais se reservoit alors la liberté de poursuivre son

bon droit sur toute la succession tant de Juliers que de Berg par tels autres moyens qu'elle trouveroit à propos.

Le Roi de Prusse ne manqua point de faire communiquer ses nouvelles propositions à L. H. P. avec prières non seulement d'en faire part à l'Empereur & aux Rois de France & de la Grande Bretagne: mais encore d'employer leurs bons offices auprès de l'Electeur pour l'engager à accepter au plutôt des offres si genereuses que Sa Majesté avoit bien voulu faire encore, *ex superabundanti & pro omni ultimato*; puisque les extrémités qui sont à craindre, en cas que ces differends restent sans être ajustés, ne pourront, suivant toutes les apparences humaines, être évitées par aucun autre moyen que par un accommodement amiable.

L. H. P. étoient alors fortement occupées à délibérer sur la Réponse qu'elles devoient faire aux dernières déclarations (a) de L. M. I. & T. C. & comme elles devoient avoir sur ce sujet une conference avec les Ministres de France & de l'Empereur, elles prirent cette occasion pour leur communiquer les nouvelles propositions de S. M. Pr. après s'être expliquées sur le contenu des susdites Déclarations en protestant que dans toutes leurs démarches elles n'avoient eu en vue que de prévenir les troubles qui seroient à craindre avec le tems des disputes sur la Succession de Berg & Juliers; que leur intention n'avoit

(a) Rapportées ci-dessus pag. 330. & suiv.

jamais été ni de donner la moindre atteinte aux Droits de Sa M. Imp. comme Juge suprême dans l'Empire, fondés sur ces Constitutions : ni de causer quelque changement à l'Article des Préliminaires par lequel il étoit convenu entre l'Empereur & la France de n'admettre dans la négociation générale que des matières qui regardoient immédiatement les Parties Belligérantes ; ni d'apporter le moindre retardement à l'ouvrage de la Paix générale auquel toute l'Europe étoit si fortement intéressée : qu'elles avoient regardé l'affaire de Berg & Juliers comme séparées des autres, mais en même tems comme une affaire de la dernière importance, puisqu'elle pouvoit causer de nouveaux troubles d'une très dangereuse conséquence, sans des précautions suffisantes prises à tems.

L. H. P. ajouterent que puisqu'il étoit hors de toute contestation qu'on pouvoit travailler à un accommodement dans l'affaire de Berg & Juliers, séparément de toute autre, sans porter le moindre préjudice à la Pacification générale, comme aussi sans déroger aux droits de l'Empereur, de Juge suprême dans l'Empire, ou à l'Article susmentionné, par lequel il est convenu de n'admettre à la Pacification générale que les matières qui regardent immédiatement les Parties belligérantes ; & puisqu'aussi tant Sa Majesté Imperiale & Cath. que S. M. T. C. avoient fait déclarer par leur réponse, qu'elles étoient prêtes à concourir dès à présent avec L. H. P. & les autres Puissances qui s'intéressent au repos de l'Europe pour faire conclure, s'il étoit possible, un accommodement

amiable à l'égard de la Succession, & prévenir par-là toutes les voyes de fait & tout ce qui pourroit occasionner des troubles & des contestations à ce sujet, L. H. P. ne pouvoient point diffimuler que cette déclaration des sentimens de Sa Majesté Imperiale & Cath. & de Sa M. T. C. leur étoit très agréable & qu'elles souhaitoient que pour parvenir au but salutaire qu'on se propose, on veuille mettre la main à l'œuvre, le plutôt le mieux, & régler le TEMS & la MANIERE qu'on pourra y proceder le plus convenablement & le plus efficacement. Et comme Sa Majesté le Roi de Prusse avoir fait communiquer à L. H. P. les nouvelles propositions faites de sa part à l'Electeur Palatin, elles jugeoient à propos d'en remettre la copie à Mrs. les Ministres de l'Empr. & de la France pour qu'ils voulussent prendre en consideration quel usage on en pourroit faire, & comment on pourroit porter S. A. E. P. à s'expliquer là-dessus, afin de voir ensuite ce qu'il y auroit de plus à faire pour parvenir à un accommodement amiable & pour prévenir les troubles qui étoient à craindre.

Les Etats Généraux furent obligé de revenir souvent à la charge, sans pouvoir obtenir la moindre réponse positive. On tenoit souvent des conferences à la Haye tantôt entre les Députez de L. H. P. & le Ministre Britannique, tantôt entre les premiers & les Ministres de l'Empereur & du Roi Très-Chrét.; mais tout cela n'aboutissoit qu'à former & lever des difficultez & à gagner, ou, comme d'autres prétendoient, à perdre du tems. Pendant que cela se passoit,

le

lique de Sa Majesté Imp. à Vienne, lequel a été continué jusqu'à présent sans interruption, enforte que nous pourrions nos Droits d'une manière loyale ; & nous reposant avec ferme confiance sur la Justice de nos prétentions, nous ne doutons point d'obtenir avec l'aide de Dieu un Décrêt favorable. Au surplus, par égard pour V. H. P. & en considération de vos bonnes Intentions, nous sommes prêts à concourir à une juste & amiable décision de cette affaire ; & par la Confiance, que nous avons en l'Amitié de V. H. P. Nous sommes assurés, qu'elles n'entreront dans aucun engagement contraire aux intérêts de la Maison de Saxe ; mais, qu'au contraire, elles accommoderont les choses touchant la Succession à ces Territoires, d'une manière qui prouvera entièrement que V. H. P. n'ont point oublié les Droits de cette Maison, confirmés par la Paix de Westphalie, dont elles sont garantes.

V. H. P. ont trop de pénétration, pour ne point discerner, qu'un Accommodement, ou Reglement provisionel, fait à l'exclusion de ces Droits, ne sauroit décider cette affaire, ni obtenir la fin, qu'on desire, & qu'il seroit contraire aux dispositions que V. H. P. font manifestement paroître pour la Paix. Au reste, nous nous en rapportons à ce que notre Envoyé Extraordinaire le Général *Debrosses* aura l'honneur d'exposer plus au long à V. H. P. Nous finissons par les assurances de notre désir ardent de donner à V. H. P. des Preuves de la sincérité de notre Amitié & bon Voisinage &c. &c.

Peu de tems après Sa Majesté Pol. fit distribuer tant à Ratisbonne qu'à la Haye & ailleurs le Dédution suivante, pour informer les Puissances *Concertantes* (c'est le nom qu'on leur donnoit au lieu de celui de *Médiatrices*) des raisons peremptoires, qui la portoient à soutenir qu'on ne pouvoit traiter d'un accommodement sur la Succesion de Cleves, Berg & Juliers, sans son intervention comme la partie la plus interessée, & qui prétendoit y avoir plus de droits qu'aucun des Prétendants.

COURTE EXPOSITION *des raisons, pour lesquelles la Maison Royale, Electorale & Ducale de Saxe ne peut être exclue des Negociations, qui sont à présent sur le Tapis, dans les affaires concernant la Succesion de Juliers.* 1737.

LES Ecris, qui ont paru, depuis peu, tant de la part de Sa Majesté Prussienne, que de celle du Comte Palatin de Sultzbach, pour la defense de leurs prétensions respectives au Duché de Juliers, decouvrent assez ce que ces Princes pensent eux mêmes, & voudroient faire penser au Public, sur les droits & interêts de la Maison Electorale & Ducale de Saxe, dans cette même affaire. On s'est proposé, dans ces Ecris, de surprendre le Public, par des insinuations capicieuses, & c'est dans cette même intention, qu'on les a portées à diverses Cours, dans l'esperance de leur faire prendre le change, dans une cause, qui est l'évidence même.

On a fait entendre, que l'état présent de

l'affaire de Juliers étoit tel, que, ni par la prise de possession que Sa Majesté Prussienne se proposoit de faire des Duchez de Juliers & de Berg, en cas de mort de S. A. E. Palatine, ni par l'intrusion du jeune Comte Palatin de Sultzbach, il ne seroit rien fait, qui fût aucunement contraire à la disposition de la Paix de Westphalie; Que personne n'avoit droit de prendre intérêt, dans cette affaire, que les deux Maisons de Brandebourg & Palatine; puisque, par rapport à d'autres, elle étoit décidée, par les accords faits entre ces deux Maisons; Que les Droits de celle de Saxe consistoient en une prétension, dont l'examen devoit être renvoyé au Petitotire, & la poursuite en être faite par les voyes ordinaires de Droit; Qu'ainsi cette prétension ne pouvoit être un objet des négociations présentes, où il ne s'agissoit pas de traiter sur la possession; Qu'il devoit être assez indifferant à la Maison de Saxe, qui n'avoit aucune part à la possession desdits Etats, de quelle manière les Possesseurs s'accorderoient entre eux, sur cette possession, en attendant & durant la litispendance à la Chambre Aulique sur le Petitotire; D'où il s'ensuivoit, que la Maison de Saxe, comme non interessée, ne pouvoit prétendre être admise à une négociation, où l'on ne traitoit que de l'affomtion du Comte Palatin de Sultzbach.

Mais, comme ce raisonnement est fondé sur des suppositions, dont la fausseté ne peut manquer de sauter aux yeux de ceux, qui, dépouillez de tout esprit de prévention & de partialité, voudront bien apporter quelque

attention à la nature de cette affaire, on a cru devoir munir le Public, contre l'effet de la surprise, ou le defabufer des impressions qu'il pourroit avoir reçues, en lui donnant des notions plus fideles, fondées sur des faits, qui ne peuvent être raisonnablement contestez.

On se propose d'être court. On ne s'amusera donc pas à refuter un Ecrit publié à Manheim en 1736. portant pour titre : *Information succincte , mais fondée &c. &c.* ni la Réponse, qui lui a été opposée de la parr de la Cour de Prusse, en ce que l'une & l'autre de ces deux Pieces contiennent de contraire aux Droits de la Maison de Saxe, quant au fonds & au Petitotire; Le peu de solidité de tous ces vains arguments a été suffisamment démontré, par la derniere pièce, qui a été renduë publique (a), & l'on s'y rapporte pour le present.

On ne peut néanmoins se dispenser de remarquer ici, en passant, que, dans la pièce susdite, imprimée à Manheim, la Maison Palatine de Sultzbach a été obligée de convenir,

Que les trois Duchez de Juliers , Cleves & Berg, de même que les Comtez de la Marck & Ravensberg, y compris les Seigneuries de Ravensstein & de Winnendal , tant par la disposition des Lettres d'Investiture (qui en pareils cas doivent servir de règle decisive) que par d'autres Documents irreprochables, ainsi que presque tous autres Duchez, Principautez & Comtez de l'Empire, doivent être tenus & réputez pour vrais & indubitables grands Fiefs

Y 5

Mas-

(a) Elle est dans le Recueil d'Actes , Negociations &c T. VII. p. 301.

Masculins, & être considerez comme tels, en sorte qu'aucun des descendants de la Maison Ducale de Juliers, par les femmes, ne peut y prétendre aucun droit de Succession, à moins qu'il n'y eût été rendu habile, par un Privilege spécial de l'Empereur.

Cet aveu, que la force de la verité a fait faire, est trop favorable aux droits de la Maison Electorale & Ducale de Saxe, pour que Sa Majesté, en qualité d'Electeur de Saxe, ne l'accepte pas, comme elle fait, en la meilleure forme de droit; Mais, quant à l'habilitation, sur laquelle on voudroit fonder une exception à la règle générale, & ce qui est dit, en particulier, du Privilege accordé, à cette fin, par l'Empereur Charles-Quint, en faveur des Princesses de Juliers, il est à observer, que ce prétendu Privilege n'a jamais pû être donné au préjudice des Droits de la Maison de Saxe fondez sur une expectative beaucoup plus ancienne, & sur une investiture éventuelle, actuellement intervenüe; D'où il s'ensuit, que ce Privilege, quel qu'il soit, est nul, de droit, & de nulle valeur.

La Cour de Prusse, dans sa Réponse susdite, prend, à la verité, un autre tour. Elle prétend, que les Duchez de Juliers & autres Seigneuries en dépendantes, étoient des Fiefs d'une double nature, *Feuda promiscua*, auxquelles les filles, au défaut des mâles, suivant l'ordre de leur naissance, ont pu succeder. Cette Cour, se felicitant de cette heureuse découverte, voudroit bien persuader le Public de la verité de ce qu'elle ose avancer, & c'est par une longue narration tirée de

l'histoire des susdits Duchez, qu'elle s'efforce de prouver, qu'une telle observance a été reçue dans les Maisons de Juliers & de Cleves, & pratiquée en diverses occasions.

Mais si l'on examine un peu de près les cas, qu'elle allegue, on s'appercevra aisement, que ces cas ne prouvent rien du tout. Le défaut de l'argument consiste en ce que dans cette Piece, on voudroit fonder une règle générale, & établir une observance constante sur des cas singuliers, arrivez, ou par des voyes purement de fait, ou auxquels les Empereurs ont connivé, ou donné leur consentement, à cause de quelques circonstances particulieres.

Ce n'est pas de cette façon que l'on prouve une observance constante, & qui doit déroger à des usages généralement reçus & établis de tout tems dans l'Empire. Il faudroit pour cela produire des preuves tout autrement concluantes & certaines.

L'histoire particuliere des Provinces de l'Empire produit à la verité des exemples, que les Empereurs, à l'extinction d'une famille de Prince ou de Comte de l'Empire, ont quelquefois conferé de nouveau des Fiefs, qui leur ont été dévolus, tout masculins qu'ils étoient, aux descendants mâles des filles ou autres femmes apparentées aux derniers Possesseurs. Ils ont été portez à cela par le motif de prévenir de facheuses contestations, ou par d'autres raisons particulieres; Mais ils n'ont jamais prétendu, par-là, changer la nature des Fiefs, & d'en faire des *Fenda promissoria*.

Personne ne fera vraisemblablement assez téméraire, pour vouloir changer les Electorats de Saxe & le Palatin, la Principauté Mecklenbourgeoise des Venedes, le Duché de Holstein, le Landgraviat de Hesse, les deux Marggraviats de la Haute & Basse Lusace, & d'autres Fiefs indubitablement masculins, en *Feuda promiscua*, par ce que, par exemple, Henri Duc de Saxe, fils aîné de Henri le Lion, à cause de sa femme Agnès, fille de Conrad Comte Palatin, est parvenu au Palatinat du Rhin; Que Lothaire de Supplinbourg, aussi à cause de sa femme Richenza, a acquis le Duché de Saxe, & Henri surnommé le Superbe, par Gertrude son Epouse, fille de Lothaire, a fait la même acquisition. Que Ulric II. Duc de Mecklenbourg, par sa femme Catherine, est parvenue à la Principauté des Venedes; Que Chrétien, Roi de Dannemarck, par sa femme Hedwige, a été fait Duc de Holstein & de Sleswig; & qu'enfin Henri l'Enfant, du chef de sa mere Sophie de Brabant, est parvenu au Landgraviat de Hesse; ou bien parce que dans le Recès de l'année 16,6. pour la tradition de la Lusace, il a été pourvu, que les Marggraviats de la Haute & Basse Lusace, en cas d'extinction de la Posterité masculine de l'Electeur *Jean-George I*, écherroient aux Descendans mâles de ses filles.

Si l'on se proposoit ici d'entrer dans la discussion de ce qui regarde le fonds de l'affaire, il seroit aisé de mettre ceci dans un plus grand jour, & de demontrer, par une infinité d'exemples, tirez de l'Histoire particuliere

liere des Etats d'Allemagne, le peu de solidité de l'affertion de la Cour de Prusse. Il ne seroit pas moins facile d'établir les Droits de la Maison de Saxe sur des fondemens inébranlables, & de convaincre le Lecteur de leur solidité & justice.

On l'a déjà dit, on ne se propose, pour le présent, que de montrer, que la Negotiation, qui est à present sur le tapis, entre la Cour de Prusse & la Maison de Sultzbach, de même que l'intrusion du jeune Comte Palatin de Sulzbach, est manifestement contraire à la disposition du Traité de Westphalie, &, en même tems, préjudiciable aux intérêts de la Maison de Saxe.

On s'abstient donc d'entrer dans les mérites de la Cause principale, quoique la Maison de Sultzbach n'ait pas manqué de s'en prevaloir, dans la Pièce, qu'elle a publiée, & que celle de Prusse ait jugé à propos d'y repliquer.

Pour toucher de plus près au but principal, on rapportera ici les propres termes du Traité de Munster, auxquels on donnera une interprétation, qu'on ne peut leur refuser, suivant leur sens vrai & naturel ; appuyée d'ailleurs sur ce qui s'est passé dans cette affaire, comme les Protocoles tenus alors, & les Actes en font foi.

L'Article IV. No. 57. du Traité d'Osnabrug, & l'Article V. No. 46. de celui de Munster s'expliquent de la sorte: *Et d'autant que la Cause de la Succession de Juliers, pourroit un jour exciter de grands troubles dans l'Empire, entre les interessez, s'il n'y étoit pour-*

pourvu ; il a été convenu, qu'après la Paix faite, ladite Cause sera décidée, sans délai, par Sa Majesté Imperiale, par la voye ordinaire de Droit, ou composition amiable, ou par quelque autre voye légitime.

On observera d'abord, comme on l'a fait déjà, que c'est à tort, que, de la part des Maisons de Prusse & de Sultzbach, on cherche de faire entendre au Public, que la Maison de Saxe ne peut prendre aucun intérêt dans la Cause en ce qui regarde la possession; Que la poursuite de ses Droits ne peut se faire qu'au Petitoire, dont elle doit attendre le succès: & qu'ainsi elle doit voir, d'un œil indifférent, & sans y apporter aucun obstacle, ce qui plaira aux Possesseurs actuels des Etats contestez, de convenir & arrêter entre eux, sur le fait de ladite possession.

Déjà il est de fait, & c'est une chose notoire dans l'Empire, que les Conclusions de la Requête présentée par la Maison de Saxe, dès l'année 1615. au Conseil Aulique, (a) ne renferment pas seulement, qu'il soit fait droit sur le fonds & sur le Petitoire; mais principalement, qu'il soit prononcé sur la possession, dont elle demande formellement l'adjudication.

Rien n'étoit plus juste, que cette demande. L'Empereur *Rodolphe II.* avoit déjà conféré à Prague l'Investiture actuelle des Etats en question à la Maison de Saxe, en la personne de l'Electeur Chrétien II. dès l'année

1610.

(a) Rapportée dans les Preuves. [H.H.]

1610. après connoissance de cause préalablement faite, dans un Conseil Solennel de Princes (a).

Par cette Investiture la Maison de Saxe, en conformité de la disposition du Droit féodal, n'a pas seulement été mise en possession civile ; (Et certainement cette Maison ne s'est jamais departie de cette possession, ni consenti à être renvoyée de-là au Petitotire,) mais de plus le Droit lui a été conféré d'apprehender la possession naturelle envers & contre tous ; & les possesseurs ont été déclarés invadeurs & détenteurs ; Ce qui a été surabondamment confirmé & exécuté par les Décrets Imperiaux subsequens , qui contiennent une Commination formelle du Ban de l'Empire contre les contrevenans, comme il paroît par la Pièce même. (b)

La Maison de Brandebourg ne fut point indifferente à cette procedure. Elle comprit fort bien, quelle en étoit la conséquence, & pour se mettre, en quelque façon, à couvert de ces Ordonnances penales de l'Empereur, elle prêta avidement l'oreille aux propositions d'accommodement, qui lui furent faites, par quelques personnes de consideration, qui s'étoient entremises, dans cette affaire, elle passa un accord à Juterbock avec la Maison de Saxe, par lequel cette Maison fut admise à la Con-possession, peut-être plus dans le dessein de la tranquilliser, ou de lui faire rallen-

(a) Voyez cette Investiture dans les Preuves [A].

(b) Rapportée parmi les Preuves. [F]

l'entir ses poursuites, que d'en venir à un accommodement réel.

Aussi cet accord resta-t-il sans effet. La Maison Palatine de Neubourg, dont le consentement & l'accession paroissoient nécessaires, tant à cause de la détention commune, par indivis, qui subsistoit encore alors, que parce que ce consentement avoit été stipulé par l'accord, refusa d'y donner les mains; & la Maison de Brandebourg n'eut garde de laisser échapper une si belle occasion, entre plusieurs autres, de rendre cet accord infructueux à celle de Saxe.

Les choses sont changées depuis ce tems; La branche Palatine de Neubourg est sur le point de s'éteindre, & sa contradiction au Traité de Jüterbock, qui seule pouvoit en empêcher l'effet, cessant à présent, rien n'empêche, que la Maison de Brandebourg ne remplisse ses engagemens pris par ce Traité.

Dans de telles circonstances, de quel droit la Maison de Brandebourg peut-elle prétendre & s'arroger seule une possession entière, à l'exclusion de celle de Saxe, ou bien de traiter & convenir sur le fait de ladite possession, avec celle de Sultzbach, & de vouloir faire accroire au Public, que la Maison de Saxe n'est aucunement fondée à s'opposer à de pareilles entreprises?

Lorsque dans le Siècle passé en 1647. la Maison de Brandebourg s'accommoda provisionnellement sur la possession avec la Palatine de Neubourg, le cas étoit différent. Non seulement cet accommodement se fit, pendant la guerre; mais, de plus, la Maison

Palatine de Neubourg étoit actuellement en possession naturelle; Au moins étoit-elle detentrice; mais celle de Sultzbach n'a ni possession Civile ni naturelle.

De plus il est notoire, que la Maison de Saxe porta ses plaintes, aux Traités de Westphalie, & obtint, qu'il fût inséré dans le Traité même, que de pareilles entreprises ne seroient plus permises, & qu'il ne seroit rien innové dans l'affaire.

Que ce soit là le vrai sens de l'article du Traité ci-dessus, & non pas, comme les Parties averses le prétendent, que cet article doive être interprété & entendu d'une demande de la Maison Electorale de Saxe au Petit-toire; C'est ce que personne ne pourra révoquer en doute, en faisant attention, que ce fut aux instances des Ministres de Saxe, & sur leurs remontrances, faites aux Ministres de l'Empereur, à ceux de France & de Suede, que cet article fut inséré dans le Traité, en faveur de la Maison de Saxe, de sorte que les termes de cet article ne peuvent recevoir d'autre interpretation, que celle qui est déterminée par l'intention du Requerant.

Il est dit par cet Article: que la Cause de Juliers, pour éviter de nouveaux troubles dans l'Empire, sera décidée, entre tous les Intéressez, ou par la voye ordinaire de Droit, le procès étant déjà actuellement pendant devant l'Empereur, ou par un accommodement à l'amiable. Quel peut être le sens naturel de ces paroles? On a voulu, sans doute, prévenir par là, les voyes de fait, & em-

pêcher, que deux Parties ne s'accommodassent entre elles, sur la possession à l'exclusion de la troisième, rien n'étant plus propre à exciter des troubles, & à donner occasion aux voyes de fait, qu'une telle exclusion.

Quant à la Maison de Sultzbach, en particulier, il est à remarquer, qu'elle ne peut être comprise dans les Parties intéressées dans la Cause, dont il est fait mention dans le Traité. Cette Maison, comme la Cour de Prusse lui a déjà fait sentir, par sa Réponse à l'Art. No. 4., n'a ni possession Civile ou naturelle, ni detention devers Elle.

La Maison Royale, Electorale & Ducale de Saxe, au contraire, est notoirement & principalement comprise dans la dénomination faite par le Traité des Parties intéressées, entre lesquelles la Cause de Juliers doit être décidée, ou par procès, ou par accommodement; La raison en est évidente. Cette Maison avoit déjà reçu l'Investiture de tous les Etats de Juliers, & avoit été reconnue, par l'Empereur & par l'Empire, comme Duc de Juliers, Cleves & Berg, longtems avant le Traité. De plus Elle avoit poursuivi son Droit, par devant le Conseil Aulique, par les voyes ordinaires de Droit; Elle avoit conclu, par sa requête, à ce qu'Elle fût mise en possession desdits Etats à Elle appartenans, qui lui étoient détenus par voyes de fait & de violence; Et, d'autant que pour les circonstances des tems d'alors, qui sont assez connues, sa poursuite étoit renduë difficile, Elle obtint, au Congrès, que la Clause ci-dessus fût

de Cleves, Berg, Juliers, &c. 355
fût inferée, en sa faveur, dans le Traité de Paix.

Il résulte clairement de tout ceci, que la Maison Royale, Electorale & Ducale de Saxe doit être considérée comme une des principales Parties intéressées, dont il est fait mention, par l'Article du Traité, en sorte qu'en cette qualité, qui ne peut lui être contestée, Elle doit être admise, avant toute autre, à toute négociation & Traité à faire, à l'amiable, dans la Cause de Juliers, soit qu'on y ait pour objet de transiger sur le fonds & principal de l'affaire, soit qu'on ne s'y propose qu'un accommodement sur la possession.

Il est décidé, en Droit, par la disposition de la Loi finale au Code, *Si per vim*, & par la Loi 6. aussi au Code, *Unde vi*, qu'aussitôt qu'une affaire est portée en justice, & qu'il y a eu contestation en Cause, il ne doit s'y faire aucune innovation, sur tout lorsque, comme en ce cas, la possession est encore indecise, & que la demande conclut à la possession. Alors tout doit rester *in statu quo*, jusqu'à l'entière décision de l'affaire.

Etant donc déclaré & ordonné, par ledit Article, que la Cause de Juliers sera décidée au procès déjà pendant dès l'année 1615. ou par un accommodement entre les Parties, il s'ensuit clairement de là, qu'aucun des Intéressés, sans la concurrence des autres, ne peut rien changer à l'état de la possession, encore moins étendre sur le Tout une possession partielle & restreinte, ou de recevoir

comme Compossesseur celui, qui jusqu'à présent n'a eu aucune part à la possession.

Les Electeurs de Brandebourg n'ont jamais été Possesseurs des Etats de Juliers, Cleves & Berg. Témoin l'Accord de Dortmund en 1609., allegué dans la susmentionnée Réponse même de la Cour de Prusse, & cotté F. Ils ont été obligez d'abord d'admettre la Maison Palatine de Neubourg à la Con-possession, par indivis; Ils se sont accommodez ensuite, & se sont contentez de la possession d'une partie desdits Etats. Ce sont des faits connus de tout le monde. Que s'ensuit-il de là? C'est que l'état de la possession seroit terriblement changé & alteré, au grand préjudice de la Maison Royale, Electorale & Ducale de Saxe, s'il étoit libre à la Maison de Prusse, après l'extinction de la branche Palatine de Neubourg, d'étendre sa possession, jusqu'à présent restreinte & partielle, sur le Tout, & de s'emparer par voye de fait, des Etats en question, libres & dégagés, qu'ils seroient, de la detention de Neubourg.

C'est, à la verité, ce que de la part de la Maison de Prusse on paroît se croire en Droit de faire, se fondant sur un accord passé avec la Maison de Neubourg en 1666., confirmé par l'Empereur.

Mais, si on veut bien se rapeller la disposition du Traité de Paix, fondée sur la nature du procès actuellement pendant, on conviendra sans doute, que, par l'accord ci-dessus, il n'a pû être transigé sur le fait de la possession, & qu'une des Parties transigeantes
n'a

n'a pas été en droit de transférer à l'autre, tout Compossesseur qu'il étoit déjà, comme sa part & portion, ce qu'elle possédoit, ni de rendre, par là, sa condition meilleure, qu'elle n'étoit auparavant, & encore moins disposer d'une chose appartenante à autrui, ou au moins litigieuse.

Il paroît donc, que l'accord ci-dessus entre la Maison de Brandebourg & celle de Neubourg, de même que la Confirmation de l'Empereur, obtenue par surprise, & par là censée nulle, ou qui ne peut avoir été accordée, que dans le sens du Traité de Paix, & sauf les Droits de la Maison de Saxe, suivant la clause, qui y est attachée (sans compter, qu'aucun Acte conformatoire n'attribue à personne plus de Droit à une chose, qu'il n'y a actuellement) ne peuvent attribuer à la Maison de Prusse aucun Droit de prise de possession, le cas de l'extinction de la Branche de Neubourg existant, & que l'une & l'autre de ces deux pièces ne peuvent être alléguées, avec le moindre effet, contre la Maison Royale, Electorale & Ducale de Saxe, qui a solennellement protesté contre ces Actes, tant à la Cour Impériale même, qu'à la Diète publique de l'Empire.

Si l'on considère avec quelque attention, l'état, où étoit cette affaire de Juliers, dans le tems du Traité de Westphalie, & la situation desdits Etats, on conviendra sans peine, que par les termes du Traité de Paix: *D'autant que la Succession de Juliers pourroit exciter de grands troubles, s'il n'y étoit pourvu*

&c. les Puissances Paciscentes ont eû directement en vuë d'empêcher, que la Maison de Brandebourg ne dépouillât point celle de Neubourg, ni celle ci celle de Brandebourg; que celle de Saxe ne recourrût aux voyes de fait, & ne tentât pas de s'emparer de ce que les deux Maisons ci-dessus avoient déjà occupé de fait & sans autorité legitime.

Si donc, la branche de Neubourg venant à manquer, la Maison Royale, Electorale & Ducale de Saxe se mettoit en devoir de prendre possession des Etats vacants, & que Brandebourg & Sultzbach voulussent s'y opposer, voila la guerre & les troubles inevitables dans l'Empire, que le Traité de Paix a voulu prevenir. De plus, si la Maison de Brandebourg se propose, de s'emparer de la portion de Neubourg, dont elle n'a ni possession Civile ni naturelle, la première étant déjà acquise à la Maison de Saxe par l'Investiture, & que Sultzbach, qui n'a ni possession civile ni naturelle, non plus que Brandebourg, pretende premierement l'acquérir, d'une ou d'autre maniere; Que la Saxe, de son côté, revêtue déjà par l'Investiture & par les Decrets alleguez ci-dessus, du Droit d'apprehender la possession naturelle, se mette en devoir de l'acquérir actuellement, comme elle est en droit de le faire; puisqu'on ne veut faire aucune attention à la disposition du Traité, que peut-il en arriver sinon, que ces trois Maisons causeront de grands troubles dans l'Empire, en recourant aux armes les unes contre les autres; Ce que neanmoins la
Paix

Paix de Westphalie ordonne soigneusement devoir être prevenu & empêché?

On croit en avoir dit assez, pour être en droit de conclurre, qu'il ne peut être transigé sur le fait de la possession, à l'exclusion de la Maison Royale, & l'Electorale de Saxe, sans contrevenir manifestement à la Disposition de la Paix de Westphalie, & sans choquer toute idée de justice & d'équité. On recapitulera seulement, en peu de mots, que, par la Paix, toute innovation est interdite; que toute autre vöye, que celle de Justice ou d'accommodement amiable, est interdite aux interessez; que la Maison de Saxe est légitimement & de Droit, en possession civile & titrée de tous les Etats de Juliers, Cleves & Berg; que cette possession est reconnüe par l'Empereur & par l'Empire; qu'enfin, par rapport à Elle, le préjudice est évident, si l'état de la possession est alteré dans les Etats de Juliers & de Berg, ou dans ceux de Cleves, que ce soit, par la Prusse, ou par Sultzbach, ou par un troisième.

Mais supposé, que, dans l'état present des choses, il fût nécessaire de mettre en discussion les Droits prétendus du jeune Comte Palatin de Sultzbach, à cette succession, & d'examiner, s'il a les qualifications requises pour parvenir à une possession, on ne peut certainement proceder légitimement à cet examen, sans l'admission & le concours de la Partie, qui est principalement interessée à cet examen, encore moins, dans une cause purement litigieuse, la contraindre, sans autorité

legitime, & sans l'entendre, de recevoir un possesseur entierement étranger. Il est vrai, que , pour l'ordinaire , la faveur du Droit est pour le Possesseur; mais à quelle faveur de Droit peuvent prétendre ceux , ou qui , comme Sultzbach, n'ont jusqu'à présent acquis aucune possession , ou qui se sont intrus, par voye de fait, & contre les Mandemens dehortatoires du Juge Suprême , & qui se proposent de se servir encore de pareils moyens? De quelle préférence peuvent-ils se flatter contre ceux, que le même Juge , après connoissance de cause, a mis en possession? Croyent-ils peut-être renverser un Acte aussi solennel , qu'a été celui de l'investiture de la Maison de Saxe , & les Droits , qui lui sont acquis, par cet Acte , par un accord fait au préjudice du Droit d'un tiers, & que la qualité seule de détenteur des Compaciscens rendroit nul de Droit, ou par une confirmation obtenue par surprise, & qui renferme une Clause, qui en détruit tout l'effet?

Qui ne fait d'ailleurs, qu'il est d'une disposition notoire de Droit , que l'état de la possession ne peut être changé ni innové , ni quant à la chose même , ni quant à la personne du Possesseur, au préjudice de celui, qui ne plaide qu'au possesseur?

C'est donc, sur de faux principes, ou en s'abandonnant à une illusion volontaire , qu'on voudroit faire figurer la Maison de Saxe , en cette affaire , comme un simple Pretendant , qui n'a aucune part , ni con-

cur-

urrence à demander la Possession, & dont les Droits doivent être renvoyez au Petit-toire.

Une courte exposition des Droits respectifs des Parties donnera encore plus de jour à tout ceci. La Maison de Saxe se trouve actuellement dans une possession Civile ; C'est ce qui lui est attribué par l'Investiture, & la chose est notoire. Son Droit est donc clair & reconnu par ceux, qui sont en droit d'en décider. Les Droits de la Maison de Brandebourg & ceux de Sultzbach sont bien éloignez d'avoir la même certitude. Il leur faut des preuves & des élucidations, dont ils manquent encore. Ces deux Maisons different entre elles, de principes. L'une prétend, que les Etats de Juliers sont Fiefs masculins ; L'autre veut les faire passer pour des *Feuda promiscua*. Quel desaccord ! quelle incertitude !

Mais posons le cas, pour un moment, sans pourtant l'accorder, que la Maison de Saxe ne pût ni ne dût être admise à aucune possession, & que, par cette raison, Elle n'eût d'autre parti à prendre, que celui, d'attendre la décision du fonds de l'affaire au Petit-toire, rien ne seroit cependant ni plus juste ni plus raisonnable, comme il est d'ailleurs formellement ordonné en Droit, que de laisser les choses dans l'état, où elles sont, sans y rien changer, afin que cette Maison, en obtenant gain de cause, dans le procès, comme Elle s'en flatte, pût parvenir à la possession & jouissance de ce qui lui seroit ajugé par Arrêt.

Mais c'est ce que les Parties averfées , qui n'attendent rien des voyes de justice, apprehendent le plus. Elles cherchent à éluder la restitution, & à la rendre presque impraticable à la Maison de Saxe, par des garanties de Puiffances étrangères , qui leur assurent leur injuste détention, ou à la faveur desquelles Elles puissent introduire un Possesseur nouveau dans la possession, & l'y maintenir.

Le préjudice, que l'on cherche à porter à la Maison de Saxe, par cette manœuvre, est évident. Il lui importe , de conserver & maintenir l'état de la possession en son entier, & sans qu'il y soit fait aucune alteration, & d'empêcher, qu'il ne soit rendu plus difficile ou plus dur par raport à Elle, tant par des innovations, que par le changement des présens Possesseurs & Detenteurs. D'où il s'ensuit, que ladite Maison ne peut ni ne doit être exclue des négociations, qui sont à présent sur le tapis; Aussi se promet-Elle de la justice, premierement de sa Majesté Impériale, comme Chef & Juge suprême dans l'Empire, ensuite de celle des Puiffances garantes du Traité de Westphalie, qu'Elles voudront bien, en cette occasion, faire attention à ses Droits; & ne pas permettre, qu'il soit rien fait , qui pût donner atteinte à la Paix de Westphalie, regardée avec justice comme la base & le plus sûr fondement de l'Empire, ou qui , entrepris & exécuté par des voyes de fait, ne pourroit pourtant jamais obtenir aucune consistance, & qui , dans la suite, pourroit donner lieu à de grands troubles dans l'Empire; Sa Majesté Polonoise comme E-

lecteur,

lecteur, se promettant de l'équité d'un chacun, qu'il ne lui sera rien imputé, si, faute de justes égards, & contre toutes ses esperances, Elle se trouvoit obligée de se servir de toutes les forces, & de tous les moyens, que Dieu lui a mis en main, comme aussi de se prévaloir des conjonctures, qui pourroient se présenter, pour revendiquer des Droits aussi fondez, que le sont les siens, à la succession de Juliers, Berg & Cleves.

Et comme par le Droit Feodal II. Feud. 26. C. *Si facta* & II. Feud. 7. C. 1. le Seigneur Feodal, par l'Investiture conférée, s'engage & promet de mettre le Vassal en possession du Fief devenu vacant, & de lui fournir son assistance, à cet effet, il n'est pas à douter, que Sa Majesté Impériale, les cas de la vacance existant, ne veuille bien interposer son autorité & Office de Seigneur Direct, & faire obtenir à la Maison de Saxe l'effet de la garantie de la possession, dont sa dite Majesté est chargée par l'Investiture. La dite Maison se flatte d'autant plus de cette justice, qu'elle l'a attenduë pendant un siecle entier, & que, de tout tems, Elle a mis toute sa confiance en l'assistance du Seigneur Direct.

La Lettre du Roi de Pologne fut prise *ad referendum*, on la communiqua aux Puissances concertantes qui eurent tout le tems d'examiner les motifs, les prétensions & les preuves de la Maison de Saxe, cependant il n'en fut fait aucune mention dans les mesures qu'on prit,

prit, parce que le but étant de laisser les choses *in statu quo*, on ne pouvoit porter aucun prejudice aux Droits des autres pretendans, puisque la Convention de 1666. subsisteroit toujours & qu'on y avoit reservé expressement le *jus tertii*.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des débats auxquels cette affaire donna lieu dans l'Assemblée des Etats-Généraux, ni de ce qui s'est passé entre les Cours de Manheim, de Bonn, & de Munich, non plus que des insinuations faites à Vienne & à Manheim, ce sont des secrets du Cabinet qui ne peuvent être révélés que lorsqu'on ne peut plus profiter de leur connoissance; & en gardant ce silence prudent, nous mettrons en pratique les sages leçons que nous avons reçues de feu Mr. S. ou des plus grands & des plus prudens Ministres que l'Europe ait admiré dans notre siècle. Quoiqu'il en soit, on mettoit tout en œuvre pour engager L. H. P. à entrer absolument & sans reserve dans les arrangemens concertés à Manheim & à les garantir, pendant que Sa Maj. Très-Chrétienne déclaroit que les dernières, propositions du Roi de Prusse lui paroissent mériter d'être examinées avec beaucoup d'attention, quoique Sa Majesté fût très éloignée de se charger de la conduite de cette affaire, son unique but étant de prévenir les troubles, qui sans cela pouvoient en resulter, bien loin de décider des Droits des differens prétendans à cette succession.

Pendant toutes ces demarches mourut
l'Evê-

l'Evêque d'Augsbourg, *Alexandre Sigismond de Neubourg*, frère de l'Electeur Palatin, qui lui auroit succédé dans toutes ses dignités, s'il lui eût survécu, & à qui S. A. E. P. avoit même fait prêter, depuis quelques années, l'hommage eventuel, par les Etats de Juliers & de Berg. Cette mort, qui rapprochoit, pour ainsi dire, l'époque des troubles qu'on craignoit tant, fut cause qu'on redoubla les empressements qu'on avoit témoignés jusqu'alors pour les prévenir, & reveilla l'attention de la Cour de Prusse sur les mesures que prendroit celle de Manheim, sur tout par rapport à l'hommage éventuel de Berg & Juliers, qu'on assuroit que l'Electeur Palatin avoit envie de faire prêter au Jeune Prince de Sultzbach. Le Roi de Prusse témoigna ouvertement ses inquiétudes sur ce sujet, & fit prier les Puissances Médiatrices, sur tout les Etats-Généraux, de détourner S. A. E. P. de ce dessein qui pouvoit avoir des suites très facheuses. L. H. P. prièrent l'Empereur & le Roi de France de se joindre à Elles pour obtenir de l'Electeur qu'il laissât les choses *in statu quo*, & de se déterminer enfin sur les moyens d'accommoder ce différent qui devenoit tous les jours plus serieux. Leurs Maj. Imp. & Très-Chrét. firent peu de tems après réponse aux instances de L. H. P., elles ne differoient en rien dans le fond : voici celle du Ministre de Sa Maj. Impériale.

L'Empereur, dit-il, toujours empressé à convaincre Leurs Hautes Puissances du retour le plus parfait d'une amitié sincère & des
sen-

sentimens d'un bon & fidele Allié a vû avec satisfaction qu'elles persistent dans le desir de prevenir les suites facheuses que pourroient avoir les contestations sur la succession de *Fuliers & Berg*; leur intention ne peut qu'être très agréable à l'Empereur & dans l'entiere confiance que sa Majesté Impériale & Catholique y met elle ne balance pas un moment à se déclarer conjointement avec sa Majesté Très-Chrétienne de la manière que Leurs Hautes Puissances paroissent le souhaiter.

L'affaire de *Fuliers & Berg* est sans doute de la dernière importance & sans des précautions suffisantes prises à tems, elle pourroit causer de nouveaux troubles d'une très-dangereuse consequence. Rien n'est donc plus conforme aux soins que l'Empereur prend toujours pour le maintien de la tranquillité publique que de les prévenir. Après le Dècès de l'Evêque d'Augsbourg, il y a moins que jamais de tems à perdre pour travailler efficacement à un accommodement amiable, moyen qui a toujours paru le plus prompt & le plus propre pour se rassûrer contre tous Evénemens à craindre.

La Réponse donnée de la part de la France n'ajoute rien essentiellement à celle de l'Empereur au sujet des voyes de fait, & les sentimens des deux Cours ne diffèrent en rien à cet égard. Elles ont toujours été d'opinion & le sont encore que plus il y aura de Puissances respectables qui concourent au but salutaire qu'on a également devant les yeux, plus
il

il fera aisé de l'atteindre ; au lieu que si celles qui s'empresrent pour la même chose , soit par défaut de confiance soit par d'autres raisons , n'agissoient pas de concert , on courroit risque de le manquer.

L'Empereur fera de son mieux pour porter son Altesse Electorale Palatine à s'expliquer au plutôt sur les propositions du Roi de Prusse , quoi qu'il n'y ait guères d'apparence que ce Prince veuille s'y prêter , mais de quelle manière qu'il s'explique , il conviendra toujours de mettre la main à l'œuvre au plutôt & le soussigné est suffisamment instruit des sentimens de l'Empereur pour concourir à regler le tems & la manière dont on pourra y proceder le plus convenablement & le plus efficacement , après quoi il fera d'autant plus facile aux Puissances qui s'interessent au Repos de l'Europe de tomber d'accord entre Elles de ce qu'il y aura de plus à faire pour effectuer un accommodement amiable & pour prévenir les troubles qui sont à craindre.

Tels sont les sentimens de l'Empereur & du Roi Très-Chrétien au sujet des Resolutions dernieres de Leurs Hautes Puissances. On s'est informé pour cet effet , si l'intention de son Altesse Electorale Palatine avoit été de faire prendre au Prince de Sulzbach l'hommage des Pais de *Berg & Juliers* , & l'on a été très-positivement afforé que l'avis n'étoit aucunement fondé.

Du reste la succession de *Juliers & Berg* paroît presenter deux objets principaux à la consideration des Princes qui s'interessent
pour

pour le maintien de la tranquillité publique & ces deux objets semblent meriter également leur attention. L'un regarde le fonds de l'affaire ou les moyens d'accommoder ces différends à l'amiable , & l'autre le soin qu'il convient de prendre pour prévenir les suites dangereuses de la mort d'un Prince aussi avancé en age que l'Electeur Palatin. Le dernier objet est sans doute celui qui est devenu le plus pressant depuis la mort de l'Evêque d'*Augsbourg*, puisque sans une telle prévoyance il n'y auroit que trop à craindre qu'un accident imprévu put rendre inutiles toutes les peines qu'on se seroit données pour le premier: mais cette prevoyance n'est pas un obstacle qui empêche qu'on ne travaille en même tems à un accommodement amiable & qu'on ne s'empresse à le conclure au plutôt, sa Majesté Imperiale & Catholique étant d'opinion qu'il convient au bien public de faire l'un sans omettre l'autre , puis qu'en travaillant sans perte de tems à tous les deux , on les avancera également.

D'un autre côté , le Roi de France s'apercevant que le Roi de Prusse prenoit ombrage du Traité qu'on assuroit qu'il avoit fait avec l'Electeur Palatin , jugea à propos de le tranquiliser & en même tems ceux qui craignoient les suites de cette Alliance, en faisant déclarer à sa Maj. Prus. „ Qu'en approuvant les
 „ arrangemens pris par l'Electeur Palatin
 „ en faveur de la Maison de Sultzbach, sa
 „ Maj. Très-Chrét. n'avoit point intention
 „ de décider ou déterminer quoique ce soit

„ au

55 au préjudice des Droits ou Prétentions de
22 S. M. Prussienne sur ces Duchez ; S. M.
22 T. C. garantissant uniquement à la Mai-
22 son de *Sultzbach* la tranquille possession de
22 ces Duchez de la même manière qu'ils sont
22 actuellement possédés par l'Electeur Pala-
22 tin , jusqu'à ce qu'on ait trouvé un expé-
22 dient pour ajuster les prétentions des Prin-
22 ces interessez dans cette affaire ; sans faire
22 tort aux Droits de l'un ni de l'autre.

Sa Maj. Très-Chrét. fit faire la même déclaration à L. H. P. & leur fit représenter que ce qui étoit concerté par raport à la succession de *Berg & Juliers*, entre les trois Electeurs ; étoit infiniment avantageux à la Republique, puisque les Princes, ses voisins, demeuroient, en vertu des arrangemens concertez, dans le même degré de puissance où ils avoient été jusqu'alors ; au lieu que sans ces arrangemens, l'un de ces Princes deviendrait assez puissant pour donner de l'ombrage à la République ; de sorte qu'à consulter la seule politique, L. H. P. devoient se joindre à S. M. T. C. & aux trois Electeurs, pour engager l'Empereur, comme Chef de l'Empire, à approuver ces arrangemens, comme une *précaution provisoire* & non comme un *Règlement décisif*, sa Maj. ayant déclaré déjà qu'Elle ne prétendoit point garentir autrement ce Règlement en faveur de la Maison de *Sultzbach*, que dans la vuë de laisser les choses *in statu quo*, jusqu'à ce que l'Empire ait donné une décision finale dans cette importante affaire.

Enfin l'Electeur Palatin se déclara sur les

dernieres propositions du Roi de Prusse, qui
 avoient parus universellement si avantageu-
 ses, & que le Roi de France avoit jugées
 dignes d'attention. Cette déclaration portoit
 en substance que „ S. A. S. E. avoit examiné
 „ avec attention les Propositions qui lui a-
 „ voient été faites de la part du Roi de Prusse
 „ pour l'accommodement de la succession de
 „ *Juliers* & de *Berg*; qu'Elle n'avoit pû que
 „ les trouver très favorables, en considérant
 „ le droit, que sa Majesté Prussienne prétend
 „ avoir sur cette succession; si ces préten-
 „ tions étoient suffisamment reconnues, pour
 „ ne pas souffrir de contestation. Qu'il y a-
 „ voit long-tems qu'il se seroit déterminé à
 „ accepter ces propositions; qu'il auroit
 „ même devancé le terme du premier May,
 „ que sa Majesté Prussienne lui avoit fixé
 „ pour leur acceptation; qu'il n'avoit différé
 „ à s'expliquer sur cette importante affaire,
 „ qu'afin d'examiner plus attentivement les
 „ prétentions de sa Majesté Prussienne: N'a-
 „ yant rien trouvé dans différentes Pièces
 „ authentiques qui puisse fonder lesdites pré-
 „ tentions de sa Majesté Prussienne, l'Elec-
 „ teur ne peut plus tarder à faire connoître
 „ ses véritables sentimens, par raport à cet
 „ objet. Son Altesse Electorale Palatine
 „ convient encore, que les propositions fai-
 „ tes par Sa Majesté Prussienne étoient avan-
 „ tageuses, en supposant le droit de ce Prin-
 „ ce sur les Duchez de *Berg* & de *Juliers*:
 „ Mais elles cessent d'être telles, en faisant
 „ attention à ses propres Droits incontestables.

„ blement établis & à ceux dans lesquels le
„ Prince de Sultzbach lui succède, en qualité
„ d'Heritier présomtif. En conséquence donc
„ de ces derniers Droits , il ne lui est pas
„ possible de les concilier avec les préten-
„ tions de Sa Majesté Prussienne. Il en
„ résulte la nécessité non seulement de ne
„ pouvoir accepter les propositions que ce
„ Prince lui a faites , mais même de ne
„ pouvoir les faire servir de base à un accom-
„ modement. Son Altesse Electorale déter-
„ minée en cette occasion par la crainte de
„ porter préjudice aux Droits de son Suc-
„ cesseur , se flatte cependant que la tran-
„ quilité des Duchez de *Juliers* & de *Berg*
„ ne sera point altérée par l'impossibilité où
„ Elle se trouve de condescendre aux désirs de
„ Sa Majesté Prussienne pour cet accommo-
„ dement. Il ne reste plus à l'Electeur Pa-
„ latin , qu'à prier les Puissances qui ont
„ interposé leurs bons offices dans cette
„ affaire, de les employer à présent pour le
„ maintien de la Paix dans les deux Etats
„ dont la Succession est en litige. Elle
„ espère même que ces Puissances connoissant
„ la justice de ses Droits & de ceux de son
„ Successeur , prendront les mesures nécessai-
„ res pour prévenir les voyes de fait qui
„ tendroient à les y inquiéter, &c.

Cette Réponse dissipant toutes les espe-
rances qu'on avoit d'engager les deux hauts
Prétendants à traiter à l'amiable d'un accom-
modement , qui tranquilât les autres Puis-
sances, celles-ci se virent obligées de penser

serieusement aux moyens de prévenir absolument toutes voyes de fait. Comme on avoit à peu près prévu cette Réponse de l'Electeur, on avoit entamé en l'attendant, cette Négociation sur le *quomodo*, sur lequel les Puissances *concertantes* n'étoient pas d'accord, comme il paroît par les Memoires des Ministres de l'Empereur & du Roi de France du 4. de Juin, la Resolution de L. H. P. du 15. Juin, un autre du 9. Juillet & les Mémoires des mêmes Ministres du 24. Juillet. Sa Majesté Brit. sans le concours de laquelle L. H. S. ne faisoient point un pas dans cette importante affaire, étoit d'avis qu'on ne devoir employer que la voye pacifique de la Médiation; Les Cours de Vienne & de Versailles prétendoient qu'il falloit quelque chose de plus, la voye du sequestre n'étoit point praticable, l'Electeur Palatin n'y auroit point consenti & elle n'auroit point été du goût de la Cour de Prusse; les voyes de fait convenoient encore moins, s'agissant de les prévenir; ainsi ce *Quomodo* devint le sujet d'une négociation formelle, qui dura presque la moitié de l'année 1737. & donna lieu à plusieurs Conférences à la Haye entre les Ministres de l'Empereur & de France avec les Deputez des États Généraux, & à plusieurs Délibérations à Vienne, à Versailles & dans l'Assemblée de L. H. P. Enfin les États Généraux, après avoir concerté avec la Cour Britannique, répondirent aux diverses Déclarations, & considérations des Puissances qui s'intéressoient à l'accommodement de cette af-

affaire , que „ Sa Maj. Britann. & L. H. P.
„ voyoient avec plaisir que Sa Maj. Imp. &
„ Cath. & Sa Maj. Très-Chrét persiftoient
„ toujours dans leurs bonnes intentions , de
„ vouloir travailler à un accommodement
„ entre les Parties intereffées dans la Succes-
„ sion de *Berg & Juliers*, & de prendre des
„ precautions pour prévenir, pendant qu'on
„ y travaillera, les voyes de fait & les trou-
„ bles , qui en resulteroient ; Mais qu'en
„ même tems elles ont remarqué avec regret,
„ que les sentimens de S. M. Brit. & de
„ L. H. P. touchant la méthode de procéder
„ à cette fin, n'avoient pas été agréables auxdites
„ Cours : Qu'ayant pris tout de nouveau
„ en consideration & murement réfléchi sur
„ cette affaire, il leur avoit paru que les senti-
„ mens ne font pas si éloignés les uns des
„ autres, qu'ils paroissent l'être par les Memoi-
„ res de leurs Ministres & qu'ainsi elles ont jugé
„ qu'une explication claire de leurs sentimens
„ sur cette matière seroit plus satisfactoire,
„ que si on entreprenoit d'y repondre de
„ point en point : Qu'elles ont cru , que
„ par cette methode elles feroient d'autant
„ plus paroître les égards , qu'Elles ont eû,
„ en examinant cette affaire, pour les Senti-
„ mens de S. M. T. C. Qu'à cette fin
„ elles doivent faire remarquer, qu'ensemble
„ on est entièrement d'accord, qu'il n'y a
„ point un meilleur moyen de prévenir les
„ malheurs & les troubles qui font à appre-
„ hender, comme des suites des disputes sur
„ la succession de *Berg & Juliers*, que de

„ terminer les différens par un amiable ac-
„ commodément entre les Parties intéressées,
„ & que pour y parvenir , il seroit bon
„ qu'on invitât S. M. le Roi de Prusse &
„ son Altesse Electorale Palatine, d'entrer là-
„ dessus en Negociation à la Haye, & que
„ cette Negociation fût entamée au plutôt
„ le mieux , comme aussi que pendant le
„ tems qu'on negociera sur l'accommode-
„ ment , pour lequel on pourroit fixer un
„ certain tems limité, il convient de préve-
„ nir toutes voyes de fait & les troubles qui
„ pourroient arrêter ou interrompre le cours
„ de la Negociation: mais que les sentimens
„ sont uniquement partagés sur la methode,
„ suivant laquelle on pourra le plus commo-
„ dément s'assurer & obtenir la sûreté requi-
„ se qu'aucunes voyes de fait ne seront
„ mises en usage , durant ce tems limité.
„ Que S. M. Imp. & Cath. & S. M. T. C.
„ ont jugé , que le meilleur moyen pour y
„ parvenir seroit de s'adresser conjointement
„ tant au Roi de Prusse, qu'à l'Electeur Pa-
„ latin pour les informer que les Puissances
„ concertantes conviennent entre elles en
„ premier lieu, de travailler dès à présent dans
„ des Conférences à la Haye , à procurer un
„ accommodement; & en second lieu, d'en-
„ gager le Roi de Prusse à donner sa paro-
„ le, de ne rien tenter ni entreprendre pen-
„ dant l'année qu'on emploiera à conclurre
„ l'accommodement ; ce terme devant re-
„ commencer à courir du jour de la mort de
„ l'Electeur Palatin , si elle arrivoit avant
„ l'Ex-

„ l'Expiration de ladite Année , fixée pour
„ negocier l'accommodement , & qu'on tâ-
„ chat en même tems d'engager l'Electeur
„ Palatin , à promettre en son nom & au
„ nom du Prince de Sultzbach , que par la
„ possession dudit Prince de Sultzbach , si
„ la mort de l'Electeur Palatin arrivoit , il
„ ne seroit rien alteré dans l'administration des
„ Etats de *Juliers & Berg* , pendant ledit
„ intervalle d'une année. Qu'il n'étoit pas à
„ présumer que les Parties interessées refusassent
„ de se prêter à ces propositions ; mais en
„ cas que , contre toute attente , on trouvât
„ quelque resistance de la part du Roi de
„ Prusse ou de l'Electeur Palatin , on devroit
„ être convenu d'avance , de leur déclarer
„ conjointement que les Puissances interes-
„ sées à la tranquillité publique , ne souffri-
„ ront aucune voye de fait. Que de l'autre
„ côté tant S. M. Brit. que L. H. P. sont
„ d'opinion qu'il seroit convenable qu'on pro-
„ posât aux Parties interessées la Haye pour
„ le lieu des Conférences afin d'y traiter d'un
„ accommodement , par l'intervention &
„ par l'interposition des bons offices des
„ Puissances , qui concertent ensemble &
„ qu'on les invitât à autoriser à cet effet leurs
„ Ministres qui y sont , ou à en envoyer d'autres
„ autorisés & de les instruire & qualifier à
„ pouvoir convenir en premier lieu & a-
„ vant tout , qu'elles engagent leur pa-
„ role , que pendant la negociation , pour la-
„ quelle on pourroit fixer un tems limité ,
„ elles ne tenteroient ni entreprendroient rien

„ par voie de fait mais qu'elles laisseroient le
„ tout *in statu quo* , en déterminant d'un
„ consentement reciproque des Parties inte-
„ ressées, ce qu'on doit entendre par le ter-
„ me de *laisser le tout in statu quo*, sur tout
„ en cas que l'Electeur Palatin vînt à mou-
„ rir (ce qu'à Dieu ne plaise) avant l'expira-
„ tion du terme à fixer pour le tems de la
„ Négociation. Qu'il paroît que la diversité
„ des sentimens en ceci regarde seulement
„ la methode , & qu'il s'agit de celle qui
„ feroit la plus convenable pour atteindre le
„ but commun , que l'on se propose , &
„ que cette diversité ne touche point le fond
„ de l'affaire , puisque S. M. Brit. & L. H.
„ P. sont d'accord avec S. M. I. & Cath.
„ & avec S. M. T. C. que l'état, dans le-
„ quel les choses doivent rester pendant le
„ terme qu'on fixera pour la Negociation ,
„ peut être réglé convenablement de la ma-
„ nière proposée dans les susdits Memoires
„ du 4. Juin dernier , paroissant naturel que
„ pendant le tems fixé pour la Négociation
„ rien ne soit innové, mais que le tout reste,
„ autant qu'il est possible, dans le même é-
„ tat, où il se trouve, & que dans le cas
„ inespéré de la mort de l'Electeur Palatin,
„ son héritier demeure *provisiounellement* dans
„ la possession des Duchez controversés &
„ des Terres , qui en dependent , d'autant plus,
„ que tout autre arrangement ne peut qu'être
„ sujet à plusieurs inconveniens , mais qu'en
„ meme tems elles croient, qu'il seroit con-
„ venable & bon , qu'on *persuadât les Par-*

tes intéressées d'agréer de leur propre bon
gré cet arrangement, qui peut-être pour-
roit être facilité par quelque clause de
non préjudice, ou autre, que l'une ou l'au-
tre des Parties intéressées pourroit submi-
nistrer, n'étant pas aisé de connoître &
de prévoir ce qu'ils pourroient desirer à cet
égard sans les entendre là dessus. Que ce-
ci étant leur sentiment, il leur paroïssoit qu'el-
les ne s'éloignent pas beaucoup de celui
de S. M. Imp. & Cath. & de S. M. T.
C. & qu'ainsi elles espéroient, ce qui seroit
très-agreable à S. M. Brit. & à L. H. P.,
que S. M. Imp. & Cath. & S. M. T.
C. trouveront bon, qu'on entame l'affai-
re sur le pied susdit & qu'elles voudront
bien convenir avec Sa M. Brit. & L. H.
P. de requérir & d'inviter le Roi de Prus-
se & l'Electeur Palatin, à traiter ici à la
Haye d'un accommodement sur ladite suc-
cession par l'intervention & l'interposition
des bons offices des quatre Puissances, &
d'autoriser à cet effet leurs Ministres qui
sont ici, ou d'en envoyer d'autres suffisam-
ment autorisés dans le tems qu'on pourra
auparavant déterminer & de les dûement
instruire & autoriser, pour pouvoir en
premier lieu, & avant tout, convenir &
donner des assurances de ne pas agir par
voies de fait, & de ne faire aucune innova-
tion durant la Négociation de l'accom-
modement, pour laquelle on pourra fixer
une année à commencer de l'ouverture des
Conferences, ou de la mort de l'Electeur

„ Palatin, en cas que contre toute esperan-
„ ce, il vînt à mourir pendant cette année,
„ avant la conclusion de l'accommodement.
„ Que S. M. Brit. & L. H. P. esperent,
„ qu'autant qu'on pourroit perdre quelque
„ tems par la Négociation de ce Prelimi-
„ naire, on le regagnera, en mettant les Par-
„ ties interessées par-là sur les voies pour
„ venir à un accommodement & qu'on aura
„ besoin d'autant moins de tems dans la
„ suite pour effectuer ledit accommode-
„ ment, & pour parvenir à une bonne
„ & heureuse conclusion. Qu'ainsi elles dé-
„ clarent dès à present, qu'en cas que, con-
„ tre toute esperance, on ne pût trouver le
„ moien d'ajuster ce point preliminaire du
„ consentement des deux Parties, elles feront
„ prêtes de concerter ulterieurement avec S.
„ M. Imp. & Cath. & S. M. T. C. & d'exa-
„ miner ensemble, ce qu'il conviendra, en ce
„ cas inespéré, de statuer & de faire, pour pré-
„ venir tout ce qui pourroit rroubler le repos
„ & la tranquillité publique, laquelle leur tient
„ fortement à cœur, de même qu'elle le tient
„ à S. M. I. & Cath. & à S. M. T. C.

Quelque étendue & prudente que fût cette Réponse, elle ne termina pas la Négociation entre les Puissances concertantes touchant le *Quomodo*; l'Empereur & la Cour de France y repondirent encore sur le même ton qu'ils avoient répondu aux precedens arrangemens proposés par les Puissances Maritimes, on s'expliqua encore de part & d'autre, ou plutôt on expliqua quelques termes qui n'étoient pas as-
sez

sez clairs. Enfin les quatre Puissances concertantes approuverent unanimement la maniere de proceder de concert dans cette affaire, telle que les Ministres de l'Empereur & de France la proposèrent à L. H. P. au milieu du mois de Decemb. 1737. L. H. P. informèrent de tout le Ministre Britannique, qui en écrivit d'abord à sa Cour pour avoir son avis sur le projet proposé; & on la reçut aussi-tôt qu'il fut possible. On eut encore quelques explications dans une ou deux Conférences & enfin il fut résolu que les Ministres des quatre Puissances concertantes, à Berlin & à Manheim remettroient le 10. Fevrier de cette année 1738. les Mémoires suivans à Sa Maj. le Roi de Prusse & à S. A. S. E. Palatine.

Mémoire que les Ministres des quatre Puissances ont remis au Roi de Prusse le 10. de Fevrier 1738.

SA Maj. Très-Chrêt. ayant de concert avec Sa Maj. Imp. S. M. Brit. & L. H. P. considéré les suites que pourroit avoir la mort du Sereniss. Elect. Palat. au préjudice de la tranquillité publique s'il n'y étoit pourvû par un accommodement amiable, & qu'une affaire de cette importance ne peut être mieux ni plus promptement ajustée que par le concours des Puiss. impartiales, qui n'ayant aucun autre objet, que la conservation de la paix de l'Europe, elles sont persuadées que S. M. Pruss. leur saura gré à toutes également des soins qu'elles se proposent d'em-

d'employer dans cette vûë salutaire, & qu'elle voudra bien accepter leur Mediation, pour terminer par un accord amiable les differens sur la succession éventuelle de Berg & Juliers, & l'invitation qu'elles lui font d'autoriser à cette fin le Ministre qu'elle a à la Haye, ou d'y en envoyer d'autres suffisamment autorisés pour entrer en conference & en négociation sur cette affaire.

Lesdites quatre Puiss. après une mure deliberation se sont toutes accordées à penser, que pour accelerer, & tenir les Conferences sur un accommodement avec esperance de succès, il est necessaire en premier lieu que l'on puisse avoir des suretés qu'il ne sera rien entrepris pendant le cours de la Négociation, qui puisse donner atteinte au repos & à la tranquillité publique. Pour cet effet elles prient avant tout S. M. Pruss. de vouloir déclarer & s'engager de ne rien tenter, ni entreprendre par voye de fait, pendant le tems destiné à ces négociations pour s'emparer des Etats & Pais, qui font le sujet de la dispute ou de quelque partie d'iceux, sous quelque pretexte que ce soit, quand même, ce qu'à Dieu ne plaise, le Serenif. Elect. Palat. viendrait à mourir pendant ce tems.

A l'égard du terme à fixer pour la Négociation les quatre Puiss. unies sont persuadées, qu'il conviendrait qu'il ne fût pas moindre de deux ans, mais que ce terme ou un autre plus court, si on le juge à propos, devra recommencer à courir du jour de la mort du Serenif. Elect. Palat. si contre toute esperance elle arrivoit avant que l'accommodement fût conclu.

Les

Lesdites Puissances sont trop persuadées des droites intentions de S. M. Pruss. pour douter qu'elle differe à se prêter à cet arrangement qui leur paroît necesaire, & le seul praticable, pour pouvoir commencer les Conférences pour un accommodement avec quelque esperance de succès. Les momens sont si précieux qu'elles ne peuvent se dispenser de demander la reponse la plus prompte qu'il sera possible. Et comme il n'est pas moins necessaire de prendre les mêmes sûretés avec l'Elect. Palat., lesdites quatre Puiss. ont aussi chargé leurs Ministres à Manheim de remettre à S. A. E. un pareil Mémoire, dont copie est ci jointe, afin que S. M. Pruss. connoisse, qu'il n'a été négligé aucune des précautions possibles pour que les arrangemens provisoires, qui deviendroient necessaires, au cas de la mort prématurée du Sereniss. Elect. ne puissent porter aucun préjudice à ses Droits: elles se flattent également que S. A. E. Palat. ne se refusera point à l'engagement que l'on exige d'elle par préalable & qu'elle ne voudra point s'attirer de justes reproches de la part des quatre Puiss. aussi considerables, qui se proposent de soutenir conjointement & avec fermeté les caractères d'impartialité, qu'elles annoncent aujourd'hui à toute l'Europe par les principes qu'elles ont adoptés en commun.

Memoire que les Ministres des quatre Puissances ont remis à S. A. S. E. Palat. à Manheim le 13 Fevrier 1738.

SA Maj. Très-Chrêt. ayant de concert avec Sa Maj. Imp. Sa Maj. Brit. & L. H. P, considéré les suites que pourroit avoir la mort du Seren. Elect. Palat. au prejudice de la tranquillité publique, s'il n'y étoit pourvû par un accommodement amiable, & qu'une affaire de cette imporrance ne peut être mieux ni plus promptement ajustée, que par le concours de Puiss. impartiales, qui n'ayent aucun autre objet, que la conservation & la paix de l'Europe; elles sont persuadées que S. A. E. P leur saura gré à toutes également des soins qu'elles se proposent d'employer dans cette vûe salutaire & qu'elle voudra bien accepter leur Médiation, pour terminer par un accord amiable les differends sur la succession éventuelle de Berg & Juliers, & l'invitation qu'elles lui font d'autoriser à cette fin le Ministre qu'elle a à la Haye, ou d'y en envoyer d'autres suffisamment autorisés pour entrer en conference & en négociation sur cette affaire.

Lesdites quatre Puiss. après une mure déliberation se sont toutes accordées à penser que pour accelerer & tenir les conferences sur un accommodement avec esperance de succès, il est nécessaire, en premier lieu, que l'on puisse avoir des suretés, qu'il ne sera rien entrepris pendant le cours de la Négociation, qui puisse

se

se donner atteinte au repos & à la tranquillité publique. Pour cet effet elles prient avant tout S. A. E. P. de vouloir déclarer & s'engager tant en son nom qu'en celui du Pr. de Sultzbach, que si contre toute esperance S. A. E. venoit à mourir pendant le tems à fixer pour la Négociation il ne fera rien altéré dans l'Administration politique, civile, ni militaire des Etats ou Pays contestés, & que la possession provisoire desdits Etats & Pais qui restera en attendant au Prince de Sultzbach ne pourra lui donner aucun avantage ni porter aucun préjudice à qui que ce soit tant au Possessoire qu'au Petitoire.

A l'égard du terme à fixer pour la Négociation les quatre Puissances sont persuadées, qu'il conviendrait qu'il ne fût pas moindre de deux ans, mais que ce terme ou un autre plus court, si on le juge à propos, devra recommencer à courir du jour de la mort de S. A. E. P. si, contre toute esperance, elle arrivoit avant que l'accommodement fût conclu.

Lesdites Puissances sont trop persuadées des droites intentions de S. A. E. P. pour douter qu'elle diffère à se prêter à cet arrangement qui leur paroît nécessaire & le seul praticable pour pouvoir commencer les Conférences pour un accommodement avec quelque esperance de succès. Les momens sont si précieux, qu'elles ne peuvent se dispenser de demander la réponse la plus prompte qu'il sera possible, elles se flattent également que le Roi de Prusse ne se refusera point à l'engagement

gement que l'on exige de lui par préalable, de n'employer aucune voye de fait en aucun cas & sous aucun pretexte suivant le Memoire qui doit lui être remis, & dont copie est ci-jointe, & qu'il ne voudra point s'attirer de justes reproches de la part de quatre Puissances aussi considerables, qui se proposent de soutenir conjointement & avec fermeté les caractères d'impartialité qu'elles annoncent aujourd'hui à toute l'Europe par les principes qu'elles ont adoptés en commun.

Son Alt. Elect. Palat. repondit d'abord à ce Mémoire en consentant à tout son contenu, après avoir temoigné la plus tendre reconnoissance aux Puissances qui s'intereissoient si chrétiennement au repos de ses Etats. Voici la copie de la reponse de Sa Maj. le Roi de Prusse.

„ Le Roi de Prusse voit avec beaucoup de
 „ plaisir & de reconnoissance que Sa Majesté
 „ Impériale, Leurs Majestez le Roi de la
 „ *Grande-Bretagne* & le Roi de *France*, &
 „ Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux
 „ des Provinces Unies, veulent bien employer
 „ leur médiation pour moiennner un accom-
 „ modement amiable sur les differens, qui
 „ subsistent entre Sa Majesté le Roi de *Prusse*
 „ & le Prince de *Sultzbach*, au sujet de *Fuliers*
 „ & de *Berg*.

„ Les sentimens que Sa Majesté a pour la
 „ conservation de la tranquillité publique, re-
 „ pondent parfaitement à ceux des quatre Pui-
 „ sances concertantes, & Sa Majesté se flattant
 „ que leur Médiation sera impartiale, en tout

„ &

„ & par tout, lorsqu'elle aura lieu, ne fera
„ jamais rien qui puisse troubler des soins si
„ respectables, à moins que, contre toute at-
„ tente, des démarches contraires à sa gloire
„ & à ses intérêts ne l'obligent de penser au-
„ trement.

„ La seule chose qui fait de la peine à Sa
„ Majesté, c'est qu'elle trouve dans le Mémoi-
„ re présenté le 10. du courant à la Cour de
„ *Manheim*, des expressions qui semblent in-
„ diquer qu'on veuille constater une possession
„ provisionnelle pour le Prince de *Sultzbach*
„ dans les Duchés de *Juliers* & de *Berg*.

„ Sa Majesté ne comprend pas comment
„ on pourroit concilier un tel arrangement a-
„ vec l'impartialité d'une Médiation, ni sous
„ quelle ombre de justice on lui pourroit ô-
„ ter les Droits de possession, qui lui appar-
„ tiennent à l'égard desdits Duchés, & en re-
„ vêtir un Prince, qui de soi même n'en a
„ point du tout, & non plus au Pétitoire au-
„ cun Droit decerné par le Juge competent.

„ Il est impossible que Sa Majesté, quel-
„ que grande que soit d'ailleurs sa déference
„ pour les quatre Puissances concertantes,
„ y puisse donner les mains. Elle feroit tort à
„ ses intérêts en s'y prêtant, & il n'y a ni ré-
„ servation, ni restriction, ni modification,
„ qui la puisse rassûrer là-dessus.

„ C'est pourquoi Sa Majesté se promet de
„ l'équité des quatre Puissances susdites, qu'el-
„ les n'apuiéront pas sur cette idée, & au-
„ ront la bonté de se déclarer sur cet article
„ de telle manière, que Sa Majesté soit en

„ état de pouvoir donner ses reponses ultérieures sur les Mémoires delivrez ici par les Ministres des susdites Puissances ". Ecrit à Berlin, ce 19. Fevrier 1738. (Signé) A. BORCK. PODEWILLS. THULLEMAYER.

VOILA l'état où se trouve cette importante & chatouilleuse affaire au commencement de Mars 1738. qui est l'Epoque qui terminera cette Histoire qui pourra servir d'Introduction à celle du Congrès que l'on tiendra pour parvenir à un accommodement.

Fin du Tome I.

ERRATA.

- Pag. 13. Lig. 1. (qui n'eut qu'une fille nommée *Anne*) *il faut mettre*, qui ne laissa que des Filles, dont l'ainée, nommée *Anne*, épousa l'Electeur *Jean-Sigismond*.
18. Lig. penult. après possession, *il faut mettre* (d) & au bas de la page (d) comme il paroît par l'Instrument de la prise de Possession de Brandbourg dans les Preuves[Z]
42. — (*) le 10. Janv. 1610. lisez, le 27. Janv. 1610. Voyez Hist. des Traités T. II. p. 489.
- 153 Lig.. 11. dix-neuf Sept. pour, neuf Septembre
174. Lig. 16. ils fussent admis, lisez, elles fussent admises.

